



3 1761 11971068 9



Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761119710689>



AI
3
68616M
FRE

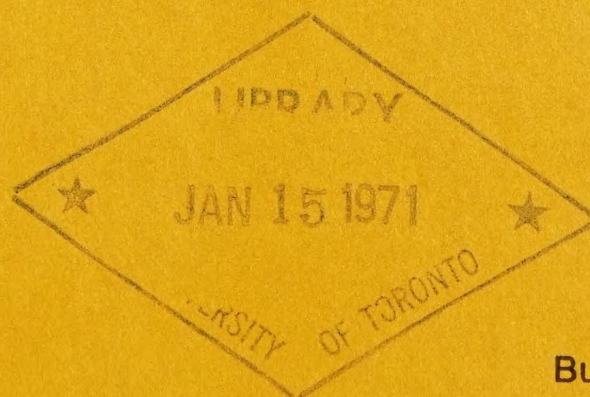
Équipe spécialisée en relations de travail

Étude N° 13

Structures et pouvoirs de la Fédération des Travailleurs du Québec

Paul Bernard, M.A.

Département de Sociologie,
Université de Montréal



Bureau du Conseil privé
Ottawa

ÉTUDE N° 13

STRUCTURES ET POUVOIRS DE LA FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC

PAUL BERNARD, M.A.

Département de Sociologie,
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

OTTAWA

NOVEMBRE 1969

© Droits de la Couronne réservés

En vente chez l'Imprimeur de la Reine à Ottawa,
et dans les librairies du Gouvernement fédéral

HALIFAX

1735, rue Barrington

MONTREAL

Édifice Aeterna-Vie, 1182 ouest, rue Ste-Catherine

OTTAWA

Édifice Daly, angle Mackenzie et Rideau

TORONTO

221, rue Yonge

WINNIPEG

Édifice Mall Center, 499, avenue Portage

VANCOUVER

657, rue Granville

ou chez votre libraire

Prix \$3.75

Nº de catalogue CP32-6/1967-13F

Prix sujet à changement sans avis préalable

Imprimeur de la Reine pour le Canada
Ottawa, 1970

ETUDES
DE
L'EQUIPE SPECIALISEE EN RELATIONS DE TRAVAIL

Etude n°

- | | | |
|----|---|---------|
| 1 | Broadcasting - An Industry Study
by Ruby S. Samlalsingh, M.A.
N° de catalogue CP32-6/1967-1 | \$ 1.50 |
| 2 | Professional Workers and Collective Bargaining
by Shirley B. Goldenberg, M.A.
N° de catalogue CP32-6/1967-2 | \$ 2.50 |
| 3 | Syndicalisme, consommation et société de consommation
par le Professeur Bernard Solasse (Laval)
N° de catalogue CP32-6/1967-3F | \$ 1.00 |
| 4 | Compulsory Arbitration in Australia
by Professor J. E. Isaac (Monash)
N° de catalogue CP32-6/1967-4 | \$ 1.00 |
| 5 | Adaptation and Innovations in Wage Payment Systems in Canada
by Professor Jack Chernick (Rutgers)
N° de catalogue CP32-6/1967-5 | \$ 1.50 |
| 6 | Labour Arbitration and Industrial Change
by Paul C. Weiler, LL.B. (Osgoode), LL.M. (Harvard)
N° de catalogue CP32-6/1967-6 | \$ 1.50 |
| 7 | Trends in Industrial Relations Systems of Continental Europe
by Paul Malles (Economic Council of Canada)
N° de catalogue CP32-6/1967-7 | \$ 2.50 |
| 8 | Labour Disputes in Essential Industries
by Harry W. Arthurs, LL.B. (Toronto), LL.M. (Harvard)
N° de catalogue CP32-6/1967-8 | \$ 3.25 |
| 9 | Le syndicalisme au Québec: Structure et mouvement
par J. Dofny, Elève titulaire de l'Ecole pratique des hautes
études (Paris), et P. Bernard, M.A. Sociologie (Montreal)
N° de catalogue CP32-6/1967-9F | \$ 1.25 |
| 10 | Unfair Labour Practices: An Exploratory Study of the
Efficacy of the Law of Unfair Labour Practices in Canada
by Innis Christie, LL.B. (Dalhousie, Cantab), LL.M. (Yale)
and Morley Gorsky, LL.B. (Manitoba), LL.M. (New York)
N° de catalogue CP32-6/1967-10 | \$ 2.50 |
| 11 | Responsible Decision-Making in Democratic Trade Unions
by Earl E. Palmer, A.M. (Yale)
N° de catalogue CP32-6/1967-11 | \$ 4.50 |

Etude N°

- 12 Industrial Conversion and Workers' Attitudes to Change
in Different Industries
by Jan. J. Loubser, M.A., Ph.D. (Harvard) and
Michael Fullan, M.A., Ph.D. (Toronto)
N° de catalogue CP32-6/1967-12 \$ 3.00
- 13 Structures et pouvoirs de la Fédération des Travailleurs
du Québec
par Paul Bernard, M.A., Sociologie (Montréal)
N° de catalogue CP32-6/1967-13F \$ 3.75

Autres études devant paraître sous peu

Evolution du patronat et ses répercussions sur les
attitudes et pratiques patronale dans la province
de Québec par Laurent Bélanger

Interest Arbitration by Donald J. M. Brown

Wage Determination in Canadian Manufacturing Industries
by Grant L. Reuber

Times of Trouble: Labour Unrest and Industrial Conflict
in Canada, 1900-66 by Stuart Jamieson

Les critères des conflits créant une situation d'urgence
par Pierre Verge

Labour-Management Relations in the Railway Industry
by Stephen S. Peitchinis

Management's Views on Union-Management Relations at the
Local Level by J.J. Wettlaufer, A. Mikalachki and G.
Forsyth

A Study of the Effects of the \$1.25 Minimum Wage under
the Canada Labour Standards Code by Mahmood A. Zaidi

Collective Bargaining by Canadian Public School Teachers
by J. Douglas Muir

Wildcat Strike in Lake City by Maxwell Flood

Les études de l'Equipe spécialisée en relations de travail
sont le fruit de certains travaux de recherches effectués
par contrat. Les observations et opinions formulées dans
ces études ne reflètent pas nécessairement l'avis des
membres de l'Equipe spécialisée.

AVANT-PROPOS

L'étude d'un objet de recherche qui est en transformation, si elle exige des précautions spéciales et présente des difficultés particulières, n'en comporte pas moins un avantage important. En effet, cette mutation permet le plus souvent au chercheur de délimiter avec plus de précision les caractéristiques propres de l'objet et d'en représenter plus facilement la dynamique.

C'est là un avantage dont nous avons pu profiter, puisque la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) s'est complètement transformée depuis sa fondation en 1957. En fait, elle s'est acquis des pouvoirs beaucoup plus étendus qu'il n'est coutume pour les organismes de sa nature au sein du mouvement syndical national et international.

C'est de cette transformation que nous voulons traiter dans ce rapport. D'abord pour en dégager les caractères spécifiques (première partie); ensuite pour présenter les opinions de leaders syndicaux à son endroit (deuxième partie); enfin, pour tenter d'expliquer cette transformation et ces opinions par la situation du syndicalisme au Québec et par les caractéristiques des appareils syndicaux impliqués dans cette mutation (troisième partie).

Cette recherche a été faite de mai à novembre 1967. Nous croyons qu'aucun événement survenu depuis lors n'est venu en contredire les arguments fondamentaux; les opinions de certains leaders par rapport au renforcement de la FTQ ont changé, mais c'est dans la mesure et dans le sens même où leur position a elle-même évolué par rapport aux axes de nos explications 1/.

Nous n'avons donc pas transformé le texte de notre rapport de recherche dans son essentiel si ce n'est pour y introduire quelques notes quand la situation avait vraiment changé. Nous avons également ajouté une conclusion: elle justifie au plan de la théorie sociologique des organisations le mécanisme d'explication que nous avons construit dans la troisième partie et elle suggère de nouvelles approches du phénomène du syndicalisme.

En terminant, je tiens à assurer de ma reconnaissance Monsieur Jacques Dofny, Directeur et professeur titulaire du Département de Sociologie de l'Université de Montréal, qui m'a aidé de son expérience de chercheur en sociologie du travail. Je remercie également de leur collaboration les dirigeants et le personnel de la Fédération des travailleurs du Québec, qui m'ont facilité l'accès aux dossiers de la centrale, de même que les leaders syndicaux qui ont accepté de se prêter à mes interviews.

Université de Montréal,
Novembre 1969

Paul Bernard

1/ Voir à ce sujet la note 42 du Chapitre IX, où une telle transformation est expliquée.

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
AVANT-PROPOS	v
CHAPITRE I PERSPECTIVES D'ANALYSE	1
A. La Fédération des travailleurs du Québec (FTQ)	1
B. Les structures de pouvoir	4
1. Unions et centrales	5
2. Centrale canadienne et centrale québécoise	13
C. Méthodes de recherche	15
NOTES	22
PREMIERE PARTIE: LES POUVOIRS DE LA FEDERATION DES TRAVAILLEURS DU QUEBEC	24
CHAPITRE II INDICES D'UN RENFORCEMENT DE LA FEDERATION DES TRAVAILLEURS DU QUEBEC	24
NOTES	35
CHAPITRE III EVOLUTION DU PARTAGE DES POUVOIRS ENTRE LA FTQ, LE CTC ET LES UNIONS	36
A. Les amendements à la constitution de la Fédération des travailleurs du Québec	36
B. Mise en question des pouvoirs du Congrès du Travail du Canada	41

	<u>Pages</u>
C. Mise en question du pouvoir des unions	62
D. Pouvoirs renouvelés et nouveaux pouvoirs de la Fédération des travailleurs du Québec	72
NOTES	79
CHAPITRE IV LES POUVOIRS QUE LA FEDERATION DES TRAVAILLEURS DU QUEBEC RECLAME	83
NOTES	91
DEUXIEME PARTIE: LES REACTIONS DU CONGRES DU TRAVAIL DU CANADA ET DES UNIONS AU RENFORCEMENT DE LA FEDERATION DES TRAVAILLEURS DU QUEBEC	92
CHAPITRE V LES REACTIONS DU CONGRES DU TRAVAIL DU CANADA	92
NOTES	103
CHAPITRE VI LES REACTIONS DES UNIONS	104
A. Ceux qui appuient le renforcement de la Fédération des travailleurs du Québec	105
B. Ceux qui s'inquiètent de l'autonomie des unions	134
C. Ceux qui s'inquiètent du pouvoir du Congrès du Travail du Canada	137
D. Les modérés	145
E. Au-delà du syndicalisme	160
TROISIÈME PARTIE: LES CAUSES DU RENFORCEMENT DE LA FEDERATION DES TRAVAILLEURS DU QUEBEC	169
NOTES	171
CHAPITRE VII LES PARTICULARITES DE LA SITUATION QUEBECOISE ET LE ROLE DE LA FEDERATION DES TRAVAILLEURS DU QUEBEC	172

	<u>Pages</u>
A. Les particularités de la situation québécoise	172
1. Nationalisme et néo-nationalisme	172
2. Développement du rôle de l'Etat provincial	175
3. La présence de la CSN	180
4. Néo-nationalisme, rôle de l'Etat et présence de la CSN	182
B. Le rôle de la Fédération des travailleurs du Québec	186
1. Transformation des unions et transformations de la FTQ	186
2. Les réactions de la FTQ aux particularités de la situation québécoise	188
NOTES	200
CHAPITRE VIII	
STRUCTURES SYNDICALES ET SENSIBILITE DIFFERENTIELLE AUX PARTICULARITES REGIONALES	202
1. La mobilité des hommes de métiers	205
2. Des unions industrielles bâties de bas en haut	207
3. La lutte du CIO contre l'AFL	208
4. Le CIO et la politique	209
NOTES	216
CHAPITRE IX	
STRATEGIE NEGOCIATRICE DES UNIONS ET SENSIBILITE DIFFERENTIELLE AUX PARTICULARITES REGIONALES	218
A. La signification des négociations collectives pour les unions de métiers et les unions industrielles	220
1. L'attitude des unions de métiers face à la négociation collective	220
2. L'attitude des unions industrielles face à la négociation collective	226
3. La portée actuelle de ces différences d'attitudes face à la négociation collective	230
4. Conséquences de ces attitudes sur la sensibilité aux particularités régionales	231

	<u>Pages</u>
B. Les effets des particularités régionales sur les négociations	232
1. Le maintien de la relation négocia- trix parfaite	232
2. L'influence de l'économie régionale sur les négociations	234
C. Stratégie négociatrice et acceptabilité du renforcement de la Fédération des travailleurs du Québec	237
1. Juridiction des unions et renforcement de la FTQ	237
2. Accroissement des effectifs et renforce- ment de la FTQ	239
D. Nouveaux facteurs favorisant le renforcement de la Fédération des travailleurs du Québec	241
1. La confusion croissante entre les juridictions des unions	241
2. Le rôle accru des pouvoirs publics dans la négociation	242
E. Application de l'analyse stratégique à l'étude de certaines politiques de la Fédération des travailleurs du Québec	243
1. Le nationalisme	244
2. L'action politique	246
3. La liberté d'association	247
F. La stratégie des unions et leurs attitudes face au renforcement de la Fédération des travailleurs du Québec	249
NOTES	255
CONCLUSION: LE SYNDICALISME COMME OBJET DE L'ANALYSE SOCIOLOGIQUE	
BIBLIOGRAPHIE	287
APPENDICE I - Notes sur la situation actuelle au Québec des unions nationales et internationales	301

	<u>Pages</u>
APPENDICE II - Mémoire de la Fédération des travailleurs du Québec à la commission du CTC sur la constitution et les structures	307
APPENDICE III - Schéma d'entrevue	319
APPENDICE IV - SUMMARY IN ENGLISH	321

CHAPITRE I

PERSPECTIVES D'ANALYSE

L'objet de ce chapitre sera triple: en premier lieu, présenter de façon sommaire l'objet de notre étude, la Fédération des Travailleurs du Québec; en second lieu, apporter quelques précisions sur l'aspect que nous allons privilégier au cours de cette étude, à savoir les structures de pouvoir de l'organisme; enfin, définir les méthodes de recherche que nous avons utilisées et en indiquer les limites.

A. La Fédération des Travailleurs du Québec (FTQ)

La FTQ est née en février 1957, de la fusion de la Fédération du travail du Québec et de la Fédération des unions industrielles du Québec (FUIQ). La première détenait une charte du Congrès des métiers et du travail du Canada (CMTC), pendant de l'American Federation of Labour (AFL); la seconde représentait au Québec le Congrès canadien du travail (CCT), et comptait parmi ses affiliés les locaux canadiens des unions internationales du Congress of Industrial Organizations (CIO) ainsi qu'un certain nombre d'unions canadiennes formant précédemment le All-Canadian Congress of Labour. L'accord de fusion du Congrès canadien du travail et du Congrès des métiers et du travail du Canada, qui créait en 1956 le Congrès du travail du Canada (CTC), comportait une clause prévoyant la fusion dans un délai de deux ans de tous les organismes subsidiaires des deux anciennes centrales. Bien d'autres raisons ont pu jouer, mais la naissance de la FTQ s'explique constitutionnellement à partir de ces éléments.

Les premiers articles de la constitution de la FTQ, amendée lors du IXème Congrès de l'organisme en décembre 1965, nous renseignent sur sa composition:

Cette centrale syndicale, qui détient une charte du Congrès du travail du Canada (CTC), porte le nom de Fédération des travailleurs du Québec. La Fédération se compose d'organisations affiliées au Congrès du travail du Canada, ou détenant une charte de ce dernier, affiliées à la Fédération. (Article I, section 1)

La Fédération sera composée: a) des sections locales des syndicats nationaux et internationaux affiliées au CTC; b) des organisations régionales; c) des Conseils du travail; d) des syndicats locaux directement chartés par le CTC. (Article III, section 1)

Officiellement, la FTQ est donc, pour reprendre l'expression d'un certain nombre des permanents syndicaux que nous avons interrogés, "la succursale du CTC au Québec". En effet, elle n'existe pas par la volonté directe de ses affiliés, mais par la délégation de pouvoirs que lui consent la maison-mère (CTC), et si elle doit "assumer et faire siennes les particularités du Québec et les aspirations des travailleurs québécois" (Article II, section 1, item 10), ceci doit se faire, au sens strict, dans les limites des politiques établies par la centrale canadienne.

Précisons un peu plus les rôles dévolus à la FTQ. A l'origine, la fonction des corps centraux dans le syndicalisme international se limitait à faire des pressions sur les gouvernements des différents niveaux afin de promouvoir des mesures législatives favorables aux travailleurs. Peu à peu, diverses autres fonctions qui dépassaient également les limites de la juridiction et des intérêts de chaque union particulière s'y sont ajoutées. Par exemple: encourager l'achat des produits de fabrication syndicale; organiser l'éducation des syndiqués, moins dans le domaine de la

formation syndicale que dans celui de l'éducation populaire; mettre sur pied une presse syndicale qui défende les intérêts généraux des travailleurs.

Le CTC a considéré un certain nombre de ses fonctions comme indivisibles et se les a par conséquent réservées. C'est en particulier le cas pour les interventions auprès du pouvoir fédéral, pour l'arbitrage des conflits de juridiction entre unions et pour l'attribution de chartes aux locaux non-affiliés à des unions. Un certain nombre d'autres pouvoirs sont exercés conjointement par le CTC et ses succursales provinciales (Fédérations) et régionales (Conseils du travail), comme le service de l'étiquette syndicale; dans l'ensemble, cependant, le CTC conserve le leadership dans ces juridictions partagées. Enfin, un certain nombre de fonctions sont exercées par les Fédérations elles-mêmes, mais toujours selon les principes du CTC: c'est le cas des interventions auprès des législatures provinciales.

Si nous mettons ce partage des juridictions en regard des particularismes de la société québécoise, nous pouvons dès à présent soupçonner l'une des dimensions du problème que nous allons envisager; en effet, la FTQ ne s'est pas contentée de représenter le CTC au Québec sous certains rapports, mais elle prétend traduire, et par conséquent servir avec une certaine autonomie, les volontés particulières des travailleurs du Québec, marqués par la culture canadienne-française et soumis aux appels d'une centrale rivale fort bien organisée, la Confédération des syndicats nationaux (CSN).

Avant de terminer cette présentation générale, indiquons les effectifs en présence: la FTQ comptait, au 3 octobre 1966, 670 locaux affiliés répartis dans 71 unions, pour un total de 170,392 membres. Quant au CTC, il ne compile pas ses effectifs de façon séparée pour le Québec puisque ce sont les unions et non les locaux qui lui paient une taxe per capita. D'après les responsables du bureau québécois du CTC, on peut estimer ses

effectifs au Québec à la même date à environ 325,000 membres, soit 1.9 fois les effectifs de la FTQ 1/.

B. Les structures de pouvoir

Cette expression, "les structures de pouvoir", pourrait être prise en deux sens. Nous aurions pu nous limiter à l'examen du problème de la division du pouvoir à l'intérieur de la FTQ, c'est-à-dire d'une part à l'aspect formel de celle-ci (pouvoirs respectifs du président, de l'exécutif, du conseil général, etc.) et d'autre part au jeu "réel" du pouvoir (le degré d'influence que possèdent différents personnages et différentes factions sur l'évolution de la politique de l'organisme). Mais cette voie nous apparaissait peu fructueuse ou plutôt semblait devoir nous mener, par un détour inutile, à une seconde approche, beaucoup plus globale, qui prendrait en considération les principales structures reliées à la FTQ, à savoir les unions internationales et nationales et le Congrès du travail du Canada.

Si cette seconde approche s'est révélée nécessaire, c'est que les liens entre la FTQ et les unions sont très étroitement tissés; en effet, presque tous les officiers de la Fédération conservent des postes importants dans les appareils québécois de différentes unions. Cela a pour conséquence que ne peut se constituer à la FTQ une administration puissante et indépendante, qui se situerait en quelque sorte au-dessus de la mêlée. En d'autres mots, l'étude de la stratégie des officiers ne nous renvoie pas qu'à leurs seules visées sur le rôle de la FTQ, mais aussi à leurs positions au sein de leurs unions respectives et à la position de pouvoir de ces unions dans l'ensemble du mouvement syndical international et national, et ce, non seulement au plan québécois, mais aussi aux plans du Canada et de l'Amérique du Nord.

Cela nous conduit directement à notre seconde voie, qui considère le partage général des pouvoirs dans le syndicalisme international et national. Au plan théorique, nous pouvons distinguer deux aspects de ce problème, même si dans la réalité les stratégies et les tactiques élaborées par les tenants des diverses conceptions de cette répartition de pouvoirs sont globales et visent des équilibres généraux entre le CTC, la FTQ, les unions et leurs appareils québécois. Le premier aspect concerne la division du pouvoir et des rôles entre les unions et les centrales; le second, le partage des juridictions entre la centrale canadienne et la centrale québécoise, qui lui est théoriquement inféodée.

1. Unions et centrales

En ce qui concerne la répartition des pouvoirs entre les centrales et leurs unions affiliées, nous pouvons, puisque la très grande majorité des unions affiliées au CTC sont internationales, décrire la situation canadienne en l'assimilant à la situation américaine; en effet, la tradition du syndicalisme nord-américain est de concentrer les pouvoirs les plus importants entre les mains des unions individuelles, comme l'affirme John Crispo dans son étude sur le syndicalisme international au Canada 2/, et il y a de fortes chances que les unions internationales n'acceptent pas au Canada de subordination plus grande à un corps central qu'elles ne le font aux Etats-Unis 3/.

Apportons quelques nuances. Nous n'entendons pas, par ce que nous venons de dire, prendre position dans le débat sur la subordination du mouvement syndical canadien aux quartiers généraux des unions internationales. Nous affirmons simplement, et une comparaison sommaire des prérogatives du CTC et de l'AFL-CIO est là pour le prouver, que la répartition des pouvoirs entre les centrales et les Fédérations professionnelles (unions de métiers et industrielles) est à peu près identique de part et d'autre de la frontière.

Compte tenu du parallélisme des structures américaines et canadiennes, nous pouvons décrire ce premier aspect de la répartition des pouvoirs dans les termes qu'emploie Michel Crozier pour parler des syndicats d'Amérique:

En théorie encore maintenant les deux centrales sont totalement désarmées en face des différentes Fédérations industrielles et professionnelles qui leur sont affiliées. Ces Fédérations décident souverainement des revendications qu'elles présenteront, des grèves qu'elles soutiendront et des transactions qu'elles pourront accepter. 4/

Selon Crozier, et nous pouvons affirmer qu'il en est de même dans l'ensemble du Canada, ce sont les unions qui perçoivent la majeure partie des cotisations et qui ont le leadership dans les luttes industrielles. Les centrales assument des fonctions qui, pour importantes qu'elles soient, n'en demeurent pas moins secondaires par rapport à la hiérarchie actuelle des objectifs du syndicalisme, en tête de laquelle on place les revendications de hausses de salaires, de sécurité d'emploi et de conditions matérielles de travail, toutes questions relevant de la négociation et donc des unions.

Nous avons jusqu'ici parlé des unions comme si elles étaient des touts indivis; tel n'est pas le cas, puisqu'elles se composent de sections locales et qu'elles ont le plus souvent, quand il s'agit d'unions internationales, un appareil canadien plus ou moins défini. Mais cela ne change en rien le caractère des propos que nous avons tenus; les centrales sont officiellement tenues à l'écart des négociations, et le local, dans la mesure où il requiert une assistance financière et technique, s'adresse à l'appareil canadien ou aux quartiers généraux internationaux de l'union à laquelle il est affilié.

Les fonctions de la centrale sont soit subsidiaires de la négociation, par exemple la recherche économique; soit tellement éloignées des intérêts primaires du syndiqué qu'elles donnent peu de prise à l'édification d'un pouvoir autonome de la centrale, par exemple l'éducation syndicale ou les interventions auprès des gouvernements dans le domaine législatif (sauf s'il s'agit de législations ayant des incidences directes sur les conditions de travail d'un groupe de syndiqués); soit enfin des pouvoirs théoriquement importants mais où les sanctions applicables par la centrale sont peu sévères: par exemple le pouvoir de condamner le maraudage; ceci n'entraîne en fait comme sanction que l'impossibilité pour le coupable de se réclamer à son tour de cette loi dans une autre cause, ce dont la plupart des syndicats capables de faire du maraudage pourraient se moquer puisqu'ils ont le plus souvent la force de se défendre seuls des attaques d'autres unions. Notons qu'en fait les maraudages entre unions affiliées à une même centrale sont assez rares; mais ceci est dû beaucoup plus à un pouvoir moral de la centrale et à une volonté de chaque union de conserver sa bonne réputation parmi ses pairs, qu'aux sanctions formellement prévues. La faiblesse de ces dernières demeure un indice de la très faible marge de manoeuvre que les unions sont prêtes à octroyer à la centrale.

Crozier conclut ainsi son analyse:

En fait, les Fédérations entretiennent leurs Confédérations comme un comptoir de propagande et comme une agence de représentation commune. Elles ne leur reconnaissent aucun droit sur leurs actes et peuvent, comme certaines l'ont fait, changer d'affiliation ou rester sans affiliation confédérale sans qu'il en résulte pour elles aucun inconvénient. 5/

Cette affirmation, vieille maintenant d'une quinzaine d'années, doit être nuancée. Il est vrai que certaines unions, efficaces sinon honnêtes, comme

les "Teamsters", ont pu survivre sans affiliation; mais d'autres ont péri-
clité de ce fait, comme la "Mine, Mill and Smelter Workers Union of America",
qui a dû fusionner récemment ce qui lui restait d'effectifs avec son ennemi,
les Métallurgistes-unis d'Amérique. Par ailleurs, les fonctions supplétives
des centrales (elles sont supplétives parce que chaque union n'est qu'affi-
liée, et peut décider de garder pour elle seule ces juridictions) se sont
tout de même accrues (recherche, éducation, étiquette syndicale, action poli-
tique, etc.), et la plupart des unions acceptent de collaborer avec les cen-
trales dans ces domaines. Enfin, la fonction de représentation des intérêts
ouvriers auprès des pouvoirs publics, que détiennent les centrales, a vu son
importance s'accroître considérablement à mesure que se multipliaient les
initiatives de l'Etat dans les domaines de la législation du travail et de
la sécurité sociale.

Les deux descriptions que nous venons de faire peuvent sembler
contradictoires, l'une montrant la faiblesse du pouvoir des centrales, l'au-
tre insistant sur le renforcement progressif de ce pouvoir. En fait, elles
ne font qu'exprimer l'ambiguïté des structures actuelles, ambiguïté dont
nous pouvons relever deux causes principales: d'une part, le phénomène,
très particulier, de la présence massive au Canada de structures syndicales
ayant leurs assises dans une autre société est l'objet de bien des querelles
et de bien des contestations, mais on ne peut nier, en tout cas, qu'il ait
contribué à la difficulté de définir clairement et en fonction de la seule
réalité canadienne les zones de pouvoir des centrales et de leurs unions
affiliées 6/; d'autre part, la structure actuelle du mouvement syndical cana-
dien est le fruit, mûri depuis une dizaine d'années seulement, d'une série
de compromis qui n'ont pas tous été tirés au clair; mentionnons deux exem-
ples: premièrement, les styles de leadership du Congrès des métiers et du

travail du Canada et du Congrès canadien du travail étaient très différents, le premier étant en bonne partie soumis au contrôle de son pendant américain (l'AFL) et apolitique, le second tenant farouchement à son autonomie et appuyant le parti socialiste du temps, le Cooperative Commonwealth Federation (CCF), de sorte que l'actuel Congrès du travail du Canada, même s'il a dans une bonne mesure consolidé son pouvoir, n'en demeure pas moins, jusqu'à un certain point, assis entre deux chaises; ainsi, l'importance accrue de son rôle politique, à mesure qu'augmente le nombre des domaines où l'Etat intervient, devrait lui donner un leadership considérable, mais on peut constater aisément qu'il y a de puissantes résistances à ce renforcement si l'on considère par exemple le nombre très réduit de fusions d'unions que la centrale a pu provoquer depuis 1956.

C'est là justement le second exemple que nous voulions apporter de compromis non encore tirés au clair: l'accord de 1956, qui ne prévoyait pas la fusion des unions, mais seulement celle des corps centraux, a permis la coexistence, qui dure toujours, d'une foule d'unions aux juridictions concurrentes à l'intérieur d'une même centrale; ainsi, au moins six syndicats coexistent plus ou moins pacifiquement dans le secteur de la métallurgie (les Métallos, les Travailleurs de l'auto, les Chaudronniers, les Machinistes, les Travailleurs du fer structural et ceux du métal en feuilles), deux syndicats se partagent le textile, etc. Le caractère artificiel de l'équilibre ainsi réalisé est certes vivement déploré par la très grande majorité des leaders syndicaux, mais aucune solution n'a encore été trouvée, et le maintien du statu quo dans ce domaine entrave presque complètement toute tentative de rationalisation et de réorganisation du mouvement syndical qui pourrait aboutir à la redéfinition précise du rôle des centrales par rapport à celui des unions 7/.

Pour conclure cette section sur les pouvoirs des centrales et des unions, nous pouvons reprendre l'ensemble des fonctions du syndicalisme et indiquer brièvement le partage actuel des responsabilités:

- la négociation des conventions collectives, ses tenants et ses aboutissants (entre autres les grèves et les différentes procédures judiciaires) sont du ressort exclusif des unions; à la limite, dans les grèves considérables, et en particulier dans celles où il faut une mobilisation de l'opinion publique en faveur des travailleurs, celles-ci pourront s'assurer du support moral des centrales et requérir, par leur intermédiaire, l'aide d'autres unions affiliées;
- le recrutement de nouveaux groupes de travailleurs fait aussi partie de la juridiction ordinaire des unions; cependant, celles-ci peuvent consentir à mettre en commun leurs efforts, sous la coordination des centrales, pour faire face à un danger commun (par exemple la CSN) ou pour mener à bonne fin une campagne d'organisation trop considérable pour une seule union et où leur prestige commun est en jeu (comme la campagne de l'Hydro, en 1966);
- la recherche est ce qu'on pourrait appeler une juridiction partagée. La centrale assure la recherche à propos du domaine qui lui est propre, c'est-à-dire les interventions auprès du législateur. Mais elle joue aussi un rôle supplétif en faisant des recherches d'ordre économique, qui servent aux unions moins bien pourvues dans leurs négociations; les unions les plus riches ont leur propre service

de recherche qui leur fournit, en vue des négociations, des informations sur la situation économique des entreprises, sur les systèmes de sécurité sociale, etc.;

- l'éducation est également l'objet d'un partage assez pragmatique. La plupart des unions assurent elles-mêmes la formation syndicale de leurs dirigeants locaux et de leurs délégués d'atelier, mais à l'exception, encore là, des unions les plus puissantes qui peuvent avoir des permanents pour s'en occuper, elles laissent le champ libre aux centrales pour organiser ce qu'on pourrait appeler l'éducation populaire, ainsi que les séances d'information sur les grands problèmes d'actualité;
- les relations extérieures et la presse syndicale sont divisées entre les deux niveaux selon les activités qui en sont l'objet. Les unions font d'ordinaire leur propre publicité au sujet des conflits industriels dans lesquels elles sont impliquées, et demandent parfois l'aide des centrales dans les situations les plus difficiles; les journaux qu'elles publient servent en général à diffuser les nouvelles de chaque union parmi ses propres membres. Les centrales, outre l'aide qu'elles fournissent au besoin à des unions, s'occupent surtout d'exprimer la pensée du mouvement syndical par rapport aux événements de l'actualité et en particulier au sujet des mesures gouvernementales qui ont une incidence sur la condition des travailleurs;
- l'action politique se fait et par les unions et par les centrales, mais on ne peut, à proprement parler, qualifier cette juridiction de partagée puisque les centrales ainsi que les

unions qui le désirent appuient, chacune à sa manière, un parti (Nouveau Parti Démocratique)(NPD) qui a son unité propre à l'extérieur du mouvement syndical et ne donne donc pas prise à un partage des pouvoirs au sein de ce dernier;

- les interventions auprès des législatures et des administrations publiques de différents niveaux (fédéral, provincial, et municipal) à propos de questions générales sont du ressort des centrales; quant aux demandes particulières des unions (par exemple sur les conditions de travail dans telle ou telle industrie), on recourt de plus en plus aux centrales pour les présenter à qui de droit, car celles-ci ont plus de prestige et sont plus au fait des mécanismes à mettre en branle dans de tels cas;
- les relations avec les grandes confédérations mondiales de syndicats sont en général du ressort des centrales;
- de même en est-il pour les campagnes en faveur de l'achat de produits de fabrication syndicale, chaque union devant cependant se charger de faire utiliser l'étiquette syndicale par chaque employeur avec qui elle négocie.
- enfin, le règlement des conflits de juridiction entre unions affiliées à une même centrale, de même que l'octroi de chartes temporaires à des locaux non encore intégrés à une union sont du ressort des centrales; comme nous l'avons dit, ce premier pouvoir, qui peut être très important quand il s'agit

d'unions relativement faibles, ne conserve souvent qu'un caractère moral quand il s'agit d'unions puissantes et bien organisées.

2. Centrale canadienne et centrale québécoise

On pourrait comparer la situation du mouvement syndical canadien à la situation constitutionnelle du Canada, à cette différence près qu'elle est peut-être encore plus propice à l'apparition de conflits et de tensions de toutes sortes. En effet, la situation syndicale au Québec, tout comme la société québécoise elle-même, présente des particularités qui dérangent l'équilibre canadien; mais au plan politique, chaque ordre de gouvernement (fédéral et provincial) est souverain dans ses juridictions et les problèmes se posent en termes de frontières entre ces juridictions; alors que dans le mouvement syndical, l'un des niveaux, le CTC, est ce qu'on pourrait appeler un gouvernement senior, et l'autre, la FTQ, un gouvernement junior; cela peut sembler, de prime abord, simplifier le problème, le gouvernement senior n'ayant qu'à fixer d'autorité les limites de l'autonomie qu'il est prêt à accorder au gouvernement junior; mais en fait il n'en est rien, dans la mesure où une telle décision n'entraîne pas la disparition des particularismes qui sont à l'origine du problème.

Nous n'élaborerons pas immédiatement une problématique complète à ce sujet, puisque cette question se situe au coeur même de la recherche que nous avons effectuée. Nous pouvons cependant relever dès maintenant quelques exemples de ces particularités de la situation québécoise qui peuvent entraver l'action directe du CTC au Québec et poser le problème d'une redéfinition de la marge d'autonomie de la FTQ. En premier lieu, il existe

au Québec une centrale rivale, la CSN, qui avec ses 200,000 membres est suffisamment forte pour avoir ravi environ 10,000 membres aux unions nationales et internationales en 1964. En second lieu, les travailleurs québécois sont en grande majorité francophones, ce qui nécessite des services syndicaux français, pensés en fonction de cette culture propre. De plus, il existe une telle chose que le nationalisme canadien-français et que l'on croie ou non à son influence sur le choix que les travailleurs font d'un syndicat ou d'un autre, on doit admettre que l'opinion publique exige du syndicalisme comme corps intermédiaire qu'il soit pleinement identifié au Québec, ce que la centrale rivale s'empresse d'ailleurs de faire valoir pour elle-même. Enfin, la législation du travail, sauf pour les quelques secteurs qui dépendent directement du fédéral (banques, transports, services gouvernementaux fédéraux, et quelques autres), relève exclusivement des provinces; cette situation conduit la FTQ, mais aussi bien d'autres fédérations provinciales, à revendiquer plus d'autonomie dans ce domaine.

Deux remarques s'imposent. Premièrement, les propos qui précèdent ont pu sembler une prise de position en faveur de la thèse du renforcement de la FTQ dans le débat entre celle-ci et le CTC; il n'en est rien: nous avons simplement noté qu'un certain nombre de particularités que présente la situation québécoise, particularités en elles-mêmes indéniables, même si leur ampleur demeure discutable, ont donné prise à un débat entre leaders syndicaux sur le partage des pouvoirs entre les deux centrales. Ce débat s'est même élargi, et c'est là notre seconde remarque, au problème du partage du pouvoir dans l'ensemble du mouvement syndical. Nous avons dit au début de cette section que notre division du problème en deux aspects était purement théorique et n'avait pour but que de faciliter l'examen de la question; il demeure donc que le partage des responsabilités peut être l'objet

d'une discussion globale, dépassant de beaucoup les limites des rôles respectifs du CTC et de la FTQ pour embrasser toute la question de la place et de l'action du mouvement syndical dans la société québécoise, ce qui pourrait également remettre en question les rapports entre les centrales et les unions au Québec.

C'est dans cette optique que nous avons construit le présent travail. Dans une première partie, nous montrerons que la Fédération des travailleurs du Québec, de faible qu'elle était au moment de la fusion de la FUIQ et de l'ancienne FTQ, en 1957, est devenue beaucoup plus puissante, et ce particulièrement depuis 1964-1965. La seconde partie du rapport sera consacrée à l'analyse de l'opinion des unions au sujet de ce renforcement et du partage des responsabilités entre unions et centrales (FTQ et CTC) au Québec; nous y étudierons la façon dont les unions assument les différentes fonctions du syndicalisme, le rôle qu'elles sont prêtes à laisser aux centrales et leur conception de l'évolution du syndicalisme, aussi bien celle qui s'accomplit que celle qui est à faire.

C. Méthodes de recherche

Il n'existe pas à notre connaissance d'étude approfondie de l'histoire récente du syndicalisme national et international au Québec; tout ce que nous avons pu trouver concernait des périodes relativement éloignées de cette histoire 8/ ou bien avait comme axe principal le mouvement syndical canadien, la situation québécoise ne faisant alors l'objet que de quelques passages 9/. Il existe cependant de nombreuses études partielles sur le problème, dont on trouvera une bibliographie dans les dernières pages du rapport. Il nous a donc été impossible de développer, avant d'aller sur le

terrain, un corps d'hypothèses précis et intégré, et nous avons dû nous en remettre à des méthodes purement exploratoires.

Nous possédions cependant, grâce à quelques experts que nous avons consultés 10/, une hypothèse très générale: la FTQ renforçait considérablement son pouvoir depuis quelques années, mais en même temps ce mouvement rencontrait de fortes résistances de la part de certains leaders syndicaux. Fort de cet instrument, nous avons dépouillé les archives récentes (de 1957 à nos jours) de la FTQ, en particulier à propos des points suivants: relations avec le gouvernement provincial, avec les autres centrales syndicales du Québec (Confédération des syndicats nationaux (CSN), Corporation des enseignants du Québec (CEQ), Union catholique des cultivateurs(UCC)) et avec le CTC; rôle de la FTQ dans les principaux conflits de travail des récentes années (grève des postiers en 1965, grève de l'Hydro-Québec en 1967); principales décisions et recommandations des différents corps dirigeants de la FTQ: le conseil exécutif, le conseil général et le conseil consultatif (formé des permanents des unions dont les locaux sont affiliés à la FTQ); les dirigeants de la Fédération ont eu l'amabilité de nous permettre d'entendre l'enregistrement de certaines des réunions de ces deux derniers corps, ce qui nous a permis non seulement de comprendre le contexte général dans lequel se situaient les diverses mesures approuvées, mais aussi de percevoir l'opinion des permanents de différentes unions à ce sujet. On pourrait nous reprocher d'avoir fait une sélection arbitraire des thèmes, mais l'étude des discussions qui ont eu lieu à ces réunions sur des questions très générales (telles que le rôle de la FTQ par rapport à celui du CTC au Québec) nous a montré que c'est bien tel que nous le supposions que se posait aux chefs syndicaux le problème de l'élaboration d'un nouveau partage des pouvoirs dans les cadres du syndicalisme national et international au Québec.

Nous avons utilisé comme seconde méthode de recherche l'entrevue.

Notre échantillon comprenait 18 personnes, soit:

- un représentant québécois de chacune des unions suivantes:
 - . Union internationale d'Amérique des travailleurs de l'automobile;
 - . Association internationale des pompiers;
 - . Métallurgistes-unis d'Amérique;
 - . Union des ouvriers en fourrure de Montréal;
 - . Union internationale des travailleurs du tabac;
 - . Fraternité internationale des travailleurs de l'industrie des pâtes et papiers
 - . Fraternité unie des charpentiers et menuisiers d'Amérique;
 - . Syndicat des postiers du Canada;
 - . Travailleurs-unis des abattoirs-conserveries et industries alimentaires;
 - . Union internationale des travailleurs de service d'immeubles;
- deux représentants québécois du Syndicat canadien de la Fonction publique;
- un dirigeant d'une section locale de la Fraternité internationale des électriciens; interrogé surtout à propos de l'action politique;
- trois hauts fonctionnaires de la FTQ;
- un fonctionnaire du CTC au Québec;
- un représentant de la CSN ayant déjà travaillé pour une union nationale affiliée au CTC.

Notons que cet échantillon nous permettait de rejoindre plusieurs dirigeants de la FTQ et du Conseil du travail de Montréal.

Le choix de cet échantillon répondait à plusieurs critères: en premier lieu, nous tenions à avoir des représentants d'unions de différents secteurs industriels, car nous supposions que leurs attitudes par rapport au problème qui nous occupe seraient différentes; deuxièmement, nous tenions à interroger des membres de l'exécutif de la FTQ qui, de par leur position, sont les mieux placés pour percevoir et traduire les différents courants d'opinion sur la question du partage des pouvoirs, de même qu'un permanent du CTC, qui exprimerait la pensée d'un des pôles de résistance au renforcement de la FTQ; quant aux trois hauts fonctionnaires de la Fédération, leur rôle les met à même d'observer un grand nombre d'événements et de prises de position relatives à ce problème.

Il nous semble nécessaire d'apporter deux précisions quant à nos méthodes de recherche: d'une part à propos de la représentativité des leaders que nous avons interviewés par rapport aux organisations qu'ils représentent, les unions, et d'autre part à propos de leur représentativité par rapport à l'ensemble des leaders syndicaux qui ont leur mot à dire en rapport avec le renforcement de la FTQ.

En premier lieu, il est vrai que des organisations et des appareils ne se confondent pas avec leurs leaders, d'une part parce que le leader est transitoire alors que l'organisation jouit d'une relative permanence et d'autre part parce que le leader est révocable dans une organisation démocratique. Il nous semble malgré cela que les leaders interviewés sont représentatifs de leurs mandants quant au problème qui nous occupe, ou en d'autres termes qu'ils traduisent assez fidèlement les intérêts de leurs unions quand ils émettent des opinions sur le renforcement de la FTQ.

De cela, nous tenons plusieurs preuves. D'abord et surtout, la coïncidence est grande, comme nous le verrons dans la troisième partie de ce travail, entre les opinions qui nous ont effectivement transmises les leaders d'une part, et, d'autre part, les opinions auxquelles nous nous attendions en fonction de nos hypothèses sur les intérêts objectifs des différentes unions. En d'autres termes, les leaders dont les organisations ont un intérêt objectif au renforcement de la FTQ appuient de fait ce renforcement, et il en est de même dans le cas contraire. On peut donc penser que les opinions émises par nos interviewés sont dans une large mesure représentatives des intérêts de leurs unions respectives.

Nous pouvons de plus souligner que le Congrès de la FTQ de 1967 a confirmé cette hypothèse. A cette occasion, de simples militants—qui n'occupent pas des positions analogues à celles des leaders interviewés—se sont comportés dans les discussions et lors des votes de façon tout à fait cohérente avec les prises de position de nos interviewés. Cela nous laisse croire que le contenu de nos interviews correspondait assez adéquatement aux caractères mêmes de chacune des unions, reconnus à la fois par les membres et les leaders, et qu'il n'équivalait donc pas à des opinions strictement personnelles de ces derniers.

Enfin, les leaders sont également représentatifs de leurs membres dans la mesure où ils ont dû décider s'ils demanderaient à ceux-ci d'assurer le coût du renforcement de la FTQ (v.g., hausse de cotisation de 10¢ à 15¢ par membre et par mois). On sait toute l'importance que revêt cet aspect financier dans les affaires syndicales et on peut douter qu'un leader s'enhardirait à réclamer un renforcement de la FTQ s'il se savait incapable de faire accepter aux membres de son union les coûts supplémentaires qui en découleront.

Soulignons, avant de clore cette première remarque, une autre raison pour laquelle nous nous sommes limité aux leaders dans nos interviews: c'est que nous voulions expliquer le renforcement de la FTQ lui-même, qui est plus jeu subtil d'appareil, affaire de stratégies quotidiennes et de dirigeants que de votes dans des congrès; il n'était pas dans notre propos de sonder l'opinion des membres à propos de la FTQ, même s'il pourrait s'avérer intéressant de comparer les résultats d'un tel sondage avec nos conclusions.

En second lieu, peut-on affirmer que les leaders interviewés sont représentatifs de l'ensemble des leaders impliqués d'une façon ou d'une autre dans le renforcement de la FTQ. Certainement pas dans le sens précis que prend ce terme en statistiques des sciences humaines. De toute façon, une telle entreprise aurait été trop onéreuse compte tenu des ressources et du temps dont nous disposions. Nous n'avons donc pas recherché une représentativité quantitative pour notre échantillon et nous avons visé uniquement à représenter adéquatement toutes les zones de l'éventail des opinions en présence à propos du renforcement de la FTQ.

Nous croyons y avoir réussi dans une bonne mesure. Il est vrai que les aléas des rendez-vous avec les leaders syndicaux ne nous ont pas permis d'accumuler autant d'interviews de personnes défavorables au renforcement de la FTQ que de personnes qui le favorisaient. Mais ce n'est pas là le fruit d'un parti-pris et cela ne nous a pas empêché de restituer dans leur intégralité les termes du débat autour du rôle de la FTQ. Il ne faudrait pas croire non plus que ces renseignements tirés des interventions des leaders syndicaux lors de réunions de la FTQ sont négligeables; dans bien des cas ils nous ont fourni des indications qui ne sont en rien inférieures à celles que nous avons tirées des interviews.

Il ne nous semble donc pas que nos méthodes de recherche comportent de biais sérieux, en ce sens qu'aucune partie importante du débat à propos de la FTQ n'est escamotée.

Nous n'expliquerons pas en détail le schéma d'entrevue, d'une part parce qu'il se trouve en appendice au rapport, et d'autre part parce que le lecteur en comprendra aisément la logique quand il lira la seconde partie, qui en sera le compte-rendu synthétique. Mentionnons-en seulement la structure générale: sept thèmes étaient abordés successivement (négo-ciation, organisation, éducation, recherche, action politique, finances et relations extérieures), à propos desquels on s'enquérissait de ce que faisaient respectivement l'union, la FTQ, le CTC et parfois le Conseil du travail, en prenant soin de demander à chaque fois à l'interviewé s'il percevait des changements dans le partage des responsabilités et s'il souhaitait une évolution dans l'avenir.

NOTES

- 1/ Depuis lors, l'affiliation des membres du CTC aux différentes Fédérations provinciales est devenue obligatoire. Si les 125,000 nouveaux membres que la FTQ s'est acquis par cette opération porteront sans doute un certain intérêt à l'usage que fait la Fédération de leurs cotisations, il demeure qu'un peu plus de la moitié seulement des membres québécois du CTC accordaient auparavant suffisamment d'importance à la FTQ pour y adhérer volontairement.
- 2/ John Crispo, The Role of International Unionism in Canada, Montréal, Canadian-American Committee, 1967, p. 21.
- 3/ Ainsi, les unions internationales, qui regroupent la très vaste majorité des membres du CTC, ne reçoivent pas de celui-ci une charte, mais seulement un certificat d'affiliation. De même, la constitution de la centrale canadienne prévoit que "chaque union internationale ou nationale et chaque organisation régionale ou provinciale (il s'agit ici de syndicats, et non des Fédérations ou des Conseils du travail) aura droit à ce que son autonomie, son intégrité et sa juridiction soient protégées et préservées." (Constitution du CTC, article III, section 27, p. 19.)
- 4/ Michel Crozier, Usines et syndicats d'Amérique, p. 22.
- 5/ Ibid., p. 32.
- 6/ C'est, entre autres, l'avis de Crispo: "Likewise, with respect to the long-felt need to rationalize the structure of the Canadian labour movement, it is obvious that international unionism has represented an obstacle of some significance." John Crispo, International Unionism: A Study in Canadian-American Relations, Toronto, McGraw-Hill Co., 1967, p. 310.
- 7/ La nécessité de remettre en question ces différents compromis est d'ailleurs admise aussi bien par le CTC que par la FTQ. Le président de la centrale canadienne déclarait en avril 1966: "N'oublions pas que lorsque nous avons fondé le Congrès, il y a dix ans, nous nous trouvions en terrain tout-à-fait nouveau. Cette fusion n'était pas venue automatiquement. Il a fallu concilier des vues divergentes; et ces divergences se sont inévitablement reflétées dans les statuts adoptés à l'assemblée de fondation(...). Maintenant que nous tournons le cap de la première décennie, le moment nous semble tout indiqué pour repenser nos structures." Discours inaugural de M. Claude Jodoin au Congrès du CTC, Winnipeg, 1966.

Quant à la FTQ, elle déclarait en janvier 1967: "Il y a 11 ans, la principale préoccupation des officiers du CMTC et du CCT qui désiraient fusionner leurs centrales était la réalisation de cette alliance. Il fallut donc concilier des oppositions, accepter des compromis. La constitution du CTC, demeurée essentiellement la même depuis le Congrès de fondation, reflète ces accommodements.(...) Le Congrès du travail du Canada peut donc maintenant opérer un réaménagement de ses structures

en fonction des besoins des travailleurs plutôt qu'en celui des institutions qui le composent." Mémoire de la FTQ à la Commission du CTC sur la constitution et les structures, p. 1.

- 8/ Par exemple: Louis Maheu, "Problème social et naissance du syndicalisme catholique". Richard Des Rosiers, André Grou et Denis Héroux, Le travailleur québécois et le syndicalisme.
- 9/ Par exemple: John Crispo, International Unionism. Stuart Jamieson, Industrial Relations in Canada. A.C. Kovacs, ed., Readings in Canadian Labour Economics.
- 10/ En particulier, M. Léo Roback, assistant professeur au département de Relations industrielles de l'Université de Montréal, dont la longue expérience syndicale nous a été très précieuse.

PREMIERE PARTIE

LES POUVOIRS DE LA FEDERATION DES TRAVAILLEURS DU QUEBEC

Cette partie comprendra trois chapitres: dans le premier, nous analyserons l'évolution, au cours de la dernière décennie, de trois indices du pouvoir de la FTQ; dans le second, nous tenterons de caractériser les principaux changements intervenus dans le partage des responsabilités entre les unions, le CTC et la FTQ; dans le troisième, nous analyserons les principales revendications de cette dernière par rapport à une restructuration du syndicalisme national et international au Canada et au Québec, en particulier telles que les exprime son Conseil général dans le mémoire présenté à la Commission des structures du CTC.

CHAPITRE II

INDICES D'UN RENFORCEMENT DE LA FEDERATION DES TRAVAILLEURS DU QUEBEC

Les effectifs d'une organisation sont un indice de son pouvoir et ils le sont doublement quand il s'agit de la FTQ. Ils indiquent non seulement l'ampleur de la population que l'organisme représente, mais ils témoignent, en l'occurrence, de la force relative de la FTQ par rapport au CTC; dans le cadre de ce dernier, en effet, l'affiliation aux Fédérations provinciales n'était pas obligatoire avant 1960, de sorte qu'elle ne s'effectuait, sauf exceptions 1/, que quand les unions et leurs locaux comptaient pouvoir

en tirer des avantages sérieux; en d'autres termes, le nombre absolu et relatif des affiliés à la FTQ est un indice du pouvoir de celle-ci, évalué en fonction du caractère plus ou moins indispensable des services qu'elle rend à ses membres.

En fait, ce premier indice fournit un sérieux appui à notre thèse d'un renforcement de la FTQ, comme le montre le Tableau 1.

Bien sur, le déficit absolu de la FTQ par rapport au CTC était toujours en 1968 de l'ordre de 150,000 membres. Mais la centrale québécoise a plus que doublé ses effectifs au cours de la dernière décennie et elle compte dans ses rangs non plus un sur trois, mais près de six sur dix des affiliés québécois de la centrale canadienne; c'est là un premier signe du renforcement de la FTQ. Fait non négligeable, notons que cette évolution lui a permis de se tenir dans la course avec la CSN, qui a aussi doublé son nombre de membres au cours de la même période, passant de 100,000 à 212,000 selon les derniers estimés. Soulignons également que l'accroissement le plus marqué des effectifs de la FTQ se produit à partir de 1965, année où sont enregistrés les premiers succès de la contre-offensive en réponse aux maraudeurs de la CSN; on ne peut, certes, expliquer entièrement le renforcement de la FTQ par une réaction aux agissements de la CSN, mais il demeure que la volonté des appareils québécois des unions nationales et internationales de se protéger des attaques de la centrale rivale n'a pas peu contribué à les rassembler en grand nombre autour d'un corps central québécois soi-disant mieux situé que la centrale canadienne pour coordonner les efforts dans cette lutte.

Il n'est pas sans intérêt d'analyser, serait-ce sommairement, les secteurs où se localise le déficit de membres de la FTQ par rapport au CTC.

TABLEAU 1

NOMBRE DE MEMBRES DE LA FTQ ET
DU CTC AU QUÉBEC, 1957-1967

<u>Année</u>	<u>Du CTC au Québec*</u>	<u>De la FTQ**</u>	<u>FTQ/CTC en pourcentage</u>
1957	250,000	91,954	36.8
1958	↓	71,797	28.7
1959		98,079	39.2
1960		99,422	39.8
1961		101,811	40.7
1962		103,580	41.4
1963		113,419	45.4
1964	250,000	111,192	44.5
1965	↓	149,048	—
1966	325,000	140,620	43.3
1967	350,000	206,752***	59.1

* Comme nous l'avons déjà dit, ce sont les unions, et non les locaux, qui paient une taxe per capita au CTC, de sorte qu'il est impossible de savoir les effectifs précis de la centrale au Québec, si ce n'est au moyen des informations approximatives que fournissent les unions. Nous tenons du directeur national adjoint du service d'organisation du CTC les chiffres de cette colonne.

** Les informations au sujet des effectifs de la FTQ sont plus rigoureuses, car elles résultent de calculs faits à partir des montants recueillis par la Fédération au moyen de la taxe per capita que lui paient ses locaux affiliés. Elles sont exactes en ce sens qu'elles indiquent précisément le nombre de syndiqués au nom desquels on a payé cette taxe au cours de chaque année; par contre, elles ne représentent pas rigoureusement le nombre d'affiliés de la FTQ, puisque les délais dans le paiement de la taxe sont chose courante et rendent arbitraires les coupures que nous avons faites. Ainsi, la baisse qui intervient en 1959 (de 91,954 l'année précédente à 71,797) peut très bien ne pas être le fait de désaffiliations mais le fruit d'un retard dans les paiements. Il ne faut donc pas interpréter trop rigoureusement ces chiffres, mais plutôt en tirer une ligne générale d'évolution des effectifs, en valeurs absolue et relative.

*** Les effectifs de 1967 n'ont été calculés qu'à partir des rapports financiers des mois de janvier à mai inclusivement. Le comptable de la FTQ qui a bien voulu nous aider à colliger ces données, nous a cependant assuré du fait que la FTQ a maintenant franchi le cap des 200,000 affiliés.

Pour ce faire, nous nous en remettons à l'estimé que faisait M. Louis Laberge lors de son discours inaugural au IXème Congrès de la FTQ en 1965:

Parmi ces travailleurs, on peut relever rapidement 30,000 employés des Chemins de fer, 19,000 travailleurs des métiers de la construction, environ 8,000 employés de l'industrie papetière, 2,000 ouvriers du vêtement, 1,500 débardeurs et un nombre égal d'employés de la fonction publique, 1,000 postiers, etc. 3/

De ce nombre, 34,000 (chemins de fer, débardeurs, fonctionnaires et postiers) sont sous le coup de la législation du travail fédérale et l'on comprend leur intérêt mitigé pour la Fédération provinciale. Quant aux travailleurs de la construction et du vêtement, leur tradition de syndicalisme de métier et de participation à l'AFL contribuent sans doute à expliquer leur faible intérêt pour le renforcement d'une structure régionale. Nous ne possédons pas les données qui nous permettraient de pousser plus loin cette analyse. Cela ne nous empêche cependant pas de constater que la FTQ exerce un attrait, et donc un pouvoir accru, sur les affiliés du CTC au Québec, et cela plus spécialement dans les secteurs et depuis le temps où la CSN représente un danger sérieux pour les unions nationales et internationales ici.

Les deux autres indices du renforcement de la FTQ que nous allons étudier (le budget et le personnel) sont évidemment étroitement tributaires du premier; les présenter ne sera cependant pas inutile, dans la mesure où ils nous permettront d'apprécier l'accroissement des moyens d'action qui sont à la portée de la FTQ.

Avant d'aborder la question du budget proprement dit, nous allons suivre l'évolution de la principale source de revenus, la taxe per capita, pour retrouver encore là des signes du renforcement de la FTQ. En

effet, non seulement celle-ci voit-elle s'accroître, par la hausse de la taxe, ses moyens d'action matériels, mais encore cette possibilité accrue de taxer témoigne-t-elle d'un ascendant croissant pris par la FTQ sur ses affiliés. En février 1957, le congrès de fusion de la FUIQ et de la FTQ avait fixé la taxe à 4¢ par membre par mois; neuf mois plus tard, le premier congrès ordinaire de la nouvelle FTQ la portait à 6¢, par la création d'un fonds de promotion syndicale auquel les contributions mensuelles étaient de 2¢; l'appellation spéciale de cette hausse s'explique probablement par le climat d'affrontement avec le pouvoir duplessiste qui existait au moment de la grève de Murdochville. Il a fallu attendre cinq ans pour que se produise une nouvelle hausse de 2¢; le congrès de 1963 a en effet porté la taxe proprement dite de 4¢ à 7¢ et a réduit les contributions au fonds de promotion syndicale de 2¢ à 1¢, cette dernière décision ayant pour but d'accroître la marge de manoeuvre financière des officiers de la FTQ. Deux ans plus tard seulement, au congrès de 1965, les affiliés ont porté la taxe de 7¢ à 9¢, de sorte que le montant total perçu par la Fédération est à l'heure actuelle de 10¢ par membre par mois. Signalons enfin que le Conseil général de la FTQ présentera au Xème Congrès de l'organisme, au début d'octobre prochain, une résolution portant la taxe à 14¢; la FTQ percevrait ainsi 15¢ au total, soit une fois et demie le taux actuel de la taxe du CTC. Il ne faudrait pas croire qu'il s'agit là d'un vœu pieux: la recommandation a été présentée à l'assemblée des permanents des organisations affiliées, au début du mois de mai dernier, et elle a été accueillie très favorablement par l'ensemble de ces gens, un certain nombre d'entre eux allant même jusqu'à proposer une augmentation plus forte que 5¢, compte tenu des pressants besoins auxquels la Fédération est maintenant appelée à répondre. Ce fait est très significatif, non seulement parce que les permanents, ayant le plus souvent beaucoup

d'influence sur les sections locales, sauront fort probablement faire accepter la hausse, mais aussi parce qu'ayant à remplir l'ingrate mission de la présenter, ils auraient pu constituer le plus fort bloc de résistance à celle-ci 4/.

Nous pouvons faire ici une observation similaire à celle que nous faisons à propos des effectifs: le renforcement de la FTQ s'est amorcé principalement à partir de 1963-64, période où les maraudages de la CSN battaient leur plein; en effet, il a fallu cinq ans pour hausser la taxe de 6¢ à 8¢, soit de 1957 à 1963, alors qu'une hausse de la même importance était votée seulement deux ans plus tard, au congrès de 1965; si l'on considère comme hautement probable la prochaine hausse de 5¢, on pourra parler d'une augmentation extraordinaire de 7¢ (soit près de 100 p. 100) en quatre ans seulement. La coïncidence des deux phénomènes de hausse du per capita et d'accroissement des effectifs, le premier n'ayant pas, comme ç'eut été le cas normalement, entravé le second, donne encore plus de poids à l'hypothèse du besoin fortement ressenti par les unions de se regrouper dans un corps central québécois fort pour faire face à la menace de la CSN.

Une remarque s'impose pour ramener ces faits à leur juste proportion: il est vrai que, du point de vue de la taxe per capita, la FTQ est devenue aussi sinon plus importante que la centrale nationale; mais il demeure qu'il ne s'agit, dans les deux cas, que d'une minime proportion de la taxe que prélèvent les unions elles-mêmes; cette taxe se situe en général entre trois et cinq dollars par mois et tend à se rapprocher de la norme de cinq dollars, dont le local garde environ 50 p. 100, le reste allant aux appareils régional, provincial, national ou international de l'union. De la cotisation totale, la FTQ ne récolte donc qu'un maigre 2 à 3 p. 100, qui ne

se compare en rien à la répartition des ressources (et des responsabilités) qui s'opère dans la centrale rivale, la CSN. Nous délaierons cette comparaison des budgets de la FTQ et des unions, qui ne pouvait nous conduire qu'à affirmer une fois de plus la disparité des fonctions remplies par l'un et l'autre de ces paliers de la structure, pour nous consacrer à l'étude de l'évolution du pouvoir financier de la FTQ, en comparaison avec celui du CTC, organisme de même nature.

Les revenus que la FTQ tire de sa taxe per capita et des contributions au fonds de promotion syndicale 5/ sont les suivants:

TABLEAU 2

EVOLUTION DE LA TAXE ET DES
REVENUS DE LA FTQ, 1957-1967

<u>Année</u>	<u>Taux de la taxe</u>	<u>Revenu annuel</u>
1957	4¢	\$ 44,138.06 *
1958	6	43,077.98
1959	6	70,617.08
1960	6	71,583.79
1961	6	73,304.02
1962	6	74,577.83
1963	6	81,661.99
1964	8	106,744.11
1965	8	143,086.17
1966	10	168,744.31
1967	10	248,102.04 *

* Ces chiffres sont les projections pour douze mois de revenus perçus en 1957 pendant 10 mois et en 1967 durant 5 mois. Les revenus effectivement perçus de mars à décembre 1957 sont de \$36,781.72, et ceux perçus de janvier à mai 1967 inclusivement sont de \$103,375.35.

Il est peu à dire sur ces chiffres pris isolément, sinon que le pouvoir financier de la FTQ a presque sextuplé en onze ans. Si l'on veut faire la comparaison avec le CTC, on peut dire que pendant que le budget que ce dernier consacre à l'éducation et à l'organisation au Québec passait de \$102,000.00 à \$243,000.00 de 1962 à 1966, soit une augmentation de 138 p. 100, le budget total de la FTQ passait de \$74,577.83 à \$160,744.31 au cours de la même période, pour un taux d'accroissement de 126 p. 100 6/. Le CTC conserve donc un léger avantage (12 p. 100) au plan du taux d'accroissement, outre l'avance qu'il détient déjà en chiffres absolus. Mais si l'on tient compte du fait que le taux d'accroissement du budget de la FTQ est lui-même croissant depuis quelques années (9.5, 30.7, 34, 18 et 47 p. 100 pour les années 1963, 1964, 1965, 1966 et 1967 respectivement), on peut conclure que les deux organismes se font une concurrence très serrée au plan des services qu'ils veulent offrir à leurs affiliés du Québec.

Le personnel spécialisé de la FTQ est encore aujourd'hui fort peu nombreux, mais il a quand même doublé depuis la fusion. En 1957, la FTQ avait un président qui, sans être un salarié de la centrale, y consacrait une grande partie de son temps (il en est de même de son successeur); elle a embauché au cours de cette même année un directeur des relations extérieures, qui y travaille toujours, et un secrétaire exécutif, qui a quitté l'organisme après le Congrès de 1965, alors que le secrétaire général est devenu un salarié permanent de la Fédération. En 1960, la FTQ confiait à un permanent la mise sur pied d'un service de bien-être, qui s'est particulièrement attaché à piloter les revendications des travailleurs auprès de la Commission des accidents de travail du Québec. Enfin, on a embauché depuis le Congrès de 1965 un nouveau rédacteur au Monde Ouvrier et un directeur de la recherche. On est donc passé de trois permanents en 1957 à quatre en 1960, à cinq en 1966 et enfin à six en 1967.

Ce renforcement ne doit pas nous masquer le fait que la FTQ ne compte qu'un peu plus du tiers du nombre de permanents du CTC au Québec (une quinzaine se consacrent au recrutement de nouveaux groupes de travailleurs et aux tâches de maintien syndical auprès des sections locales détenant une charte directement du CTC, et deux se chargent de l'éducation syndicale, sans compter le directeur québécois). De même, les unions dont les locaux sont affiliés à la FTQ comptaient en février 1967, au Québec, 353 permanents répartis dans 75 unions 7/.

Malgré sa croissance, la FTQ demeure donc une petite organisation si on la compare au CTC et aux unions. On peut cependant voir un indice de la multiplication croissante des besoins auxquels elle répond dans le fait que les permanents dont elle s'est assurée progressivement les services ont tous des fonctions différentes (relations extérieures, bien-être, presse syndicale, recherche), à l'exception de ceux qui sont en même temps membres de l'exécutif.

Nous concluons la présente analyse en apportant quelques précisions sur le renforcement de la FTQ. Il est clair que les trois indices que nous avons présentés constituent un cercle vicieux: la FTQ n'avait à l'origine que peu de membres, et donc un personnel et un budget très restreints; cette dernière caractéristique limitait singulièrement son action, par rapport au CTC et aux unions, et l'empêchait de prendre sur les syndiqués des unions internationales et nationales un ascendant qui lui aurait permis de les recruter en plus grand nombre. En d'autres termes, la pénurie de membres était à la fois cause et conséquence du faible pouvoir de la FTQ. Bien sûr, un certain progrès pouvait être réalisé d'année en année, mais le cercle vicieux exigeait pour se transformer en un cycle qui apporterait tour

à tour plus de pouvoir et plus de membres à la FTQ, un ou des événements extérieurs assez contraignants. Nous avons souligné à quelques reprises le rôle qu'ont pu jouer, à cet égard, la réforme centralisatrice de la CSN en 1961 et les maraudages qu'elle a effectués dans les rangs des syndicats nationaux et internationaux, principalement en 1964, en leur faisant réaliser la nécessité de coordonner leurs efforts en vue d'une contre-offensive.

Mais ce n'est certes pas là l'unique facteur. La grève de Murdochville en 1957, l'une des occasions où le gouvernement Duplessis a le plus clairement manifesté son caractère anti-syndical; la venue au pouvoir, en 1960, d'un gouvernement réformiste qui est intervenu à maintes reprises dans la législation du travail et dans le domaine de la sécurité sociale, qui a donné lieu à d'innombrables débats sur l'avenir économique, social, politique et culturel du Québec, et qui, enfin, a mis en lumière le rôle de l'Etat-patron; le réveil d'un nationalisme que d'aucuns ont tenté d'exploiter à l'encontre du syndicalisme national et international, voilà autant de facteurs qui ont convaincu beaucoup d'appareils québécois d'unions, sinon d'entrer carrément dans l'action politique au niveau provincial, du moins d'avoir recours à un corps central québécois, la FTQ, qui essaierait de définir une position commune du mouvement par rapport à ces phénomènes, et qui pourrait éventuellement défendre ce même mouvement contre les répercussions fâcheuses possibles de ce "brassage" idéologique et politique.

Enfin, et nous ne prétendons pas avec ce troisième point clore la liste des phénomènes qui ont pu contribuer à briser ce cercle vicieux de faiblesse, un facteur interne a pu jouer un rôle important: alors que la FTQ, au moment de la fusion, était dominée par les éléments AFL/CMTC/FTQ Q/, ses affiliés les plus influents sont maintenant d'anciens éléments du CIO et

des unions du secteur de la fonction publique, situation que nous retrouvons d'ailleurs au sein du CTC. Or, on sait que traditionnellement les éléments CIO ont toujours été plus soucieux de l'autonomie régionale; ceci était probablement dû au fait que leurs sections locales, recrutées sur une base industrielle, étaient plus considérables et plus concentrées que celles des unions de métier, et pouvaient donc constituer de plus forts pôles de résistance à une uniformisation de l'action ouvrière. Ce fait, lié à la tradition de politisation du CIO, par opposition à l'apolitisme gompériste de l'AFL, a permis aux unions industrielles les plus puissantes d'infléchir le cours de l'action de la FTQ de façon à ce que celle-ci puisse devenir le porte-parole efficace du syndicalisme international et national dans la réforme de la société québécoise 9/. Inutile d'insister pour montrer que les unions de la fonction publique (provinciale, du moins), mises en face d'un Etat qui bougeait, ne demandaient pas mieux que de voir se constituer au niveau provincial un porte-parole puissant de la volonté des syndiqués.

NOTES

- 1/ Certaines unions adhèrent, par principe de solidarité ouvrière, à tous les organismes subsidiaires de la centrale à laquelle ils sont affiliés. Dans certains cas, cela constitue même l'objet de provisions constitutionnelles, comme chez les Travailleurs-unis des abattoirs-conserveries et industries alimentaires.
- 2/ Nous avons entrepris, de concert avec le directeur de la recherche à la FTQ, des démarches pour déterminer quels locaux syndicaux étaient affiliés à la centrale canadienne sans l'être à la centrale québécoise; mais l'obtention de la part du CTC de la liste des locaux du Québec a présenté des difficultés techniques, de sorte qu'un relevé systématique n'a pu être effectué à temps pour faire partie du présent rapport.
- 2/ Louis Laberge, Discours inaugural au IXème Congrès de la Fédération des Travailleurs du Québec, p. 6.
- 4/ Cette hausse des cotisations a de fait été approuvée par le Xème Congrès.
- 2/ Il s'agit là des revenus totaux de la FTQ, à l'exception des recettes provenant de services qui s'autofinancent, comme par exemple la vente du manuel "Comment diriger une assemblée d'union".
- 6/ Les fonctions du CTC, autres que l'éducation et l'organisation, sont exercées au plan national et ne commandent ni structure ni budgets "régionaux", de sorte qu'elles ne peuvent entrer dans les cadres d'une comparaison des moyens financiers des deux centrales au Québec.
- 1/ Notons que 47 de ces unions, soit près des deux tiers, ont trois permanents ou moins et que 8 seulement ont plus de 10 permanents. Cette relative dispersion des efforts contribue sans doute à expliquer que bon nombre de ces organisations soient peu en mesure de résister seules à une menace comme celle de la CSN et aient alors recours à la FTQ.
- 6/ Comme le prouve la répartition des sièges au Conseil exécutif prévue dans l'accord de fusion: neuf de ceux-ci allaient à des unions de l'ancienne FTQ, alors que six seulement étaient dévolus aux unions de la FUIQ.
- 2/ L'hypothèse que nous avons esquissée ici sera développée au chapitre VIII, où elle jouera un rôle capital dans l'explication des réactions des unions au renforcement de la FTQ. Nous aurons alors l'occasion de l'étayer plus solidement.

CHAPITRE III

EVOLUTION DU PARTAGE DES POUVOIRS ENTRE LA FTQ, LE CTC ET LES UNIONS

Dans ce troisième chapitre, nous analyserons d'abord les changements intervenus de 1957 à 1965 dans la constitution de la FTQ. Nous analyserons par la suite les pouvoirs que la FTQ a effectivement exercés depuis quelques années, alors qu'ils sont constitutionnellement ou par tradition de la juridiction du CTC ou des unions.

A. Les amendements à la constitution de la Fédération des Travailleurs du Québec

La phrase suivante d'un des dirigeants de la FTQ exprime assez bien la situation constitutionnelle de la centrale québécoise:

Actuellement, on (la FTQ) a une constitution qui ne nous permet de rien faire, comme vous le savez fort bien. Il ne faut pas s'en conter: ce n'est pas vrai qu'on est autonome, ce n'est pas vrai qu'on est libre. Excepté que, faisant face aux problèmes journaliers, la constitution, on l'a mise le plus loin possible dans le tiroir. Je n'ose pas la regarder, parce que ça me fait frémir: toutes ces choses qu'on a faites et qu'on n'a pas le droit de faire.

La constitution de la FTQ, nous le verrons, a subi des changements que l'on peut interpréter comme des manifestations de la volonté du syndicalisme international et national au Québec de créer une Fédération de plus en plus autonome et adaptée à la société québécoise. Mais elle n'accorde pas encore à la FTQ certains pouvoirs que cette dernière exerce de fait, et donc inconstitutionnellement.

Les premiers changements que nous étudierons sont, par nature, symboliques, puisqu'ils concernent la définition officielle des buts de l'organisme; entendons-nous bien: Ils peuvent être importants au plan des principes, mais ils ne donnent, en eux-mêmes, aucun pouvoir spécifique à la FTQ. Tel est le cas de l'amendement apporté en 1961 à la section 10 de l'article II, qui ne donne plus comme but à la Fédération "d'encourager les travailleurs à voter" 1/, mais plutôt "d'encourager les syndicats locaux à s'affilier au Nouveau parti démocratique et d'inviter leurs membres à militer en faveur du NPD" 2/; cet amendement n'affecte évidemment pas directement le pouvoir de la FTQ, mais nous avons tenu à le souligner car il témoigne de l'émergence dans la centrale des idées de l'ancienne FUIQ, par opposition à l'apolitisme autrefois traditionnellement pratiqué par les unions rattachées à l'AFL.

Trois autres changements d'importance au plan symbolique sont intervenus dans ce même article II au cours du congrès de 1965. Le premier consiste en l'interversion de l'ordre des deux premiers objectifs de la FTQ; dorénavant, elle sera d'abord chargée "de promouvoir les intérêts de ses affiliés et d'oeuvrer à la promotion sociale, économique, culturelle et politique des travailleurs du Québec" 2/ et en second lieu seulement de représenter le CTC; ce second item a lui-même fait l'objet d'un amendement qui marque également une volonté de la FTQ de prendre ses distances, pourrions-nous dire, par rapport au CTC; alors qu'on pouvait lire auparavant: "de défendre les principes et les politiques du Congrès du travail du Canada", le texte amendé en 1965 dit: "de défendre les principes du syndicalisme libre, tels que reconnus et acceptés par le Congrès du travail du Canada" 2/. Le troisième amendement que nous voulons souligner va lui aussi dans le sens

d'un appui à l'idée que le Québec pose des problèmes particuliers au syndicalisme; il consiste à ajouter un autre item à la liste des buts de la FTQ: "de favoriser et de pratiquer un syndicalisme qui, tout en restant irrévocablement attaché au principe de la solidarité internationale des travailleurs, assume et fait siennes les particularités du Québec et les aspirations des travailleurs québécois" 6/.

L'article III de la constitution, qui concerne l'affiliation à la Fédération, a également été amendé en 1965; après les mots: "aucune organisation suspendue ou expulsée par le Congrès du travail du Canada ne peut être affiliée à la Fédération", on a alors ajouté: "sauf après entente entre les deux centrales" 7/. On peut interpréter cette transformation comme une volonté de la FTQ de se garder une porte de sortie, de ne pas devoir automatiquement appliquer au niveau du Québec les sanctions imposées par le CTC; on voit mal cependant, au plan pratique, comment les deux centrales pourraient en arriver à une entente qui permettrait à la filiale de conserver dans ses rangs un corps expulsé par la maison-mère.

Deux amendements importants ont changé la composition du Conseil exécutif (qui a pris le nom de Conseil général en 1965) de la FTQ, en 1959 et en 1965. Le Tableau 3 rend compte de ces transformations.

On peut interpréter la composition du Conseil exécutif, fixée par l'accord de fusion, comme une volonté d'assurer un équilibre entre les deux anciennes Fédérations; la représentation régionale est exclue, probablement parce qu'elle serait venue compromettre cet équilibre indispensable. Notons qu'au total la FUIQ obtenait 40 p. 100 des sièges, soit ceux de six directeurs industriels, de premier vice-président et de trésorier, alors que la FTQ détenait neuf postes de directeurs, la présidence, la seconde vice-

TABLEAU 3

EVOLUTION DE LA COMPOSITION DU CONSEIL EXECUTIF
(OU CONSEIL GENERAL) DE LA FTQ, 1957-1967

Secteurs industriels	Délégués en 1957	FTQ ou FUIQ *	Délégués en 1959	Délégués en 1967
Mines et métallurgie	1	FUIQ	1	2
Textile	1	FTQ		2
Confection de vêtements	1	FTQ	1	2
Produits du bois	1	FTQ		2
Pulpe et papier	1	FTQ	1	
Métiers de la construction	1	FTQ		2
Aliments et breuvages	1	FUIQ		2
Employés municipaux	1	FUIQ		2 **
Information et spectacles			1	2
Services	1	FTQ		
Transports	1	FUIQ		2
Equipement de transport	1	FTQ	1	
Manufactures (biens durables)	2	FUIQ		2
Manufactures (biens non-durables)	2	FTQ	1	2
TOTAL	15	6 FUIQ 9 FTQ	6	22
	+ 5 membres du Comité exécutif		+ 9 représentants de districts + 5 membres du Comité exécutif	+ 23 représentants des Conseils du travail + 5 membres du Comité exécutif

* L'accord de fusion de 1957 prévoyait que les représentants des secteurs industriels devaient provenir dans certains cas d'unions autrefois affiliées à la FUIQ, dans les autres cas d'unions reliées auparavant à l'ancienne FTQ, même si chaque secteur comptait des unions en provenance des deux anciennes centrales.

** Ce secteur inclut maintenant toutes les unions de la fonction publique.

présidence et le secrétariat. Les directeurs représentant les secteurs industriels étaient élus par l'ensemble de l'assemblée en congrès; c'est cette même procédure qui est utilisée encore aujourd'hui 8/.

Au congrès de 1959, on sent le besoin d'assurer une représentation des différentes régions au Conseil exécutif; pour lui donner beaucoup de poids, sans pour cela accroître le nombre des directeurs, on fait des coupures draconiennes dans la représentation des secteurs industriels (qui passe de 15 à 0 sièges) et on octroie aux différentes régions les sièges suivants: trois représentants pour l'Ile de Montréal et les environs, un représentant pour chacune des six autres régions: Nord du Québec, Gatineau-Laurentides, Rive Sud—Cantons de l'Est, Sud du Québec, Mauricie, Ville de Québec et district 9/. Notons que la constitution ne dit rien du mode d'élection de ces délégués régionaux; on peut supposer que, comme les représentants des secteurs industriels, ils étaient élus en congrès par l'assemblée générale.

Le congrès de 1965 marque une autre étape importante dans la transformation de la composition du Conseil général: les délégués des régions seront maintenant nommés par les Conseils du travail, à raison de un délégué par Conseil, sauf pour celui de Montréal, qui en aura trois 10/. Comme il y a actuellement 22 Conseils du travail, il y aura 24 délégués régionaux: pour assurer un certain équilibre, on a porté la représentation des secteurs industriels à 22 délégués 11/.

Ces deux changements, dont l'effet principal est sans conteste le renforcement de la représentation des régions du Québec au sein de la FTQ, peuvent sembler sans rapport avec notre hypothèse du pouvoir accru de cette dernière. Il n'en est rien: déjà les amendements de 1959 peuvent être

interprétés comme témoignant d'une volonté de la FTQ de se mettre à l'écoute non seulement de la réalité industrielle qui connaît peu les frontières, au moyen de ses délégués industriels, mais aussi à l'écoute d'une réalité sociale plus large, incluant les aspects politique, social et culturel aussi bien que l'aspect plus proprement économique de la vie des travailleurs, au moyen de délégués mieux placés pour transmettre une image de la situation d'ensemble des différentes régions du Québec. Cette volonté de la FTQ de s'enraciner plus profondément dans la situation québécoise, sans pour cela exclure de ses préoccupations les problèmes propres de chacune de ses fédérations professionnelles et industrielles, nous la retrouvons encore plus clairement établie dans les amendements de 1965: les délégués régionaux ne sont plus nommés par l'assemblée générale au nom des différents districts, mais émanent directement des corps centraux représentatifs de chaque région du Québec, les Conseils du travail. De plus, fait non négligeable, le rapprochement de ces derniers et de la FTQ pourrait éventuellement ouvrir la voie à une coordination des efforts 12/ qui, en donnant à la Fédération des points d'attache dans chaque région, pourrait singulièrement accroître sa capacité de présence, son prestige et son pouvoir comme centrale syndicale au Québec.

Le congrès de 1965 a également amendé l'article V de la constitution en y ajoutant une section 10 qui prévoit que le Conseil général pourra décider au besoin de faire du président un salarié de la FTQ. C'est sans doute là le signe d'un renforcement de la Fédération, puisqu'on prévoit que la charge de travail occasionnée par les nouvelles responsabilités de la FTQ pourra exiger du président qu'il y travaille à plein temps et devienne par conséquent un salarié de l'organisme.

Deux autres amendements, qui sont d'ailleurs de même nature, s'inscrivent dans la ligne générale du renforcement de la FTQ, plus particulièrement, cette fois, aux dépens du CTC. La section 2 de l'article VI, qui décrit les devoirs du président, se lisait auparavant comme suit: "Le président aura pleine autorité d'interpréter la constitution et son interprétation sera définitive à moins d'être renversée ou modifiée par le Conseil exécutif ou une conférence ou le Congrès du travail du Canada" 13/. Le congrès de 1959 a décidé de rayer les mots "ou le Congrès du travail du Canada". Parallèlement, mais à propos d'une question encore plus importante, le congrès de 1965 a amputé de sa dernière phrase l'article XIII de la constitution, qui se lisait auparavant comme suit:

Les amendements à cette constitution, à moins qu'ils ne viennent en conflit avec la constitution du Congrès du travail du Canada ou avec ses principes, peuvent être adoptés par un vote des deux tiers des délégués présents au congrès et ayant droit de vote. Un amendement ne pourra venir en vigueur qu'après approbation du Conseil exécutif du Congrès du travail du Canada. 14/

Nous concluons cette analyse des principaux changements constitutionnels à la FTQ par quelques remarques. La première, c'est que les amendements les plus significatifs, ceux du congrès de 1965, ont tous été présentés par le Conseil exécutif de la FTQ 15/; on ne saurait alléguer qu'ils relèvent plus de l'enthousiasme passager d'une assemblée générale que d'une volonté réelle des syndiqués de constituer une centrale québécoise forte et autonome, puisqu'ils émanent d'un corps représentatif du syndicalisme international et national au Québec et trop au fait des problèmes quotidiens du mouvement pour se lancer dans des élucubrations inutiles sur les particularités du Québec. D'ailleurs, l'énumération des revendications autonomistes de la FTQ ne doit pas nous faire oublier son attachement irréductible, et maintes fois réitéré dans les cadres de la constitution et

ailleurs, au CTC et à ses principes, de même qu'à des unions dont l'implantation dépasse largement les frontières du Québec; nous n'insisterons pas plus sur cet aspect, car nous aurons l'occasion d'y revenir lors de l'analyse du mémoire présenté par la FTQ à la Commission du CTC sur la constitution et les structures.

Notre seconde remarque ne consiste qu'à reprendre une observation que nous avons faite maintes fois: ces amendements, qui témoignent d'une volonté de renforcement de la FTQ, interviennent au congrès de 1965 et semblent être en bonne partie une réponse aux menaces que la CSN faisait peser sur l'ensemble des unions internationales et nationales au Québec. Il suffit d'ailleurs de lire le discours inaugural du président Laberge au IXème Congrès 16/ pour s'en rendre compte: il est en bonne partie consacré à l'évaluation des gains de la CSN et de l'efficacité de la contre-offensive du syndicalisme national et international; de plus, il traite longuement de la capacité de ce dernier de participer à la réforme de la société québécoise.

Nous voudrions enfin souligner que, malgré leur caractère plutôt symbolique, les amendements à la constitution de la FTQ approuvés par le congrès de 1965 n'ont pas encore été ratifiés par le Conseil exécutif du CTC. Celui-ci peut certes entretenir quelque méfiance face à un organisme qui, détenant une charte de la centrale canadienne, lui dénie le contrôle de l'interprétation de la constitution et des amendements qui peuvent y être apportés; encore que toute velléité de rébellion de la FTQ ferait presque fatalement long feu, puisque ses affiliés sont étroitement imbriqués dans une organisation syndicale dont la force réside précisément dans son implantation dans l'ensemble du Canada et même de l'Amérique du Nord. Quant aux autres amendements, on ne voit pas en quoi ils pourraient constituer une

menace, si petite soit-elle, à l'autorité du CTC. Mais c'est probablement l'esprit qui a présidé à ces changements, esprit qui a des répercussions quotidiennes au plan des initiatives prises par la FTQ, et qui risque d'entraîner au cours du congrès de cette année des changements beaucoup plus radicaux, dont le CTC se méfie et qu'il refuse d'entériner, du moins jusqu'à preuve du contraire. Peut-être le rapport de la Commission sur la constitution et les structures viendra-t-il modifier les coordonnées de la situation; la composition de la commission, que critique d'ailleurs la FTQ dans son mémoire 17/, peut laisser planer un doute à ce sujet, mais il faudra attendre le congrès du CTC de 1968 pour en arriver à des certitudes. En tout état de choses, notons que la FTQ, au dire même de son président, poursuit actuellement une partie de son action à partir d'une constitution qui, bien qu'approuvée par l'assemblée générale, n'est pas officielle. C'est cette action que nous étudierons dans les trois sections qui suivent.

B. Mise en question des pouvoirs du
Congrès du travail du Canada

Le titre de cette section n'indique pas que la FTQ verse dans le séparatisme syndical; mais il souligne d'une part qu'elle voit à ce que le CTC tienne effectivement compte des points de vue québécois dans ses décisions, et d'autre part qu'elle doit elle-même s'acquitter en fonction des particularités de la situation québécoise, d'un certain nombre de tâches traditionnellement exercées par le CTC.

Il s'agit là d'une réelle mise en question si l'on tient compte de la très faible marge d'autonomie dévolue de par la constitution du CTC à ses corps centraux subsidiaires; on peut lire, en effet, à l'article XIII de ce document:

Le Conseil exécutif du Congrès formulera des règles qui gouverneront la conduite, les activités, les affaires, les finances et les propriétés des Fédérations du travail et des Conseils du travail locaux et qui prévoiront les procédures ayant trait à la discipline de ces corps et de leurs officiers. 18/

Dans un tel contexte, il est assez étonnant de voir la FTQ s'immiscer dans le rôle d'arbitre des conflits de juridiction, rôle que détient exclusivement le CTC, à l'occasion, par exemple, de la lutte entreprise par le Syndicat canadien de la Fonction publique (SCFP) contre l'International Alliance of Theatrical Stage Employees and Moving Picture Machine Operators (IATSE) à Radio-Canada. Pour comprendre cette situation, nous allons en récapituler les principaux éléments.

L'une des raisons pratiques des fusions de centrales syndicales intervenues aussi bien aux Etats-Unis qu'au Canada au milieu des années cinquante a sans doute été la volonté de faire cesser les agressions entre unions affiliées à des centrales rivales, agressions souvent peu justifiées, toujours très coûteuses, et dont on ne croyait plus, après vingt ans de lutte, qu'elles pouvaient remettre en question l'existence, et par le fait même le mode de syndicalisation (professionnel ou industriel), de l'une ou l'autre centrale. On a donc inscrit dans la constitution du CTC un pacte de non-agression et on l'a assorti, compte tenu de la présence dans la plupart des secteurs industriels d'au moins deux unions à juridiction parallèle, d'un appareil chargé de faire la médiation puis l'arbitrage dans les conflits de juridiction; on a également prévu un certain nombre de sanctions pour les cas de transgressions qualifiées 19/.

La situation à Radio-Canada se présente comme suit: une partie des employés de la production est représentée par IATSE, syndicat qui, de

l'avis de tous ceux que nous avons interrogés à ce sujet, n'était rien moins qu'efficace. Ne mentionnons que deux exemples: l'union a déjà accepté de signer une convention collective avec l'employeur sans même consulter ses membres; ses délégués auprès des syndiqués de Montréal étaient totalement incapables de s'exprimer en français. Mis au fait de ces problèmes, le CTC a offert, il y a quatre ou cinq ans, de prendre en charge ces syndiqués en leur octroyant directement une charte; cette solution aurait, semble-t-il, satisfait les travailleurs, mais IATSE, se réclamant du principe du "respect des relations contractuelles établies" de chaque union, a fait avorter le projet. Les travailleurs ont alors fondé le Syndicat canadien de la télévision, qui a réussi à faire signer des cartes d'adhésion à la majorité des gens de l'unité d'accréditation, mais qui a été débouté par le Conseil canadien des relations ouvrières (CCRO) pour des raisons techniques. Les travailleurs de Montréal se sont alors tournés vers la CSN et son Syndicat général du cinéma et de la télévision (SGCT).

Cette tournure des événements ennuyait considérablement la FTQ; en effet, non seulement la CSN avait des chances de gagner la bataille contre IATSE et, poussant plus loin ses avantages, de faire basculer dans son camp une large fraction sinon la totalité des employés du réseau français de Radio-Canada, mais elle était en mesure d'étaler devant l'opinion publique la situation fort peu brillante d'une union internationale, ce qui aurait rejailli sur l'ensemble du mouvement. La FTQ a donc décidé d'opposer à la CSN une de ses unions les plus prestigieuses, et c'est dans cet esprit qu'elle a encouragé, sinon poussé carrément le SCFP à entrer dans la lutte pour rafler les membres de l'IATSE. Quand le SCFP se fut assuré un certain appui, le CCRO lui a accordé un vote 20/. A

cette occasion, et même si IATSE avait obtenu du CTC une condamnation de ce qu'il faut bien appeler, techniquement, le maraudage du SCFP, le Conseil général de la FTQ a accepté à l'unanimité la résolution suivante:

Considérant que le CCRO a ordonné qu'un vote soit pris parmi un groupe d'employés de Radio-Canada entre le SCFP et l'Alliance internationale des employés de théâtre et de scène;

Considérant que la FTQ a jusqu'ici appuyé le SCFP dans sa tentative de gagner le support d'un groupe d'employés de Radio-Canada, même si IATSE prétendait vouloir continuer de les représenter comme agent négociateur;

Considérant qu'il est évident que IATSE ne peut, dans les circonstances, conserver la loyauté de ses membres à Radio-Canada et que l'abandon de la campagne du SCFP équivaldrait à livrer ces travailleurs au syndicat rival;

Qu'il soit résolu que le Conseil général de la FTQ accorde son appui au SCFP pour ce vote et donne instruction à ses officiers de faire tout en leur possible pour assurer le triomphe du syndicat lors de l'élection prochaine, et que tous les affiliés de la FTQ donnent leur support au SCFP dans cette campagne. 21/

Le président de la FTQ, dans ses commentaires sur la résolution, admettait volontiers que les dirigeants du CTC étaient forcés par leur constitution de fournir un appui à IATSE et qu'ils ne le faisaient pas de gaieté de coeur; mais il n'en appuyait pas moins une politique qui contrevenait explicitement aux règlements de la centrale canadienne et qui risquait fort de provoquer un affrontement entre celle-ci et la FTQ.

Ce n'était d'ailleurs pas la première fois qu'un incident de cette nature se produisit. En 1965, la FTQ a fourni son appui aux Métallurgistes-unis d'Amérique quand ils ont "maraudé" un local de l'Union internationale des mouleurs et travailleurs associés à Trois-Rivières, au moment où la CSN menaçait très sérieusement de le ravir à cette dernière.

Revenons à la situation de Radio-Canada, car le pouvoir de règlement des conflits de juridiction du CTC n'est pas le seul à avoir été battu en brèche par la FTQ à cette occasion. Les interventions auprès du pouvoir fédéral sont de juridiction de la centrale canadienne, et les corps provinciaux, eussent-ils quelque réclamation à faire valoir auprès de ces instances, doivent les acheminer par cette voie. C'est à cette règle qu'a contrevenu la FTQ en présentant elle-même à la députation québécoise à Ottawa un mémoire et une lettre sur la liberté d'association et les unités "nationales" de négociation, les premier novembre et premier décembre 1966. Pour conserver à l'incident ses justes proportions, il faut souligner que nulle part dans ces documents la centrale québécoise ne tente de justifier son appui à la campagne du SCFP, ce qui aurait évidemment entraîné une guerre ouverte avec le CTC, contraint d'assurer son support à IATSE.

Nous ne ferons pas un compte rendu complet de ces deux mémoires: nous nous limiterons à une énumération des principaux arguments. Mais cette analyse sommaire nous autorisera à affirmer, encore ici, que la présence au Québec d'une centrale rivale joue un rôle capital dans le renforcement de la FTQ et dans sa volonté d'élargir le champ de son pouvoir. Voici donc la liste des arguments employés:

- "Invoquer la liberté d'association à l'appui du fractionnement des unités fédérales ou provinciales de négociation (comme le fait la CSN), c'est remettre en cause tout le régime juridique du monopole de représentation syndicale ou de l'agent négociateur exclusif." 22/ Or, la CSN elle-même a apporté sa caution à ce régime, en particulier lors de la fusion des différentes unités de négociation à l'Hydro-Québec.

- "Ils (les travailleurs) ne sont aucunement disposés à retourner à un régime de négociation local ou provincial qui les laissait démunis face à l'employeur et ne leur valait que des écarts de salaires d'une province à l'autre." 23/
- Le CCRO n'est pas, contrairement aux allégations de la CSN, partisan, puisqu'il accorde à la CSN 25 p. 100 des sièges syndicaux alors qu'elle ne compte dans ses rangs que 11 p. 100 environ des syndiqués canadiens. Si l'on veut élargir la notion d'équité pour qu'elle embrasse la considération légitime du caractère bi-national du pays, il faudra tenir compte du fait que la FTQ représente au moins un aussi grand nombre de travailleurs francophones québécois que la CSN.
- "...plutôt que de créer un faux problème syndical à Radio-Canada, la CSN aurait mieux fait de rester franchement sur le plan politique et de réclamer la récupération du réseau français par le Québec et la création de Radio-Québec." 24/

Les deuxième et troisième arguments nous semblent assez bien exprimer la position de la FTQ face à la CSN et au CTC. En premier lieu, la Fédération affirme la supériorité d'un syndicalisme, tel que le sien, qui dépasse les frontières d'une province et s'assure, par le fait même, force de contestation du pouvoir patronal beaucoup plus considérable. Mais elle n'abandonne pas pour autant à la CSN le monopole de l'identité québécoise, et se prétend même la représentante d'un nombre au moins aussi grand de travailleurs québécois que sa rivale. Elle tente, en somme, de montrer que le mouvement auquel elle est liée est à la fois efficace, ce qui suppose selon elle de forts liens avec le syndicalisme national et international,

et représentatif c'est-à-dire apte à traduire de façon autonome les revendications propres des travailleurs québécois, cette dernière affirmation équivalant en quelque sorte à attaquer la CSN sur son propre terrain 25/. Les particularités de la société québécoise et la présence de la CSN, voilà, nous semble-t-il, ce qui explique le comportement "autonomiste" de la FTQ par rapport au CTC.

Nous voudrions souligner un autre cas où la FTQ a contesté la capacité du CTC d'assurer seul, c'est-à-dire sans consulter la centrale québécoise, la représentation de la volonté des travailleurs auprès du gouvernement fédéral. Il s'agit du mémoire du CTC à la Commission royale (fédérale) d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. Peu de temps après la présentation de ce mémoire, au début de 1966, la FTQ faisait savoir au CTC qu'elle regrettait de n'avoir pas été consultée au cours de la préparation, contrairement aux assurances qu'on lui aurait données précédemment, de ne pas avoir été invitée à Ottawa lors de la remise du mémoire à la Commission royale et de n'avoir même pas encore reçu copie de ce texte. L'argumentation qu'elle aurait servie à la centrale canadienne reposait, nous a-t-on dit, sur les deux points suivants: d'une part, les discussions au congrès de la FTQ de 1965 ont montré que les questions du statut du Québec, de la langue et de la culture française tiennent profondément à coeur aux syndiqués québécois; d'autre part, le point de vue de ces derniers sur les relations entre les deux principaux groupes ethniques du Canada devrait pouvoir être exprimé par un organisme qui les représente vraiment sous ce rapport, parce qu'il est exclusivement québécois, la FTQ.

Même si nous ne traiterons que dans un chapitre ultérieur de la réaction du CTC au renforcement de la FTQ, il nous semble intéressant d'en

donner ici-même un aperçu. Les propos qu'aurait tenus la FTQ contenaient implicitement la négation de la représentativité du CTC par rapport à ses effectifs québécois en ce qui a trait à la question nationale. Si nos informations sont justes, c'est à ce dernier argument que la CTC se serait attaqué: d'une part, celui-ci détenait seul le pouvoir de faire des représentations auprès du pouvoir fédéral, et il n'était pas coutume qu'il partage cette responsabilité; d'ailleurs, la FTQ faisait de même quand il s'agissait d'intervenir au plan provincial; d'autre part, les désirs des québécois avaient été respectés, puisque le mémoire du CTC était basé sur les principes du mouvement syndical canadien, auxquels les travailleurs québécois ont déjà donné leur totale adhésion.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que la thèse de la nécessité de la consultation de la FTQ est battue en brèche.

Les situations analysées jusqu'ici dans les cadres de cette section peuvent être qualifiées de contestations mineures du pouvoir du CTC; en effet, la FTQ ne réclame pas un retrait de la centrale canadienne de ces domaines, mais demande simplement à être consultée par celle-ci dans l'exercice de ces fonctions. Il en va tout autrement en ce qui concerne l'éducation et l'organisation 26/ syndicales. Ces deux activités ne relèvent pas plus, en principe, du pouvoir central que des pouvoirs provinciaux et, de fait, la Fédération des travailleurs du Québec possède depuis ses origines un Comité d'éducation; c'est cependant le CTC qui a, selon l'expression consacrée, occupé ces juridictions au Québec. Ceci s'explique en partie de la façon suivante: le CTC octroie directement des chartes à un certain nombre de sections locales 27/, auxquelles il doit par la suite fournir les services de maintien syndical; de même, il doit assurer la coordination des activités

des différents Conseils du travail; cela lui fournit l'occasion d'établir dans les principales régions du Canada, dont le Québec, des bureaux régionaux qui, en plus des fonctions ci-haut mentionnées, mettent à la disposition des affiliés les services d'organiseurs syndicaux et de permanents spécialisés dans le domaine de l'éducation. Devant cet état de choses, la FTQ en est venue graduellement à réclamer, bien au-delà de la consultation l'exercice par elle-même de ces pouvoirs ou, du moins, une participation à leur gestion.

Nous allons analyser tout d'abord la série d'événements survenus à propos des structures d'organisation. Déjà en 1961, le renforcement et les maraudages de la CSN inquiétaient la FTQ; celle-ci se voyait l'objet de sollicitations de plus en plus nombreuses et fréquentes de ses affiliés, qui voulaient voir mise sur pied une campagne de représailles contre la CSN. Fidèle à la constitution, en vertu de laquelle était dévolue au CTC la responsabilité de défendre ses affiliés et de coordonner les moyens nécessaires à cette fin, la FTQ a alors organisé une rencontre avec les dirigeants du CTC, afin de mettre ces derniers au courant de la situation et de discuter des moyens d'action à mettre en marche pour la corriger. On voit donc, dès ce moment, se dessiner un intérêt de la FTQ pour les problèmes d'organisation; mais le leadership est encore laissé au CTC, et la FTQ ne réclame que d'être consultée par celui-ci.

Il en va autrement deux ans plus tard, alors que les maraudages de la CSN ont pris une toute autre ampleur. Le Comité exécutif de la FTQ suggère alors:

Le transfert par le CTC à la FTQ de ses responsabilités dans le Québec en matière d'organisation et d'éducation, et le versement d'un subside équivalent à la FTQ pour

s'occuper de ces responsabilités. Sur le plan de l'organisation, les réformes suggérées permettraient de grouper une équipe d'organisateurs ayant l'envergure et la souplesse suffisantes pour pouvoir effectuer des campagnes syndicales dans des secteurs importants ou spécialisés, pour lesquels le mouvement national ou international actuel ne dispose pas de ressources suffisantes. 28/

La FTQ réclame donc le transfert pur et simple de cette responsabilité; mais ce qui surprend, c'est qu'elle insiste longuement sur la nécessité de créer une équipe puissante, sans jamais mentionner les raisons spécifiques en vertu desquelles l'autorité devrait revenir à la FTQ plutôt qu'au CTC et à son bureau régional. Il faut, pour le comprendre, examiner plus soigneusement la situation telle qu'elle se présentait à l'époque: les permanents à l'emploi du CTC au Québec étaient, selon l'expression même d'un employé actuel du bureau de la centrale canadienne à Montréal, "un reliquat de la fusion", et en général, brillaient peu par leur compétence; de plus, ils se consacraient principalement au service des locaux du CTC, et fort accessoirement aux tâches de recrutement de nouveaux syndiqués. Ce n'était certes pas à ce genre d'action que pensait la FTQ quand elle déclarait que "dans ces secteurs, surtout s'il y a rivalité avec la CSN, la présence d'une équipe nombreuse et capable de se spécialiser est devenue une affaire de vie ou de mort." 29/ Et l'on comprend que, assignant aux centrales syndicales au Québec un rôle absolument nouveau à ses yeux, elle ait voulu en conserver le contrôle, sans se sentir obligée de justifier ses prétentions autrement que par la nouveauté et le caractère spécifiquement québécois de cette fonction. Ce caractère spécifiquement québécois, elle le marque d'une part en laissant planer sur l'ensemble du texte l'ombre de la CSN, et d'autre part, en montrant l'importance de la barrière linguistique:

Ailleurs sur le continent, par exemple, une union peut mobiliser les organisateurs de plusieurs Etats ou plusieurs provinces dans les cas spéciaux ou les situations d'urgence. Au Québec, par contre, l'usage du français limite l'utilisation des organisateurs d'en-dehors du Québec. C'est ainsi qu'au Québec les unions internationales n'ont pas la mobilité qui fait leur force ailleurs sur le continent. Si on veut reproduire au Québec cette mobilité et donc cette force, il nous faut absolument créer un groupe d'organiseurs auxquels peuvent avoir recours les unions nationales ou internationales - l'équivalent francophone des vastes réservoirs d'organiseurs disponibles à chaque union ailleurs sur le continent. 30/

L'étape suivante de ce réaménagement des structures d'organisation s'est déroulée entre octobre 1963, date de publication du texte que nous venons de mentionner, et mai 1964. Les présidents des deux centrales, MM. Roger Provost et Claude Jodoin, ont alors négocié une entente en vertu de laquelle serait créée une équipe d'organiseurs au Québec, sous l'autorité conjointe de la FTQ et du CTC, et financée par ce dernier et par un fonds spécial auquel contribueraient les unions acceptant de le faire. Cette entente nous semble un point tellement capital des relations entre le CTC et une FTQ désireuse d'affirmer l'ascendant qu'elle avait pris sur ses affiliés, que nous ne jugeons pas inutile d'en reproduire de larges extraits:

Le contrôle de la politique et de l'administration sera exercé conjointement par le Congrès du travail du Canada et la Fédération des travailleurs du Québec. Les pouvoirs seront ainsi répartis:

Politique - R. Provost - C. Jodoin (W. Dodge)
Administration - R. Provost - L. Laberge

(...) Les principales activités du Comité conjoint seront:

- (A) Organiser les travailleurs non-syndiqués du Québec dans les cadres du Congrès et de ses unions affiliées.
- (B) Défendre les affiliés du Congrès contre les ~~marau~~ dages de la CSN et d'autres organisations rivales.

- (C) Coordonner les activités des représentants des unions affiliées au Québec dans le domaine de l'organisation.
- (D) Favoriser la coopération des unions affiliées au plan des mesures défensives et offensives.
- (E) Projeter et exécuter des maraudages comme mesure de représailles envers la CSN. 31/

Les principales modalités de l'accord sont les suivantes:

7 représentants du CTC, dont celui-ci paiera les salaires et les dépenses, agiront sous l'autorité d'un coordonnateur, nommé par les deux centrales: ce dernier recevra son salaire de sa propre union, et ses dépenses seront à la charge du comité; les frais légaux et toutes les dépenses autres que les salaires et les frais de représentation seront à la charge de chaque union bénéficiaire d'une campagne d'organisation; le coordonnateur aura seul le droit de publier des communiqués de presse au nom du Comité, et ceux-ci devront être approuvés par le président de la FTQ et/ou le vice-président exécutif du CTC; une conférence bi-annuelle des permanents sera convoquée aux fins de discussion de l'action du Comité; enfin, la FTQ devra prier chaque union affiliée de libérer un ou plusieurs de ses représentants afin qu'ils puissent, en cas d'urgence, prêter main forte au Comité.

Quant au partage des responsabilités entre le bureau régional du CTC et le Comité conjoint, il s'établissait comme suit: le Comité conjoint se chargeait de l'aide aux affiliés en matière d'organisation, de la défense contre le maraudage, de l'organisation syndicale qui relevait auparavant du CTC, et des services fournis aux Conseils du travail; quant au CTC, il continuait à s'occuper seul des services fournis aux syndicats à charte, de la négociation, des conventions pour ces syndicats, de l'étude des différends entre affiliés, et de certaines missions spéciales.

L'équipe conjointe est effectivement entrée en fonction le 16 août 1964; en 1965, elle comptait 9 permanents, et ce nombre était porté à 12, un peu plus tard. Durant ce laps de temps, l'équipe a recruté plus de 5,500 travailleurs en collaboration avec 20 unions affiliées dans 136 établissements différents.

Les milieux syndicaux entretiennent les opinions les plus diverses quant à l'efficacité de ce Comité conjoint. Les partisans de l'entente prétendent que c'est grâce aux efforts de ce Comité que fut grandement réduite l'ampleur des maraudages de la CSN à partir de 1965; ceux, par contre, qui voyaient d'un mauvais oeil cette immixtion de la FTQ dans le domaine de l'organisation, prétendent que la direction bicéphale de l'équipe entravait sérieusement son action. On va même, dans certains milieux, jusqu'à affirmer que cette formule permettait à quelques officiers de la FTQ d'exercer un certain patronage: ils auraient fait bénéficier plus particulièrement certaines unions, qui leur étaient dévouées, des services d'organiseurs, délit plus improbable, selon eux, lorsque la politique est fixée par le seul et impartial CTC. Il nous est impossible de confirmer ou d'infirmer ces allégations: cela requerrait de notre part une enquête beaucoup trop longue et sans lien direct avec le but que nous poursuivons.

A tout événement, le CTC décidait unilatéralement, le 15 juin 1966, de mettre fin à l'entente. D'après les dirigeants de la FTQ, celle-ci n'a pas encore été officiellement avisée de la dénonciation de l'accord, même si elle a été complètement ignorée lors de la nomination de M. Philippe Vaillancourt au poste de directeur de l'organisation au Québec. C'est là évidemment l'objet de bien des colères du Comité exécutif de la FTQ, qui considère que l'esprit de l'entente a été trahi sans raison suffisante.

L'éducation, nous l'avons déjà dit, a été prise en charge au Québec par le bureau régional du CTC, et c'est encore aujourd'hui ce dernier qui détient l'initiative dans ce domaine. Cette situation semblait satisfaire la FTQ en 1957; on peut en effet lire dans le rapport des officiers au IIème Congrès de la FTQ:

Mais à la suite d'une recommandation du Conseil de la Fédération, cette enquête (sur l'action des unions dans le domaine de l'éducation) a été reléguée aux oubliettes pour tenter par tous les moyens possibles d'aider le service de l'éducation du Congrès du travail du Canada dans la province de Québec. 32/

Mais en 1963, la FTQ revendique le contrôle de l'éducation au Québec et un transfert fiscal équivalent de la part du CTC. Elle affirme notamment:

Sur le plan de l'éducation, le transfert de cette responsabilité à la FTQ permettrait, avec les autres services dont disposerait la FTQ, de coordonner les programmes d'éducation avec le reste des activités syndicales dans le Québec. Présentement, la dispersion des efforts et la faiblesse des ressources de chacun sont telles que souvent une négociation importante, une grève importante, une campagne d'organisation bouleversent les autres activités de l'union concernée, plus particulièrement son service d'éducation, si d'ailleurs elle en a. 33/

On retrouve ici l'argument employé à propos de l'organisation, à savoir la nécessité de coordonner les efforts au Québec. S'y ajoute, cependant, une justification plus spécifique du transfert de cette responsabilité à la FTQ; il s'agirait de permettre à cette dernière de concevoir un plan d'ensemble d'intégration des services syndicaux non-relatifs à la convention collective.

Cette revendication, tout comme celle relative à l'organisation, eut des suites au congrès de 1965 de la FTQ. Le président de la FTQ déclara, dans son discours d'ouverture:

Des ententes ont été conclues entre le CTC et la Fédération des travailleurs du Québec, par l'entremise du confrère Jodoin et moi-même, et par ces ententes, les services d'éducation et d'organisation seront mis à la disposition du président de la Fédération. 34/

Les délégués adoptèrent ensuite à l'unanimité, après l'avoir soumise à M. Provost, la résolution suivante:

Ce congrès de la FTQ approuve l'entente intervenue entre les présidents Roger Provost et Claude Jodoin, comme porte-parole de la FTQ et du CTC respectivement, telle qu'annoncée officiellement par le président Roger Provost dans son discours d'ouverture du congrès, et le présent congrès exprime le voeu que cette entente soit mise en vigueur dans le plus bref délai possible. 35/

On sait ce qu'il est advenu de l'organisation. Un processus analogue semble s'être produit à propos de l'éducation. M. Provost a en effet déclaré au début de février 1964, que le directeur de l'éducation du CTC au Québec demeurerait responsable devant cette centrale et non devant la FTQ, et "qu'il n'y avait aucun problème dans ce secteur puisque, depuis des années, la FTQ et le CTC élaborent en commun leur politique d'éducation syndicale dans le Québec" 36/. L'entente finale prévoyait, pour établir la coopération la plus étroite possible entre le CTC et la FTQ en ces matières, que le programme d'éducation au Québec serait mis au point conjointement par le CTC et la FTQ; que l'application de ce programme relèverait du directeur régional de l'éducation du CTC et du président de la FTQ; que le directeur régional de l'éducation rendrait compte des résultats au CTC et au président de la FTQ; et enfin que si l'application du programme soulevait des problèmes, ceux-ci seraient réglés par le président de la FTQ et le vice-président du CTC responsable de l'éducation.

La revendication de contrôle de l'éducation par la FTQ a donc abouti, moins d'un an plus tard, au partage de la juridiction entre les deux centrales. Ce qui a provoqué la colère des représentants des Métallos:

...comme nous considérons de toute première importance qu'un programme d'éducation syndicale destiné aux travailleurs du Québec soit dirigé sur place afin d'être adapté aux besoins des travailleurs du Québec, et étant donné le rôle que nous avons joué lors du congrès de la FTQ au mois de novembre, nous nous voyons forcés d'établir clairement notre position devant nos 15,000 membres. 37/

En conclusion à leur communiqué, ils reprochent à M. Provost de n'avoir pas fourni les raisons de ce changement de position, et ils mettent en doute les bons résultats qu'aurait donnés dans le passé la consultation FTQ-CTC à propos des programmes d'éducation.

On s'en est tenu à cette situation de consultation plus ou moins formelle et de collaboration entre le service du CTC et le Comité d'éducation de la FTQ jusqu'en 1967, moment où la centrale québécoise a de nouveau réclamé la juridiction sur l'éducation. Nous y reviendrons dans le prochain chapitre, où nous étudierons le mémoire de la FTQ à la Commission du CTC sur la constitution et les structures.

Nous voudrions analyser en dernier lieu les relations de la FTQ avec les autres centrales syndicales québécoises, et en particulier avec la CSN.

Un premier signe de mise en question des pouvoirs du CTC par la FTQ nous est fourni par la volonté de cette dernière de participer de plein droit, à titre de centrale québécoise, à toute discussion sur l'unité syndicale entre la CSN et le syndicalisme national et international au Canada. Il s'agit là, en somme, d'une contestation de la part de l'exécutif de la FTQ de la capacité du CTC de représenter seul les intérêts des membres des syndicats nationaux et internationaux au Québec.

Le CTC aurait opposé une fin de non-recevoir à cette dernière en acceptant de consulter la FTQ seulement après que l'exécutif de la centrale canadienne aura pris les décisions qu'il jugera à propos.

Mais les relations de la FTQ avec les autres centrales syndicales québécoises ne s'arrêtent pas là. Les mémoires conjoints et les luttes communes se multiplient; en voici quelques exemples:

- 1960: en octobre, l'Union catholique des cultivateurs (UCC), le Conseil de la coopération du Québec, la FTQ, la CSN et la Fédération des unions de familles s'unissent, pour la première fois semble-t-il dans l'histoire du Québec, en un cartel afin de présenter au ministre de la santé du Québec un mémoire en faveur de l'assurance-hospitalisation;
- 1964: la CSN et la FTQ font front commun contre le premier projet de code du travail (Bill 54) présenté par le gouvernement Lesage;
- 1966: en avril, la FTQ, la CSN et l'UCC soumettent deux mémoires conjoints, l'un au Comité de la constitution de l'Assemblée législative du Québec, l'autre au Comité conjoint sur l'assurance-maladie à Québec;
- 1967: la CSN, la FTQ et la Corporation des instituteurs catholiques font front commun contre le Bill 25, présenté et adopté par le gouvernement Johnson et ses députés pour mettre fin à la grève des professeurs de l'enseignement public.

Faire des représentations auprès du gouvernement du Québec est évidemment du ressort de la FTQ; de même, la collaboration avec les autres centrales syndicales et différents corps intermédiaires peut être pleinement justifiée par l'ampleur des batailles entreprises par cette dernière. Il n'en demeure pas moins que ces alliances, et en particulier celles avec la

CSN, militent objectivement en faveur du caractère particulier et de l'autonomie de la FTQ.

Ces actions conjointes tendent en effet à accréditer les thèses suivantes: en premier lieu, que les besoins du Québec appellent une action spécifiquement québécoise, à laquelle la FTQ doit prendre part sans ingérence d'aucune sorte du CTC; en second lieu, que la FTQ est capable de mener au Québec de grandes campagnes et des actions d'envergure sans devoir compter sur l'appui du CTC, puisque d'autres organisations populaires lui fournissent un soutien efficace; en troisième lieu, que les besoins du Québec sont tellement pressants qu'ils peuvent appeler une action commune avec la CSN et un dépassement de la rivalité qui oppose celle-ci et le mouvement syndical national et international; enfin, que la FTQ est un organisme reconnu et respecté comme mouvement populaire au Québec, qu'il n'est plus la simple succursale du CTC, puisque des organismes dont on ne peut mettre en doute le profond enracinement au Québec (par exemple la CSN) acceptent la FTQ comme partenaire de plein droit dans certaines de leurs actions les plus significatives au plan politique.

Nous ne prétendons nullement que la FTQ est plus proche des autres centrales syndicales du Québec que du CTC; il n'est pas question ici, et les leaders de la FTQ le répètent à satiété, de séparatisme syndical. Nous pensons seulement que la FTQ, désireuse d'accroître sa marge d'autonomie par rapport à la centrale canadienne, profite de ses alliances avec la CSN pour démontrer au CTC qu'elle est maintenant, en son nom propre, une pièce essentielle sur l'échiquier politique québécois.

Nous concluons cette section en revenant sur le sens de l'expression "mise en question des pouvoirs du CTC". Il ne s'agit pas pour la FTQ

de réduire à néant le rôle du CTC: il est vrai qu'elle a réclamé pour elle seule la responsabilité de l'éducation et de l'organisation, étant donné que la présence de la CSN et le fait français empêchent que soient appliquées directement au Québec les politiques "nationales" du CTC; dans les autres domaines, par contre, elle n'exige pas le retrait du CTC, mais seulement que celui-ci tienne compte des points de vue du Québec, qu'est à même de lui transmettre la FTQ (par exemple en ce qui concerne l'administration de l'entente anti-maraudage, les pourparlers d'unité avec la CSN et les représentations auprès du gouvernement fédéral au sujet des questions constitutionnelles et culturelles).

C. Mise en question du
pouvoir des unions

Dans les cadres du syndicalisme international et national, ce sont les unions et les sections locales, c'est-à-dire les structures professionnelles et industrielles, par opposition aux structures centrales, qui possèdent tous les pouvoirs relatifs à la négociation et à l'administration des conventions collectives de travail; de même, les unions sont souveraines sous réserve qu'elles se conforment aux provisions du pacte de non-agression, dans les décisions concernant leurs activités de recrutement. Quand nous disons que la FTQ met en question le pouvoir des unions, nous ne prétendons pas qu'elle s'attaque fondamentalement à ce système; au contraire, elle considère l'existence de structures professionnelles puissantes à la grandeur du pays et du continent comme le fondement même de l'efficacité du syndicalisme, et le principal avantage qu'elle possède sur la CSN, dont l'implantation demeure, du moins jusqu'à nouvel ordre, strictement québécoise.

Ce que nous voulons dire, c'est que la FTQ refuse de souscrire à une autarcie complète de chaque union. Selon elle, le sort de toutes les

unions internationales et nationales au Québec est lié, en ce sens que ce que fait chaque union, et plus particulièrement ce qu'elle fait de moins bien, rejaillit sur toutes les autres. L'existence au Québec d'une centrale rivale qui n'est pas sans attrait pour les travailleurs, fait que chaque bataille livrée par un affilié met en cause, jusqu'à un certain point, le principe même du syndicalisme international et national. Devant cet état de choses, la FTQ prétend, au nom de la collectivité de ses affiliés, exercer une certaine surveillance sur les activités où est mise en jeu la réputation de ceux-ci. Mais ce n'est pas là la seule façon dont elle entend agir dans les domaines de la négociation et de l'organisation: certains conflits et certaines campagnes exigent, de soi, la participation d'un organisme ayant des assises très larges dans la société québécoise. Cette mise en question dont nous parlons ne consiste donc pas en un rejet du système ou même en un doute à son propos, mais en une volonté de la centrale québécoise d'exercer épisodiquement certains pouvoirs ordinairement dévolus aux structures professionnelles et industrielles.

La première catégorie d'événements que nous étudierons pourrait s'intituler: interventions de la FTQ dans les négociations.

- A l'été 1965, la FTQ est intervenue dans la grève des postiers et des facteurs de Montréal. Ces deux unions de la Fonction publique fédérale n'avaient pas droit à la négociation collective; auparavant elles faisaient tous les deux ans, selon l'expression consacrée en milieu syndical, des "pèlerinages" auprès de la Commission du service civil, qui décidait ensuite unilatéralement des hausses de salaires. Fatigués de cet état de choses, les locaux de Montréal, Vancouver et Hamilton déclenchent une grève le 22 juillet, et sont bientôt suivis par Toronto.

Mais apeurés de l'ampleur prise par le mouvement (70 p. 100 des effectifs avaient débrayé), les exécutifs nationaux ordonnent le retour au travail; seul le local de Montréal refuse d'obtempérer, et sa grève durera 17 jours. Abandonné par son union nationale, il recourt alors au CTC et à la FTQ. Le premier met à sa disposition des organisateurs de son bureau régional du Québec; mais, en sous-main, il cherche à le convaincre de reprendre le travail, craignant que le conflit ne fasse tomber le gouvernement Pearson et venir au pouvoir un Diefenbaker beaucoup moins bien disposé à l'égard des syndicats; cette interprétation serait très contestable si nous n'en trouvions une certaine confirmation dans un communiqué de presse émis par le CTC en cette occasion:

C'est(...)la première fois qu'une protestation syndicale fait l'objet d'autant d'attention. Ceci étant atteint, les associations des employés des postes ont décidé qu'il n'est plus utile de maintenir un arrêt de travail qui, de toute évidence, incommode grandement les individus, le commerce et l'ensemble du pays. C'est pourquoi, à notre avis, la décision de retourner au travail constitue pour ces dirigeants syndicaux une preuve de leur sens des responsabilités. 38/

Quant à la FTQ, elle appuie sans hésitation les postiers et facteurs de Montréal, en dépit de la position prise par le CTC. Le président Laberge et, à l'occasion, le secrétaire Rancourt, participent aux assemblées du local, et à la dernière phase des négociations avec les représentants du Cabinet fédéral; fait significatif, ni les représentants du CTC, ni le président national du Syndicat des postiers n'y prennent part directement, à la demande des leaders locaux montréalais.

- Lors des négociations dans l'industrie de la construction à Montréal en 1966, la CSN en est arrivée, la première, à une entente avec la Chambre de la construction (partie patronale). Les unions internationales, croyant possible l'obtention de plus fortes augmentations de salaires, ont prié la FTQ d'approcher la CSN afin d'établir un processus de négociation conjointe. La CSN accepte et retire ses demandes initiales; le comité conjoint présente des demandes d'augmentation de \$1.50 l'heure et obtient \$1.20, ainsi qu'un supplément de \$0.15 pour les hommes de métiers. Certains militants de base de la CSN refusent le règlement et veulent faire la grève. Quant aux unions internationales, elles sont en général favorables à l'entente et, de toute façon, désirent que la décision soit prise non pas en assemblée générale des ouvriers de la construction, mais par chacune des unions de métiers du secteur. Compte tenu de l'objectif poursuivi, nous nous limiterons à caractériser le rôle joué par la FTQ; comme la CSN avait tendance à intervenir directement dans les négociations, en escamotant quelque peu le principe de l'autonomie des syndicats de métiers, les syndicats internationaux furent en quelque sorte obligés de se donner un porte-parole de même calibre, quoique son rôle demeurerait singulièrement plus limité que celui de la centrale rivale.
- La récente grève de l'Hydro-Québec, au début de l'été de 1967, a également été l'occasion d'une intervention de la FTQ. A la suite d'une grève tournante, le comité de négociations semble arrivé à une entente avec l'Hydro-Québec, mais le Conseil provincial du syndicat de l'entreprise recommande finalement aux

travailleurs le rejet des offres patronales 29/, ce que ces derniers font. L'impasse ainsi créée et la menace d'une grève générale, de même que le précédent créé par le récent Bill 25 qui avait imposé un moratoire de plus d'un an dans le conflit opposant les professeurs de l'enseignement public au gouvernement, concrétisent la menace d'une législation spéciale qui forcerait les employés de l'Hydro-Québec à rentrer au travail. Persuadés que, derrière l'Hydro-Québec, c'est le gouvernement lui-même qui négocie et tente d'imposer sa politique salariale, les dirigeants du Syndicat canadien de la Fonction publique décident de rencontrer directement les représentants du gouvernement à Québec, et ils se font accompagner, pour les deux dernières semaines de négociations "au sommet", du président et du secrétaire général de la FTQ. Selon un représentant du SCFP, ceux-ci ont rendu de grands services, non seulement à cause de leurs expérience de négociateurs, mais aussi à cause du prestige qu'ils ont auprès de l'appareil de l'Etat québécois.

Nous ne croyons pas nécessaire de multiplier les exemples de telles interventions de la FTQ dans des grèves. Notre but n'est pas de faire l'historique de la Fédération mais bien, à partir d'un certain nombre d'événements auxquels les leaders syndicaux accordent une importance, d'essayer de dégager une ligne d'évolution. Nous amorcerons cette démarche en comparant les situations que nous venons de décrire avec le rôle joué par la FTQ dans un conflit qui a profondément marqué le monde syndical, la grève de Murdochville en 1957.

Dans ce conflit, les travailleurs faisaient face à un employeur, la Noranda Mines, et à un gouvernement, celui de Duplessis, particulièrement anti-syndicaux. La FTQ est intervenue en organisant, au mois de juillet 1957, une manifestation au cours de laquelle 2,500 travailleurs des unions nationales et internationales, et de la CTC, manifestèrent leur appui aux grévistes devant l'Assemblée législative à Québec et devant les barrières de la mine à Murdochville. Elle a également entrepris des démarches auprès de Duplessis afin de mettre fin au conflit. Mais selon un militant syndical de l'époque, cette action se limitait à un appui, et les Métallurgistes-unis contrôlaient entièrement le conflit local 40/. Toujours d'après lui, le rôle de la FTQ dans ce conflit différait considérablement de celui qu'elle a joué, par exemple, dans la grève des postiers où, sans prendre l'initiative des opérations, elle a tout de même fourni à la section locale un appui indispensable lors de son différend avec le Syndicat des postiers et le CTC.

La négociation n'est pas le seul domaine de juridiction ordinaire des unions où la FTQ est intervenue. Au nom de la réputation générale du mouvement national et international au Québec, elle a joué un rôle épisodique dans le domaine de l'organisation et ce, en dehors de sa participation à la direction de l'équipe conjointe CTC-FTQ dont nous avons déjà parlé. Nous mentionnerons trois exemples:

- L'Association internationale des travailleurs du métal en feuille et l'Association internationale des machinistes (AIM) représentaient conjointement les employés de l'usine Sicard, fabricant de machinerie lourde, à Ste-Thérèse. La CSN a entrepris de déloger ces unions, et avec un certain succès auprès des syndiqués de l'AIM. La FTQ, armée de l'argument qu'il fallait à tout prix conserver ces membres, a convaincu l'AIM d'abandonner sa

juridiction aux Travailleurs du métal en feuille. Celle-ci donnant à son tour des signes de faiblesse devant les attaques de la CSN, la centrale québécoise l'a persuadée de céder la place aux Travailleurs-unis de l'automobile, qui ont finalement réussi à conserver l'usine de Ste-Thérèse et à recruter les employés de bureau.

- Les débardeurs de Montréal furent également la cible des attaques de la CSN. Les dirigeants québécois de l'union élaborèrent alors la stratégie suivante: si les travailleurs de Montréal passaient à la CSN, on demanderait à l'Union internationale des débardeurs d'ordonner le boycottage de tous les navires en provenance de Montréal, et ce dans tous les ports de l'Amérique du Nord. Cette manoeuvre aurait fort probablement réussi, mais la FTQ a convaincu les dirigeants locaux d'y renoncer, car elle aurait causé un tort immense au syndicalisme international et national au Québec; la CSN aurait alors pu mobiliser à son profit l'opinion publique contre la main-mise américaine sur le Québec.
- L'intervention la plus lourde de conséquences de la FTQ dans le domaine de l'organisation est sans doute l'appui qu'elle a fourni au SCFP dans la campagne de recrutement à l'Hydro-Québec, puisqu'elle a réussi à implanter sérieusement le mouvement syndical national dans la fonction publique provinciale 41/.

La situation syndicale à l'Hydro-Québec entre 1962 et 1966 était assez confuse, la nationalisation de l'électricité ayant placé sous l'autorité de cette régie des groupes de travailleurs aux allégeances syndicales fort diverses. Le SCFP y comptait environ 3,000 membres, la CSN, 2,500 et

1,000 autres travailleurs étaient représentés par diverses unions dont deux étaient affiliées à la FTQ (soient la Fraternité internationale des électriciens représentant les anciens employés de la Gatineau Power Corporation, et le Syndicat international des travailleurs des produits chimiques comptant dans ses rangs un groupe d'ouvriers de Québec). Lasse de se trouver face à des interlocuteurs dont les politiques pouvaient diverger et même s'opposer, la Commission hydroélectrique demandait en 1966 qu'un vote soit pris parmi ses employés de façon à ce qu'un seul syndicat les représente tous, ce à quoi acquiescèrent la Commission des relations de travail, la CSN et les autres unions en présence.

La FTQ est intervenue de deux façons. Elle a d'abord voulu assurer l'unité d'action du mouvement syndical auquel elle participe. Croyant que le SCFP était le mieux placé de ses affiliés pour entreprendre le combat, elle a convaincu, au nom du bien commun du mouvement, la Fraternité des électriciens et les Travailleurs des produits chimiques, de se retirer de la scène 42/. C'est là un succès de taille si l'on considère l'autonomie à peu près complète dont jouit d'ordinaire chaque union.

De plus, la FTQ et un certain nombre de ses affiliés ont fourni directement de l'aide au SCFP tout au long de sa campagne et plus particulièrement au moment du vote; c'est ainsi que MM. Louis Laberge et Gérard Rancourt accompagnèrent le directeur québécois du SCFP dans sa tournée à travers la province.

Nous mentionnerons en dernier lieu quelques cas où la FTQ a exercé un rôle de surveillance générale du travail des unions, surveillance impliquant des interventions de sa propre initiative ou à la demande d'une section locale, et donc, jusqu'à un certain point par-dessus la tête des quartiers généraux de l'Union:

- Nous avons mentionné dans la section précédente les cas de l'IATSE à Radio-Canada et de l'Union internationale des mouleurs à Trois-Rivières, où la FTQ, jugeant le travail de l'union nettement déficient, a encouragé des maraudages, soit du SCFP, soit des ~~Métallurgistes-unis~~.
- Les Travailleurs de l'hôtel Reine-Elisabeth, représentés par l'Union internationale des employés d'hôtels et de restaurants, avaient, selon un de nos informateurs, des salaires ridicules et des conditions de travail épouvantables. Ils n'avaient plus aucune confiance en leur union, qui leur donnait un service inadéquat et confiait les négociations à des gens incompetents, ne tenant nullement compte des demandes de travailleurs. Le président et le secrétaire général de la FTQ sont alors intervenus. Ils participèrent activement aux négociations en compagnie des officiers locaux et des représentants de l'union, et décrochèrent enfin un contrat de travail qui, même très imparfait, améliore quand même les choses.

Nous concluons cette section en précisant le sens que prend pour la FTQ l'expression mise en question du pouvoir des unions. Elle ne peut être prise en son sens littéral qu'à propos des interventions de la FTQ ayant pour but de corriger des anomalies dans le fonctionnement des unions. Celles-ci, ainsi que leurs locaux, ne sont qu'affiliées aux centrales canadienne et québécoise, et sont donc en principe parfaitement souveraines à l'intérieur du mouvement, tant qu'elles ne contrarient pas aux dispositions de l'entente anti-maraudage ou qu'elles n'ont pas parmi leurs chefs des personnes prônant une idéologie totalitaire; les interventions de la

FTQ à titre de gardienne de la moralité syndicale et de la réputation du mouvement, comme dans le cas des employés du Reine-Elisabeth, outrepassent donc la juridiction ordinaire des centrales.

C'est en un sens beaucoup plus vague que les autres types d'interventions mentionnées constituent une mise en question du pouvoir des unions. Il n'est plus question d'agir par-dessus la tête des quartiers généraux de celles-ci; il ne s'agit pas non plus d'une volonté de la FTQ de se substituer aux unions dans leurs fonctions de négociation et d'organisation. S'il y a mise en question, c'est en ce sens que, compte tenu de caractéristiques dont certaines sont propres au Québec, les unions seront amenées de plus en plus fréquemment à recourir à l'aide de la centrale québécoise, si elles tiennent à perpétuer ici l'existence et la vitalité du syndicalisme international et national. L'existence d'une puissante centrale rivale constitue le facteur principal à cet égard: c'est parce que la CSN participait directement aux négociations que les unions internationales des métiers de la construction ont dû recourir à leur centrale québécoise; c'est à cause de la présence menaçante de la CSN que la FTQ a pu obtenir le retrait de certaines unions chez Sicard et à l'Hydro-Québec; c'est parce que la CSN aurait pu élaborer une propagande anti-unions internationales que la FTQ a pu dissuader les débardeurs de ne pas recourir au boycottage des navires montréalais.

Mais ce n'est pas là le seul facteur. Les négociations avec l'Etat provincial, comme c'était le cas lors de la récente grève de l'Hydro-Québec, sont une autre occasion où les unions risquent fort d'avoir à recourir à la centrale québécoise. D'abord à cause de l'expérience des contacts avec le gouvernement que possèdent les dirigeants de la FTQ; ensuite à cause de l'impact que pourrait avoir une opposition de 200,000 membres. Ces

intrusions épisodiques de la FTQ témoignent certes d'un renforcement considérable de la centrale québécoise, mais n'équivalent pas, tant s'en faut, à une remise en question profonde du partage des pouvoirs entre centrale et unions au Québec.

D. Pouvoirs renouvelés et nouveaux pouvoirs de la Fédération des Travailleurs du Québec

Nous traiterons ici d'un événement et de trois domaines de l'activité syndicale où la FTQ a démontré l'influence qu'elle a acquise sur ses affiliés, mais sans envahir les zones de pouvoir traditionnelles du CTC ou des unions.

L'événement en question, c'est la bataille des mouvements syndicaux contre la première version du Code du travail (Bill 54), présenté par le gouvernement Lesage en 1964. Voyons en quels termes le président Laberge présente l'action du président Provost:

C'est lui (Roger Provost) en effet qui, devant l'attitude inquiétante du gouvernement au sujet du Bill 54, avait préconisé une tournée de tous nos Conseils du travail afin de les sensibiliser aux dangers réels que comportait pour les travailleurs ce projet du gouvernement. Nous devions par la même occasion préparer nos membres aux luttes que nous prévoyions devoir mener afin d'empêcher que ce Bill 54 devienne, aux mains d'employeurs peu scrupuleux, une arme qui leur aurait permis non seulement d'entraver la bonne marche de nos syndicats mais même de les faire disparaître. 43/

Le Conseil consultatif des permanents recommande à l'exécutif d'étudier la possibilité de convoquer un congrès spécial. Le congrès se tient les 11 et 12 avril 1964 à Québec et réunit le nombre record de 2,500 délégués. Ceux-ci adoptent une résolution qui permet au Conseil exécutif de la FTQ de déclencher une grève générale de tous ses affiliés à travers la province si le gouvernement refuse d'amender le projet de Code du travail.

Certes, ce sont des circonstances exceptionnelles qui ont permis d'en arriver là. Mais si l'on considère, d'une part, le caractère absolument inusité de l'arme de la grève générale en Amérique du Nord 44/, et d'autre part l'extrême jalousie avec laquelle les unions conservent le contrôle des grèves, on peut voir dans cette décision des unions un changement d'attitude important; elles considèrent dorénavant la FTQ comme un instrument indispensable de protection des droits des travailleurs quand ceux-ci sont menacés non plus dans tel ou tel conflit local ou régional, mais dans leur ensemble au niveau de toute la société. Il y a donc eu une évolution considérable depuis 1957, car à ce moment, les agissements d'un gouvernement qui, à travers les travailleurs de Murdochville, cherchait à intimider tous les travailleurs du Québec, n'avaient pas incité les unions à mettre entre les mains de la centrale québécoise une arme aussi décisive que la grève générale. On peut certes alléguer que les deux adversaires du mouvement syndical ne sont pas de même taille et que le climat social du Québec a changé durant ces sept années. Un fait demeure cependant: en cas de crise grave, les unions au Québec sont maintenant disposées à confier leur sort collectif à la FTQ, et à lui accorder les pouvoirs dont elle a besoin pour relever ces défis.

Passons maintenant au premier domaine où la FTQ a acquis une influence nouvelle. Nous avons déjà mentionné la création, par la FTQ, d'un département des services sociaux ayant pour mission de favoriser l'obtention des prestations sociales auxquelles les travailleurs ont droit. Ce département a surtout concentré ses efforts sur les réclamations auprès de la Commission des accidents du travail du Québec, et il a favorisé la création, dans toutes les sections locales, de comités qui prendraient en charge les réclamations ordinaires. Les quelques chiffres qui suivent nous donnent une

idée de la popularité croissante de ce service auprès des affiliés: en 1961, le département s'était occupé de 92 réclamations; en 1963, il avait dans ses classeurs plus de 600 dossiers; en 1965, ce nombre s'élevait à 1,200 et 250 nouveaux dossiers avaient été ouverts et acheminés à terme, d'août 1964 à août 1965 45/. De l'avis de tous, le service a rendu et continue de rendre d'immenses services aux travailleurs, en mettant à leur disposition une expérience dans un domaine que bien peu de sections locales ou de représentants d'unions connaissent. De plus, il a constitué pour le mouvement syndical international et national au Québec une opération de prestige:

Pendant de nombreuses années, on a tenté de faire croire à la population québécoise que les syndicats internationaux n'étaient que des syndicats "d'affaires", ne se préoccupant que de recruter des membres et d'obtenir des augmentations de salaires, un point, c'est tout. Les activités de notre service, pour une bonne part unique dans le mouvement syndical québécois, grâce à la publicité que nous avons obtenue à la TV, à la radio et dans les journaux de la province, ont contribué fortement à faire disparaître cette fausse image de notre mouvement. 46/

Le service des relations extérieures de la FTQ a aussi considérablement accru ses activités au cours de la dernière décennie, puisqu'il devait assurer la publicité d'une centrale ayant considérablement développé ses responsabilités et attachant de plus en plus d'importance à ce que ses prises de position sur les différents événements d'actualité se voient accorder dans l'opinion publique l'importance qui leur revient.

Selon un de nos informateurs, l'image de la FTQ dans l'opinion publique a considérablement changé. Au moment de la fusion, l'organisme n'avait pratiquement aucune "présence publique"; cela s'explique d'une part parce que la nouvelle centrale évitait de remettre en question, par

une politique aux accents trop marqués, l'équilibre encore fragile sur laquelle elle reposait, et d'autre part, parce que l'ancienne FTQ, majoritaire à l'époque, avait toujours limité ses activités à une présentation annuelle au gouvernement provincial d'un mémoire réclamant des mesures législatives favorables aux travailleurs. C'est ce qui explique qu'on a, à l'époque, embauché uniquement un rédacteur pour le mensuel de la FTQ, Le Monde Ouvrier (qui ne tirait qu'à quelques milliers d'exemplaires) et non un directeur des relations extérieures.

Au fur et à mesure que la FTQ, à travers de multiples crises internes 47/, se définissait par rapport à la situation du Québec, et en particulier par rapport au nationalisme, les relations avec le public par les media d'information prenaient une toute autre importance. Aujourd'hui, selon ce même informateur, la FTQ serait devenue vraiment une centrale syndicale québécoise qui, même si elle ne contrôle pas constitutionnellement les activités des unions au Québec, aurait acquis suffisamment d'autorité morale sur ses affiliés pour prétendre représenter les travailleurs du Québec reliés au mouvement syndical international et national.

On peut d'ailleurs relever aisément des indices concrets de ce développement du rôle de corps intermédiaire de la FTQ. Celle-ci a maintenant un directeur des relations extérieures, qui emploie plus des quatre cinquièmes de son temps à organiser les relations de la centrale avec les milieux de l'information (communiqués, conférences de presses, etc.) 48/, et un cinquième seulement à diriger Le Monde Ouvrier. Ce dernier, après une crise de plusieurs années (les tentatives successives de vendre des abonnements ne lui ont assuré que deux à trois mille lecteurs et n'ont donc pas réussi, tant s'en faut, à en faire un instrument aussi efficace

que les communiqués envoyés à la presse), a été l'objet d'une réforme profonde en décembre 1966. D'une part, on a embauché un rédacteur à temps plein pour seconder le directeur; d'autre part, on a décidé de le distribuer automatiquement à tous les travailleurs membres d'unions affiliées à la FTQ, et d'en payer les frais à même la cotisation syndicale mensuelle de 10¢ perçue par la centrale.

La FTQ a aussi étendu les activités de son service des relations extérieures en le mettant à la disposition de ses affiliés. Ainsi, des 253 communiqués diffusés en 1964, 50 furent préparés pour le compte d'affiliés. Certes, cette tendance se heurte à beaucoup de résistances et dans son rapport au congrès de 1965, le directeur du service affirme:

Nous avons essayé, à une ou deux occasions, de coordonner la diffusion d'informations d'affiliés, de manière qu'elles profitent, soit à un autre affilié, soit à l'ensemble du mouvement; nous devons admettre que ces timides tentatives se sont heurtées à un sentiment autonomiste encore trop fort pour permettre une telle collaboration. 49/

La situation aurait cependant évolué depuis deux ans: la FTQ aurait eu l'occasion de "sauver la peau" de certains de ses affiliés, et elle en aurait acquis un tel crédit auprès des travailleurs et de la société que les leaders syndicaux seraient de plus en plus disposés à recourir à elle, au moins comme prête-nom, dans leurs relations avec le public; c'est d'ailleurs la même raison qui pousserait la plupart des unions à s'identifier, au Québec, comme appartenant au CTC et à la FTQ, selon un vœu maintes fois exprimé par cette dernière.

Mentionnons, en terminant, les propos que nous a tenus notre informateur au sujet de l'image d'elle-même que la FTQ cherche à projeter dans l'opinion publique: c'est l'image d'un syndicalisme véritable, au sens

traditionnel de l'expression, c'est-à-dire d'un mouvement reposant sur une solidarité ouvrière qui ne connaît pas de frontière, mais demeurant capable de s'intégrer à une société locale qui possède ses particularités. La FTQ veut montrer que, compte tenu d'un réaménagement partiel de la distribution des pouvoirs dans le syndicalisme international et national, ce dernier peut concilier les exigences issues de la double appartenance des travailleurs, à la classe ouvrière mondiale et à leur société particulière.

La mise sur pied d'un service de recherche constituera notre dernier exemple du renforcement de la FTQ. Les discussions à ce sujet ont été amorcées en 1965 au Comité exécutif de la FTQ; le projet était alors la mise sur pied d'un bureau central qui réunirait des statistiques d'ordre économique, et qui serait ainsi en mesure de fournir aux affiliés les informations dont ils ont besoin dans leurs négociations (fonction que les services de recherche des différentes unions, sis la plupart du temps aux Etats-Unis, ne peuvent remplir adéquatement dans bien des cas). Mais l'idée dut être abandonnée, faute de ressources financières.

Elle fut reprise à la fin de l'année 1966, sous une autre forme, beaucoup plus liée au rôle propre de la centrale. Depuis quelques années, la FTQ est appelée de plus en plus fréquemment à définir ses positions par rapport à la situation québécoise: ses interventions, surtout auprès du gouvernement provincial, se multiplient. Si la FTQ veut soutenir la comparaison avec la CSN, elle doit pouvoir compter sur ses propres services spécialisés, les informations pouvant lui être fournies par les bureaux de recherche du CTC et des unions étant souvent inadéquates à la situation québécoise.

C'est pour cette raison qu'on a embauché, au début de 1967, un directeur de la recherche que l'on a chargé de préparer, à partir des indications du Comité exécutif, les différents mémoires que la FTQ devait présenter au gouvernement provincial, et d'effectuer un certain nombre de recherches de base sur le syndicalisme au Québec. Les besoins étaient certes urgents puisqu'il travailla à la préparation de huit mémoires au cours de ses huit premiers mois de travail dont un mémoire sur le droit d'association, qui propose l'accréditation au niveau industriel comme instrument de syndicalisation du 70 p. 100 de la main-d'oeuvre que les organisations de travailleurs ne réussissent pas à rejoindre; un mémoire à la Commission Prévost, qui enquête sur la justice; deux mémoires à la Commission Castonguay, un sur la sécurité sociale et l'autre sur la situation dans les hôpitaux; un mémoire sur le Bill 21, créant les collèges d'enseignement général et professionnel; un mémoire sur la charte de l'Université de Montréal; le mémoire que la FTQ présente annuellement aux pouvoirs publics pour réclamer différentes mesures législatives au profit des travailleurs; et enfin, un relevé de toutes les prises de position à caractère politique de la FTQ depuis 1960.

Les quatre exemples que nous avons cités témoignent d'un accroissement du pouvoir de la FTQ. Dans son combat contre le Bill 54, elle a montré qu'elle pouvait polariser les énergies de ses affiliés en cas de crise grave. En mettant sur pied un service de bien-être, elle a donné la preuve qu'elle pouvait rendre des services très concrets à ses membres, et que la centralisation des démarches au niveau québécois présentait plusieurs avantages. L'institution graduelle d'un véritable service des relations extérieures et la création d'un service de recherche démontrent qu'elle-même et ses affiliés qui paient la note, prennent de plus en plus au sérieux la défense des intérêts des travailleurs, par-delà les conflits industriels particuliers, au niveau de la société et de son appareil politique.

NOTES

- 1/ Constitution et règlements de la FTQ, deuxième édition, 1959-1960, Article II, section 10, p. 12.
- 2/ Rapport des officiers au VIème Congrès de la FTQ, novembre 1961, section: "Recommandations du Conseil exécutif", p. 8.
- 3/ Rapport des officiers au IXème Congrès de la FTQ, décembre 1965, section: "Recommandations du Conseil exécutif", p. 7.
- 4/ Constitution et règlements de la FTQ, 1963, Article II, section 1.
- 5/ Rapport des officiers au IXème Congrès de la FTQ, p. 7.
- 6/ Ibid., p. 8.
- 7/ Ibid., p. 8.
- 8/ Accord de fusion entre la Fédération du travail du Québec et la Fédération des unions industrielles du Québec, février 1957, Article V, sections 2 et 3, p. 9.
- 9/ Constitution et règlements de la FTQ, deuxième édition, 1959-1960, Article V, section 3, p. 24.
- 10/ Constitution et règlements de la FTQ, décembre 1965, Article V, section 3, pp. 7-9.
- 11/ Ibid., pp. 7-9.
- 12/ Cette coordination est d'ailleurs souhaitée par la FTQ: "L'accroissement considérable des revenus de la FTQ lui permettrait d'offrir à ses affiliés les services spécialisés qui sont devenus indispensables à une présence syndicale dans le Québec: (...)un service coordonnant les activités des Conseils du travail," "En ce qui concerne les Conseils du travail, ils ont souvent demandé plus de collaboration et de coordination de la part de la FTQ. Présentement, la FTQ n'a pas les pouvoirs ni le personnel pour effectuer cette coordination dans des conditions satisfaisantes, même avec la meilleure bonne volonté de coopération de la part des représentants du CTC qui s'occupent présentement des Conseils du travail dans la province." Notes sur la situation actuelle au Québec des unions nationales et internationales, octobre 1963, pp. 5-7.
- 13/ Accord de fusion entre la FTQ et la FUIQ, Article VI, section 2, p. 11.
- 14/ Ibid., Article XIII, p. 14.
- 15/ Rapport des officiers au IXème Congrès de la FTQ, décembre 1965, section: "Recommandations du Conseil exécutif", pp. 7-11.

- 16/ Louis Laberge, Discours inaugural au IXème Congrès de la Fédération des Travailleurs du Québec, p. 6.
- 17/ "Nous croyons qu'il aurait été préférable que les membres de cette Commission du CTC aient été des personnes en dehors des cadres de cette centrale. Des gens de l'extérieur auraient été moins partisans; moins préoccupés par des intérêts particuliers; moins absorbés par le quotidien; sans aucun doute plus objectifs, plus audacieux. Ils auraient voulu suggérer des structures plus adaptées à l'industrie, à la main-d'oeuvre et à la société de demain, sans trop subordonner leurs conclusions aux réalités politiques syndicales. (...) Ces propos n'ont pas pour but de discréditer votre Commission ni aucun de ses membres; nous connaissons la probité de chacun d'eux." Mémoire de la FTQ à la Commission du CTC sur la constitution et les structures, janvier 1967, p. 2.
- 18/ Constitution du Congrès du travail du Canada, avril 1966, Article XIII section 3, p. 40.
- 19/ Ibid., Article III, sections 3 à 8 (principes) et 9 à 24 (procédure et sanctions), pp. 8-17.
- 20/ Vote que le SCFP a d'ailleurs perdu de justesse, un bon nombre des travailleurs de Montréal ayant inscrit sur leur bulletin, qui ne contenait que les noms d'IATSE et du SCFP, le sigle CSN.
- 21/ Résolution adoptée lors de la séance du Conseil général de la FTQ, le 22 octobre 1966.
- 22/ Mémoire de la FTQ sur la liberté d'association et les unités "nationales" de négociation, à l'intention des députés du Québec à la Chambre des communes, à Ottawa, novembre 1966, pp. 4 et 5.
- 23/ Ibid., p. 5.
- 24/ Lettre de la FTQ aux députés du Québec aux Communes, décembre 1966, p. 6.
- 25/ Nous aurons l'occasion d'analyser les relations FTQ-CSN à la lumière de cette hypothèse à la fin de la présente section.
- 26/ Le mot recrutement serait probablement plus juste, mais nous avons choisi d'utiliser celui d'organisation parce qu'on l'emploie plus couramment dans le vocabulaire syndical.
- 27/ On en comptait 18 au Québec, en octobre 1966, pour un total de 1,000 membres environ.
- 28/ Notes sur la situation actuelle au Québec des unions nationales et internationales, pp. 2-3.
- 29/ Ibid., p. 4.

- 30/ Ibid., pp. 3-4.
- 31/ Politique, structures et objectifs du Comité conjoint d'organisation CTC-FTQ, mai 1964, p. 1.
- 32/ Rapport des officiers au IIème Congrès de la FTQ, novembre 1957,
section: "Rapports des comités", item: "Comité d'éducation", p. 5.
- 33/ Notes sur la situation actuelle au Québec des unions nationales et
internationales, p. 4.
- 34/ Ce texte est cité dans un communiqué émis par quinze permanents québécois des Métallurgistes-unis d'Amérique, le 11 février 1964, p. 2.
- 35/ Ibid., p. 2.
- 36/ Ibid., p. 1.
- 37/ Communiqué des Métallurgistes-unis d'Amérique, p. 1.
- 38/ Notons que ce communiqué, qui parle de retour au travail, fut émis 12 jours avant la fin de la grève à Montréal, soit le 27 juillet 1965.
- 39/ Les résultats des deux votes successifs pris à ce niveau indiquent que le Conseil était d'abord favorable à l'acceptation du projet de travail mais qu'il a par la suite changé d'opinion, craignant de perdre la confiance de ses membres en leur présentant une recommandation positive. Le Comité exécutif de la FTQ fut consulté par ce Conseil provincial, et s'est dit prêt à appuyer ce dernier dans cette voie.
- 40/ Nous ne reprendrons pas ici le débat, qui fait d'ailleurs actuellement l'objet d'un appel devant la Cour suprême du Canada, sur le degré de responsabilité du local et de l'union elle-même; ce que nous voulons établir, c'est le rôle secondaire qu'a joué la FTQ à ce moment.
- 41/ Certes, la CSN conserve dans ce domaine un avantage considérable, puisqu'elle compte dans ses rangs la très grande majorité des travailleurs des hôpitaux (qui ne font pas partie officiellement de la fonction publique, mais qui négocient plus ou moins directement avec l'Etat) ainsi que les 35,000 fonctionnaires provinciaux. Mais le SCFP, qui ne comptait que quelques milliers de travailleurs dans les hôpitaux, a quand même fait un pas de géant en allant chercher les 9,000 travailleurs de l'Hydro-Québec.
- 42/ Le fait que le principe du bien commun du mouvement ait pu jouer un rôle dans la décision de ces deux unions ne signifie pas pour autant que celles-ci aient agi sans garantie ou du moins espoir de compensation. La Fraternité des électriciens, pour une, a obtenu de ce fait l'appui de la FTQ dans sa campagne de recrutement à la Compagnie de téléphone Bell du Canada, et auprès des gardiens de l'Expo.
- 43/ Rapport des officiers au IXème Congrès de la FTQ, section: "Rapport
du président", p. 11.

- 44/ En France et dans les pays latins en général, cette arme est d'un usage relativement fréquent; il faut noter cependant que la structure des organisations syndicales dans ces pays est complètement différente de celle des syndicats nord-américains (à l'exception de la CSN), l'accent étant mis beaucoup plus sur l'appartenance à l'une ou l'autre centrale qu'à une fédération professionnelle ou industrielle particulière.
- 45/ Nous ne possédons malheureusement pas les données pour les deux dernières années.
- 46/ Rapport des officiers au VIème Congrès de la FTQ, section: "Rapport du Département des services sociaux et du Comité des accidents du travail", p. 5.
- 47/ Trois congrès successifs (1962, 1963 et 1965) furent le théâtre d'affrontements entre les tenants de diverses positions sur la question nationale; mais la présence de nationalistes modérés a permis la mise au point de compromis excluant l'option indépendantiste pour le Québec. Pour connaître la position actuelle de la FTQ, on pourra consulter le mémoire qu'elle a présenté conjointement avec la CSN et l'UCC au Comité de la constitution de l'Assemblée législative du Québec en 1966. Nous ne pousserons pas plus loin pour le moment l'étude de cette position. Nous aurons l'occasion de poursuivre l'analyse aux chapitres VIII et IX quand nous expliquerons les réactions des unions au renforcement de la FTQ.
- 48/ On peut en voir les résultats dans la compilation annuelle du nombre de communiqués émis par la centrale:
- | | | | | | |
|---------------|---|----------------|-----|-------------|----------|
| novembre 1962 | à | novembre 1963: | 75 | communiqués | diffusés |
| novembre 1963 | à | novembre 1964: | 92 | " | " |
| novembre 1964 | à | décembre 1965: | 161 | " | " |
- Ces chiffres sont tirés du Rapport des officiers au IXème Congrès de la FTQ, section: "Rapport du service des relations extérieures", p. 29.
- 49/ Ibid., p. 29.

CHAPITRE IV

LES POUVOIRS QUE LA FEDERATION DES TRAVAILLEURS DU QUEBEC RECLAME

Nous étudierons deux documents qui, rédigés à quatre ans d'intervalle, expriment la pensée de la FTQ sur les pouvoirs qu'elle voudrait se voir confier. Il s'agit d'une part du texte d'octobre 1963 intitulé Notes sur la situation actuelle au Québec des unions nationales et internationales, dont nous avons déjà parlé 1/ et, d'autre part, du mémoire présenté par la FTQ à la Commission du CTC sur la constitution et les structures en janvier 1967 2/. Ces textes émanent l'un du Comité exécutif, l'autre du Conseil général de la FTQ; ils sont donc, en un sens, l'expression de ce qu'un certain nombre de dirigeants québécois d'unions pensent sur le sujet. Il y a risque que le présent chapitre se confonde avec la prochaine partie, qui traitera de la réaction des unions et du CTC à l'accroissement des pouvoirs de la FTQ. Nous croyons cependant possible d'éviter les répétitions, puisque la prochaine partie traitera des opinions individuelles des leaders, alors qu'ici nous étudierons les compromis survenus entre ceux-ci, et émis au nom de la centrale québécoise.

Les "Notes" de 1963 proposent deux réformes principales: premièrement, que les unions affiliées au CTC soient obligées d'affilier leurs locaux aux Fédérations provinciales, ce qui aurait pour conséquence d'accroître considérablement les revenus de ces dernières 3/ et, en second lieu, que le CTC transfère à la FTQ ses responsabilités en matière d'éducation et d'organisation au Québec, et verse à cette dernière un subside mensuel de 3.5¢ par membre.

Nous avons déjà exposé les raisons invoquées par la FTQ pour justifier le transfert de l'organisation et de l'éducation (voir la section B du Chapitre III). Les "Notes" ajoutent que l'accroissement de revenu dont bénéficierait la FTQ en vertu de ces deux réformes "lui permettrait d'offrir à ses affiliés les services spécialisés qui sont devenus indispensables à une présence syndicale dans le Québec" 4/. En particulier, la centrale québécoise pourrait assurer la présence du mouvement syndical international et national dans toutes les discussions sur les projets et réformes initiées par le gouvernement provincial. A l'époque, elle recourait pour chacun de ses mémoires à des experts, dont le travail lui coûtait relativement cher et pouvait difficilement être coordonné avec l'ensemble des politiques syndicales puisque ces experts demeuraient extérieurs au mouvement lui-même. Il était donc urgent de créer un service législatif et un service de recherche, et d'embaucher des permanents. Avec des ressources accrues, la FTQ pourrait de plus coordonner l'action des Conseils du travail.

De telles réformes lui permettraient donc de devenir une authentique centrale syndicale québécoise, sans que cette évolution se situe dans les cadres d'une lutte de budget et de prestige avec le CTC; non seulement elles laisseraient intacte l'unité interne d'action du CTC au niveau du Canada et ne réduiraient en rien son pouvoir, mais encore elles permettraient à la centrale canadienne de renforcer sa présence au Québec, à travers la Fédération, en créant des conditions telles que l'efficacité de ses unions affiliées en serait considérablement accrue. Le Comité exécutif propose ici l'exemple du service des relations extérieures de la FTQ, qui attire au mouvement beaucoup plus de publicité que ne le fait celui du CTC; il conclut: "L'exemple de ce secteur démontre clairement que les intérêts des unions internationales et nationales dans le Québec sont mieux servis pour certaines activités, quand celles-ci sont confiées à la FTQ plutôt qu'au CTC." 5/

Les "Notes" mentionnent quelques raisons militant en faveur de ces réformes: premièrement, l'existence de la CSN dont les effectifs sont passés de 70,000 à 115,000 membres de 1947 à 1963 et qu'une récente réforme de structures a dotée d'un contrôle beaucoup plus centralisé et organique sur ses affiliés et sur ses permanents; deuxièmement, un certain renversement de la balance du pouvoir entre les gouvernements fédéral et provincial, particulièrement dans le cas du Québec, qui tient à occuper pleinement les juridictions qui lui sont dévolues par la constitution canadienne. La structure actuelle du syndicalisme canadien a été élaborée à une époque (pendant et après la guerre) où le fédéral détenait largement l'initiative des interventions gouvernementales; elle devait être révisée, du moins pour le Québec, au moment où le gouvernement de cette province s'apprêtait à légiférer dans les domaines fort importants pour les travailleurs; l'éducation, la législation du travail 6/, la sécurité sociale sous presque toutes les formes et le développement économique.

Le Comité exécutif résume ainsi l'alternative qui se présente au syndicalisme international et national au Québec:

Où nous mettrons sur pied une centrale syndicale qui pourra nous représenter et défendre nos intérêts, ou nous serons absents de ces débats (sur l'avenir du Québec): en pratique, le seul interlocuteur syndical dans ces transformations sera la CSN, qui s'est précisément équipée pour faire face à ces nouveaux développements. Nous savons par expérience que les unions nationales et internationales sont une formule qui, exploitée avec habileté, permet de contribuer puissamment au progrès des travailleurs dans le Québec. Une union internationale, par exemple, peut apporter aux travailleurs à la fois l'expérience technique et les contacts du secteur industriel de tout un continent, une centrale syndicale forte et bien équipée à Ottawa, et une centrale syndicale à Québec qui puisse participer à la transformation profonde qui s'amorce dans la province de Québec. Cependant, il faut se rendre compte qu'un maillon important de cette chaîne manque à l'heure actuelle, et c'est l'existence d'une centrale syndicale forte et bien équipée, et véritablement représentative des unions nationales et internationales dans le Québec. 7/

Les "Notes" réclament donc, en quelque sorte, un statut particulier pour la FTQ à l'intérieur du CTC. La thèse générale qui préside au mémoire de 1967 est beaucoup moins claire: les dirigeants de la FTQ ne veulent pas être taxés de chauvinisme et de nationalisme, ce qui aurait, à leur avis, grandement réduit l'impact de leurs revendications; ils ont donc, à partir de la situation québécoise, mais sans y faire, à une exception près, de référence explicite, demandé une restructuration d'ensemble du mouvement syndical international et national au Canada, quitte à ce que les réformes suggérées, si elles ne conviennent pas à certaines des autres régions du pays, soient rejetées par leurs représentants.

L'introduction du mémoire décrit les fins pourvuivies par la FTQ. Fort de la réussite de la fusion entre les deux anciennes centrales canadiennes, "le Congrès du travail du Canada peut donc maintenant opérer un réaménagement de ses structures en fonction des besoins des travailleurs plutôt qu'en celui des institutions qui le composent" 8/. Ces besoins des travailleurs ont évolué à cause des multiples changements survenus dans le monde du travail et dans la société canadienne: changements technologiques et automatisation, pénétration du syndicalisme dans les nouveaux secteurs de la main-d'oeuvre, multiplication des interventions gouvernementales, concentration du capital, etc. Pour répondre adéquatement à ces nouveaux besoins, le syndicalisme international devra "canadianiser" ses structures et son fonctionnement. D'abord en attribuant un statut particulier à ses unités canadiennes; ensuite en permettant au CTC d'exercer plus d'influence sur les négociations collectives. A son tour, le CTC devra assurer un plus juste équilibre entre les ressources des centrales régionales.

C'est dans cette perspective que la FTQ propose toute une série de réformes:

- Le Comité exécutif passerait de huit à douze membres, c'est-à-dire que les deux vice-présidents exécutifs et les quatre vice-présidents généraux actuels seraient remplacés par dix vice-présidents généraux, la moitié représentant les cinq grandes régions économiques du Canada, l'autre les différents secteurs industriels. Les fonctions du président et du secrétaire-trésorier demeureraient inchangées.
- Le Conseil exécutif comprendrait, outre les douze premiers, seize vice-présidents désignés par les Fédérations provinciales du travail: quatre par l'Ontario, trois par le Québec, deux par la Colombie-Britannique et un par chacune des autres provinces. Ces deux réformes auraient pour but de rétablir l'équilibre entre la représentation horizontale (régions) et verticale (unions), et permettraient ainsi au CTC, étant plus au fait des problèmes du syndicalisme canadien, de renforcer d'autant sa présence.
- En vue de "canadianiser" les syndicats internationaux, le CTC devrait exiger de ceux-ci comme conditions d'affiliation:
 - . qu'ils créent un district canadien;
 - . que le directeur de ce district soit un canadien élu par les membres de son district;
 - . que les tutelles au Canada soient exercées et administrées par ce district.
- Pour protéger les travailleurs d'un certain nombre de syndicats parasites, qui négligent leur travail au Canada, et nuisent à la réputation de l'ensemble, la FTQ propose la promulgation d'un code d'efficacité en vertu duquel:

- . les membres seraient assurés des services nécessaires;
 - . le travail d'organisation requis serait fait;
 - . les Canadiens-français du Québec bénéficieraient de services dans leur langue;
 - . les unions devraient réclamer dans les négociations des salaires et conditions de travail conformes aux normes de leur industrie.
- On assortirait ce code d'efficacité d'un code d'éthique qui définirait les normes de probité et de démocratie devant être respectées par les unions. Tout syndiqué pourrait faire appel à un conseil arbitral du CTC en cas de violation de ces normes.
- Pour enrayer les effets néfastes de l'existence d'une multiplicité de syndicats dans un même secteur, le CTC devrait créer des départements industriels ayant pour but de favoriser le regroupement des syndicats, ou du moins d'assurer la coordination des négociations et des services des unions d'un même secteur.
- En tant que corps intermédiaire le plus important au Canada, le CTC devrait se faire le champion du bilinguisme et du biculturalisme, d'abord dans ses propres services, ensuite en créant un conseil bi-national consultatif (parité des représentants francophones et anglophones) qui ferait des recommandations au Conseil exécutif sur:
- . la constitution canadienne et les relations entre les gouvernements fédéral et provinciaux;
 - . le bilinguisme et le biculturalisme;
 - . les échanges culturels entre le CTC et les centrales syndicales françaises.

- La FTQ déclare:

Il nous apparaît nécessaire que les Fédérations aient des fonctions plus significatives au sein de notre mouvement. La constitution canadienne, qui attribue aux provinces la juridiction sur les questions du travail, amène les Fédérations à défendre les travailleurs auprès des gouvernements provinciaux. 9/

Elle décrit sa propre situation comme particulièrement difficile, puisqu'elle doit faire face à une centrale rivale dont les revenus et l'autorité sont centralisés, et qui jouit de l'appui des média d'information, des intellectuels et des nationalistes. Pour renforcer ses Fédérations, le CTC devrait donc:

- rendre obligatoire l'affiliation des sections locales à ses organismes subsidiaires;
 - hausser sa taxe per capita de 10¢ par mois et redistribuer les revenus additionnels selon un système de péréquation tenant compte des facteurs suivants: l'étendue du territoire, la dispersion des membres, le pluralisme syndical et le bilinguisme;
 - octroyer aux Fédérations le pouvoir de décerner des chartes aux Conseils du travail, aux conseils de métiers ou industriels et aux groupes régionaux de travailleurs syndiqués;
 - leur confier les responsabilités relevant actuellement de ses bureaux régionaux et leur remettre la portion du budget actuellement employée à ces fonctions.
- Les maraudages entre syndicats affiliés à une même centrale pouvant difficilement être éliminés à brève échéance (au moyen de fusions), les sanctions prévues devraient devenir plus sévères. Par contre, pour éviter que des travailleurs soient obligés de quitter le mouvement afin de se débarrasser d'un syndicat inefficace, la procédure de justification 10/ d'un maraudage devrait être beaucoup plus expéditive. Enfin, pour soustraire les

travailleurs aux aléas de ces conflits, le CTC pourrait leur décerner une charte temporaire tant qu'un règlement n'est pas survenu.

Une partie du mémoire traite spécifiquement du renforcement des Fédérations en général, et de la FTQ en particulier. La FTQ s'exprime ainsi:

Si le CTC tient réellement à sa mission de centrale canadienne, il doit être présent dans toutes les régions du pays. Les structures permettent cette présence; cependant, il est regrettable de constater que l'on ne s'en est guère servi. Les Fédérations, comme d'ailleurs les Conseils du travail, sont presque complètement abandonnées à elles-mêmes. Leurs fonctions ont été réduites à celles de porte-parole, plus ou moins autorisé, auprès des gouvernements provinciaux. Elles n'ont aucune autorité sur les locaux chartrés du Congrès, sur les conseils du travail, de métiers ou industriels, opérant dans les régions sous leur juridiction. Bien plus, par ses bureaux régionaux, le CTC, ignorant ses propres structures, assume dans les provinces des charges dans les domaines de l'organisation, de l'éducation et des négociations collectives, que les Fédérations devraient exercer. Ce parallélisme structurel, même là où il ne crée aucune friction, contribue à la division de nos forces, sape le prestige des corps centraux, et en général, amoindrit notre efficacité comme mouvement de revendication. 11/

En somme, cette argumentation ne diffère pas tellement de celle des "Notes" de 1963, même si elle est présentée dans une optique canadienne alors que cette dernière l'était en fonction stricte du contexte québécois: un syndicalisme efficace suppose un lien avec les puissantes unions d'outre-frontière, en même temps qu'une influence forte des corps centraux canadiens, le CTC dans les questions de coordination et de surveillance du travail des unions, et les Fédérations et Conseils du travail dans les autres questions. Nous verrons dans la partie suivante ce que pensent le CTC et les unions d'un tel programme.

NOTES

- 1/ Soulignons que ce texte est constitué de notes du Comité exécutif et qu'on ne peut, en conséquence, le considérer comme politique officielle de celui-ci ou de la FTQ; il demeure qu'il marque une phase de l'évolution qui a conduit la FTQ à négocier le partage de certains pouvoirs avec le CTC et que, comme tel, nous croyons justifié de lui accorder quelque importance.
- 2/ Le texte de ce mémoire, tout comme celui des "Notes", est reproduit en appendice.
- 3/ Ainsi les revenus de la FTQ en 1963 auraient doublé, passant de \$80,000 à \$160,000.
- 4/ Notes sur la situation actuelle au Québec des unions nationales et internationales, p. 4.
- 5/ Ibid., p. 6.
- 6/ Voir un article de M. Jean Gérin-Lajoie, directeur québécois des Métallurgistes-unis d'Amérique, paru dans Le Devoir du vendredi, 25 août 1967, à la page 4, où l'auteur montre que le fédéral a d'ordinaire pris l'initiative dans le domaine de la législation du travail, mais qu'il dut le plus souvent retraiter pour laisser la place aux gouvernements provinciaux.
- 7/ Notes sur la situation actuelle au Québec des unions nationales et internationales, p. 7.
- 8/ Mémoire de la FTQ à la Commission du CTC sur la constitution et les structures, p. 1.
- 9/ Ibid., pp. 7-8.
- 10/ Cette procédure, instituée au congrès de 1960, permet à une union d'en marauder une autre en toute légalité si elle peut prouver que cette dernière ne respecte pas la constitution de la centrale ou les normes ordinaires de moralité et d'efficacité du syndicalisme. Constitution du CTC, Article III, sections 7 et 20, p. 10 et suivantes.
- 11/ Mémoire de la FTQ à la Commission du CTC sur la constitution et les structures, p. 10.

DEUXIEME PARTIE

LES REACTIONS DU CONGRES DU TRAVAIL DU CANADA ET DES UNIONS AU RENFORCEMENT DE LA FEDERATION DES TRAVAILLEURS DU QUEBEC

CHAPITRE V

LES REACTIONS DU CONGRES DU TRAVAIL DU CANADA

Nous tenterons de découvrir les réactions du CTC au renforcement de la FTQ d'abord à travers un certain nombre de décisions qu'il a prises. Nous analyserons par la suite les propos que nous a tenus un fonctionnaire du CTC au Québec lors d'une entrevue, et les interventions de certains représentants du bureau régional de la centrale canadienne à Montréal lors des délibérations du Conseil consultatif des permanents de la FTQ.

Des différentes décisions prises par le CTC, on doit conclure que sa position au sujet des pouvoirs de sa succursale québécoise n'est pas clairement déterminée. Ainsi, il accepte en 1964 la gestion conjointe d'une équipe d'organiseurs au Québec, mais nomme deux ans plus tard un nouveau directeur sans consulter la FTQ et sans l'aviser officiellement qu'il met fin à l'entente. De même, près de deux ans après le congrès de la FTQ de 1965, il n'avait pas encore accepté ou rejeté les amendements apportés par les délégués à la constitution de celle-ci.

Le congrès de 1966 du CTC a peut-être été la manifestation la plus éloquente de cette ambiguïté. On a d'abord empêché la présentation par la

FTQ d'un certain nombre de résolutions, à cause d'un vice de forme: elles n'émanaient pas, en effet, de l'Assemblée générale mais du Conseil général de la centrale québécoise. Cette différence revêt sans doute une importance; mais le fait que le congrès ait refusé de passer outre, alors que la constitution le lui aurait permis, témoigne de l'ambiguïté dont nous parlons: il mettait en doute, à la limite, la représentativité du Conseil général de la FTQ, puisqu'il ne voulait pas admettre, sans preuve formelle, qu'une majorité des affiliés de cette dernière désirait un nouveau partage des pouvoirs entre les deux centrales, du moins pour le Québec. Le congrès avait, en quelque sorte, qu'il n'était pas prêt à prendre position sur cette question, soit dans le sens d'une acceptation, soit dans le sens d'un rejet. Un autre fait confirme cette indécision: on a créé une commission ayant pour mandat de repenser l'organisation du syndicalisme canadien; cette commission n'a pas pour but que de régler le seul problème du Québec (même si sa création a été l'objet de fortes pressions de la part de dirigeants de la FTQ), mais sa mise sur pied témoigne, en même temps que d'une volonté de clarifier la situation, d'un état d'indétermination de la centrale.

Le rejet par le Conseil exécutif du CTC de résolutions teintées "d'autonomisme" québécois nous montre, en tous cas, que la centrale canadienne n'est pas prête à s'engager dans cette voie. Ainsi en est-il de la résolution n° 137, comme de plusieurs résolutions de même nature:

Conformément à la décision du président Claude Jodoin, la résolution n° 137, reproduite ci-dessous, a été jugée (par le Conseil exécutif) contraire aux Statuts:

Attendu que le CTC, dans son mémoire à la Commission Laurendeau-Dunton, tout comme le Nouveau parti démocratique, a reconnu l'existence de deux nations au Canada; et

Attendu que le CTC, dans le même mémoire, recommande la reconnaissance et la pratique du bilinguisme dans le fonctionnarisme fédéral; et

Attendu qu'il serait approprié que les directeurs des services du CTC soient bilingues afin que les syndiqués francophones puissent bénéficier des mêmes avantages que les anglophones; et

Attendu que l'adoption immédiate et d'une façon rigoureuse d'une telle politique par le CTC affecterait peut-être l'efficacité de certains services en restreignant le choix d'un personnel qualifié; et

Attendu qu'il est quand même juste et essentiel que les francophones jouissent, dans leur langue, des mêmes services que tous les autres membres du CTC;

Il est résolu que ce congrès recommande aux officiers du CTC d'engager des co-directeurs francophones pour chacun de ses principaux services (éducation, recherche, action politique, affaires internationales) et que ces co-directeurs, payés par le CTC, travaillent sous la direction de la FIQ. 1/

A partir de ces décisions, on peut conclure que la position du CTC est loin d'être fixée. Celle de notre interviewé est beaucoup plus claire et peut se résumer ainsi: il faut, certes, établir au sein du mouvement syndical un respect des caractères particuliers du Québec, comme d'ailleurs des caractères particuliers du Canada; mais à la base, le mouvement syndical est axé sur des phénomènes d'ordre économique, où la domination des Etats-Unis est fortement marquée. On fera donc face, pour longtemps encore, au syndicalisme international, seule arme efficace dans les circonstances; et si l'on veut obtenir de celui-ci une reconnaissance du caractère original de notre société, il ne faut pas commencer par la partie la plus faible, le Québec, mais par l'ensemble le plus vaste, et donc le plus en mesure de s'affirmer comme distinct et autonome, le Canada.

Selon notre informateur, la difficulté d'établir au Canada une centrale syndicale forte représente le prix qu'il faut payer pour la démocratie. Il lui semble que l'existence de structures professionnelles ou industrielles fortes (les unions) permet plus facilement aux membres d'exprimer

et de faire prévaloir leurs volontés que s'ils devaient constamment traiter avec une centrale syndicale, organisme beaucoup plus lointain. Il demeure que les structures actuelles présentent de graves inconvénients au plan de la solidarité ouvrière dans l'ensemble de la société, au point que l'attention du syndiqué est complètement polarisée par son union, et que la centrale à laquelle il appartient, le CTC, lui devient aussi étrangère que la centrale rivale, la CSN. Pour être efficace et pour être en mesure d'intéresser les travailleurs à l'édification de leur société, la centrale devrait posséder plus de pouvoirs que n'en ont le CTC ou l'AFL-CIO; mais la seule façon valable d'y arriver sans renverser le système et sans établir une quasi-dictature de la centrale, c'est que les unions elles-mêmes en réalisent la nécessité.

Cela ne pourra s'accomplir que par une prise de conscience accrue, de la part des syndiqués, de leur solidarité par-delà les différents métiers et milieux de travail, et du rôle qu'ils ont à jouer dans la société. L'initiative ne peut que rarement venir des dirigeants, peu soucieux, dans leur ensemble, de provoquer des chambardements dans leurs appareils. L'influence des membres peut d'ailleurs être décisive, et c'est souvent moins la peur de la CSN que des changements dans la conscience politique qui ont entraîné nombre d'évolutions dans les façons de faire des unions internationales: ainsi, les multiples débats sur la question constitutionnelle ont fait prendre conscience à un certain nombre de syndiqués qu'ils étaient mal servis par leur union, et les protestations qui en ont découlé ont débouché sur la création de districts canadiens, sur l'utilisation de la traduction simultanée lors des "conventions" internationales, etc.

Compte tenu de cette ouverture plus grande que jamais des unions internationales à l'idée du caractère particulier de la société canadienne, quelle devrait être, dans l'ensemble du pays et au Québec en particulier,

la répartition des responsabilités entre les centrales des différents niveaux? Selon ce fonctionnaire, le CTC doit continuer à fournir les principaux services, en s'assurant la collaboration la plus étroite possible des Fédérations et Conseils du travail. Ce devrait être le cas, en particulier, de la recherche, de l'éducation et de l'organisation.

Il qualifie de "farce" l'entente de 1964 qui mettait l'organisation, au Québec, sous la juridiction conjointe du CTC et de la FTQ; il affirme n'avoir jamais cru en l'efficacité de ce système, qui n'est pas le fruit d'une véritable réforme organique des structures, mais seulement l'addition d'un appendice. Les choses se seraient déroulées comme suit: l'équipe d'organiseurs du CTC au Québec comprenait un fort nombre d'incompétents, dont on pouvait difficilement se défaire parce qu'une clause de l'accord de fusion de 1956 entre le CCT et le CMTC garantissait l'emploi des permanents des deux anciennes centrales; le CTC aurait dû procéder à une véritable réforme; mais il a, en quelque sorte, été doublé par Roger Provost, président de la FTQ: celui-ci a attribué à la structure même du CTC ce qui n'était qu'un problème de personnel, et a répandu l'idée que "sous la conduite de la FTQ, ça ne serait plus comme ça". Il a finalement obtenu que le CTC paie presque en entier les frais d'une équipe dirigée conjointement. C'est cela qui, de l'avis de notre informateur, aurait presque complètement compromis l'efficacité de cette équipe d'organiseurs: d'une part, le leadership était ambigu, les permanents ne savaient pas s'ils devaient se réclamer de la FTQ ou du CTC, le coordonnateur ne savait pas très clairement s'il devait répondre à l'une ou à l'autre, ce qui introduisait dans le travail d'organisation un flottement rendant impossible la conception et la mise en application d'une politique précise; d'autre part, l'équipe était singulièrement à

la merci des demandes particulières que pouvaient lui transmettre les officiers de la FTQ, ce qui laissait continuellement planer le danger d'un "patronage" syndical.

Conscient de ces problèmes, le nouveau directeur nommé par le CTC a posé comme condition à son engagement que cette confusion soit éliminée: il aurait seul la responsabilité du travail, quitte par la suite à s'assurer les meilleures relations possibles avec la FTQ. C'est dans ces conditions seulement que pourra être réalisée, selon notre informateur, une véritable réforme: le directeur, qui aura une réelle autorité et sera ainsi à l'abri de tout patronage, pourra d'une part établir des priorités et mettre bon ordre dans le travail et dans le personnel, et d'autre part s'assurer que tout se déroule correctement: indépendant des unions, il pourra refuser de faire de l'organisation au profit d'unions "égoïstes", qui ne seraient pas en mesure par la suite de fournir un service adéquat aux groupes de travailleurs ainsi recrutés.

Quant aux protestations de la FTQ axées sur l'idée que l'organisation au Québec doit être dirigée par un organisme québécois, mieux à même d'interpréter les besoins particuliers de cette société, notre interviewé leur oppose une fin de non-recevoir. Il serait purement fictif de prétendre que la FTQ a une meilleure perception des besoins: les politiques du CTC au Québec sont, sinon entièrement déterminées, du moins fortement influencées par les dirigeants du bureau régional, qui sont tout aussi québécois que les gens de la FTQ; de plus, il demeure toujours loisible à cette dernière de faire des représentations auprès du bureau régional quand elle découvre que certains problèmes n'ont pas encore reçu de réponse; de telles demandes n'ont jamais à date essuyé de refus, et l'équipe du CTC a, par exemple, fourni un

effort considérable dans la campagne du SCFP à l'Hydro-Québec, que la FTQ avait placée au premier rang de ses objectifs; enfin, le bureau régional a comme politique de rencontrer assez fréquemment les unions, afin de connaître leurs plans en ce qui concerne le Québec, de façon à pouvoir mieux coordonner son action avec la leur. Mais s'il est un rôle que l'équipe n'est pas prête à jouer, c'est celui de "pompier" appelé "in extremis" pour sauver la situation quand une union a négligé son travail; et la direction bicéphale qui a existé de 1964 à 1966 risquait justement d'aboutir à ce triste résultat à cause de l'incohérence qu'elle engendrait.

Nous avons également interrogé ce fonctionnaire sur une question connexe à celle du recrutement, à savoir le respect des juridictions établies et son expression constitutionnelle, le pacte de non-agression. Selon lui, ce pacte doit continuer à exister, sans quoi chaque union sera "à son propre compte" et s'ensuivront toute une série de maraudages coûteux et inutiles; mais il doit être assoupli de telle façon que, d'une part, un groupe de travailleurs qui le désire vraiment puisse changer de syndicat tout en demeurant relié à la centrale, et que, d'autre part, celle-ci puisse, au-delà de toute règle d'autonomie des affiliés, suspendre une union qui n'accomplirait pas son travail de façon satisfaisante. Quant à savoir si la FTQ devrait jouer un rôle spécial quand un cas de transgression du pacte se présente au Québec, en vertu du fait qu'elle serait mieux placée pour faire valoir les circonstances particulières (comme la menace de la CSN) qui pourraient justifier certains maraudages, notre informateur répond que le problème ne peut se poser en de tels termes: de toute façon, la structure canadienne et la structure québécoise sont très fortement reliées par des personnes, en particulier le président de la FTQ, qui est également vice-président régional

du CTC, de sorte que les communications se font d'elles-mêmes quand de telles situations problématiques se présentent.

On le voit, l'opinion de notre informateur diverge considérablement d'avec celle de la FTQ; ce désaccord nous semble tirer son origine d'une interprétation fort différente des problèmes du syndicalisme international et national au Québec. Pour la FTQ, la CSN représente un danger de toute première importance, qui doit être contré par une centrale ayant ses assises dans la même société que l'adversaire. Pour les gens du CTC, il en va autrement: notre informateur n'accorde pas à la présence de la CSN une telle importance, ni non plus un caractère de nouveauté; selon lui, les maraudages de la CSN de même que les dissensions au sein du mouvement syndical à propos de la question nationale seraient monnaie courante depuis au moins vingt ans.^{2/} Dans cette perspective, les maraudages ne dépendraient qu'accessoirement de la CSN, et auraient comme cause première la négligence de certaines unions dans le service à leurs sections locales et l'éducation de leurs membres. Ces carences pourraient d'autant mieux être corrigées, soit en suspendant l'affiliation de l'union, soit en lui faisant de sérieux avertissements, que la centrale qui s'en chargera aura un prestige important, ce que le CTC posséderait plus que sa filiale québécoise.

Au fond, même si notre informateur favorise le respect des caractères particuliers du Québec, sa position tend à leur accorder une importance moindre que ne le fait la FTQ. D'autres permanents du CTC au Québec font moins de nuances; ainsi en est-il de celui qui affirme que le syndiqué veut uniquement des services dans sa langue, peu importe l'origine de ceux-ci, peu importe le caractère plus ou moins canadien ou plus ou moins québécois du dispensateur. Il va jusqu'à accuser les représentants des unions d'invoquer le mythe de l'inadaptation du CTC pour couvrir leurs propres déficiences

dans l'exercice de leurs fonctions. Selon lui, la résistance à la CSN suppose plus d'efficacité de la part des unions, et donc des fusions parmi celles-ci, mais nullement un statut particulier du Québec au sein du CTC.

Dans le domaine de l'éducation syndicale, le fonctionnaire interrogé soutient une position analogue:

Il n'est pas nécessaire de changer les structures pour avoir une éducation typiquement québécoise; les programmes sont faits par des québécois de toute façon et ne vont jamais, en pratique, à l'encontre des volontés de la FTQ et des Conseils du travail.

Selon lui, le service d'éducation du CTC au Québec et le Comité d'éducation de la FTQ ne constituent pas des compartiments étanches; ils peuvent et doivent travailler de concert et en arriver à une entente.

D'ailleurs, il serait impossible, compte tenu des ressources financières limitées dont dispose la FTQ, de transférer au Québec des pouvoirs et des services importants. Il y a toujours la "solution facile" de demander des subsides équivalents au CTC; mais cela conduirait bientôt à la constitution au Québec d'une autre centrale, à côté du CTC, ce qui d'une part affaiblirait le pouvoir de celui-ci et entraverait par le fait même la "canadianisation" du syndicalisme, et d'autre part le priverait de l'efficacité accrue que possèdent des services centralisés à la grandeur d'un pays.

On retrouve à peu près les mêmes affirmations dans les interventions de deux permanents du bureau régional du CTC au Conseil consultatif de la FTQ: d'une part, le travail d'éducation du CTC au Québec, dirigé par des francophones, rend de nombreux services, même s'il devrait être amélioré de façon telle que les unions prennent entièrement en charge l'entraînement syndical, et que le CTC se consacre à l'éducation populaire et politique;

d'autre part, il existe une confusion voulue entre la FTQ et le CTC, la première ne pouvant se prétendre plus représentative du Québec que le second, et une opposition marquée à l'idée que la première pourrait devenir jusqu'à un certain point la contrepartie du second dans la province.

La même situation devrait, selon notre informateur, prévaloir dans le domaine de la recherche. Une bonne partie du travail de recherche consiste en compilations de diverses données sur la situation économique canadienne à l'intention des bureaux-chefs canadiens des unions, qui s'en servent lors des négociations; les avantages d'une centralisation de ces fonctions au plan canadien sont, dans les circonstances, évidents.

Nous terminerons ce bref compte-rendu de l'attitude du CTC face au renforcement de la FTQ en rendant compte de l'opinion de notre informateur au sujet du mémoire de la centrale québécoise à la Commission du CTC sur la constitution et les structures. Selon lui, réaliser la moitié des revendications de la FTQ équivaudrait à faire l'indépendance du Québec et à créer une centrale syndicale québécoise indépendante, en même temps que reliée à des unions internationales. Dans un contexte confédératif comme le nôtre, le quart seulement du mémoire pourrait être réalisé, les sous-organismes, comme la FTQ, ne pouvant avoir les pouvoirs d'une centrale. D'ailleurs, les plans de la Fédération ne pourraient se réaliser qu'avec des subsides du CTC, et il est impensable que les Anglo-Saxons envoient de l'argent au Québec et renoncent, au nom du statut particulier, à leur droit de regard sur l'utilisation qui en sera faite.

Selon ce fonctionnaire, le problème des structures syndicales se pose en des termes voisins de ceux du problème politique canadien. Dans cette perspective, l'autonomie canadienne, c'est-à-dire l'institution d'une

centrale canadienne puissante et la réduction à son aspect strictement financier des liens du syndicalisme canadien avec celui des Etats-Unis, est un objectif dont la réalisation est beaucoup plus probable que l'autonomie québécoise.

Quant aux revendications plus mesurées, notre interviewé les balaie d'un revers de main. Ainsi, l'idée d'une "présence du CTC par ses Fédérations", avancée par plusieurs leaders syndicaux québécois, lui semble avoir le même caractère bâtard que la direction conjointe dans le domaine de l'organisation: il faudra savoir si on a besoin d'une centrale ou de dix au Canada, mais la coexistence des deux systèmes ne pourrait produire qu'imbroglio et inefficacité.

NOTES

- 1/ Suite donnée aux questions renvoyées au Conseil exécutif par la sixième assemblée biennale du Congrès du travail du Canada, décembre 1966, p. 20.
- 2/ Ainsi, en 1940, la CTCC (actuelle CSN) ravissait au CCT ses effectifs dans les mines d'amiante des Cantons de l'Est. La même année avait lieu un événement connu sous le nom de "split Marquette": cet individu fondait l'Association ouvrière canadienne, pour lutter contre la CTCC, et embrigadait pour quatre ou cinq ans un certain nombre de travailleurs du CCT au Québec; les syndicats catholiques profitaient de cette dissension pour enlever quelques milliers de membres au CCT.

CHAPITRE VI

LES REACTIONS DES UNIONS

Les cinq sections du présent chapitre analyseront les attitudes des unions face au renforcement de la FTQ. Cette phrase est ambiguë: elle laisse supposer que la Fédération accroît un peu d'elle-même ses pouvoirs, alors qu'au contraire ceux-ci sont uniquement le fruit de la volonté de ses affiliés. N'oublions pas que ce sont ces derniers qui ont créé la FTQ, et non l'inverse. Etudier les réactions des unions équivaudra donc à analyser les causes du renforcement de la FTQ, les conditions d'émergence au sein du syndicalisme national et international au Québec d'une majorité qui accepte les changements décrits dans la première partie.

C'est à dessein que nous employons le mot majorité. Comme ces changements ne font pas l'unanimité, nous avons divisé les permanents syndicaux interviewés en 5 catégories:

- ceux qui sont favorables au renforcement de la FTQ, et qui se divisent en deux sous-catégories: d'une part ceux qui tiennent à conserver leurs liens avec le mouvement international, d'autre part ceux qui veulent "canadianiser" le syndicalisme;
- ceux qui s'objectent à ce renforcement au nom de l'autonomie des unions;
- ceux qui s'y opposent pour ne pas affaiblir le CTC;
- un groupe de "modérés" qui, sans avoir la détermination des leaders de la première catégorie, sont dans l'ensemble plutôt favorables à un renforcement de la FTQ;

- enfin, quelques militants qui situent leur attitude dans les cadres d'une analyse politique dépassant les cadres stricts du syndicalisme.

Nous allons tenter, à partir de nos 18 entrevues et de quelques interventions de leaders syndicaux lors de réunions de permanents de la FTQ, de caractériser les attitudes des différentes catégories. Pour ce faire, nous ne procéderons pas formellement, en passant en revue chacune des tâches syndicales où se pose le problème du partage des pouvoirs entre la FTQ, le CTC et les unions; nous dégagerons plutôt la conception d'ensemble que les leaders se font du rôle du syndicalisme et des responsabilités que devraient avoir chacun de ces corps. Cette démarche présente au moins deux avantages sur la première: d'une part, nous pourrions suivre de plus près le déroulement de nos entrevues, dont le but était moins de tirer de nos informateurs des réponses précises à des questions portant sur des thèmes spécifiques que de leur permettre de définir une perspective cohérente de travail syndical dans le Québec de 1967; d'autre part, nous pourrions rendre compte de prévisions et de souhaits qui sont révélateurs des attitudes de nos informateurs face au renforcement de la FTQ, et dont nous pourrions en entraver l'expression si nous les enfermions dans des cadres trop étroits.

A. Ceux qui appuient le renforcement de la
Fédération des Travailleurs du Québec

Nous traiterons d'abord de l'opinion des leaders qui tiennent à conserver un lien entre les appareils québécois où ils militent et les syndicats internationaux. Nous commencerons notre description par les propos d'un permanent des Métallurgistes-unis d'Amérique.

Selon lui, le syndicalisme québécois est soumis à l'influence de deux pôles: d'une part, le climat social dans lequel celui-ci évolue est proprement québécois, alors que d'autre part les problèmes économiques se posent dans un contexte nord-américain. Cette bipolarité ne doit pas entraîner la disparition de la centrale canadienne et des liens que le syndicalisme québécois entretient avec celle-ci; il est possible, en effet, que le Canada soit une condition d'existence du Québec, une espèce de tampon qui évite à ce dernier une confrontation directe avec les Etats-Unis, confrontation qui majorerait les risques de perdre son autonomie; mais ce rôle de bouclier attribué à la structure canadienne n'en fait pas pour autant un lieu de rassemblement important des revendications des travailleurs québécois: il serait donc futile de lui confier beaucoup de pouvoirs.

Quelles raisons invoque notre informateur pour conserver les liens avec le syndicalisme international? Pour lui, c'est essentiellement une question de force syndicale: face à un capitalisme qui se concentre et se "continentalise", les travailleurs doivent jeter dans la mêlée des organisations très puissantes, ayant au minimum des effectifs de 1,000,000 de membres. Il est clair qu'une telle chose est irréalisable au Canada, d'autant plus que les grands axes économiques, quels que puissent être nos vœux à cet égard, vont du nord au sud, et non de l'est à l'ouest. La seule issue possible pour ne plus devoir compter sur la collaboration des syndicats américains serait de donner des pouvoirs très étendus aux centrales. Pour les raisons que nous venons de donner, cela est impossible au niveau canadien; reste la possibilité de le faire au Québec, de mettre sur pied quelque chose d'analogue à la CSN. Le mouvement pourrait alors partager certaines caractéristiques de cette dernière, et être beaucoup plus intimement lié au Québec que ne le sont actuellement les unions internationales et nationales; mais il y perdrait

beaucoup. D'une part, ce mouvement, même centralisé, n'aurait pas la force économique qui est actuellement un de ses atouts principaux dans les luttes industrielles; de même, n'étant présent que dans une infime partie de l'économie continentale, il risquerait fort de se retrouver à la remorque des organisations syndicales qui ont une emprise sur la plus grande partie de cette économie, et de voir ainsi se dévaluer son prestige auprès des travailleurs; d'autre part, une telle centralisation estomperait les structures professionnelles et industrielles et restreindrait l'efficacité syndicale: en effet, les problèmes économiques, et partant l'importante fonction de négociation, se posent, du moins dans le contexte d'une économie non-planifiée telle que la nôtre, par secteurs industriels plutôt que par régions, et les structures industrielles, avec leur personnel et leur organisation spécialisés, sont toutes désignées pour en prendre charge.

Selon notre informateur, l'abandon des liens avec le syndicalisme international n'est donc pas pour demain. Mais sa vision du syndicalisme ne s'arrête pas là; encore faut-il que celui-ci trouve le moyen de traduire les revendications liées au second pôle, le Québec. Cela doit se faire en premier lieu au niveau de l'union elle-même: selon lui, la clé du succès et du développement des Métallos au Québec depuis quelques années, c'est qu'ils sont au confluent de l'argent de Pittsburg (siège des quartiers généraux de l'union) et de l'identité québécoise. Les travailleurs, en effet, ne se définissent pas par rapport au Canada mais par rapport au Québec, et l'existence dans leur union d'un district québécois, qui dispose d'une assez large mesure d'autonomie et dont les membres élisent eux-mêmes le directeur, permet de satisfaire leurs exigences. En conséquence, il se demande au nom de quoi on prendrait des mesures en vue de "canadianiser" le syndicalisme, puisque ce mouvement ne correspond ni à la réalité industrielle, ni aux

désirs des travailleurs. C'est dans cette perspective, par exemple, qu'il s'est opposé à ce que la FTQ recommande, dans son mémoire à la Commission du CTC sur la constitution et les structures, que les districts canadiens des unions (structures que devraient mettre sur pied les unions internationales pour conserver leur affiliation au CTC) aient l'autorité finale pour endosser les conventions collectives locales. Selon lui, ce dernier pouvoir est indissociable de l'autorité sur les fonds de grève et ravir cette dernière prérogative aux quartiers généraux internationaux équivaldrait à renier le syndicalisme international au profit de structures canadiennes qui, de toute façon, seraient inadéquates.

En second lieu, la prise en charge de l'identité québécoise doit être le fait de la FTQ. A ce propos, notre informateur émet quelques réserves au sujet du mémoire de cette dernière au CTC; il lui semble que la thèse qui y préside est confuse et prête à des critiques inutiles sur le renforcement de la FTQ: le mémoire était, on s'en souvient, assez timide au sujet du nationalisme et réclamait, au lieu d'un statut particulier pour le Québec, un réaménagement de la distribution des pouvoirs entre le CTC et ses Fédérations provinciales. Il apparaît à notre interlocuteur que d'une analyse de la situation particulière du Québec devrait découler, en saine logique, une revendication de renforcement de la seule FTQ; se mêler de résoudre les problèmes des autres régions du pays, c'est outrepasser les limites de la compétence des rédacteurs du mémoire.

Ce statut particulier, quel devrait-il être? Pour le définir, nous recourons aux propos d'un autre permanent des Métallos. Ce dernier compare ce qu'il propose à l'option des "Etats associés", mise de l'avant dans le débat constitutionnel canadien. Selon lui, les syndiqués du Québec reçoivent

du CTC, en retour de leur cotisation mensuelle de 10¢, des services dans les domaines de la recherche, de l'éducation, de la publicité et de l'action politique qui ne leur sont d'aucune utilité pour résoudre leurs problèmes au Québec, de sorte qu'ils doivent en bonne partie être doublés par ceux de la FTQ; il faudrait donc, pour éviter ce double emploi, que le CTC abandonne bon nombre de ses juridictions au Québec à la FTQ et offre des compensations fiscales, de sorte qu'idéalement cette dernière deviendrait la contrepartie exacte de la centrale canadienne au Québec. Bien sûr, les syndiqués québécois conservent un devoir de solidarité avec ceux du reste du Canada et du monde; ils devront en conséquence apporter leur aide aux autres travailleurs, surtout à ceux des régions défavorisées, à travers le CTC et la Confédération internationale des syndicats libres; mais il demeure que personne n'a à leur dicter ce qu'ils ont à faire au Québec. Il est anormal que la FTQ reçoive de la centrale canadienne l'autorisation de prendre ses responsabilités au Québec, ou même qu'elle partage celles-ci avec le CTC; il faut que le pouvoir réside au Québec et que la centrale québécoise obtienne, par un réaménagement fiscal, les moyens de jouer vraiment son rôle.

Revenons à notre premier informateur des Métallos, et voyons comment il définit ce nouveau partage des responsabilités syndicales au Québec. Selon lui, une réponse valable aux problèmes sociaux aussi bien qu'aux problèmes économiques suppose à la fois un renforcement de la FTQ aux dépens du CTC et un regroupement des structures professionnelles et industrielles en une dizaine de super-unions extrêmement puissantes. Dans une telle situation, la FTQ aurait deux rôles principaux: d'une part, exprimer les revendications sociales et politiques des travailleurs, rôle qui devrait prendre une importance accrue au fur et à mesure que s'accélère (comme c'est le cas au Québec depuis quelques années) le rythme des transformations sociales et des

interventions étatiques, et rôle en fonction duquel les unions devraient accorder à leur centrale québécoise une autorité de plus en plus étendue, de même que les moyens financiers nécessaires pour effectuer les recherches indispensables à l'exercice de cette fonction; d'autre part, prendre à son compte, au Québec, l'éducation générale, c'est-à-dire l'éducation populaire et politique. Quant aux super-unions, elles devraient assumer entièrement les fonctions de maintien syndical, à savoir: la négociation et l'administration des conventions collectives, la recherche qui est liée à ces tâches, le recrutement, et enfin la partie technique de l'éducation, c'est-à-dire l'entraînement des militants locaux et des délégués d'atelier à leurs tâches spécifiques, qui doit se faire en bonne partie sur le terrain même.

Notre informateur a longtemps cru que la centralisation, quoique inefficace au plan des services syndicaux en général, pouvait être utile dans le domaine de l'organisation. Il a maintenant changé d'avis. Le recrutement lui semble moins efficace lorsqu'il est fait par des permanents "généralistes" plutôt que par un spécialiste du secteur industriel mis en cause, spécialiste qui peut établir des contacts beaucoup plus efficaces et spécifiques avec les travailleurs. Bien sûr il admet, compte tenu de l'existence à l'heure actuelle d'une multitude d'unions, que les centrales peuvent encore jouer un rôle dans ce domaine pour protéger l'ensemble du mouvement et en promouvoir les intérêts; ce rôle devrait d'ailleurs, en vertu du contexte particulier de la province et de la présence de la CSN, revenir à la FTQ plutôt qu'au CTC; mais il s'agit vraiment d'un palliatif à la faiblesse des structures actuelles, d'un rôle de suppléance que les centrales devraient abandonner dès que seront opérées les multiples fusions d'unions qui s'imposent.

Cette même faiblesse des structures donne lieu à certaine déficiences. Les centrales devraient alors pouvoir intervenir pour corriger les abus et pour permettre, dans les cas où cette première solution est impraticable, le changement d'allégeance syndicale sans que l'union qui s'y prête soit accusée de maraudage. Selon notre informateur, cette responsabilité doit relever au Québec de la FTQ; en effet, même si le CTC détient actuellement les pouvoirs constitutionnels en ce domaine, c'est effectivement la FTQ qui s'occupe de la plupart des cas et qui détient l'autorité morale; cela démontre bien l'immobilisme qui est forcément le lot d'une centrale canadienne sans contacts directs avec le Québec, et la nécessité de consacrer constitutionnellement l'autorité morale que possède déjà la FTQ.

Nous avons demandé à notre informateur si le fait de dissocier les revendications économiques (qui demeurerait du ressort des unions) des revendications sociales et politiques (qui seraient la responsabilité principale de la FTQ) ne condamnerait pas ces dernières à flotter dans une espèce de vacuum, sans rapport avec les premières et donc sans lien avec les volontés concrètes des travailleurs; si cette dissociation n'entraverait pas la constitution d'une unité organique entre unions et centrale, cette dernière n'ayant aucun point d'appui solide pour ses politiques, faute de contacts directs avec les travailleurs, et fonctionnant plus à la manière d'un cercle politique que d'un véritable mouvement populaire de revendication sociale.

Il y a risque, selon notre informateur, qu'il en soit ainsi. Le mouvement syndical peut d'autant plus difficilement revendiquer le caractère de mouvement populaire qu'il ne regroupe qu'une fraction (30 p. 100 environ) des travailleurs et que cette fraction est dans l'ensemble privilégiée par rapport aux non-syndiqués; il risque ni plus ni moins de jouer les dames

patronnesses en se prétendant le porte-parole de toute la classe ouvrière. Mais plusieurs facteurs de la situation industrielle du Québec et de l'Amérique du Nord feraient que, pour longtemps encore, les structures professionnelles et industrielles se révéleront les plus adéquates pour la défense des intérêts économiques des travailleurs. En premier lieu, le style des relations industrielles en Amérique du Nord fait que bon nombre de questions relevant en Europe de la législation sont ici l'objet de négociations directes employeurs-employés; certes, la force des conventions collectives est de plus en plus déterminée par un réseau complexe de lois, mais le contenu demeure en majeure partie indépendant de toute intervention de l'Etat et donne donc rarement prise à une politisation. En second lieu, la législation québécoise du travail prévoit l'accréditation des unités de négociation sur la base de l'établissement local, et non de l'entreprise; la discussion économique étant ainsi morcelée, les travailleurs sont rarement en position de percevoir le lien qui unit les conditions de travail et de salaire qui sont les leurs à la situation d'ensemble de l'économie, ou même seulement à celle du secteur industriel dans lequel ils exercent leur activité. En troisième lieu, le syndicalisme au Québec oeuvre dans un contexte de libre entreprise où se côtoient des capitaux aux origines nationales les plus diverses; il ne faut pas alors affaiblir les unions qui seules sont capables, à cause de leur puissance continentale, de résister à ces grands capitaux; il ne faut pas donner à une centrale syndicale québécoise les pouvoirs qui lui seraient dévolus dans le contexte d'une économie planifiée; structurer le mouvement syndical en fonction de cette dernière hypothèse relèverait, à l'heure actuelle, du rêve et de la haute fantaisie. Toujours selon notre informateur, la seule façon pour le syndicalisme de politiser l'ensemble de ses activités serait d'en arriver à un syndicalisme de masse. Si, en effet, le

syndicalisme pouvait (au moyen d'une transformation de la logique même de la législation du travail qui ferait du secteur industriel, et non de l'établissement, l'unité d'accréditation et donc de revendication économique des travailleurs) recruter les 70 p. 100 de travailleurs qui lui échappent à l'heure actuelle, non seulement pourrait-il à juste titre représenter les intérêts de toute la classe ouvrière, mais encore son action la plus strictement économique serait automatiquement projetée dans l'orbite politique: comment concevoir, en effet, les négociations autrement que comme un débat très vaste entre l'Etat, les employeurs et les travailleurs, où seraient mis en discussion tous les aspects des politiques de production et de distribution des biens et services. Il est sûr que le rôle des centrales syndicales deviendrait alors prépondérant, mais il semble prématuré de leur confier un rôle qu'elles n'auraient à jouer qu'après la venue du syndicalisme de masse.

Notre second informateur est, comme le premier, favorable à la fois au renforcement de la FIQ et à la préservation des liens avec le mouvement syndical international. Il est représentant de l'Union internationale de l'automobile.

A un niveau très général, c'est ainsi qu'il interprète les changements intervenus dans le syndicalisme international et national au Québec: ils n'ont aucunement pour but d'éliminer le syndicalisme international qui apporte un soutien formidable et indispensable aux luttes des travailleurs québécois, mais au contraire, en le forçant à s'adapter, ils lui permettent de survivre à la vague nationaliste que nous traversons. Si les unions acceptent de répondre aux besoins et aux désirs des travailleurs d'ici, elles ne peuvent que progresser, comme le démontre l'exemple des Métallos, du SCFP, du Syndicat de l'auto, etc. Si notre informateur tient tant à conserver ce lien avec les Etats-Unis, c'est avant tout parce qu'il permet une efficacité

plus grande que celle de la CSN, efficacité due à la force économique considérable des syndicats internationaux (qui leur permet de tenir tête fort longtemps au patronat), et à la spécialisation des permanents connaissant à fond la situation économique et les conditions de travail du secteur industriel où ils travaillent. Ce serait parce qu'elle ne possède pas ces avantages que la CSN devrait recourir assez souvent à des arguments démagogiques et jouer sur la corde sensible du nationalisme pour conserver ses positions dans le domaine industriel, et ne pas être balayée par un mouvement rival mieux équipé.

Quelles raisons militeraient en faveur d'un renforcement de la FTQ? Il en est plusieurs. En premier lieu, la présence au Québec d'une centrale rivale; le lointain CTC est plus ou moins conscient du danger qu'elle représente, et plus ou moins bien équipé pour y faire face, alors que la FTQ se situe sur le terrain même de la lutte et donc en meilleure position pour s'assurer que celle-ci tournera à son avantage; d'ailleurs, point n'est besoin d'apporter de justifications fort élaborées: les leaders québécois des unions font d'eux-mêmes appel à la FTQ et non au CTC, sentant bien qu'on doit opposer à la CSN, qui a fait de son identité québécoise son cheval de bataille, une centrale québécoise capable de prétendre aux mêmes titres.

En second lieu, le sort de toutes les unions au Québec étant jusqu'à un certain point lié, la FTQ a le droit et le devoir d'exercer au nom du bien commun du mouvement un certain contrôle sur les agissements de ses affiliés. Bien sûr, elle ne se substituera pas aux unions pour fournir les services syndicaux, comme le fait la CSN; mais elle veut obtenir le pouvoir d'intervenir quand les membres sont insatisfaits du travail

de leur organisation. Et les unions devront consentir, au risque d'y perdre un peu de leur sécurité, à ce que la procédure de justification des maraudages soit élargie, de façon à ce que des travailleurs insatisfaits puissent changer d'allégeance au sein même du mouvement et ne soient pas en conséquence littéralement jetés dans les bras de la CSN. Ces changements vont probablement entraîner des protestations des unions, qui sont pour la plupart jalouses de leurs prérogatives; cependant, ils seront tout probablement adoptés, le contrôle des unions sur la FTQ étant beaucoup moins fort que celui qu'elles ont sur le CTC, puisque ce sont les sections locales qui sont affiliées à la FTQ; ces dernières maintiendraient leur affiliation dans une proportion d'au moins 75 p. 100 même si les unions s'y opposaient car, selon notre informateur, elles se sont maintenant rendu compte qu'elles avaient besoin d'une centrale au Québec.

En troisième lieu, la FTQ doit se renforcer pour être en mesure d'accueillir dans ses rangs certains groupes de travailleurs du secteur public qui, particulièrement préoccupés par le nationalisme, n'accepteraient vraisemblablement pas d'entrer dans les cadres d'un syndicat international ou national, ni même de se voir octroyer une charte du CTC; par exemple, les fonctionnaires provinciaux, les professeurs de la CEQ, etc. Pour recruter à plus ou moins long terme ces travailleurs, il faudra au mouvement syndical international et national un organisme qui ait vraiment figure de représentant des travailleurs québécois.

Enfin, la nécessité de passer au crible la politique salariale du gouvernement (alors que celui-ci est devenu le plus gros employeur du Québec et que le résultat des négociations dans le secteur public risque d'avoir un rôle d'entraînement sur les négociations dans le secteur privé), et

l'avènement possible d'un syndicalisme de masse, avec des luttes élargies aux secteurs industriels, sont des facteurs qui devraient encore contribuer au renforcement de la FTQ.

Selon lui, la situation de la FTQ à l'intérieur du CTC se compare à celle du Québec dans la Confédération canadienne: il ne s'agit pas d'opérer une séparation, mais de répondre à des besoins particuliers. Ceci dit, notre informateur demeure d'accord, contrairement à celui des Métallos, avec l'argument de base du mémoire de la FTQ au CTC: hors les domaines de juridiction fédérale, le CTC devrait assurer sa présence dans l'ensemble du pays par ses Fédérations provinciales; cet argument lui paraît valable d'une part parce qu'il propose une rationalisation de la structure d'ensemble du syndicalisme au Canada, par l'élimination du double emploi entre bureaux régionaux du CTC et Fédérations provinciales, et d'autre part parce qu'il ne repose pas sur le nationalisme d'une seule région, argument qui pourrait à son avis être facilement battu en brèche par les dirigeants canadiens.

Si la FTQ a pu être appelée, depuis quelques années, à jouer un rôle qui dépasse de beaucoup sa fonction originale de porte-parole provincial des intérêts généraux du mouvement syndical international et national, si elle a été entraînée à fournir des services à ses affiliés et à faire des représentations auprès des pouvoirs publics pour défendre les intérêts non plus seulement généraux mais aussi particuliers de différentes unions, c'est essentiellement parce qu'elle s'est révélée, dans la conjoncture présente, un instrument efficace. Selon notre informateur, les responsabilités de la centrale québécoise vont encore s'étendre pour englober l'éducation, la coordination des activités de ses affiliés, la recherche d'ordre économique et technique, une partie des services juridiques 1/ et, d'une façon générale,

tous les domaines où les unions, outre les plus puissantes d'entre elles, n'ont pas les moyens d'assurer des services adéquats. Ainsi en est-il de l'organisation: les résultats obtenus par l'équipe conjointe FTQ/CTC étaient valables, puisqu'elle aurait réussi à enrayer depuis 1965 les maraudages massifs de la CSN. Les raisons apportées par le CTC pour en retirer la cogestion à la FTQ ne tiendraient donc pas debout. Il admet cependant qu'une direction bicéphale ne peut pas fonctionner interminablement, et il en conclut qu'il faut une seule direction, celle de la FTQ; en effet, les dirigeants du bureau régional du CTC sont des fonctionnaires qui n'ont qu'à mettre en application des politiques décidées à Ottawa, par des gens qui ne sont pas "dans le bain" ou qui ne sont pas au fait de la situation québécoise.

Selon notre informateur, il demeure que la FTQ ne joue et ne jouera dans ces domaines qu'un rôle supplétif, pour pallier aux faiblesses des unions; il en serait autrement le jour (malheureusement lointain selon lui) où des fusions ne laisseraient plus sur le terrain qu'une dizaine ou une quinzaine d'unions très puissantes. Celles-ci pourraient alors jouer pleinement leur rôle dans la négociation et l'organisation, et la centrale retrouverait ses fonctions propres: action politique, aussi bien à court terme (défense des intérêts des travailleurs auprès de l'Etat et de l'opinion publique) qu'à long terme (appui à un parti de gauche qui suppose, pour être efficace, qu'on y consacre le travail à plein temps de quelques permanents) et éducation.

Cette volonté de conserver des liens avec le syndicalisme international, en même temps que de confier à la FTQ les principales fonctions dévolues aux centrales, nous la retrouvons chez notre troisième informateur,

permanent de l'Union internationale des travailleurs du tabac. Selon lui, le pouvoir de la FTQ s'est accru énormément depuis quelques années: les gens des unions internationales et nationales au Québec, sans se départir d'un certain respect pour le CTC, se sentent beaucoup plus près de la FTQ, croient celle-ci beaucoup plus apte à répondre aux besoins particuliers du mouvement syndical au Québec que la centrale canadienne; alors qu'ils l'ignoraient il y a dix ou même cinq ans, ils sont maintenant prêts à en faire une centrale représentative.

Notre informateur voit deux causes principales à cette évolution. Tout d'abord une cause d'ordre interne: l'évolution des revendications des travailleurs. Ceux-ci font face, dans une première phase, à de graves problèmes économiques qui polarisent toute leur attention sur les structures capables de les résoudre, soit les unions; mais à mesure que ces problèmes se voient apporter des solutions relativement satisfaisantes, les travailleurs portent plus d'attention à des questions générales comme l'éducation, les moyens de faire face aux changements technologiques et à l'automation, etc. Ils dépassent ainsi, jusqu'à un certain point, les structures professionnelles et industrielles et ils sentent graduellement le besoin d'avoir une centrale forte qui, au delà des problèmes propres à chaque industrie, puisse jouer le rôle d'un corps intermédiaire et défendre les intérêts des travailleurs au niveau de toute la société. Le second facteur d'évolution est d'ordre externe: il s'agit de la présence de la CSN. Bien sûr, des luttes intersyndicales souvent injustifiées et une surenchère la plupart du temps nuisible à la qualité du syndicalisme ont pu s'ensuivre 2/, mais cette rivalité n'a pas produit que du mal: elle a éveillé un syndicalisme qui s'endormait un peu trop facilement sur ses lauriers. C'est donc parce que

les problèmes sociaux majeurs et la présence de la CSN sont des phénomènes québécois que la FTQ, et non le CTC, a été mise de l'avant dans ces batailles.

Quant au nationalisme, notre informateur ne croit pas qu'il ait joué un rôle important dans la transformation de la FTQ. Les travailleurs n'y sont certes pas indifférents: ils auraient en général une position fortement nationaliste mais en même temps fortement anti-indépendantiste. Cependant ils ne feraient pas de lien direct entre leur nationalisme et le syndicalisme puisque l'utilisation du français comme langue de travail ne pose pas de problème, tout au moins dans le secteur du tabac.

Notre informateur, comme les deux précédents, croit à la nécessité, du moins dans la plupart des secteurs industriels, du syndicalisme international, seul capable de tenir tête à un patronat dont l'emprise est nord-américaine. Dans cette perspective, il admet que la CSN puisse faire du bon travail dans les secteurs économiques limités à la région québécoise et dans la fonction publique; mais il lui dénie toute possibilité d'être efficace dans les secteurs industriels fortement intégrés dans l'ensemble du continent.

Dans les cadres de ce syndicalisme international, il croit que la FTQ devrait être considérée par le CTC comme son porte-parole exclusif dans toutes les affaires québécoises. Cela suppose entre les deux centrales une série d'ententes du type de celle qui a donné naissance à l'équipe conjointe d'organisation; on devrait en conserver l'esprit, mais définir plus clairement les responsabilités et les confier à la FTQ. Nantie de ces pouvoirs, la centrale québécoise devrait essentiellement se consacrer à l'éducation (idéalement en forçant le gouvernement à mettre sur pied de véritables programmes d'éducation des adultes), de même qu'à la défense des intérêts des

travailleurs devant l'opinion publique et auprès de l'Etat; cela nous fait déboucher sur l'action politique, qui est d'une importance capitale pour le mouvement syndical, si celui-ci ne veut pas perdre aux mains de gouvernements plus ou moins favorables aux travailleurs ce qu'il a déjà arraché par son pouvoir de négociation.

Selon notre informateur, ce renforcement de la FTQ est hautement souhaitable, mais présente d'énormes difficultés, compte tenu de l'autonomie complète dont jouit traditionnellement chaque affilié et du caractère facultatif de l'affiliation à la centrale québécoise. Mais il demeure possible de concilier les exigences de la double appartenance des travailleurs. En effet, les besoins des travailleurs demeurent à la base absolument les mêmes quelle que soit leur société; tout ce que le syndiqué québécois veut, c'est un porte-parole qui le comprenne et qui exprime sa pensée adéquatement, et il pourra le trouver sans se dissocier de ses camarades d'un autre pays si on accepte de lui fournir un outil souple, bien adapté, tel que la FTQ.

Nous voudrions, avant de rendre compte des entrevues des autres leaders se situant dans notre première catégorie, analyser les interventions de quelques permanents dont l'opinion se rapproche de celles que nous venons de décrire. Le premier thème que nous aborderons est celui de la rationalisation du travail syndical. Nous avons vu que tous nos informateurs se sont révélés jusqu'ici favorables à la disparition de certaines unions inefficaces et à la fusion des organisations actuelles en une dizaine de super-unions; on pourrait objecter que cela ne signifie rien, puisque nos informateurs sont rattachés à des unions puissantes qui ne pourraient que tirer avantage d'un tel processus; et de fait, la résistance des unions est loin d'être abolie. Il demeure cependant intéressant de constater que des permanents québécois

d'une union relativement faible sont prêts à faire leur autocritique, à admettre que leur force n'est pas suffisante pour remplir leur rôle de façon adéquate au Québec 3/; cette volonté de rationaliser la situation en fonction des exigences de la société québécoise, accompagnée d'une admiration à peine voilée pour les structures organiques de la CSN, va même, dans le cas d'un de ces permanents, jusqu'à une dénonciation des "labour bosses" américains qui, se reposant sur leurs intérêts établis, ne consentiront que sous de violentes pressions à entreprendre les fusions qui s'imposent. Certes, nous avons là un cas extrême, même si on n'y remet pas en question la nécessité d'un lien avec le syndicalisme international; mais il n'est que la pointe d'un courant d'opinions assez large, qui veut réaménager l'ensemble du système, du moins au Québec, en fonction des problèmes particuliers qui s'y posent.

La seconde intervention nous vient d'un permanent du Syndicat des travailleurs du bois; elle est aussi, à sa manière, à la pointe du courant d'idées qui veut faire reconnaître les particularités du Québec. Nous avons vu que nos informateurs précédents, unanimes à reconnaître ces particularités, se divisaient sur les démarches à entreprendre: soit solliciter un statut particulier pour la FTQ; soit, au nom de la disparité de toutes les régions du Canada, réclamer un nouveau partage des pouvoirs entre le CTC et ses Fédérations provinciales; c'est d'ailleurs cette dernière idée qui a recueilli l'assentiment de la majorité des délégués au Conseil général lors de la discussion du mémoire de la FTQ au CTC. Le permanent du Syndicat des travailleurs du bois appuie le premier courant; sa position est extrême en ce sens qu'il lâche le mot de nation en parlant du Québec. Selon lui, la FTQ ne devrait pas réclamer une transformation de tout l'appareil canadien, mais strictement d'être considérée comme une authentique centrale, comme le

pendant et non la succursale du CTC au Québec. En effet, s'il est vrai que les différentes régions du pays présentent des problèmes particuliers, seul le groupe ethnique francophone québécois constitue vraiment une nation et désire s'assurer le contrôle à peu près complet des fonctions syndicales, non seulement au niveau des centrales, mais au sein des unions, par la constitution de districts québécois possédant une très large autonomie.

Il nous reste à analyser, dans les cadres de cette première catégorie, les opinions de deux leaders syndicaux dont les positions marquées en faveur du renforcement de la FTQ s'accompagnent d'une volonté de distendre sensiblement, sinon de rompre, les liens du mouvement syndical avec les Etats-Unis. Fait significatif, ces deux syndicalistes n'oeuvrent pas, comme les premiers, dans de gigantesques secteurs industriels, mais dans deux unions nationales de la fonction publique.

Le premier de ces informateurs est un permanent du Syndicat canadien de la Fonction publique. Pour lui, le transfert de la plupart des responsabilités du CTC à la FTQ va de soi. En premier lieu, il lui semble inadmissible que celle-ci soit soumise à la centrale canadienne dans sa régie interne (par exemple la fixation du taux de sa taxe per capita) et dans ses responsabilités propres. En second lieu, les ententes avec le CTC qui prévoient une collaboration entre les hauts fonctionnaires de celui-ci et les dirigeants de la FTQ ne sont que des trompe-l'oeil si les chefs de service prennent encore leurs ordres d'Ottawa, où seront en fait déterminées les politiques. Seul un transfert de ces pouvoirs peut transformer cette situation.

Il en va de même en ce qui concerne la surveillance du travail des unions. Si l'une d'entre elles connaît des difficultés temporaires, les

centrales ont le devoir de lui apporter leur aide pour redresser la situation; mais si ce sont les politiques du syndicat elles-mêmes qui ont abouti à ce résultat, si l'union refuse d'assurer un niveau minimum d'efficacité, elle devrait être désaffiliée et on devrait encourager les autres unions du même secteur à la marauder. Ce rôle, qui revient d'ordinaire au CTC, devrait être tenu dans la province par la FTQ, de beaucoup la mieux placée pour déterminer en fonction des besoins d'un Québec qu'elle connaît mieux que quiconque, si chacun de ses affiliés répond ou non aux normes minimales d'efficacité syndicale.

Ce dont nous venons de parler constitue un réaménagement à court ou à moyen terme de la structure syndicale; mais que devrait devenir celle-ci à plus longue échéance, vers quoi le mouvement syndical devrait-il tendre? Notre informateur, d'accord en cela avec la politique officielle de son syndicat, préconise un regroupement d'unions tel que leur nombre soit réduit à une dizaine; ce renforcement des structures permettrait aux leaders de voir sans crainte celles-ci coiffées par une Fédération forte, détenant assez d'autorité pour coordonner les activités de ses affiliés, aussi bien dans le domaine de la négociation qu'aux autres plans. Une telle restructuration ne pourrait se concevoir sans un formidable accroissement du taux de syndicalisation des travailleurs (les deux phénomènes se renforçant d'ailleurs mutuellement), qui conduirait à la négociation par secteurs industriels. Le phénomène est déjà amorcé, dans les cadres du SCFP, avec l'Hydro-Québec et les hôpitaux. Quand il se sera étendu à tous les autres secteurs économiques et à l'échelle de toute la province, notre société pourra accéder à la planification économique, et nul doute que des discussions d'une telle ampleur entre l'état, le capital et le travail conféreront à la centrale syndicale québécoise une grande autorité en ces matières; c'est elle, en effet, qui assurera la

coordination entre les représentants des ouvriers des différentes industries pour en arriver à définir un plan cohérent de développement économique.

Il semble à notre informateur qu'un tel réaménagement permettrait au syndicalisme de répondre au désir d'une fraction croissante des travailleurs de "canadianiser" le mouvement syndical. Peut-être même serait-il possible aux syndicats québécois, compte tenu de la force des appareils issus de telles fusions, de couper les liens avec la centrale canadienne. C'est là ce que certains souhaitent, mais notre informateur penche plutôt vers la première solution, soucieux qu'il est du sort des travailleurs qui sont sous l'empire de la législation fédérale du travail. A ceux qui lui objecteraient le devoir de reconnaissance des syndiqués canadiens à l'endroit des unions internationales, il rétorque que si celles-ci se sont occupées de nous, c'est parce qu'elles trouvaient leur intérêt à ne pas laisser se créer aux frontières de leur pays une poche de main-d'oeuvre à bon marché (cheap labour), qui aurait pu jeter un embargo sur leur propre pouvoir de négociation.

Ceci étant dit, notre informateur insiste, tout comme son collègue des Métallos, pour qu'on ne mette pas la charrue devant les boeufs. Nous sommes encore loin de cette phase où négociation et action politique deviendraient synonymes, et le syndicalisme ne doit pas abandonner la proie pour l'ombre. Dans le contexte actuel d'une économie dite libre, le travailleur dissocie sa revendication au plan de l'entreprise de son statut de citoyen, même s'il est un employé de la fonction publique; c'est ainsi qu'il peut à la fois voter la grève à l'Hydro-Québec et blâmer celle des professeurs membres de la CEQ. L'action de l'union dans les négociations ne se voit donc attribuer par les travailleurs que très peu de signification politique. L'intervention même de la FTQ dans les conflits de travail du secteur public

n'est pas l'indice d'une transformation des structures syndicales; l'union conserve entièrement le contrôle des négociations, et c'est elle qui fait appel à la centrale, non pour des raisons politiques, mais pour des raisons purement techniques. Les dirigeants de la FTQ ont eu l'occasion de se familiariser avec les rouages de l'appareil gouvernemental, et cette expérience peut être d'un grand secours pour l'union qui fait face à l'Etat.

C'est d'ailleurs dans cette même ligne que se situe le reproche de notre informateur envers la CSN, dans l'affaire de Radio-Canada. Selon lui, la CSN entretient en l'occurrence une confusion outrancière et injustifiable entre les problèmes de la négociation qui exigent la mise en place, en face de l'employeur, d'une partie syndicale non pas morcelée mais aussi étendue et unifiée que possible, et les autres questions par rapport auxquelles le syndicalisme a un rôle à jouer, qui donnent prise à des revendications de caractère national (éducation, relations avec le public, etc.). S'il est vrai que les travailleurs du réseau français de Radio-Canada sont de langue et de culture françaises, ce n'est pas en tant que tels qu'ils gagnent tel ou tel salaire, qu'ils ont telles ou telles heures de travail ou qu'ils peuvent recourir à telle ou telle procédure de griefs. Sur ces derniers points, ils ont grand avantage à ce que leurs intérêts soient défendus dans les cadres d'une unité "nationale" de négociation; si par ailleurs, ce qui est le cas, ils tiennent à avoir un porte-parole authentique de leurs volontés au plan québécois, une FTQ qui est en train de se renouveler est toute désignée pour remplir cette fonction.

Selon notre informateur, c'est l'attitude qu'ont prise la très grande majorité des travailleurs. Ce qu'ils demandent à leur union, c'est qu'elle soit efficace face à l'employeur et qu'elle puisse leur fournir des

services dans leur langue. Ce problème se résoudra d'ailleurs de lui-même sous peu et les unions qui ne donneront pas de preuves suffisantes de leur sérieux seront délaissées par les travailleurs au profit de la CSN ou d'autres affiliés de la FTQ, si celle-ci réussit à imposer son point de vue à propos de l'assouplissement du pacte de non-agression. Par contre, l'affrontement entre la FTQ et le CTC risque d'être acerbe à propos des questions d'ordre plus "politique", comme les responsabilités de l'éducation, de la représentation des travailleurs et du réaménagement de la fiscalité syndicale; c'est là que se déroulera, du moins pour quelques années, la bataille à propos du nationalisme.

Un mot sur ce que pense notre informateur au sujet de l'avenir de l'action politique dans le mouvement syndical. Non seulement celle-ci manque-t-elle de bases solides dans la mesure où les travailleurs, suivant en cela l'orientation vers la libre entreprise que leur impose notre système économique actuel, n'établissent pas de relation entre les fonctions d'agent négociateur qu'ils confient à leur union et leur statut de citoyens, mais encore la division du mouvement syndical entrave toute tentative sérieuse d'action politique au Québec. Ayant connu à tour de rôle des périodes d'expansion rapide, les deux centrales ont toujours cru contraire à leurs intérêts de faire des alliances autres qu'ad hoc; elles ont préféré pratiquer, même si elles ne s'en vantaient pas, une politique "gompériste" d'alliances avec les différents partis au pouvoir à Québec, renvoyant implicitement aux calendes grecques toute action politique authentiquement contestatrice du gouvernement. L'horizon de l'action politique au Québec restera donc bouché tant que ne s'établira pas la paix syndicale.

Le second informateur de cette sous-catégorie est un permanent du Syndicat des postiers du Canada. Il constate avec une satisfaction non

dissimulée que la FTQ s'est considérablement renforcée depuis quelques années. Par exemple, les dirigeants de la centrale québécoise inspirent maintenant beaucoup plus de respect, sinon une certaine crainte au CTC; de plus, le président de la FTQ, contrairement à son prédécesseur, exprime très fréquemment devant l'opinion publique l'avis de l'organisme sur les principaux événements de l'actualité. Notre informateur ne fait pas de cette dernière évolution une question de personnalité, mais l'attribue plutôt à la concurrence de la CSN.

Cependant, ces quelques changements sont loin d'avoir résolu le problème de l'insertion du mouvement syndical dans la société québécoise. Selon notre informateur, deux éléments de structure entravent l'émergence et l'expression du militantisme. En premier lieu, il y a la lourde hypothèque que fait peser sur l'action du CTC l'appartenance de plus de 70 p. 100 de ses affiliés à des unions américaines; celles-ci, pour radicales qu'elles soient face aux employeurs privés, n'en sont pas moins pour la plupart très timides et très conservatrices quand elles ont comme interlocuteur le gouvernement; cela ne peut que déteindre sur le CTC, qui n'est pas une véritable centrale syndicale et qui a perdu tout militantisme, pour ne plus être qu'une bureaucratie conservatrice. Notre informateur reconnaît que les unions les plus puissantes se sont en général révélées prêtes à tenir compte des particularités de la situation canadienne. Selon lui, ce sont surtout les unions de taille et de puissance moyennes qui cèdent à la tentation de considérer leur affiliation à la centrale canadienne comme équivalent strictement à prendre une police d'assurance contre les maraudages, dans les cadres du pacte de non-agression, et de n'accorder aucune attention aux diverses politiques que le CTC et ses Fédérations essaient de promouvoir.

La seconde entrave au militantisme serait le caractère inadéquat des structures des centrales par rapport aux différentes réalités régionales qui existent au Canada. Selon lui, il est impossible que, dans un pays qui a la grandeur d'un continent, une structure "nationale" soit en mesure de répondre de façon satisfaisante à des besoins qui varient considérablement d'une région à l'autre. En effet, ce n'est pas seulement au Québec que se posent ces problèmes, mais aussi, pour des raisons différentes, dans chacune des cinq grandes régions économiques, sinon dans chaque province.

Selon notre informateur, ces deux problèmes ne sont d'ailleurs pas étrangers l'un à l'autre; car s'il est vrai que la question de la reconnaissance des régionalismes au Canada est en elle-même fort controversée, hors toute ingérence de l'extérieur, et ce aussi bien au plan politique qu'au plan syndical, il n'est pas moins vrai que la présence d'unions américaines complique encore la situation. D'une part, si un certain nombre d'unions sont récalcitrantes à la reconnaissance même du phénomène canadien, combien plus le seront-elles quand on leur proposera de s'adapter à des découpages régionaux moins évidents sous bien des rapports. D'autre part, une centrale canadienne forte pourrait toujours finir par accéder à des demandes de décentralisation de ses services et par contraindre ses unions affiliées à faire de même, mais tenue dans une espèce de tutelle comme elle l'est actuellement par les appareils américains, elle ne peut que suivre la voie la plus facile, celle du statu quo et de la résistance aux appels de ses Fédérations provinciales.

Notre informateur est donc un partisan d'une "canadianisation" des unions; mais il n'exclut pas la conclusion d'ententes entre les organisations canadiennes et américaines, qui permettraient aux premières de bénéficier de

quelque forme de secours financier de la part des secondes et qui favoriseraient la mise en commun des connaissances et de l'expérience des deux mouvements dans certains domaines. Au minimum, il faudrait s'assurer que les districts canadiens des unions internationales, si celles-ci persistent au pays, jouissent d'une très large mesure d'autonomie, comparable à celle que possède le district québécois des Métallurgistes-unis d'Amérique. Cette évolution vers une moindre dépendance devrait s'accompagner d'un processus massif de fusions entre unions; le droit à une certaine protection des unions travaillant dans des secteurs moins rentables (comme la confection) lui semble dans bien des cas une aberration, sinon l'égoïste prétention de roitelets à la préservation de leur royaume; au système industriel de production de masse ne peut convenir qu'un syndicalisme de masse, c'est-à-dire puissamment organisé en un nombre restreint de fédérations professionnelles ou industrielles.

Comme le CTC n'est pas mis quotidiennement en contact avec les problèmes que pose une structure syndicale anarchique, notre informateur propose que la centrale canadienne accepte d'être présente à ses affiliés à travers les Fédérations du travail, ce qui suppose un transfert à ces dernières de ses principales responsabilités et des moyens financiers correspondants. Les dirigeants de la FTQ, par exemple, sont élus par les affiliés du Québec seuls; tenant de ces derniers un mandat d'autant plus clair qu'il est élaboré uniquement en fonction des problèmes d'une région particulière, conservant d'autre part un contact immédiat avec le champ de l'action, ils auront l'audace de prendre des initiatives, ce que le CTC, lointain et empêtré dans des contradictions entre ses politiques "nationales" et la diversité régionale, n'a guère fait.

Un tel transfert devrait être complet et non pas s'arrêter à des formules de partage des juridictions qui ont prouvé leur inefficacité, par exemple à l'occasion de la mise sur pied de l'équipe conjointe d'organiseurs CTC/FTQ. S'il est vrai que celle-ci s'est révélée suffisante pour arrêter l'hémorragie de membres provoquée par la CSN, il demeure que sa structure bicéphale portait dès l'origine le germe des dissensions internes et des conflits d'allégeance qui ont conduit à sa dissolution. Cette responsabilité devrait, selon notre informateur, revenir à la centrale québécoise et s'accompagner de l'octroi à celle-ci du pouvoir de distribuer à ses affiliés avertissements et sanctions quand ceux-ci négligent leurs responsabilités. Il devrait en être de même de la recherche: sa centralisation pourrait entraîner la cessation de multiples doubles-emplois. Enfin, la FTQ devrait prendre le contrôle de l'éducation syndicale; forte de sa familiarité avec ses affiliés et de l'autorité morale qu'elle s'est acquise auprès d'eux, elle pourrait les entraîner à dépasser les limites de la formation syndicale stricte pour accéder au niveau de la formation populaire et politique.

En somme, selon notre informateur, le mouvement syndical doit tenter de donner le maximum d'autonomie à ses sections locales, mais doit aussi établir au sommet de la pyramide une autorité centrale puissante, ce qui l'éloignerait considérablement de la situation actuelle, où le CTC est presque complètement à la merci des unions. D'ailleurs, il ne cache pas ses sympathies pour la centrale rivale, la CSN, quand il souhaite que soit réalisée au plus tôt l'unité avec celle-ci, ce qui amènerait une nouvelle et très forte poussée de dynamisme et de militantisme dans le syndicalisme canadien.

Mentionnons quelques autres interventions. Elles nous viennent de permanents de deux des syndicats présents à Radio-Canada, soit l'Association des employés de radio et de télévision du Canada et l'Association nationale des employés et techniciens en radiodiffusion. Il s'agit en premier lieu d'un appui aux thèses de la FTQ, au détriment de celles du CTC, dans le conflit qui oppose le SCFP à l'IATSE à Radio-Canada. En second lieu, et sur un plan plus général, il s'agit de leur appui aux thèses d'une "canadianisation" des unions internationales et d'un renforcement de la FTQ; l'un d'eux croit même possible, au moyen de cette seconde réforme, de combiner les avantages de la centralisation des revenus et du personnel, que connaît la CSN, et de la spécialisation que permet l'existence de structures professionnelles et industrielles indépendantes et puissantes.

L'alignement de comptes rendus d'entrevues auquel nous venons de procéder a pu laisser au lecteur une impression de décousu et nous obliger à nous répéter à quelques reprises; mais, comme nous l'avions dit au début de ce chapitre, c'est là le prix de la méthode que nous avons suivie: elle pose comme objectif prioritaire le respect de la cohérence interne de la pensée de nos informateurs. Cela ne nous empêche cependant pas de faire une synthèse sommaire des opinions émises par les informateurs que nous avons regroupés dans cette catégorie:

- tous ont pris une position marquée en faveur du renforcement de la FTQ aux dépens du CTC; certains souhaitent strictement l'octroi d'un statut particulier au Québec, d'autres croient que c'est dans l'ensemble du Canada qu'il faut repenser la répartition des pouvoirs entre la centrale "nationale" et les Fédérations provinciales;

- ils sont unanimes à reconnaître que la communication avec l'opinion publique et les interventions auprès du gouvernement sont une responsabilité de plus en plus importante du mouvement syndical, et ils entendent que la FTQ ait un statut qui lui donne le prestige indispensable à l'accomplissement de ces tâches;
- tous veulent que la FTQ seule, ayant ses assises au Québec, définisse et exécute les programmes d'éducation syndicale; néanmoins, certains tiennent à préciser que les unions elles-mêmes devraient conserver la responsabilité d'organiser la formation syndicale de leurs militants, qui est liée aux modalités pratiques de l'application des conventions collectives;
- tous souhaitent également que la FTQ voie s'ajouter à son pouvoir moral le pouvoir constitutionnel d'exercer une surveillance sur le travail des différentes unions; par ailleurs les fusions, qu'ils appellent de tous leurs vœux, rendraient désuète une telle autorité, dans la mesure où la dizaine de super-unions ainsi créées ne sauraient être inefficaces;
- les fonctions de recherche et d'organisation donnent lieu à plus de controverses: alors que certains voient de nets avantages à leur centralisation au plan québécois, d'autres préfèrent, dans la mesure où ces questions sont reliées très étroitement à la négociation, les laisser entre les mains des unions;
- tous voient des avantages à ce que la négociation et les questions connexes restent sous le contrôle des structures professionnelles et industrielles, même si nos informateurs d'unions

de la fonction publique ont dû admettre le rôle capital que pouvait être amenée à jouer la centrale dans les négociations avec le gouvernement;

- les liens avec le syndicalisme américain constituent sans doute la question qui provoque le plus de divisions parmi ces leaders; on peut dire qu'en général les permanents d'unions implantées dans les grands secteurs industriels, aux capitaux concentrés au plan continental, sont plutôt favorables à leur préservation, quitte à ce que soient créés des districts jouissant sinon de l'autorité finale, du moins d'une marge de manoeuvre assez étendue. Quant à nos informateurs en provenance d'unions de la fonction publique, ils sont plutôt favorables à une rupture de ces liens, ou du moins à leur affaiblissement marqué;
- enfin, presque tous ont parlé du sort de l'action politique au sein du mouvement syndical. L'un de nos informateurs a insisté sur les perspectives de développement qui s'offraient dans la mesure où les revendications "primaires" des syndiqués étaient de plus en plus satisfaites, laissant place à des revendications "secondaires" plus politiques; d'autres ont surtout appuyé sur les obstacles que rencontre cette action politique: le gompérisme qui se perpétue dans le contexte des rivalités inter-syndicales, l'écart grandissant entre une "aristocratie" ouvrière et l'immense majorité des travailleurs non-syndiqués, et l'impuissance des structures actuelles à corriger cette situation.

B. Ceux qui s'inquiètent de
l'autonomie des unions

La présente section sera très courte, puisqu'il s'est avéré impossible d'interviewer des leaders syndicaux qui s'y situeraient; il faut dire, cependant, que ce courant d'opinion nous semble être le fait d'une assez infime minorité des affiliés de la FTQ. Cette section sera donc bâtie à partir des interventions à des réunions de permanents de trois leaders syndicaux, travaillant tous d'ailleurs dans le secteur de la confection; il s'agit de l'Union des chapeliers, de celle des ouvriers du vêtement pour dames et de celle des travailleurs du vêtement.

Il nous faut bien préciser la position des gens de la présente catégorie. Nous avons vu, en effet, que nos informateurs de la catégorie précédente étaient également soucieux, en un sens, de l'indépendance des unions; mais dans le cas qui nous occupe maintenant, cette thèse devient un argument à l'encontre du renforcement de la FTQ.

Notre premier informateur s'inscrit catégoriquement en faux contre toute tentative de division du mouvement syndical canadien. Il voit d'un bon oeil que la FTQ veuille compter dans ses rangs tous les travailleurs du Québec reliés au CTC, de même qu'il approuve tous les efforts tendant à faire donner aux québécois francophones des services syndicaux dans leur langue. Mais il sent la nécessité de jeter un interdit sur toute politique qui pourrait tenir du racisme; ce qu'il faut, selon lui, c'est trouver des moyens d'améliorer la communication entre anglophones et francophones dans le syndicalisme québécois, ainsi que d'assurer la transmission des aspirations du syndicalisme québécois à l'ensemble du mouvement canadien. Dans la même perspective, il déplore un préjugé qui, selon lui, tend à s'installer à la FTQ: celui que les leaders syndicaux anglophones sont nécessairement anti-français.

Cet appel à la tolérance s'accompagne d'une dénonciation de certaines actions de la FTQ. Ainsi blâme-t-il le président de cette dernière d'avoir pris part à la rébellion de certains individus à Radio-Canada sans même avoir consulté les officiers locaux et internationaux de l'union mise en cause (IATSE). C'est là une erreur par rapport aux principes du mouvement syndical. La Fédération doit suivre les politiques de ses affiliés et n'a aucun droit de s'ingérer dans leurs affaires; elle peut, certes, s'en mêler jusqu'à un certain point, mais avec tact et jugement, en donnant son avis, mais non pas en fomentant troubles et révoltes contre l'autorité des unions.

Reprenant son idée de communication entre tous les groupes au Canada, notre informateur dénonce toute tentative visant à mettre sur pied des Fédérations provinciales fortes et indépendantes les unes des autres; on aboutirait tôt ou tard, selon lui, à la création de dix mouvements syndicaux différents au Canada, ce qui, dans le cas du Québec, anéantirait toute différence entre la FTQ et la CSN.

Dans une toute autre perspective, c'est le même principe de l'autonomie des unions que défend notre second informateur. Son intervention s'est faite à l'occasion de la discussion sur le code d'efficacité que le mémoire de la FTQ à la Commission du CTC sur la constitution et les structures voudrait voir adopté par la centrale canadienne. Ce code, on s'en souvient, prescrirait certaines normes d'efficacité syndicale auxquelles toute union devrait se conformer pour voir maintenue son affiliation au CTC. Ce second informateur exprime là-dessus ses inquiétudes: les unions du secteur de la confection sont incapables de rivaliser avec les salaires obtenus dans les autres secteurs industriels, non pas à cause de leurs structures ou de leurs

politiques, mais tout simplement à cause de la faiblesse économique de l'industrie; elles se demandent qui l'on nommera juge de leur efficacité, et en particulier si ce juge saura comprendre la situation très particulière de leurs unions. Il souhaite une coordination accrue entre les unions des secteurs du textile primaire et de la confection, mais ne laisse pas d'être inquiet du sort que le mouvement syndical dans son ensemble réservera à la juridiction de son union. Sur ce dernier point, il ajoute que si les unions du vêtement ont à mourir un jour, ce devra être de leur belle mort, et non pas de la main de leurs unions-soeurs.

Notre troisième informateur s'oppose aussi à bon nombre de réformes que propose la FTQ, parce qu'elles auraient pour effet de briser le système actuel d'unions internationales. Selon lui, on prend prétexte du fait que deux ou trois unions ne tiennent pas suffisamment compte des réalités linguistiques et culturelles du Québec pour tenter de remettre en cause toute la structure, alors qu'il suffirait d'opérer quelques réformes au sein de ces quelques unions récalcitrantes. Dans cette perspective, il souligne que sa propre union a des publications en langue française, et même qu'elle oblige certains de ses permanents à prendre des cours d'italien, 25 p. 100 de ses effectifs s'exprimant dans cette langue.

Il conclut qu'il appartient aux unions elles-mêmes d'opérer des réformes en leur sein, et que le CTC ou la FTQ ne seraient aucunement justifiés de le faire à leur place. Si ce principe était bafoué, ce serait encore plus dangereux pour le véritable syndicalisme que ne le sont les maraudages de la CSN 4/. Ces informateurs, si on les compare à ceux de la première catégorie, considèrent donc beaucoup moins importants des facteurs comme le nationalisme, les transformations de la mentalité collective des québécois,

le rôle accru de l'Etat provincial, etc. Pour eux, le respect des caractéristiques particulières du Québec consiste essentiellement à fournir aux syndiqués des services dans leur langue, qu'il s'agisse du français, de l'italien ou d'autre chose.

C. Ceux qui s'inquiètent du pouvoir
du Congrès du travail du Canada

Les deux informateurs dont nous rapporterons les propos dans le cadre de la présente section sont, comme ceux de la catégorie précédente, avant tout soucieux de l'autonomie de fonctionnement des unions. Ils sont cependant moins préoccupés par la propension des centrales en général à accroître leur autorité sur leurs affiliés que par la tendance spécifique de la FTQ à s'appropriier des pouvoirs dont le développement pourrait provoquer le morcellement du mouvement syndical canadien, et donc l'affaiblissement de son pouvoir dans l'ensemble du pays.

Notre premier informateur, dont nous ne connaissons la pensée qu'à travers ses interventions lors d'une réunion de permanents, est un militant de la Fraternité unie des charpentiers et menuisiers. Par ailleurs, nous avons interviewé un autre permanent de la même union, et nous rapporterons ses propos dans la section suivante. Quant à l'écart entre la pensée de ces deux permanents d'une même union, nous tenterons de l'interpréter dans le chapitre suivant.

Notre premier informateur fait de la réalité syndicale au Québec une analyse fort différente de celle des leaders de la première catégorie. C'est dans les termes suivants qu'il pose la question: va-t-on changer toute la structure du syndicalisme canadien au nom de quelques accidents, de quelques unions qui ont eu quelques faiblesses? Selon lui, la grande majorité

des organisations syndicales au pays font un travail fort satisfaisant et c'est sur elles qu'il faut se baser pour bâtir la constitution du mouvement. Il suffirait de quelques clauses mineures pour régler des cas d'exception alors qu'une transformation de la règle générale pourrait déclencher une catastrophe, à savoir toute une série de maraudages absolument injustifiables entre unions affiliées.

A quoi, plus précisément, notre informateur s'attaque-t-il? En premier lieu à la thèse du statut particulier du Québec et de la FTQ. Il admet volontiers que se posent dans la province des problèmes particuliers, mais la situation lui semble analogue dans toutes les autres régions du pays. Il ne voit donc pas au nom de quoi cela pourrait justifier l'octroi au Québec d'un statut particulier, d'autant plus que les travailleurs ne lui semblent pas accepter cette notion et revendiquent le Canada dans son entier et non la seule province comme patrie. De la même façon que la FTQ défend le principe de l'unité "nationale" de négociation à Radio-Canada, il lui faut envisager ses propres problèmes à cette même échelle, et non dans leur dimension strictement locale; agir autrement équivaldrait à tenter de régler un mal local, la concurrence de la CSN, par un mal plus grand encore, le bouleversement de la structure du CTC et la destruction de l'unité du mouvement syndical "national".

En second lieu, notre informateur s'en prend à un certain courant d'anti-américanisme qu'il croit déceler à la FTQ; il s'en avoue surpris, dans la mesure où, d'une part, les affiliés de la FTQ sont encore pour la plupart rattachés à des unions internationales et en reçoivent leurs fonds, et dans la mesure où, d'autre part, l'abolition de ces liens n'est pas pour demain. S'il souhaite, en effet, une "canadianisation" du syndicalisme au

pays, il n'en voit la possibilité qu'à fort long terme et il n'en conserve pas moins une solide admiration pour ce qu'a produit ici la soi-disant ingénierance des unions américaines.

Signalons enfin l'objection qu'oppose notre informateur aux critiques adressées par la FTQ, dans les cadres de son mémoire, à la composition de la Commission du CTC sur la constitution et les structures. Selon lui, non seulement les dirigeants du mouvement syndical canadien sont-ils assez honnêtes pour faire eux-mêmes les critiques et les transformations qui s'imposent, mais encore ils sont les seuls à pouvoir le faire: ce n'est pas aux intellectuels, mais aux ouvriers eux-mêmes à définir la structure qu'ils veulent avoir. Or, nous l'avons vu, notre informateur croit l'idée d'un statut particulier pour le Québec tout à fait étrangère aux travailleurs.

Notre second informateur, permanent des Travailleurs-unis des abattoirs-conserveries et industries alimentaires, diverge de ces opinions sur bien des points. Il n'a pas la même crainte des maraudages entre affiliés du CTC et il est même l'un des rares adversaires du pacte de non-agression. De plus, il favorise le maintien définitif du lien avec le syndicalisme américain et, enfin, il souhaite ardemment le renforcement du CTC 5/.

Le principal souci de notre second informateur, c'est d'écarter tous les obstacles qui pourraient s'opposer au jeu libre et normal de la négociation. Selon lui, c'est là qu'est le mieux respectée la démocratie syndicale; c'est là qu'avec le minimum possible de légalisme peuvent s'exprimer la valeur et la force économique des travailleurs; c'est là qu'avec le maximum de liberté ceux-ci peuvent évaluer le produit qu'ils ont à vendre, leur travail, et en exiger le juste prix. Il nous en fournit quelques exemples. En premier lieu, les sections locales de son union au Québec ne sont

pas accréditées selon la loi, mais seulement reconnues par les entreprises; en second lieu, il s'est toujours opposé au pacte de non-agression du CTC et préférerait de beaucoup que les unions vivent selon la "loi de la jungle", quitte à ce qu'un code d'éthique syndicale empêche des abus majeurs qui pourraient se faire au détriment des travailleurs. Dans ces deux cas, notre informateur dit avoir pour but de laisser les travailleurs parfaitement libres de changer d'allégeance, de changer l'instrument à l'aide duquel ils veulent négocier leurs conditions de travail. D'ailleurs, en illustrant son affirmation par l'exemple de ce pacte de non-agression, il exprime son insatisfaction générale quant au rôle que jouent actuellement les centrales syndicales, rôle qui serait relié très intimement à une conception de syndicalisme d'affaires, bien plus intéressé à la protection des juridictions qu'à la liberté d'expression et au droit d'association des travailleurs. La constitution aurait beau, selon lui, donner des pouvoirs considérables aux centrales, rien ne sera changé tant que les membres, à la base, ne pourront pas décider souverainement des destinées de leur syndicat.

Les récents conflits dans les services publics au Québec constituent un exemple de négociations faussées. Selon lui, le processus était prématuré et les unions mises en cause mal préparées; le gouvernement a donc pu insérer ses dictats dans les failles de la stratégie de ces dernières et fausser les mécanismes démocratiques. Pour corriger la situation, non seulement faudrait-il que l'Etat en tant que patron ne soit plus considéré comme la force suprême de la société, devant laquelle il faudra sempiternellement courber l'échine, mais encore que les syndicats de la fonction publique élaborent des techniques nouvelles, qui pourraient aboutir à un exercice prudent mais tout de même normal, c'est-à-dire aucunement sujet à des restrictions légales spéciales, du droit de grève. Si, par contre, le syndicalisme continue à orchestrer son

action en fonction de lois d'exception telles que celle qui a frappé les professeurs de la CEQ, l'autoritarisme de la législation ne pourra que se substituer de plus en plus à la démocratie de la négociation.

Enfin, notre informateur soutient que l'affaire de Radio-Canada est également en train de s'aiguiller sur cette voie dangereuse. Selon lui, le problème a été gravement faussé par la CSN, qu'ont dû suivre pour se défendre le CTC et la FTQ, quand il a été porté sur le terrain des unités "naturelles" ou "nationales" de négociation. Les travailleurs sont avant tout intéressés à un syndicat pour des raisons économiques, et non pas culturelles, nationales ou politiques; s'ils ont quitté IATSE c'est uniquement à cause de son inefficacité, et porter le débat au plan de la constitutionnalité (dispute FTQ-CTC à propos de l'applicabilité des provisions du pacte de non-agression dans les circonstances) ou à celui de la politique (lutte devant le Conseil canadien des relations ouvrières (CCRO) à propos de l'unité de négociation) ne peut que le situer au-dessus de la tête des travailleurs et donc dans une perspective totalement fausse.

Cet assez long développement sur la nécessité d'éliminer toute entrave au libre jeu de la négociation a pu sembler une digression; il n'en est rien, dans la mesure où cette idée constitue l'axe de la position de notre informateur par rapport à la FTQ et à la question du réaménagement des structures du syndicalisme canadien. Sur ce dernier sujet, il croit que la volonté des travailleurs sera d'autant mieux servie que les instruments mis à leur disposition seront plus efficaces; ce qui suppose d'une part la préservation des liens avec le syndicalisme américain, puisque l'économie se développe de plus en plus selon des axes continentaux, et non pas "nationaux", et d'autre part que l'on procède le plus tôt possible à des fusions entre les

unions. Le principe directeur des unions ne devrait plus être l'activité professionnelle, ni même le secteur industriel dans lequel oeuvrent les travailleurs, mais bien un critère proprement économique, l'appartenance des capitaux: à chaque concentration importante de capital, à chaque "trust", il faudrait pouvoir opposer une unique organisation ouvrière.

Mais cela ne suffit pas pour assurer la libre négociation et le respect intégral du droit d'association des travailleurs; encore faut-il mettre sur pied une centrale qui ne soit pas à la merci de ses unions affiliées, mais qui puisse, par son leadership, écraser toute velléité de syndicalisme d'affaires. C'est parce que cette question n'a jamais été tirée au clair que, selon notre informateur, la centrale a très peu de pouvoir; on ne lui a confié comme responsabilités que de promouvoir certaines législations et de mettre quelques services à la disposition de ses affiliés; de même, son pouvoir dans les négociations est très limité: à de très rares exceptions près, comme dans le cas de Murdochville en 1957, elle ne peut fournir qu'un appui moral à une grève et, au besoin, intervenir auprès de l'opinion publique. Il faudrait que la centrale canadienne se voie confier plus d'autorité, afin qu'elle puisse intervenir dans les conflits et s'assurer que l'union fait son travail dans le respect de la volonté des travailleurs. En principe, tous sont d'accord pour avoir une centrale plus forte, mais en pratique ils ne sont pas prêts à consentir à celle-ci un pouvoir de censure qui restreindrait leur autonomie; notre informateur lui-même, malgré que ce lui semble hautement souhaitable, hésiterait à le faire sans que soit entreprise parallèlement une profonde réforme des structures du CTC.

Car selon lui, ces structures sont hybrides, l'accord de fusion de 1956 ayant moins prévu une amalgamation qu'une juxtaposition des modes de

gouvernement des deux anciennes centrales. Le CMTC était dirigé par des vice-présidents régionaux, choisis en général parmi les gens de la base (rank-and-filers); ceux-ci n'avaient en général que peu de compétence pour occuper leur poste et se retrouvaient donc, de même que la centrale par voie de conséquence, à la merci des permanents (les "roadmen") et des intérêts des unions; par contre, le CCT avait des vice-présidents généraux, élus sur la stricte base de leur compétence et capables d'engager vraiment leurs commettants quand ils prenaient des décisions; cette centrale était donc plus en mesure d'exercer un leadership réel sur ses unions affiliées. Lors de la fusion, on s'est contenté d'additionner les deux types de représentation (régionale et générale) et l'on s'est donc refusé à définir si la centrale devait avoir une certaine autorité sur ses affiliés ou au contraire être à leur merci; c'est fatalement plutôt de ce dernier côté qu'on a penché. Quant à notre informateur, ses préférences vont plutôt à l'autre terme de l'alternative.

Nous lui avons demandé dans quelle mesure le mouvement syndical canadien, si le CTC se voyait confier une telle autorité, différerait de la CSN. Fait rare, il nous a répondu que même à l'heure actuelle les deux structures formelles étaient identiques; à cause des maraudages et des luttes intersyndicales, on a monté en épingle les différences de détails, mais il n'est rien que fait la CSN que le CTC ne pourrait faire si ses affiliés décidaient de lui donner plus d'argent. Par ailleurs, notre informateur reconnaît entre les deux centrales des différences au plan des idéologies, la CSN ayant une beaucoup plus grande homogénéité sous ce rapport; mais il soutient que ces différences seraient abolies pour peu que le CTC réduise à une dizaine le nombre de ses fédérations professionnelles et industrielles et que la CSN s'étende hors du Québec, ce qui l'obligerait à créer elle-même dans les autres provinces des succursales de même caractère que la FTQ.

Les mêmes raisons qui pourraient motiver une transformation des structures des unions et du CTC s'opposent, selon notre informateur, à un renforcement marqué de la FTQ. En effet les unions doivent, pour obtenir le maximum d'efficacité dans leurs négociations, jouir d'une unité d'action parfaite au plan "national", unité d'action qui pourrait être gravement compromise si les Fédérations provinciales devenaient autre chose que des succursales du CTC. Selon lui, le chevauchement actuel entre les services de la FTQ et du bureau régional de la centrale canadienne est un phénomène purement conjoncturel; en effet, la Fédération n'a constitutionnellement des responsabilités que dans les domaines de la législation et de quelques services auxiliaires qu'elle peut offrir à ses affiliés sur demande, et elle est, congénitalement pourrait-on dire, faible du fait que l'affiliation aux Fédérations des organisations membres du CTC demeure purement facultative. La situation conjoncturelle actuelle, qui dépasse les limites de la constitution, doit être tirée au clair de façon à ce que cessent les doubles-emplois. Si l'on accordait des pouvoirs considérables à la FTQ sur ses affiliés, celle-ci entrerait en concurrence avec le CTC; par exemple, une union pourrait être en tutelle au Québec et en même temps reconnue par la centrale canadienne. C'est là une situation que les unions ayant au Canada une structure "nationale", c'est-à-dire la majorité, ne pourront jamais accepter; au nom de diverses particularités régionales, toutes les Fédérations pourraient morceler les unions qui travaillent actuellement à la grandeur du pays et restreindre considérablement leur efficacité.

Mais il n'y va pas que de l'intérêt de l'ensemble du Canada; les travailleurs du Québec trouvent aussi leur compte dans leur appartenance à une structure centrale canadienne, puisque celle-ci contribue largement à ce

que leur soit fourni un service bilingue. Dans l'hypothèse inverse, les organisations québécoises devraient assurer elles-mêmes, et à grands frais, ces services.

Nous avons demandé à notre informateur ce qu'il penserait d'un renforcement de la seule FTQ, le CTC demeurant la centrale incontestée du Canada-anglais, ce qui correspondrait à la thèse des deux nations défendue par un permanent de notre première catégorie. Selon notre informateur, un tel changement ne pourrait se faire qu'au détriment des travailleurs québécois: ceux-ci, soumis à une autorité autre et aussi forte que celle du CTC, pourraient difficilement participer à des négociations d'envergure "nationale" et se verraient ainsi privés, dans bon nombre de cas, de l'avantage d'avoir un unique syndicat face à un employeur unique.

D. Les modérés

Dans le cadre de la présente section, nous rendrons compte des interviews que nous ont accordées cinq leaders syndicaux. Mais il faut préalablement dire en quoi les opinions de ceux-ci diffèrent de celles des gens des catégories précédentes. Cette tâche est assez facile en ce qui concerne les deuxième et troisième catégories: nos présents interlocuteurs sont en effet favorables au renforcement de la FTQ, alors que les autres entretenaient à cet égard une méfiance assez marquée. Il nous reste à justifier pourquoi nous avons fait deux groupes des tenants d'un pouvoir accru de la centrale québécoise. C'est en premier lieu parce que les gens de la quatrième catégorie ont tous une ou quelques réticences à confier de nouvelles responsabilités à la FTQ, en particulier dans les domaines de l'organisation (y inclus les sanctions contre les unions inefficaces) et de l'éducation.

Mais il est une seconde raison, à la fois plus subtile et plus sérieuse que la première: les informateurs de la présente catégorie ne nous ont pas soumis une vision d'ensemble du syndicalisme et de son insertion dans notre société aussi globale et aussi cohérente que les leaders de la première catégorie. Que l'on soit d'accord ou non avec ces derniers, on doit admettre qu'ils ont situé leurs opinions dans des perspectives fort larges: théorie d'une bi-polarisation du syndicalisme (Québec et Amérique du Nord), réflexion sur le syndicalisme de masse et sur l'évolution des aspirations des travailleurs, dénonciation du conservatisme des unions américaines et de l'immobilisme conséquent du CTC, etc. Tel n'est pas le cas des informateurs de la présente catégorie: s'ils se sont prononcés sur les liens qui unissent le syndicalisme canadien à celui des Etats-Unis, et dans le sens de leur préservation (à une exception près), c'est plus au nom des intérêts immédiats de leur propre organisation que dans le cadre d'une conception d'ensemble du rôle du syndicalisme; s'ils ont pris position sur le nationalisme, c'est sans dépasser les limites d'une dénonciation du séparatisme québécois; de même il n'a jamais été question dans ces entrevues du problème général de la multiplicité des unions, et si, dans un cas, on a parlé de fusions, ce n'est qu'en termes très particuliers.

Une remarque s'impose. Elle a pour but de dissiper certaine équivoques qui pourraient naître à propos des justifications que nous venons d'apporter. Celles-ci ne doivent pas apparaître comme le reflet d'un parti pris de notre part en faveur de l'une ou l'autre des thèses en présence, parti pris qui nous ferait taxer de manque de cohérence les partisans moins acharnés du renforcement de la FTQ. Nous en tenons pour preuves deux faits: d'une part, nous reconnaissons la cohérence de pensée d'un tenant de la thèse adverse, soit notre informateur des Travailleurs-unis des abattoirs-conserveries

et industries alimentaires; d'autre part, chacun de nos cinq informateurs de la présente catégorie nous a, nonobstant les positions en faveur desquelles il a opté à d'autres moments de l'entrevue, manifesté à quelque degré son indécision quant à ce qu'il souhaite pour l'avenir de la FTQ. Notre informateur de l'Union des ouvriers en fourrure nous a prévenus dès l'abord qu'il entendait s'en tenir d'assez près à la situation de son propre syndicat et qu'il ne se sentait pas en mesure de fournir des avis sur la transformation générale du mouvement syndical; notre informateur de l'Association internationale des pompiers avoue que la répartition des pouvoirs entre le CTC, la FTQ et les unions est une question très compliquée, et qu'il compte beaucoup sur le rapport de la Commission du CTC sur la constitution et les structures pour démêler l'écheveau; notre informateur de l'Union internationale des travailleurs de service d'immeubles se dit favorable à l'octroi d'un certain statut particulier à la FTQ, mais il n'en précise pas les termes: il trouve le mémoire de celle-ci au CTC acceptable comme base de négociations entre les deux centrales, mais ne s'avance pas jusqu'à préciser ce qui devrait être retranché de ces revendications pour atteindre un compromis valable; notre informateur de la Fraternité internationale des travailleurs de l'industrie des pâtes et papiers considère comme normal l'acheminement de la FTQ vers un statut particulier au sein du CTC; mais c'est moins par nécessité que par strict devoir de solidarité que son union apporte sa contribution aux corps centraux de sorte que ces questions le préoccupent peu; enfin, notre informateur de la Fraternité unie des charpentiers et menuisiers ne voit pas dans le renforcement de la FTQ l'effet d'une transformation de la situation économique et sociale du Québec, mais seulement le résultat de l'apparition de nouveaux leaders syndicaux en son sein; dans cette même perspective, s'il croit pouvoir affirmer que les responsabilités de la centrale québécoise

vont s'accroître au cours de la prochaine décennie, il se dit cependant incapable de préciser le sens et les limites de cette évolution.

Ceci étant dit, il demeure difficile de distinguer la première et la quatrième catégorie. En effet, il y a entre elles une différence de degré dans la volonté de renforcer la FTQ, et non une divergence d'opinion générale. Retenons quand même que, dans les cadres d'une entrevue assez peu structurée, où nous tâchions de permettre à chacun de nos informateurs de suivre la ligne de ses propres préoccupations et de situer ses propos dans le contexte qui lui était le plus naturel, nos informateurs de la première catégorie ont d'emblée mis l'accent sur les problèmes d'ensemble du mouvement syndical, alors que ceux de la présente catégorie sont restés plus près des problèmes particuliers de leur propre organisation. Loin de nous l'idée de vouloir présenter ces derniers comme des "égoïstes". Nous verrons dans le chapitre suivant que les opinions émises par nos informateurs sont dans tous les cas tributaires des stratégies mises au point par chaque organisation (et même par chaque individu) pour maintenir et accroître son pouvoir dans une situation donnée; ce qu'il faut analyser, ce n'est pas si telle ou telle opinion tient ou non compte de la situation d'ensemble du mouvement, mais plutôt comment les divers éléments d'une situation sociale, économique, politique et culturelle affectent différemment certaines organisations et suscitent des stratégies plus ou moins globales.

L'Union des ouvriers en fourrure de Montréal a été une union indépendante de 1953, date où elle a dû rompre ses liens avec l'Association internationale des ouvriers en fourrure (sous les pressions de la Fédération du travail du Québec, qui prenait alors part à la chasse aux communistes), à 1957, moment où elle s'est affiliée à l'Union des bouchers d'Amérique;

faute de soutien financier, elle a dû, au cours de ces quatre années, restreindre ses luttes et elle est presque devenue, par la force des choses, une union de boutique. La situation s'est corrigée quand elle a réintégré les cadres du mouvement syndical, et notre informateur en a conservé, profondément ancré, le principe que toute section locale se doit, pour servir adéquatement ses membres, d'être reliée à de puissantes organisations de travailleurs, les unions internationales, de même qu'au mouvement syndical dans son ensemble, aussi bien aux niveaux régional et provincial que "national".

Notre informateur accepte assez difficilement d'entrer dans le débat sur le partage des pouvoirs entre le CTC et la FTQ. Ce que nous savons, c'est qu'il recourt à cette dernière, dont les dirigeants lui sont familiers, et non pas au bureau régional de la centrale canadienne quand il a besoin de services, soit dans le domaine de l'éducation syndicale, soit pour obtenir un appui moral du mouvement en cas de grève difficile. Par ailleurs, il entend que soient maintenus, aussi bien pour des raisons d'efficacité que parce que la solidarité des travailleurs ne doit pas connaître de frontières, les liens avec le syndicalisme américain; de même, il s'oppose au séparatisme tout en souhaitant que les problèmes particuliers du Québec soient compris par l'ensemble du mouvement syndical canadien.

Il s'oppose carrément à ce que les centrales s'immiscent dans les affaires d'une union, peu importe les circonstances. Selon lui, si une organisation ne fait pas un travail adéquat, cela doit demeurer un problème interne et c'est dans les cadres mêmes de cet organisme, au moyen des mécanismes démocratiques, que doit être résolu le problème dans le sens du respect des droits des travailleurs. Dans le domaine du recrutement, il n'a

jamais fait appel au service d'organisation du CTC ou à l'équipe conjointe CTC/FTQ puisque, s'il le faisait, il se sentirait obligé de rendre la pareille, ce qui lui est impossible. En effet, son union compte peu de membres (donc peu de permanents) et un grand nombre de sections locales d'ateliers, de sorte qu'il lui serait impossible de distraire ces permanents de leur tâche habituelle. Il faudrait donc une situation d'extrême urgence pour le forcer à faire appel à ces services des centrales.

Même s'il exprime des réserves à propos des idées de quelques leaders de la FTQ, notre informateur voit en général d'un bon oeil le renforcement de la centrale québécoise. Il se refuse à ce que celle-ci devienne, comme la CSN, dispensatrice de services, et entend que l'union garde entière son autorité sur les négociations collectives. Mais il assigne à la FTQ un rôle très important dans le domaine de l'éducation syndicale: comme le fait déjà la CSN, la Fédération devrait dépasser la formule des fins de semaine d'études, nettement insuffisante, pour mettre sur pied de véritables cours sur les nouvelles techniques syndicales. Il pense que l'introduction de ces méthodes d'avant-garde pourra susciter des résistances de la part des plus vieux leaders syndicaux, mais il a bon espoir que les leaders plus jeunes les imposeront.

Enfin, dans le domaine de l'action politique, il se dit convaincu que les partis traditionnels ne feront rien pour le mouvement ouvrier tant qu'ils ne sentiront pas la pression d'un mouvement politique représentatif de celui-ci. Il avoue ne rien pouvoir faire dans les cadres de son union: la politique y est un sujet tabou, au même titre que la religion; il a tenté à quelques reprises de susciter des discussions à ce propos, mais il s'est heurté à de violentes résistances des travailleurs qui considèrent

l'engagement politique comme une question strictement individuelle. Devant le risque de susciter parmi les membres des divisions qui pourraient gravement compromettre l'unité d'action au moment de la négociation collective, il a préféré abandonner ces tentatives.

Notre informateur de l'Union internationale des travailleurs de service d'immeubles considère que les sections locales syndicales ont grand besoin d'être affiliées aux corps centraux, CTC, FTQ et Conseils du travail. Non pas pour en obtenir des services techniques dans les grèves, fonction que les unions internationales sont toutes désignées pour remplir avec le maximum d'efficacité, mais pour pouvoir compter sur leur appui moral dans les situations difficiles et surtout pour se donner un instrument d'intervention auprès des différentes législatures.

Quant aux services auxiliaires, notre informateur conçoit qu'ils devraient être l'objet d'une certaine coordination de la part des centrales. Il lui semble souhaitable qu'au niveau canadien, le CTC maintienne sur pied des équipes d'organisation et d'éducation, qui soient à la disposition des unions quand celles-ci en ont besoin. Notons qu'il laisse l'entière initiative à ces dernières, et conserve donc à ces services des centrales leur caractère strictement auxiliaire et supplétif.

Notre informateur se montre assez réticent en ce qui concerne les interventions des centrales dans les affaires des unions. D'une part, il ne voit pas très bien comment la FTQ pourrait remédier au problème de l'inefficacité de certaines organisations syndicales, dans la mesure où elle ne possède pas d'autorité sur les locaux, et où les pressions qu'elle pourrait faire auprès des unions elles-mêmes ne sauraient être que fort indirectes; d'autre part, et surtout, il considère que c'est aux locaux eux-mêmes que

revient la responsabilité de régler les problèmes de leurs relations avec leurs unions; toute ingérence de l'extérieur, tout ordre qui "viendrait d'en-haut" tiendrait de la même mentalité autoritaire qui préside en général à la direction des entreprises, et contre laquelle s'insurgent précisément les syndicats. Quant aux abus flagrants, comme dans le cas de l'IATSE à Radio-Canada, il faut leur apporter une solution qui respecte les principes d'autonomie des unions et de non-agression inscrits dans la constitution du CTC; il est cependant d'accord pour qu'on assouplisse les procédures de façon à ce que soit rendu possible en toute légalité le remplacement d'un syndicat inefficace par un autre qui donne des garanties plus sérieuses.

On le voit, notre informateur tient à ce que les unions et leurs sections locales conservent toute leur autonomie dans toutes les tâches de maintien syndical; si les centrales peuvent offrir certains services, c'est uniquement de façon supplétive: elles n'ont pas à fixer les politiques, par exemple dans les domaines de l'organisation et de l'éducation, mais à satisfaire la demande de leurs affiliés, à faire ce pour quoi ceux-ci sont prêts à les payer. C'est dans cette même perspective que notre information formule sa principale critique à la CSN: contrairement aux unions internationales et "nationales", celle-ci aurait une structure essentiellement autoritaire et oligarchique, où quelques individus, qui ne reçoivent leur mandat des travailleurs que de façon fort indirecte, ont "droit de vie ou de mort" sur la plupart des permanents (eux-mêmes indépendants de tout verdict de la base), et donc un contrôle absolu sur toutes les politiques de l'organisme, aussi bien dans le domaine de la négociation que dans les autres.

Compte tenu de ce découpage des responsabilités entre centrales et unions, quelle est l'attitude de notre informateur envers le renforcement de

la FTQ? Il précise qu'il se définit d'abord comme canadien, ensuite seulement comme québécois, et donc qu'il s'oppose carrément à la création dans la province d'une centrale syndicale indépendante du CTC. Il admet que le Québec a des besoins particuliers, en premier lieu desquels il faut placer celui d'avoir des services syndicaux bilingues, et que cette situation appelle de la part du CTC, une aide plus considérable. Il lui semble par conséquent approprié que la FTQ se voie octroyer toute l'autorité nécessaire pour exprimer avec compétence les demandes particulières de ses affiliés. En ce sens, il ne trouve pas que le mémoire de la FTQ à la Commission du CTC sur la constitution et les structures va trop loin: ce sont des propositions de départ qui devront être négociées et il est en conséquence normal que les dirigeants de la centrale québécoise les aient "soufflées" afin de se garder une marge de manoeuvre. En somme, notre informateur voudrait faire de la FTQ un représentant autorisé des syndiqués québécois qui pourrait, au moyen d'une collaboration avec la centrale canadienne (collaboration dont les formules concrètes n'ont pas été définies au cours de l'entrevue), amener le CTC à adapter les services qu'il offre au contexte particulier qui existe ici.

Enfin, au plan de l'action politique, il appuie le NPD; il lui semble que la venue au pouvoir d'un parti soucieux de l'intérêt des travailleurs est la seule façon d'éviter au mouvement syndical des revers du genre des législations spéciales mettant fin à des grèves. Par ailleurs, il reconnaît que la position officielle du mouvement syndical canadien en ces matières est fort peu appliquée par les travailleurs; c'est pourquoi la tâche prioritaire en ce domaine consiste à faire prendre conscience aux travailleurs des répercussions de la politique sur leurs conditions de travail; ensuite seulement pourra-t-on susciter un appui à un parti de gauche.

Notre informateur de l'Association internationale des pompiers, même s'il rêve à long terme d'une organisation purement canadienne, se dit fort satisfait de ses liens avec une union internationale. En effet, la base du mouvement syndical est une revendication à caractère économique qui ne connaît donc aucune frontière et en fonction de laquelle les travailleurs québécois ont tout intérêt à s'assurer l'aide technique et financière d'un mouvement qui s'étend à la grandeur de l'Amérique du Nord.

Ceci dit, l'action syndicale doit également tenir compte des situations locales et régionales. Dans cette perspective, et quoiqu'il considère la question du partage des pouvoirs entre CTC, FTQ et unions comme très compliquée, notre informateur approuve le renforcement de la FTQ. Dans les domaines de l'éducation et de l'organisation syndicales, par exemple, où il y a double emploi entre cette dernière et le bureau régional du CTC, il croit que pour s'opposer à la CSN et pour répondre vraiment aux besoins particuliers du Québec, il vaut mieux recourir à un organisme purement québécois qu'au CTC, dont les quartiers généraux sont à Ottawa. Il devrait donc y avoir un transfert de ces juridictions dans le cas du Québec. Là ne s'arrête cependant pas la normalisation de la situation. Si les centrales ont dû s'en mêler, c'est parce que certaines unions n'ont pas fait leur travail; c'est le cas en particulier dans le domaine de l'organisation. On peut toujours hausser la cotisation des travailleurs à la FTQ pour parer au plus pressé, mais il demeure anormal qu'un organisme créé pour intervenir auprès des pouvoirs publics dépasse ainsi sa juridiction et prenne à sa charge des services pour lesquels les syndiqués ont déjà payé une première fois la cotisation à leur union. La seule solution valable au problème, c'est de forcer les unions à faire convenablement leur travail; notre informateur est d'ailleurs

d'accord pour que la FTQ se débarrasse de celles qui refuseraient de s'amender et pourraient constituer un boulet que l'ensemble du mouvement serait condamné à traîner.

Dans le domaine de l'éducation, il faudrait instaurer une collaboration étroite entre les unions et la FTQ. Chaque union, si elle possède un appareil provincial, pourrait traduire les aspirations particulières de ses membres et tenter d'associer les employeurs aux programmes d'éducation, alors que la FTQ assurerait la coordination des énergies et tenterait d'obtenir la collaboration du ministère de l'Education. Une coopération de même nature devrait s'établir entre la FTQ et l'Association internationale des pompiers au plan des revendications particulières de cette dernière auprès du Législateur provincial. Notre informateur a en effet demandé à la centrale québécoise d'appuyer ses demandes en ce qui concerne les conditions de travail des pompiers (en particulier la reconnaissance, dans la Loi des accidents du travail, des maladies de coeur comme maladies professionnelles pour le pompier) et la prévention des incendies (en particulier une loi obligeant toutes les municipalités à avoir un corps de pompiers distinct du service de la police).

La situation générale de la FTQ semble donc se présenter à notre informateur de la façon suivante: devant la concurrence de la CSN et sous la pression de leurs membres québécois qui exigeaient du français, les unions internationales et nationales, à l'exception de la petite minorité de celles qui se fichent de leurs membres, ont entrepris de reconnaître de plus en plus les caractères particuliers du Québec. Cela ne doit pas conduire à une séparation d'avec le Canada mais il est possible de définir, sans briser l'unité "nationale", un statut particulier pour le Québec qui ne sera dans le domaine syndical que le reflet des transformations des structures politiques.

Au plan de l'action politique, nous retrouvons ici la même situation qui prévalait dans les unions de nos deux informateurs précédents. Notre interlocuteur sent la nécessité d'appuyer un parti dont les objectifs concordent avec ceux du mouvement ouvrier, mais il se heurte au refus des membres de son union quand il propose de créer un comité d'action politique; cela vient à son avis, du fait que les travailleurs n'ont pas compris que la politique est le pouvoir suprême qui pourrait renverser ce qui a été acquis par le syndicalisme et n'y voient qu'une officine de "patronage".

Les opinions de notre informateur de la Fraternité internationale des travailleurs de l'industrie des pâtes et papiers reposent sur le principe de l'autonomie des unions au sein du mouvement syndical international et national. Certes il admet que les centrales puissent intervenir pour favoriser le remplacement d'une union inefficace par une autre; encore faut-il que ces interventions, tout comme l'incitation de certaines unions concurrentes à se fusionner, soient faites avec le maximum possible de respect pour le rôle historique qu'ont pu jouer les organisations en cause dans la défense des intérêts des travailleurs. Mais là devraient se limiter les initiatives des centrales: elles n'ont pas à se mêler des questions relatives aux négociations car elles ne sauraient faire plus que ne font déjà, dans les grands secteurs industriels, les unions internationales, fortes de leur puissance financière, de leur vaste expérience à travers le continent et de la spécialisation de leur personnel. Il devrait en être de même dans le domaine de l'éducation syndicale. Si l'on veut que les travailleurs comprennent l'importance de l'action politique et cessent de divorcer leurs rôles de travailleurs et de syndiqués de leur statut de citoyens, il faut absolument opérer une intégration de ces deux domaines au sein même des programmes d'éducation; ceux-ci devront être sous l'entière responsabilité des unions, seules à

connaître suffisamment les modalités d'administration des conventions collectives et à pouvoir, par cette expérience syndicale, susciter chez leurs membres une prise de conscience de leur rôle et de leurs responsabilités face au monde extérieur.

A un niveau plus général, comment doivent donc s'établir les relations entre unions et centrales? Notre informateur veut bien que celles-ci prennent en charge la coordination d'un certain nombre de services pour venir en aide à des syndicats qui ne sont pas suffisamment équipés pour faire face, isolément, à leurs responsabilités. Même si son propre syndicat ne se trouve sous aucun rapport dans cette situation, il considère cependant comme un devoir de s'affilier au CTC, aux Fédérations provinciales et aux Conseils du travail, et d'apporter ainsi sa contribution au relèvement de la qualité des services fournis par un certain nombre de ses unions-soeurs. Il ne conçoit pas la structure actuelle comme parfaite; mais il la juge fort valable, en ce qu'elle permet à la fois un exercice concret de la solidarité entre tous les travailleurs et leurs organisations, et une préservation des avantages considérables que présente l'existence de structures spécialisées jouissant d'un pouvoir réel.

C'est précisément dans cette perspective que se situent les critiques de notre informateur face à la CSN. Si, à la FTQ, un leader ne peut imposer son autorité que par la force de sa personnalité et par son prestige personnel, les dirigeants de la CSN se voient attribuer, par la définition constitutionnelle même de leurs rôles, un pouvoir considérable qui va à l'encontre de la démocratie syndicale. Il reproche aussi à la CSN d'empêcher la constitution, face aux mêmes employeurs, d'une unique force de revendication ouvrière, pour de strictes questions de prestige et sous le fallacieux

prétexte que les travailleurs québécois doivent faire partie d'un organisme exclusivement québécois. Quant à lui, il fait passer son engagement dans le syndicalisme bien avant son nationalisme, comme le font d'ailleurs la plupart des membres de son union qui se définissent d'abord comme des travailleurs soumis à l'arbitraire patronal, et non par leurs différences de race, de religion, de couleur, etc.

Le nationalisme n'en est pas moins un facteur dont le mouvement doit tenir compte. Si les travailleurs ont des aspirations à ce plan, les unions se doivent de les épouser jusqu'à un certain point, ne serait-ce que pour ne pas être rejetées par eux et pouvoir continuer à leur fournir les avantages d'un agent négociateur qui s'étend à la grandeur du continent. En ce sens, notre informateur juge normal que les dirigeants de la FTQ se soient emparés du "ballon" du nationalisme et qu'ils pensent être un lieu naturel de ralliement contre la CSN; il comprend que les unions aient apporté leur caution à cette manoeuvre et qu'elles voient d'un bon oeil l'octroi à la FTQ d'un statut particulier au sein du CTC. Mais, en tout cela, il faut veiller à ne pas briser les modèles de négociation établis par les unions. En particulier, l'administration du pacte de non-agression et le contrôle de l'efficacité du travail des unions doivent continuer à relever du CTC; bien sûr la FTQ, qui est plus proche des sections locales, pourra être spécialement consultée quand il s'agira de problèmes proprement québécois, mais on devra éviter de lui confier des pouvoirs absolus: les dirigeants de la centrale québécoise n'étant pas des permanents mais travaillant encore pour des unions particulières, le danger d'un certain "patronage" au profit de celles-ci serait autrement trop grand.

Notre informateur de la Fraternité unie des charpentiers et menuisiers ne croit pas que le rôle de la FTQ ait changé: dès l'origine, elle

avait plusieurs comités qui lui faisaient déjà dépasser son rôle d'intervention dans le domaine législatif. Ce qui a vraiment changé, c'est la façon dont elle s'acquitte de ses responsabilités: non seulement a-t-elle acquis une autorité beaucoup plus grande comme porte-parole des travailleurs auprès des corps publics, mais encore le changement de ses dirigeants, qui sont maintenant plus jeunes, plus disponibles et qui savent mieux s'adapter aux nouveaux problèmes du syndicalisme au Québec, conjugué à la menace que faisait peser la CSN sur l'ensemble du mouvement, a permis un développement considérable de la centrale québécoise.

Mais ce renforcement doit connaître des limites: il faut que chaque union conserve le contrôle de ses propres affaires, et le mouvement doit garder ses distances par rapport au modèle de la CSN, où un corps central, le bureau confédéral, mène tout au mépris de la démocratie. Ainsi, la FTQ devrait obtenir du CTC le pouvoir d'octroyer des chartes aux organismes à caractère provincial, de même que la responsabilité complète de l'éducation ni le CTC ni les unions n'étant capables de s'en acquitter adéquatement en fonction du contexte particulier du Québec. Mais le rôle des centrales dans la négociation et les grèves doit se limiter à un appui moral auprès de l'opinion publique. De même, les pouvoirs dans le domaine de l'organisation doivent demeurer entre les mains des unions, car la centralisation de ces fonctions à la FTQ, compte tenu des structures actuelles de celle-ci, laisserait trop de place à l'arbitraire et au patronage; par contre, la centrale québécoise pourrait avoir quelques permanents chargés d'assister les unions quand celles-ci en font la demande. Enfin, notre informateur admet que les centrales devraient remédier aux situations où un de leurs affiliés ne donne pas de services adéquats à ses membres; ces interventions demeurent cependant délicates car il faut avoir vécu dans une union pour la comprendre; c'est

pourquoi il ne favorise pas la méthode forte et préfère que l'on intervienne en éduquant les membres: si certaines unions sont pourries, c'est d'abord parce que les travailleurs eux-mêmes ne savent pas ce qui se passe et ne sont pas au courant de leurs droits. Ces cas relèvent, pourrait-on dire, d'une thérapie de l'éducation, et le CTC doit en laisser la responsabilité à ses Fédérations provinciales, qui connaissent mieux les problèmes particuliers de chaque région, pour ne se réserver que les cas qui se posent à l'échelle "nationale". Notre informateur, tout en se défendant fermement d'être séparatiste, favorise donc dans l'ensemble une prise en charge des problèmes québécois par la FTQ, même s'il émet quelques réserves quant aux revendications de la centrale québécoise.

Mentionnons en terminant que toute action politique est bannie de la Fraternité unie des charpentiers et menuisiers afin, selon notre informateur, de sauvegarder entièrement la liberté des membres et d'éviter que l'union puisse un jour servir de tremplin politique.

E. Au delà du syndicalisme

Nous avons classé dans cette dernière catégorie deux informateurs: le premier est un permanent du Syndicat canadien de la Fonction publique, le second, après avoir milité quelques années dans les cadres d'un syndicat de la FTQ, est maintenant à l'emploi de la Confédération des syndicats nationaux. Comme on pouvait s'y attendre, ce dernier croit que les transformations dans le rôle du syndicalisme, qui sont à son avis indispensables à l'heure actuelle au Québec, ont plus de chances de se produire à la CSN qu'au sein du mouvement international et "national". Quant à notre premier informateur, il a tendance à considérer comme négligeables les différences entre les deux mouvements et à penser qu'à moins de transformations considérables au sein de

ceux-ci, le dynamisme populaire a de fortes chances de devoir trouver son expression hors du mouvement syndical proprement dit. La part étant faite à ces distinctions, nos deux informateurs partagent les mêmes orientations de base en ce qui concerne les combats à mener pour assurer la suprématie des intérêts des travailleurs.

Ces orientations de base se situent, comme le titre de cette section l'indique, au delà du syndicalisme. Non pas que nos informateurs condamnent ce type d'action, que l'un d'eux définit comme une aventure industrielle visant à établir des positions formelles de résistance à l'arbitraire du patronat dans certains domaines; mais ils considèrent, d'une part que les intérêts des travailleurs ne seront promus de façon globale que dans les cadres d'un mouvement politique (ce que le syndicalisme n'est pas), et d'autre part que la pratique syndicale actuelle laisse singulièrement peu de place à l'expression du dynamisme des travailleurs et du peuple en général. On nous signale, par exemple, que le système actuel, basé sur la négociation de conventions collectives, fait le plus souvent du permanent syndical un gardien et un défenseur des politiques de la maison-mère (l'union ou son district), qu'un consultant pour des militants locaux vraiment responsables des objectifs pour lesquels on les a élus.

Même au SCFP, selon l'un de nos informateurs, la majorité des permanents continuent à axer leur action sur la négociation collective, malgré que celle-ci soit devenue un simulacre. En effet, elle ne sert plus à quoi que ce soit puisque tout affrontement avec le gouvernement se traduit à plus ou moins long terme par une contestation de la politique de celui-ci (ne serait-ce que sa politique salariale), et le syndicalisme ne peut trouver son aboutissement que dans l'action politique des travailleurs. De même en

serait-il à la CSN, mais une importante prise de conscience lui semble se dessiner parmi les permanents, prise de conscience du fait que la convention collective résout à peine le tiers des problèmes et qu'elle peut et doit être dépassée. Mais il demeure normal que beaucoup de permanents hésitent à faire le saut, à quitter leur façon traditionnelle de travailler, dans la mesure où cela pourrait présenter des risques pour leur carrière propre; en effet, les permanents syndicaux sont encore dans bien des cas d'anciens ouvriers: ils sont donc en mobilité sociale, ce qui risque d'émousser bien des audaces.

De l'avis de nos deux informateurs, les négociations dans la fonction publique fourniront tôt ou tard l'occasion d'un dépassement de la convention collective. En effet, les travailleurs ne sont pas sans se rendre compte que quand ils font la grève, ils la font contre toute la population et donc aussi contre eux-mêmes; par exemple, les travailleurs de l'Hydro-Québec ont pu être mécontents de la grève des professeurs de l'enseignement public, et ceux-ci le leur ont bien rendu lors de la grève de l'Hydro. Pourrait-on réaliser un front commun de tous les syndiqués qui ont à négocier avec le gouvernement, et empêcher en conséquence celui-ci de tirer profit de ces divisions, que le problème ne s'en poserait pas moins dans des termes semblables: ce que ces syndiqués obtiendraient, ils le gagneraient aux dépens des travailleurs non-syndiqués qui sont à la merci de nouvelles taxes sans avoir la force et les instruments nécessaires pour s'assurer que celles-ci seraient compensées par des augmentations de salaires. Ces non-syndiqués se posent donc en ennemis des syndiqués de la fonction publique, et le gouvernement aura beau jeu de tabler sur cet appui pour mener les relations avec ses employés à coup de législations spéciales, comme il a déjà commencé à le faire.

Nous nous retrouvons donc, au sein de la classe ouvrière, en face de trois factions dont le système d'alliances va déterminer le nouveau visage du syndicalisme au Québec. En premier lieu, les travailleurs des grands secteurs industriels, capables de s'assurer par leur seule force, et en dehors de toute intervention de la société comme telle ou de l'Etat, une amélioration de leurs conditions de travail et de salaire, amélioration qui accroît de jour en jour la distance entre eux et les autres travailleurs; c'est essentiellement de ce noyau de bien nantis, de cette espèce d'aristocratie ouvrière qu'est formé actuellement le mouvement syndical, et c'est là la raison de son incapacité à comprendre et à canaliser les forces populaires. En second lieu, la minorité de syndiqués qui travaillent dans des secteurs économiquement faibles (ceux que l'on pourrait appeler les syndiqués malchanceux) et la masse des non-syndiqués, qui n'ont pratiquement aucun moyen de se défendre de la hausse du coût de la vie. En troisième lieu, les syndiqués de la fonction publique; bien sûr, leurs syndicats sont jeunes et n'en sont souvent, dans les négociations, qu'à la fin de leur phase de rattrapage des conditions de travail des autres secteurs; mais ils verront bientôt leur structure se consolider et ils se heurteront de plus en plus fréquemment et violemment aux résistances du gouvernement et de l'opinion publique dans leurs revendications. Que feront-ils? La voie de l'alliance avec le syndicalisme industriel, qui a été leur choix jusqu'à l'heure actuelle, va, selon nos informateurs, porter bientôt ses derniers fruits. Il ne leur restera plus alors qu'une autre voie: celle de l'alliance avec les travailleurs défavorisés dans la perspective de l'action politique. Le système de négociation tel qu'il existe dans l'entreprise privée, qui suppose une connivence avec l'ordre capitaliste, ne pourra plus s'appliquer, dans la mesure où le patron sera l'Etat, représentant de la société elle-même, et donc d'une majorité de travailleurs; la seule solution

sera, en ralliant la plus grande partie de ces travailleurs, de contester la représentativité même d'un gouvernement qui refuse de donner justice à ses employés comme à l'ensemble des travailleurs, de contester, en un mot, non plus le parti, mais le régime politique lui-même.

Comme nous l'avons dit au début de cette section, nos deux informateurs divergent d'opinion en ce qui a trait à l'utilisation possible des structures syndicales actuelles, et en particulier des centrales, dans un tel combat. Notre informateur du SCFP ne voit qu'une très mince possibilité de transformation des structures actuelles, c'est-à-dire que le mouvement syndical cesse de s'appuyer sur une solidarité internationale purement économique, et donc artificielle, solidarité avec le mouvement américain qui ne peut le conduire qu'à devenir de plus en plus un rouage de la société capitaliste et de moins en moins un instrument de réelle revendication; et que, mettant fin à cette collusion, il invente une approche nettement québécoise du syndicalisme. C'est seulement quand le mouvement syndical aura assumé le problème du nationalisme, qu'il pourra s'axer sur les problèmes de la masse, de toute la nation, et non sur les profits et pertes d'une minorité de travailleurs privilégiés. Cette critique s'applique d'ailleurs tout autant à la CSN qu'au syndicalisme international et "national"; si la CSN peut donner l'impression d'être nationaliste, elle n'est pas en fait plus proche que le mouvement rival des intérêts de la masse des travailleurs.

Selon notre informateur, les chances de déblocage au plan du nationalisme sont minimes, au moins au sein du mouvement international et national. La condition préalable en serait la formation de districts québécois autonomes au sein de toutes les unions, et celles-ci aussi bien que le CTC s'y opposeront sans doute formellement. Car il ne faut pas se leurrer en observant le

mouvement actuel de revendications de la FTQ: celle-ci compte sans doute au sein de son exécutif des gens progressistes, mais l'exécutif n'agit pas sans consulter les permanents des vieux syndicats internationaux, conservateurs au plan de la transformation du mouvement syndical et opposés à toute action politique autre qu'un prudent appui à un non moins prudent NPD. Si l'on a pu arriver à un consensus à propos d'une certaine évolution du mouvement au Québec, c'est uniquement à cause de la concurrence de la CSN. Les luttes avec celle-ci n'ont aucun fondement idéologique, et ne sont pas non plus le fruit de la volonté des travailleurs; ceux-ci se fichent complètement des étiquettes, et ce sont les dirigeants qui, pour de strictes raisons de prestige, tentent de les embarquer dans la bataille.

Dégoûtés de ces luttes qui ne sont le fruit que des intérêts des appareils et réalisant qu'une action ouvrière ne peut dans les circonstances actuelles s'effectuer pleinement dans les mécanismes de la négociation collective, mais doit plutôt viser une véritable promotion des travailleurs et ne pas tendre à constituer, aux côtés de la classe bourgeoise, une autre caste de privilégiés se nourrissant de la pauvreté d'une large fraction de la population, les travailleurs seront donc obligés, à moins d'un complet retournement de la situation actuelle du mouvement syndical, de bâtir leur mouvement de revendication hors des cadres actuels. Ils devront se donner des organismes qui, contrairement aux centrales syndicales actuelles, se préoccupent sérieusement de problèmes tels que le nationalisme, le chômage, le logement, les loisirs, etc. Ce mouvement fera appel à un nouveau leadership, que les syndiqués de la fonction publique, quotidiennement entraînés à faire face à un Etat qu'ils ne peuvent amener à agir directement dans l'intérêt des travailleurs qu'en le contestant radicalement par l'action politique, seront sans doute aptes à lui fournir, pour peu que ce nouveau groupe de syndiqués

sache choisir l'alliance qui s'impose, et non pas se mettre à la remorque du mouvement syndical actuel, qui est un mouvement de privilégiés.

Notre informateur de la CSN est aussi pessimiste en ce qui concerne les possibilités de transformation de la FTQ et de sa participation à la lutte des travailleurs au Québec. En premier lieu, la FTQ n'est qu'un faible secrétariat inter-centrales puisque les unions, dans le mouvement syndical international et "national", détiennent effectivement tous les pouvoirs et sont donc, chacune pour son propre compte, des centrales. Non seulement la FTQ n'a-t-elle que de minces pouvoirs, mais encore elle est en butte aux querelles intestines entre les unions industrielles et unions de métier; alors que celles-ci sont conservatrices, les premières formaient avant la fusion un mouvement d'avant-garde qui aurait dû, n'eût été des pressions extérieures, rejoindre les rangs de la CSN qui devenait progressiste, plutôt que ceux de la conservatrice FTQ. Et c'est à cette FTQ faible et divisée que l'on confie l'action politique. Il n'est donc pas étonnant, selon notre informateur, qu'il n'en sorte rien de concret. Le mouvement demeure sous l'entière autorité des unions, fort attentives à la réalité économique mais se refusant absolument à la prise en charge de la réalité nationale au Québec, qui serait la seule issue vers la politisation.

Quant à la CSN, elle se refuse encore, selon notre informateur, à sa vocation nationale, c'est-à-dire à devenir le porte-parole des revendications de tous les travailleurs québécois. Mais il y a de fortes chances que cette situation se transforme à brève échéance. En premier lieu parce que la CSN est une véritable centrale (c'est-à-dire qu'elle crée ses unions) et non un agrégat d'unions poursuivant les objectifs et les stratégies les plus diverses. Ensuite parce qu'elle compte près de la moitié de ses effectifs

dans la fonction publique et sera donc forcée à brève échéance de se résoudre à faire alliance avec l'ensemble des travailleurs si elle ne veut pas se voir éternellement brimée par un gouvernement qui jouerait contre elle les classes défavorisées de la société. La CSN sera ainsi obligée de tabler sur des facteurs endogènes au Québec, et fatalement conduite à démocratiser son action. Quant à la FTQ, elle demeure pour notre informateur une centrale vide du point de vue idéologique, parce que sans prise sur l'ensemble de la société québécoise mais exclusivement axée sur une réalité industrielle qui dépasse les cadres de celle-ci.

NOTES

- 1/ Notre informateur constate que bon nombre d'unions, devant les délais légaux que peut entraîner l'opposition systématique d'un employeur à la syndicalisation de ses employés, perdent espoir de pouvoir organiser ceux-ci et abandonnent la partie. Il faudrait que la centrale ait des fonds pour pousser jusqu'au bout de tels cas, afin que ne se créent pas de fâcheux précédents.
- 2/ Par exemple, l'Union internationale des travailleurs du tabac s'est attelée à la tâche assez ardue de convaincre ses membres d'accepter le paiement par la compagnie de stages d'éducation, en renonçant par le fait même à recevoir sous forme d'augmentation de salaire directe les sommes équivalentes. Mais il suffirait d'une poussée de rivalité inter-syndicale pour que ces résultats soient effacés dans une surenchère au strict plan des salaires.
- 3/ De l'avis de plusieurs leaders syndicaux, la multiplicité des unions ne crée pas aux Etats-Unis les mêmes problèmes qu'ici, puisque là-bas chaque union est suffisamment puissante pour assurer assez adéquatement tous les services à ses membres; en effet, son personnel nombreux et ses moyens financiers importants lui permettent de mobiliser d'assez considérables énergies en cas de besoin, chose rendue impossible au Québec parce que le personnel dont dispose chaque union y est beaucoup plus restreint et que la barrière linguistique interdit l'emprunt de permanents de l'union dans les autres parties du Canada. On comprendra aisément que les pressions en faveur des fusions d'unions soient plus fortes au Canada en général, et au Québec en particulier, qu'outre-frontière.
- 4/ Le sens de cette dernière phrase n'est pas clair de prime abord; le contexte nous permet cependant d'en fournir avec assez de plausibilité l'interprétation suivante: si l'on devait pallier au danger que représentent les maraudages de la CSN par un abandon plus ou moins complet du principe de l'autonomie de chaque union, le remède pourrait bien se révéler pire que le mal.
- 5/ Ces divergences ne nous semblent pas invalider le découpage en catégories auquel nous avons procédé: celui-ci a pour but de regrouper les tenants de différentes positions à propos de la question spécifique du renforcement de la FTQ, et n'est en rien infirmé par le fait que les représentants d'une même catégorie ont des positions différentes sur des points qui outrepassent les limites de cette stricte question. Notre volonté de maintenir à la fois ce cadre étroit et ce contenu qui le déborde largement pourra sembler très contestable; les raisons en apparaîtront cependant beaucoup plus clairement dans le chapitre qui suit, où nous tenterons d'expliquer pourquoi des permanents d'unions venus parfois d'horizons fort différents peuvent cependant tenir des positions identiques à propos du problème qui nous préoccupe.

TROISIEME PARTIE

LES CAUSES DU RENFORCEMENT DE LA FEDERATION DES TRAVAILLEURS DU QUEBEC

La première partie de notre travail était consacrée à la description des nouveaux pouvoirs que la FTQ s'est acquis au cours des dix années de son existence, et plus particulièrement depuis les années 1963 et 1964. Dans la seconde partie, nous avons rendu compte des opinions qu'entretiennent à cet égard quelques-uns des leaders syndicaux québécois; cela nous mettait déjà sur la voie de l'explication du phénomène qui constitue l'objet de notre étude. C'est sur cette voie que nous poursuivrons dans les chapitres qui vont suivre, guidés en cela par l'interrogation suivante: pourquoi, au Québec, en 1967 et depuis trois ou quatre ans, assistons-nous à un renforcement de la FTQ au sein du mouvement syndical "national" et international? 1/ Ou, pour poser la question en des termes plus évocateurs du genre d'analyse auquel nous procéderons, quels sont les facteurs qui ont permis la constitution d'une majorité d'unions favorables à une telle évolution?

D'évidence, si ces transformations n'ont eu lieu qu'au Québec, c'est que notre société présentait des caractéristiques particulières. C'est là un élément d'explication auquel nous avons fait allusion à maintes reprises dans les parties précédentes et que nous aborderons de façon plus systématique dans le Chapitre VII. Nous dégagerons trois caractéristiques principales de la situation québécoise, soit le nationalisme canadien-français, le développement du rôle de l'Etat provincial et la présence de la CSN. Nous essayerons dans un premier temps d'en dégager la signification pour le mouvement syndical "national" et international au Québec, et dans un second temps

d'offrir une vue synthétique des réponses apportées par celui-ci aux problèmes auxquels il était ainsi confronté.

Mais là ne s'arrête pas l'analyse, tant s'en faut. Ces trois particularités de la situation québécoise sont certes plus marquées depuis quelques années qu'elles ne l'étaient auparavant, mais elles existaient tout de même au moment de la fondation de l'actuelle FTQ, en 1957; pourquoi, dans ces conditions, a-t-on différé de six ou sept années l'octroi à la centrale québécoise de l'autorité que bon nombre lui consentent aujourd'hui? Et surtout, comment expliquer, si seule était en cause l'existence de particularités régionales dans cette transformation, que, comme le révèle la seconde partie de ce travail, le renforcement de la FTQ ne fasse pas l'unanimité parmi les dirigeants d'unions?

C'est, nous semble-t-il, que les unions sont sensibles à des degrés divers aux particularités des régions dans lesquelles elles sont implantées, et en l'occurrence à celles du Québec, et qu'en conséquence elles ont et ressentent plus ou moins selon les cas le besoin d'une action de la FTQ à cet égard 2/. Pour tirer au clair cette question d'une sensibilité différentielle des unions aux particularités régionales, nous procéderons à une double analyse. Dans le Chapitre VIII, nous verrons comment les structures et l'histoire de l'implantation des unions de métiers, et plus généralement de celles qui se rattachent à la tradition de l'American Federation of Labour, favorisent peu cette sensibilité dont nous parlions, si on les compare à celles des unions industrielles rattachées au Congress of Industrial Organizations. Dans le Chapitre IX, nous verrons comment la logique de la stratégie de négociation de la plupart des unions conduit celles-ci à se préoccuper de plus en plus des conditions non seulement économiques, mais aussi sociales et

politiques générales qui conditionnent le succès de ces négociations dans une mesure toujours croissante.

NOTES

- 1/ Il nous semble exclu de ne présenter ce renforcement que comme le résultat de la croissance "naturelle" de l'organisme et de ne pas lui attribuer le caractère de crise: non seulement, en effet, cet accroissement de pouvoirs s'est-il fait aux dépens des autres appareils du mouvement, mais encore pouvons-nous constater le caractère subit et brusque de la brisure du cercle vicieux en fonction duquel la FTQ, ayant peu de membres n'avait que peu de ressources et offrait donc fort peu de services, facteur qui à son tour contribuait à l'empêcher d'accroître ses effectifs (voir Chapitre II).
- 2/ Le lien direct que nous établissons ici entre la nécessité de faire face à ces problèmes particuliers et le rôle accru de la FTQ n'est pas exclusif d'une action propre des unions face à ces caractéristiques régionales. Cependant, nous montrerons dans le Chapitre VII, que celles-ci appellent dans bon nombre de cas une action de la centrale québécoise elle-même.

CHAPITRE VII

LES PARTICULARITES DE LA SITUATION QUEBECOISE ET LE ROLE DE LA FEDERATION DES TRAVAILLEURS DU QUEBEC

Le présent chapitre comprendra deux sections. Dans la première, nous tenterons de faire ressortir la physionomie générale de trois particularités de la situation québécoise, et de préciser le moment à partir duquel celles-ci ont pris l'ampleur que nous leur connaissons aujourd'hui; et surtout, nous essayerons de dégager la signification non seulement de chacune d'entre elles, mais aussi de l'ensemble qu'elles nous semblent constituer, pour le mouvement syndical "national" et international au Québec. Dans la seconde section, nous indiquerons d'une part que, sans manquer de favoriser une transformation au sein des unions elles-mêmes—phénomène de soi très intéressant, mais qui se situe hors de nos propos—ces particularités de la situation québécoise appellent directement une redéfinition du rôle de la FTQ, redéfinition dont nous nous chargerons d'autre part de dégager les traits essentiels.

A. Les particularités de la situation québécoise

1. Nationalisme et néo-nationalisme

L'existence d'un nationalisme canadien-français, d'un refus deux fois séculaire de l'assimilation au groupe majoritaire au Canada, de même qu'à la communauté anglophone qui peuple toute l'Amérique du Nord à l'exception du Québec, s'impose d'évidence à l'observateur. Aussi ne nous attardons-nous sur ce point que pour tenter de dégager les nouvelles perspectives dans lesquelles cette idéologie tend à s'inscrire depuis les huit ou dix

dernières années; pour ce faire nous recourrons aux témoignages de deux sociologues québécois, Marcel Rioux et Louis Balthazar. Celui-ci compare en ces termes l'ancien et le nouveau nationalisme québécois, faisant remonter les origines de ce dernier aux débuts des années soixante:

Les nationalistes québécois se préoccupent de plus en plus d'industrialisation, de libération économique, La nationalisation de l'électricité, la création d'une Société générale de financement, les projets d'industrie sidérurgique ont été conçus et élaborés sous le signe d'un nationalisme qui s'accroît à mesure que se poursuit intensément et rapidement l'urbanisation de notre société, ou plus précisément l'assimilation de ces phénomènes au niveau de la mentalité collective. Car le nationalisme va de pair avec le phénomène de mobilisation sociale, c'est-à-dire l'exode des campagnes vers les villes et, en conséquence, l'augmentation des communications sociales de toutes sortes: mass-média, commerce, manifestations artistiques et culturelles, éducation. L'individu, se trouvant alors détaché des coutumes anciennes, de la solidarité imposée par la tradition, forcé de communiquer avec des gens qui lui sont relativement étrangers, éprouve le besoin de créer de nouvelles solidarités. C'est alors que la langue nationale prend une importance nouvelle, et par là la nécessité d'une affirmation nationaliste.

(...)

Le nationalisme d'antan comportait, bien sûr une dimension politique; témoin les luttes constitutionnelles de nos pères, l'action des Papineau, LaFontaine, Cartier, Mercier, Bourassa et autres. Mais cette action politique, dans l'ensemble, visait bien plus à défendre des droits, à protéger une culture et une religion qu'à créer les conditions d'une émancipation positive. 1/

C'est à la même conclusion qu'en arrive Marcel Rioux dans son analyse des trois idéologies présentes au Québec à l'heure actuelle:

Que le Québec soit depuis plusieurs années en période d'active contestation idéologique ne semble pas faire de doute. Depuis la fin de la dernière guerre, la vieille idéologie de conservation est battue en brèche de toutes parts. Pour les intellectuels et les leaders d'opinion des années '50, il fallait que le Québec rattrapât les démocraties du continent nord-américain; leur modèle était essentiellement anglo-saxon; il s'agissait d'acquiescer le

plus tôt possible les caractères formels de ce type de gouvernement et de régime politique, séparation de l'Eglise et de l'Etat, liberté de parole, de conscience d'association et d'entreprise. La visée des contestations des années '50 se bornait à mettre le Québec au pas de l'Amérique du Nord, sans toucher à son statut politique. Vers la fin du régime Duplessis, et surtout à partir du début des années '60, vint se greffer sur cette idéologie de rattrapage une autre idéologie qui, tout en ne niant pas la nécessité de rattraper d'autres pays, visait à les dépasser sur les plans de la démocratie sociale, économique et culturelle; on peut appeler idéologie de développement et de participation cette nouvelle définition de la nation québécoise et les buts collectifs qui lui sont proposés. 2/

Ne prenant en considération que cette idéologie à l'état pur, excluant donc de nos préoccupations, pour le moment, les transformations sociales concrètes qui ont pu en découler, nous pouvons déjà constater que ce mariage du progressisme social et du sentiment national complique singulièrement les choses pour le syndicalisme "national" et international. A l'époque où le nationalisme était synonyme de conservatisme, où une xénophobie latente était brandie par les élites, économiques et autres, contre les "unions internationales neutres et socialistes", la position de celles-ci face au nationalisme était, sinon facile à maintenir et à faire prévaloir, du moins aisée à définir: hostilité irréductible, constitution de deux univers absolument distincts celui du syndicalisme et celui du nationalisme. Mais une telle attitude s'avère de moins en moins possible, dans la mesure où le nationalisme n'inspire plus en majeure partie un comportement de repli sur soi et d'hostilité, mais une mobilisation sociale et des projets de développement. Le syndicalisme pouvant être défini comme une aventure industrielle, on comprendrait mal que la force inspiratrice de tels projets ne soit qu'un pôle de référence négatif pour le mouvement syndical. Nous ne voulons pas trancher ici la difficile question et le violent débat sur la mesure dans laquelle, si tel est le cas, les travailleurs tiennent compte du nationalisme dans leur choix d'un mouvement syndical ou de l'autre.

Non seulement n'existe-t-il pas de recherches à ce sujet, mais encore celles-ci seraient-elles rendues très complexes par le fait que la CSN ne détient pas le monopole de l'affirmation nationale et que certaines unions "nationales" et internationales y ont fait place en leur sein. Ce dernier fait lui-même nous laisse cependant croire que la dimension nationale a pour le moins une certaine influence sur le choix syndical, de même d'ailleurs que sur le prestige du mouvement comme corps intermédiaire auprès de l'opinion publique québécoise.

Il nous resterait bien des points à éclaircir à propos des relations que nous supposons entre la transformation du nationalisme canadien-français et le renforcement de la FTQ. Ils seront examinés plus loin, quand nous étudierons les réactions de la FTQ et des unions aux particularités de la situation québécoise. Qu'il nous suffise pour l'instant de constater que le néo-nationalisme dont nous avons parlé n'appelle plus de la part du mouvement syndical "national" et international une réaction de retrait, mais exige, pour les raisons que nous avons mentionnées, une appréciation beaucoup plus nuancée, une entrée en dialogue avec les éléments nationalistes.

2. Développement du rôle de l'Etat provincial

Sans insister sur la relation entre les deux phénomènes, dont nous reparlerons à la fin de la présente section, nous pouvons tout de même indiquer que c'est en bonne partie sous l'impulsion et le plus souvent au nom du nationalisme que s'est accompli le développement du rôle du gouvernement du Québec; recourons encore une fois au témoignage de Balthazar:

Le néo-nationaliste canadien-français accepte d'emblée que son gouvernement soit interventionniste; car il n'a guère d'autres moyens de s'affirmer que par la force de

l'autorité politique. Il appartient au gouvernement de nous rendre "maîtres chez nous", de créer un "Québec fort", d'intervenir en matière linguistique, etc. 3/

En théorie, aucun des aspects de la nouvelle définition des pouvoirs de l'Etat provincial ne devrait laisser le mouvement syndical indifférent; on s'y attendrait du moins de la part du bon nombre d'unions—les unions de métiers constituant à cet égard l'exception la plus marquée—qui s'assignent comme rôle de représenter le travailleur non seulement comme tel, mais aussi en tant que citoyen. Cette tendance n'empêche cependant pas les syndicats de manifester un intérêt plus marqué pour certains domaines de l'action gouvernementale en particulier: c'est le cas, pensons-nous, pour la politique de l'Etat en tant qu'employeur, pour les mesures qu'il prend dans le domaine de la législation du travail, et enfin pour ses politiques de sécurité sociale et d'éducation.

Nous avons rangé ces trois domaines selon l'ordre décroissant d'importance qu'ils ont pour un mouvement syndical qui a privilégié la négociation de conventions collectives de travail comme moyen d'action pour défendre les intérêts des travailleurs dont il a reçu mandat. Le premier de ces domaines—les relations avec l'Etat-patron—revêt évidemment une importance considérable pour le groupe d'employés mis en cause, puisqu'il se définit comme l'exercice même de la fonction principale du syndicalisme ainsi conçu. Certes, l'influence de ce type de problèmes sur l'ensemble du mouvement demeure atténuée par deux facteurs. D'une part, la syndicalisation des employés de la fonction publique, sauf dans le cas de quelques municipalités, ne date que d'il y a deux ou trois ans et, malgré quelques événements retentissants—les grèves du transport à Montréal en 1965 et 1967 celle des professeurs et celle de l'Hydro-Québec en 1967—elle n'a probablement pas encore révélé toutes les crises dont elle est grosse. D'autre part,

même si d'énormes masses de travailleurs sont en cause—au delà de 200,000, semble-t-il, dont plus de la moitié sont syndiqués—le seul syndicat du mouvement "national" et international dans ce secteur, le Syndicat canadien de la Fonction publique, ne compte que de 15 à 18,000 adhérents; il est ainsi l'un des syndicats les plus puissants de la FTQ, mais ne représente que moins de 10 p. 100 des effectifs de cette dernière. La situation se présente de façon fort différente à la CSN, où quelque 90,000 autres syndiqués de la fonction publique provinciale représentent près de 45 p. 100 des effectifs de la centrale.

Mais si atténués soient-ils, les effets de la relation d'une partie constituante du mouvement syndical "national" et international avec l'Etat-patron ne s'en sont pas moins fait sentir; nous pouvons en établir les causes en une liste sinon exhaustive, du moins probante de l'influence de ce nouveau type de problèmes sur l'ensemble du mouvement. En premier lieu, les conflits de travail dans les services publics ont presque toujours exigé, et de façon intensive, une intervention directe des centrales dans les négociations; ce phénomène, pour fréquent qu'il soit à la CSN, conserve un caractère sporadique et inusité à la FTQ. En second lieu, le mouvement syndical a été confronté pour la première fois à un concept nouveau dans le domaine de la négociation, soit celui d'une "politique salariale" fixée par le gouvernement, de même qu'à toute une série de législations spéciales et de menaces de législations spéciales ayant pour but de mettre fin à des grèves; ces deux éléments tendent à situer la négociation dans un contexte complètement nouveau, soit sous l'épée de Damoclès de la raison d'Etat. En troisième lieu, non seulement le recrutement syndical dans la fonction publique n'est-il pas entièrement complété, mais encore ce qui en a été fait à date représente la première percée importante d'un syndicalisme essentiellement ouvrier dans le monde des

cols blancs; en ce sens, il constitue, pourrions-nous dire, le banc d'essai d'une transformation considérable du mouvement syndical. Enfin, les nombreuses discussions entre leaders syndicaux sur ce problème de l'Etat-employeur prouvent l'attention que le mouvement syndical dans son ensemble se voit forcé d'accorder à ce nouveau rôle du gouvernement provincial.

Le rôle de l'Etat en tant que législateur en matière de travail est à peine moins important pour un mouvement syndical essentiellement négociateur, d'autant plus qu'il affecte l'ensemble des syndiqués. Ce problème polarise évidemment l'attention sur la FTQ, puisque les interventions auprès du législateur constituent la fonction principale des corps centraux dans le mouvement, et que la législation du travail relève en grande partie des gouvernements provinciaux, comme le montre l'article de J. Gérin-Lajoie dont nous avons déjà fait mention:

Les trois éléments centraux de la législation sur les relations du travail sont, dans les faits sinon dans la constitution, sous une juridiction provinciale presque totale.

1 et 2. La reconnaissance du syndicalisme et la réglementation des conflits relèvent du Code du travail du Québec. Les principales exceptions à cette juridiction provinciale sont dans les secteurs des transports, télécommunications et fonction publique fédérale.

3. La législation québécoise sur les décrets, affectant environ 250,000 travailleurs, est maintenant unique en Amérique du Nord. (...)

Les autres éléments de la législation affectant les travailleurs se répartissent dans les faits de façon assez diverse, à peu près comme suit:

4. Le droit criminel et ses dispositions sur le droit de grève est fédéral.

5. La sécurité sociale est d'abord provinciale, sauf surtout l'assurance-chômage, à la suite d'un amendement constitutionnel accepté par le Québec.

6. La protection physique des travailleurs est provinciale.

7. Les mesures prévoyant l'adaptation des travailleurs aux changements industriels sont théoriquement de juridiction provinciale, et le Québec y exerce présentement des activités symboliques qui confirment l'existence de cette juridiction. Dans les faits cependant, Ottawa fait preuve d'audace et d'invention dans ce domaine et y consacre beaucoup plus d'argent que le Québec. Le leadership intellectuel et financier est présentement fédéral.

8. Les autres secteurs d'une politique globale de main-d'oeuvre sont surtout soit éparpillés, soit théoriques. Un d'entre eux, l'immigration, est de juridiction mixte et seul Ottawa s'en occupe de façon pratique. L'information statistique, essentielle à l'action dans ce domaine est faible et ce qu'il y en a se trouve à Ottawa. 4/

On peut avoir une idée de l'importance que revêt aux yeux du mouvement syndical "national" et international au Québec cet aspect du rôle de l'Etat provincial si l'on considère la vive agitation provoquée en 1964/65 par la présentation à l'Assemblée législative du Bill 54, devenu le Code du travail du Québec. Nous reviendrons plus en détails dans la section suivante sur ces événements; soulignons cependant une chose: si la législation des relations du travail existe depuis longtemps—la première loi québécoise complète sur le sujet date de 1944—c'est cependant il y a quelques années seulement qu'elle a subi une réforme d'importance à la discussion de laquelle le mouvement syndical a été aussi directement convié.

Le troisième aspect du développement du rôle de l'Etat dont nous voulons parler recoupe des revendications profondément inscrites dans la tradition du mouvement syndical, à savoir la sécurité sociale et l'éducation. Point n'est besoin d'insister pour montrer l'ampleur des réformes entreprises ou projetées au Québec dans ces domaines depuis quelques années; en éducation nous avons connu le rapport Parent, la formation du ministère de l'Education, la réforme des commissions scolaires, et des discussions sans nombre autour

des thèmes de l'accessibilité générale à l'éducation, de l'éducation permanente, etc.; au plan de la sécurité sociale, ne mentionnons comme exemples que l'institution d'une caisse de retraite et de l'assurance-hospitalisation, et la promesse de mise sur pied imminente d'un régime d'assurance-santé.

3. La présence de la CSN

Le mouvement syndical "national" et international se trouve, au Québec, en concurrence quotidienne avec un mouvement rival, la Confédération des syndicats nationaux. Ce phénomène constitue vraiment une particularité de la situation québécoise. En effet, nulle part ailleurs au Canada ne rencontre-t-on un adversaire de cette taille (plus de 200,000 adhérents, ce qui n'approche pas le chiffre de 350,000 que dit atteindre le CTC au Québec, mais dépasse quelque peu le nombre d'affiliés des unions "nationales" et internationales qui acceptent le leadership proprement québécois de la FTQ), un adversaire de cette puissance (la CSN ne peut compter sur l'appui financier des puissantes unions américaines, mais elle a dans une large mesure centralisé ses ressources financières et humaines, ce qui lui permet dans bien des cas de rivaliser d'efficacité avec ses puissants adversaires) 5/, et enfin un adversaire aussi dangereux (rappelons que les campagnes de la CSN, qui semblent s'atténuer depuis quelques années, lui avaient permis de ravir environ 10,000 membres aux unions "nationales" et internationales en 1964).

C'est à deux niveaux que la CSN présente un défi au mouvement syndical "national" et international au Québec. Il s'agit en premier lieu d'un défi quotidien, au plan des tâches syndicales traditionnelles de négociation et d'administration des conventions collectives; alors qu'ailleurs au Canada, chaque union se voit garantir une immunité à peu près complète

en vertu du pacte de non-agression entre affiliés du CTC, elle se voit au Québec constamment aiguillonnée par la présence d'un adversaire prêt à fondre sur ses effectifs à sa moindre défaillance 6/. Ce premier fait peut en pousser plusieurs à rechercher la protection d'une organisation centrale que l'on pourrait équiper pour faire face à de telles menaces; c'est du moins l'explication qui saute aux yeux quand on recherche les causes de la formation de l'équipe conjointe d'organiseurs CTC-FTQ en 1964.

La CSN présente aussi un défi plus global: elle n'est pas une rivale ordinaire, elle n'est pas une réplique du mouvement "national" et international fondée pour regrouper les mécontents. Au contraire, elle offre un modèle d'organisation assez différent, où d'une part le corps central (la Confédération) a beaucoup plus de pouvoir sur ses fédérations professionnelles et industrielles que la FTQ et le CTC n'en ont sur leurs unions affiliées 7/, et dont d'autre part l'implantation strictement québécoise peut sembler offrir plus de garanties au plan du nationalisme et d'une préoccupation exclusive pour les problèmes québécois.

Ces deux défis que la CSN présente au syndicalisme "national" et international datent environ d'une vingtaine d'années; c'est en effet dans l'immédiate après-guerre que s'est effectué le changement de leadership à la CSN (qui s'appelait alors, et jusqu'en 1961, la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC)), que la CSN a connu un accroissement marqué de ses effectifs et qu'elle a fait face à sa première grande grève (la grève de l'amiante en 1949). Mais ils ont subi une singulière accentuation depuis les derniers dix ans: d'une part, en effet, l'échec des pourparlers d'affiliation de la CTCC au CTC en 1957/58 a consacré, pour un temps du moins, l'antagonisme entre les deux mouvements, et l'on a pu en sentir les effets,

comme nous l'avons mentionné, dans les maraudages des années 1963 et 1964; d'autre part, la CSN a procédé à d'importantes réformes de structures en 1961, réformes qui lui ont permis d'accroître son efficacité et, par ricochet, la gravité de la menace qu'elle fait peser sur les affiliés de la FTQ.

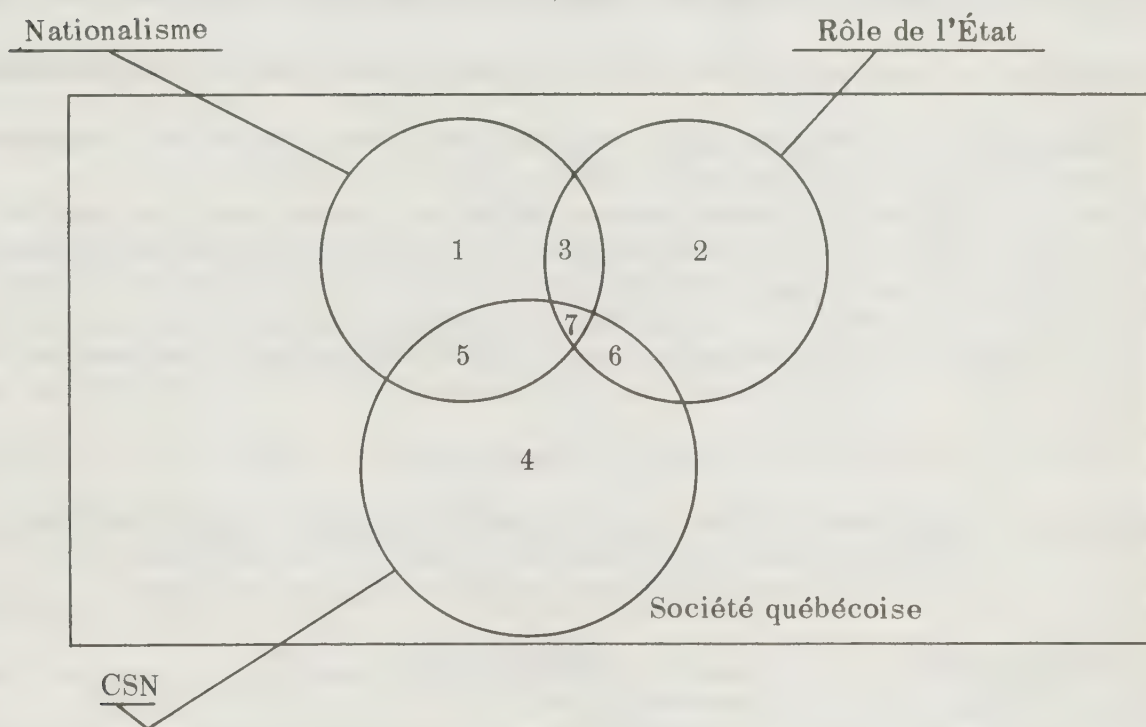
4. Néo-nationalisme, rôle de l'Etat et présence de la CSN

Nous avons jusqu'ici présenté les trois principales particularités de la situation québécoise comme si elles étaient indépendantes les unes des autres. Tel n'est évidemment pas le cas, et cette méthode d'exposition ne visait qu'à nous permettre de dégager les problèmes spécifiques posés par chacune d'entre elles au mouvement syndical "national" et international. En fait, elles forment un tout, posent à ce mouvement le problème global de son insertion dans la société québécoise et l'obligent à concevoir ses stratégies et ses transformations de telle façon qu'elles puissent lui assurer des gains sur un ensemble de tableaux. N'en donnons pour le moment qu'un exemple: l'importance de certaines représentations que la FTQ désire faire auprès du gouvernement provincial peut l'obliger à faire alliance avec la CSN; cette alliance, par contre, risque d'édulcorer, aux yeux de l'opinion publique, le caractère spécifique du mouvement par rapport à son rival, en même temps qu'elle peut, à l'inverse, comme nous l'avons déjà mentionné précédemment 8/, contribuer à conférer à la FTQ le caractère d'un mouvement authentiquement national et québécois.

Il est donc important, pour analyser les réactions de la FTQ et de ses unions affiliées aux particularités que présente la situation québécoise, de comprendre tout d'abord comment celles-ci s'agencent entre elles. Nous tenterons d'en faire la représentation à l'aide de diagrammes de Venn,

technique utilisée en mathématiques dans la théorie des ensembles. Du point de vue de l'ensemble de la société québécoise, les rapports de ces trois caractéristiques pourraient s'exprimer ainsi:

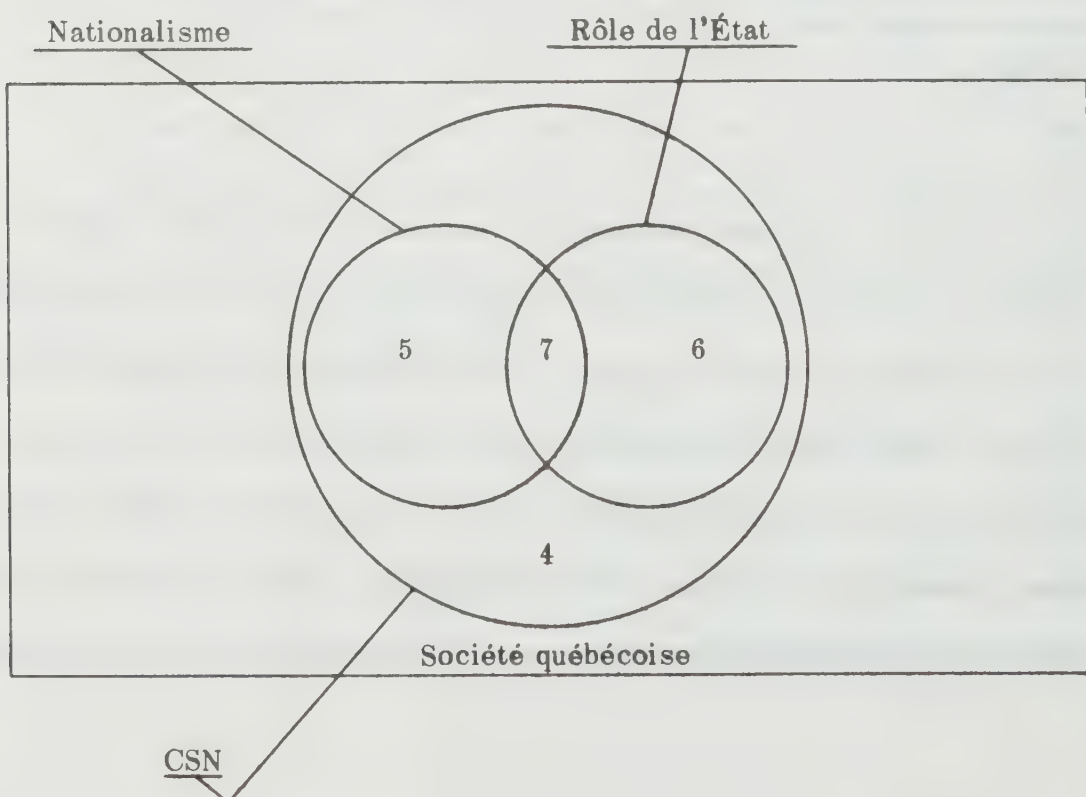
FIGURE I: Diagramme exprimant les relations entre le nationalisme, le développement du rôle de l'Etat et la présence de la CSN, du point de vue de l'ensemble de la société québécoise.



Les zones 1, 2 et 4 n'offrent évidemment pas d'intérêt pour l'analyse que nous voulons poursuivre, puisqu'elles représentent la mesure dans laquelle chacune de ces trois caractéristiques est indépendante des deux autres. Les zones 3, 5 et 6 revêtent, chacune pour son propre compte, une double signification dans la mesure où la relation qu'elles expriment entre deux caractéristiques n'est pas univoque, mais réciproque. Ainsi, la zone 3 symbolise tout aussi bien l'impulsion apportée au développement du rôle de l'Etat

québécois par le nationalisme que la confirmation de ce nationalisme par l'action de l'Etat accomplie sous le signe du "maîtres chez nous" ou du "égalité ou indépendance". La zone 5 exprime ce que la croissance de la CSN doit au nationalisme, mais aussi la mesure dans laquelle la CSN laisse s'exprimer en son sein et à travers elle cette idéologie. Enfin, la zone 6 représente le tissu d'influences réciproques et de relations de collaboration ou de conflit entre le pouvoir provincial et la CSN. Quant à la zone 7, elle a évidemment une multiplicité de sens, dont l'élucidation nous entraînerait trop loin de notre propos. Nous voulons de fait en arriver à préciser comment l'ensemble des particularités de la situation se présente au mouvement syndical "national" et international, ce que nous ferons dans le diagramme qui va suivre. L'exposé que nous venons de faire n'avait pour but que de donner une idée de l'agencement général de ces caractéristiques et surtout de mettre en évidence, par contraste, la spécificité du point de vue de la FTQ.

FIGURE II: Diagramme exprimant les relations entre le nationalisme, le développement du rôle de l'Etat et la présence de la CSN, du point de vue de la FTQ et de ses affiliés.



La numérotation des zones dans ce second diagramme correspond à celle du premier, c'est-à-dire que nonobstant la forme des zones, ces nombres indiquent ici les mêmes recoupements que dans le premier cas; nous n'aurons donc pas à en reprendre la description, et nous pourrons dès maintenant consacrer nos efforts à tirer au clair la différence fondamentale existant entre les deux diagrammes, c'est-à-dire entre le point de vue général de la société québécoise et celui de la FTQ. Cette différence, c'est la disparition des zones 1 et 2, alors que la zone 4 est maintenue; on se souviendra que ces zones représentaient les aires non-recoupées du nationalisme, du rôle de l'Etat et de la CSN.

Qu'est-ce à dire? Que, selon nous, les caractéristiques de la situation québécoise affectent toutes le mouvement syndical "national" et international à travers le prisme de la CSN. La zone 4 symbolise le défi que la CSN présente au mouvement au plan des tâches traditionnelles du syndicalisme: négociation et administration des conventions collectives, recrutement de nouveaux groupes de travailleurs, et services aux syndiqués en général. Quant aux zones 5, 6 et 7, elles conservent la même définition que dans le premier diagramme, à cette différence près: la FTQ ne peut en aucun temps, dans la détermination de ses attitudes envers le nationalisme et le rôle de l'Etat, ne pas tenir compte du fait de sa concurrence avec la CSN, du fait qu'on la juge toujours en la comparant à sa rivale, et du fait que chacune de ses attitudes risque de remettre en cause l'équilibre des forces syndicales au Québec. De là la disparition des zones 1 et 2, symboles de la mesure dans laquelle la FTQ pourrait prendre ses décisions par rapport à ces deux domaines sans tenir compte de cette situation de concurrence.

Deux remarques s'imposent. En premier lieu, il ne faudrait pas tirer de notre diagramme l'impression que les prises de position de la FTQ

ne se définissent que comme des réactions à celles de la CSN; si tel avait été le cas, nous n'aurions pas parlé de trois, mais bien d'une seule particularité de la situation québécoise, la présence de la CSN, et les zones 5, 6 et 7 seraient complètement disparues, laissant toute la place à la zone 4. Le fait qu'elles soient demeurées indique clairement que la FTQ, tout en tenant compte de la situation de sa rivale, élabore aussi ses politiques en fonction directe de la position de ses membres à l'égard des problèmes du nationalisme et du développement du rôle de l'Etat. En second lieu, l'influence sur les décisions de la FTQ de sa situation de concurrence avec la CSN ne se fait pas sentir avec le même caractère impérieux dans tous les domaines; elle peut atteindre le maximum de son intensité pour les problèmes qui se situent dans la zone 4; on peut de même prévoir qu'elle sera plus marquée quand il s'agira de discuter de la législation du travail, qui peut avoir des incidences directes sur l'équilibre des forces syndicales, qu'à propos de questions plus générales, comme la réforme du système judiciaire au Québec.

B. Le rôle de la Fédération des travailleurs du Québec

1. Transformation des unions et transformations de la FTQ

Il est bien évident que deux, au moins, des caractéristiques que nous avons mentionnées appellent une transformation des unions elles-mêmes. D'une part, le nationalisme a pu forcer un certain nombre d'unions—les Métallurgistes-unis d'Amérique en étant l'exemple le plus clair—à se donner un "visage" québécois, c'est-à-dire à assurer à leurs membres un plus grand degré de contrôle sur les décisions de leur union qui les affectent; on peut voir là la raison principale de la formation au sein de bon nombre d'unions de paliers intermédiaires québécois, districts, conseils consultatifs,

conférences, etc. D'autre part, la concurrence avec la CSN, particulièrement sous son aspect de maraudage, a forcé les unions en général à redoubler d'efforts pour satisfaire leurs membres et leur fournir des services adéquats, et celles qui ne l'ont pas fait, comme la Canadian Brotherhood of Railway, Transport and General Workers (CBRT) dans le transport urbain à Montréal et IATSE au réseau français de Radio-Canada, en ont senti les cruelles conséquences.

Mais ces changements, dont l'étude serait sans doute du plus haut intérêt, ne constituent pas l'objet du présent travail. Nous n'analysons en effet que les changements du pouvoir et des structures au sein même de la FTQ et nous sentons le besoin, avant d'y procéder, de démontrer que l'existence au Québec des particularités que nous avons mentionnées appelle nécessairement des changements dans la définition de la centrale québécoise elle-même.

C'est évidemment le cas pour le développement du rôle de l'Etat. L'intervention auprès des pouvoirs publics constitue la fonction traditionnellement la plus importante des corps centraux dans le mouvement syndical, et pour cause: non seulement des pressions de la part de l'ensemble de ce mouvement ont de fortes chances de se révéler plus efficaces que les démarches de chacune des unions individuelles, dont les effectifs sont beaucoup plus restreints, mais encore les différentes demandes de transformation de la législation outrepassent la plupart du temps, aussi bien dans leurs origines que dans leurs conséquences, les intérêts particuliers de chacune des unions affiliées. Quant au nationalisme, il peut évidemment trouver une expression dans les transformations des unions, comme nous l'avons dit; mais il doit évidemment, pour prendre son plein essor au sein du mouvement, pouvoir être véhiculé par la centrale québécoise: d'une part parce qu'il trouve

son symbole le plus frappant dans le renforcement de l'Etat québécois, auprès duquel, nous venons de le dire, la FTQ est le porte-parole le plus autorisé du mouvement et, d'autre part, parce que ce nationalisme recherche, outre la transcription de ses exigences en des structures nouvelles au sein des unions, une expression politique de lui-même à toute l'opinion publique, et que la FTQ est, au sein du mouvement, le porte-parole qui jouit de l'audience la plus étendue.

Il en va de même de la concurrence de la CSN, et ce aussi bien pour l'un que pour l'autre des défis que celle-ci présente au mouvement syndical "national" et international. Les unions sont évidemment les premières impliquées dans le défi quotidien que pose la CSN au plan du maintien syndical 2/ mais comme les ressources financières et humaines sont limitées et surtout dispersées, elles ont dû fréquemment faire appel aux services de la centrale, particulièrement dans le domaine de l'organisation. De même, il revenait à la FTQ, comme porte-parole de l'ensemble du mouvement au Québec, de défendre les honneurs du modèle d'organisation de celui-ci en face du défi global que lui présentait la CSN, en insistant à la fois sur l'efficacité insurpassable que le mouvement est censé tirer de ses liens avec le reste du Canada et de l'Amérique du Nord, et sur sa capacité de participer pleinement au mouvement d'émancipation de la nation québécoise. C'est d'ailleurs là, comme nous le verrons, le thème dominant de la propagande de la FTQ.

2. Les réactions de la FTQ aux particularités de la situation québécoise

Nous avons établi jusqu'ici dans les cadres de ce chapitre que le renforcement de la FTQ est le produit de la nécessité dans laquelle s'est

trouvé le mouvement syndical "national" et international depuis quelques années de tenir compte dans son action des particularités de la situation québécoise, soit en neutralisant les effets de celles-ci qui pourraient lui être néfastes, soit en tâchant de canaliser à son profit et au profit des travailleurs qu'il représente ces caractéristiques québécoises. Il nous reste à fournir, dans les pages qui vont suivre, une vue d'ensemble de ces manoeuvres de neutralisation et de canalisation.

La première consiste à limiter les dégâts que peut occasionner la concurrence de la CSN, à mobiliser les forces du mouvement contre les hémorragies d'effectifs que celle-ci est susceptible de déclencher; des mesures énergiques s'imposent à cet égard, car si l'on a pu imaginer et même mettre en oeuvre des représailles contre les maraudages de la centrale rivale, personne ne doute, maintenant, que les deux mouvements soient là pour y rester et que l'hypothèse d'une disparition de la CSN, qui laisserait le champ libre aux unions "nationales" et internationales quelle que soit la vétusté des structures de certaines d'entre elles, relève de la pure fantaisie. C'est pourquoi la contre-offensive la plus globale de la FTQ consiste à réclamer la redéfinition complète des juridictions des unions, idéalement par un processus de fusions qui porterait le nombre des unions à une dizaine environ, sinon, par la formation de comités industriels ayant pour but d'assurer la coordination des politiques des unions de chaque secteur industriel et leur collaboration dans les négociations. Non seulement celles-ci en seraient-elles considérablement simplifiées et facilitées, mais encore chaque super-union, ou chaque comité industriel ainsi constitué, serait capable, par la masse de capitaux et le personnel considérable qu'il commanderait, d'assurer à tous ses membres des services adéquats, tranchant ainsi à leur racine les problèmes d'insatisfaction des travailleurs à l'égard de leurs unions et de défense efficace contre les attaques de la CSN.

Quoique les changements technologiques et la concentration économique des entreprises se conjuguent avec la concurrence de la CSN pour accroître les pressions déjà existantes en faveur d'un tel processus, il demeure douteux que celui-ci puisse s'accomplir à brève échéance, à la fois parce qu'au Québec et au Canada mêmes les intérêts de certains appareils et leaders en place peuvent y faire échec, et parce que de tels chambardements mettent en cause une réalité syndicale qui dépasse largement nos frontières 10/, comme l'affirment deux experts canadiens en relations industrielles:

Spéculer à propos de l'avenir des structures syndicales, quoique intéressant, pourrait être purement gratuit si l'on ne tenait compte que du contexte canadien. L'hypothèse la plus simple pourrait bien s'avérer la plus juste: le profil structurel du mouvement syndical canadien sera déterminé par les développements du mouvement syndical américain, comme dans l'ensemble, ce fut le cas dans le passé. Tout écart marqué produirait des tensions considérables dans le lien qui unit les deux mouvements. 11/
(traduction)

Dans ces circonstances, faute de l'espoir d'une prochaine transformation des structures syndicales, le mouvement a été obligé de se donner un instrument de défense collective en chargeant la FTQ de responsabilités qui lui étaient tout à fait étrangères, il y a cinq ans à peine. Non seulement a-t-on voulu lui transférer des fonctions qui appartenaient auparavant à la centrale canadienne, ou du moins lui voir partager avec le CTC l'autorité sur certains services, comme l'organisation et l'éducation syndicales, en vertu du principe que, située au Québec même, elle comprendrait mieux les besoins de ses affiliés et les nécessités de la lutte contre la CSN, mais encore on lui a consenti en certains domaines une autorité que le CTC lui-même semble loin d'exercer avec autant de vigueur, comme la surveillance du travail des unions et la dénonciation des situations où certaines de celles-ci n'offrent pas à leurs commettants des services adéquats. Nous ne croyons pas nécessaire

de revenir ici sur des faits de cet ordre, que nous avons expliqués dans la première partie de ce travail; de même, nous avons insisté en cette même occasion sur le caractère de contre-offensive à l'égard de la CSN que prenaient ces différents événements. Qu'on nous permette seulement de citer quelques statistiques qui nous permettront d'évaluer l'ampleur de cette contre-offensive: de décembre 1965 au début d'octobre 1967, la CSN aurait, selon le président de la FTQ, enlevé 4,186 membres à des affiliés de cette manière, alors que la riposte du mouvement "national" et international aurait entraîné le déplacement de 1,378 travailleurs; on est loin, on le voit, des chiffres de 1964. Par ailleurs, la FTQ a été mêlée, de près ou de loin, à 34 des 104 grèves que ses affiliés ont menées au cours de cette même période de deux ans; quand on connaît la tradition de complète autonomie des unions qui régit le mouvement syndical "national" et international, cette proportion de 33 p. 100 ne laisse pas d'être évocatrice des profonds bouleversements auxquels le mouvement est soumis au Québec.

Face au nationalisme, on pourrait dire que la FTQ poursuit une double démarche: d'une part, neutralisation des conséquences extrêmes de cette idéologie, en l'occurrence l'indépendance du Québec, dont on s'imagine bien qu'elle ferait courir de sérieux risques aux liens du mouvement québécois avec ses homologues canadien et américain; or, ces liens expliquent, selon elle, la plus grande partie de son efficacité, et de toute manière, ils représentent l'élément essentiel de sa spécificité par rapport à la centrale rivale et donc l'arme principale dont elle peut se servir pour offrir une résistance aux attaques de cette dernière. D'autre part, tentative de canalisation à son profit du sentiment nationaliste: la FTQ cherche à montrer, aussi bien à ses membres actuels et éventuels qu'à l'opinion publique québécoise, que ses attaches avec l'étranger ne l'empêchent aucunement d'être un

authentique mouvement québécois et de souhaiter sincèrement le développement et l'épanouissement de la collectivité québécoise 12/. Cette double démarche constitue hors de tout doute la politique officielle de la FTQ, puisqu'elle s'est traduite en des résolutions adoptées lors des Congrès de l'organisme de 1961, 1963 et 1965:

1961

La FTQ considère encore la Confédération canadienne comme étant le cadre le plus propice à l'épanouissement de la nation canadienne-française, à condition d'être réaménagée dans sa constitution et son fonctionnement.

La FTQ reconnaissant la légitimité des griefs des Canadiens-français, s'engage à continuer de lutter de toutes ses forces pour leur redressement sans avoir recours à la solution séparatiste.

1963

La FTQ renouvelle et réaffirme son opposition totale et absolue au séparatisme;

La FTQ s'engage à revendiquer une révision de la Constitution canadienne prévoyant la reconnaissance du statut binationnel du Canada et une définition claire des pouvoirs et juridictions des Etats provinciaux.

La FTQ mettra tout en oeuvre pour revaloriser l'Etat provincial du Québec et lui faire donner enfin sa mesure dans les domaines relevant de sa juridiction: ressources naturelles, planification, éducation, santé, sécurité sociale, lois ouvrières;

La FTQ épaulera les efforts du gouvernement provincial en vue du renforcement de l'Etat du Québec par le rapatriement de certains pouvoirs et juridictions, particulièrement dans le domaine de la fiscalité.

1965

La force du syndicalisme repose toujours sur la solidarité des travailleurs, ce qui interdit à toute majorité ethnique, linguistique ou religieuse d'adopter des mesures ou des positions injustes ou vexatoires pour sa minorité. Le syndicalisme québécois doit réaffirmer son opposition formelle au séparatisme politique ou autre, et continuer une action politique conforme à ses aspirations et complémentaire de son action propre.

La FTQ réaffirme le principe à l'effet que le Canada est composé de deux nations possédant toutes deux le droit à l'autodétermination qui peut s'exercer dans une confédération réaménagée dans sa constitution et son fonctionnement. 13/

Cette politique à l'égard du nationalisme et des problèmes constitutionnels a trouvé son expression la plus achevée dans le mémoire que la FTQ présentait en septembre 1966 au Comité de la Constitution de l'Assemblée législative du Québec, dont nous allons donner ici un résumé succinct; notons auparavant que ce mémoire a été présenté conjointement par la CSN et la FTQ, ce qui donne à cette dernière l'assurance de ne pouvoir être soupçonnée d'un moindre nationalisme que sa rivale.

Le mémoire écarte quatre solutions au problème constitutionnel: le statu quo, une centralisation fédérale plus poussée, les Etats-associés et l'indépendance du Québec, les deux premières parce qu'elles sont incompatibles avec l'épanouissement de la nation canadienne-française, les deux dernières parce qu'elles pèchent par globalisme:

A une formule globale, sans contenu précis, nous préférons un contenu réel, quoique mesuré, et qui puisse contribuer à orienter la pensée en matière constitutionnelle aussi bien qu'à inspirer une action et des choix fondés sur une critique des causes de la crise et sur la volonté de les éliminer. 14/

Poursuivant cette dernière voie, le mémoire réclame:

- l'incorporation à la Constitution d'une déclaration des libertés et droits fondamentaux, incluant les droits scolaires et religieux, le droit à un niveau de vie convenable et le droit au travail;
- la réduction de la prépondérance de l'Etat central;
- un tribunal constitutionnel impartial;
- un partage des responsabilités fédérales et provinciales dans certains domaines que la jurisprudence a confiées au gouvernement central, comme la radio-télévision;

- la création d'un district fédéral pour la capitale centrale, qui devrait être bilingue et biculturelle;
- la consultation des provinces dans l'élaboration des politiques d'immigration;
- la même chose pour les politiques monétaires et fiscales;
- l'égalité absolue des langues au niveau fédéral et dans les provinces où existe une minorité représentant 15 p. 100 de la population ou un demi-million d'individus;
- le contrôle absolu des provinces sur toutes les politiques relatives à l'éducation, à la culture et à la sécurité sociale (avec, dans ce dernier cas, consultation du gouvernement fédéral);
- la possibilité pour les provinces de conclure des ententes culturelles internationales;
- une étude sérieuse en vue d'assurer la coordination des interventions des deux niveaux de gouvernement dans la vie économique;

Le mémoire souligne que le fédéralisme renouvelé qu'il propose ne peut se traduire uniquement en changements constitutionnels et qu'il exige pour accéder à sa pleine signification d'autres transformations d'ordre politique:

- 1) Le Québec devra favoriser, à un degré insoupçonné jusqu'ici, l'essor culturel, économique et social de sa population.
- 2) En particulier, le Québec devra présider à un immense effort linguistique, de manière à remettre la langue française en usage courant dans les domaines où elle a subi les avaries les plus fortes, notamment au travail.
- 3) Le Québec devra non seulement occuper en principe tout son champ législatif, mais encore et surtout y manifester une activité considérable.
- 4) Une activité aussi intense et aussi bien inspirée par les intérêts du peuple devra se déployer dans tous les ministères chargés des questions économiques, notamment l'agriculture, l'industrie et le commerce, et ainsi de suite.
- 5) L'Etat fédéral devra s'affirmer d'une manière beaucoup plus nette et plus autonome dans ses relations internationales et également beaucoup plus favorable aux intérêts des nationaux.

- 6) Des mesures devront être prises pour assurer aux travailleurs et aux cadres francophones une place beaucoup plus importante dans les entreprises, et à cette fin les syndicats devront se sentir pleinement appuyés par les pouvoirs publics, de même que dans leurs luttes pour relever le niveau de vie de tous les travailleurs et les garantir contre l'exploitation sous toutes ses formes. 15/

Cette politique de la FTQ à l'égard du nationalisme, que nous venons de définir, nous livre l'orientation générale des opinions que la centrale québécoise entretient à propos de l'accroissement des responsabilités de l'Etat du Québec, dans la mesure où cet accroissement constitue, comme nous l'avons dit, la principale expression de l'idéologie nationaliste canadienne-française.

Cette question étant réglée, il sera du plus haut intérêt de passer en revue les domaines auxquels la FTQ attache le plus d'importance et consacrer le plus d'énergies dans ses représentations auprès du pouvoir provincial. Nul besoin d'insister sur ses relations avec l'Etat-patron: comme nous l'avons vu précédemment, l'importance en est si grande que la centrale intervient assez régulièrement dans les négociations entre un de ses affiliés et le gouvernement provincial ou ses agences. Cela n'est sans doute pas étranger au fait que les grèves dans les services publics se déroulent, beaucoup plus que celles du secteur privé, devant les yeux de l'opinion publique, et mettent donc directement en cause la réputation du mouvement "national" et international par rapport à celle de la CSN.

Dans ses relations avec l'Etat-législateur, le rôle de la FTQ consiste essentiellement en la présentation de mémoires. L'analyse sommaire de la liste des 21 mémoires que la centrale a soumis au gouvernement provincial ou à ses agences depuis 1960 16/ nous permettra de savoir dans quels domaines se situent ses principales préoccupations à cet égard:

<u>Date</u>	<u>Sujet</u>
Novembre 1960	Administration hospitalière
Mars 1961	Mémoire législatif
Juin 1961	Enseignement technique et professionnel
Octobre 1961	Décret de l'alimentation à Montréal
Novembre 1961	Accidents du travail
Novembre 1961	Commission des relations ouvrières
Février 1962	Chômage
Février 1962	Mémoire législatif
Mai 1962	Assistance publique
Juin 1962	Education (Commission Parent)
Février 1963	Discrimination au travail
Janvier 1964	Caisse de retraite provinciale
Juillet 1965	Loi de la convention collective
Juillet 1966	Sécurité publique et sécurité des travailleurs
Septembre 1966	Problèmes constitutionnels
Septembre 1966	Accidents du travail
Avril 1967	Santé et bien-être (Commission Castonguay)
Avril 1967	Collèges d'enseignement général et professionnel
Août 1967	Administration de la justice
A venir	Liberté d'association
A venir	Mémoire législatif

Si nous excluons le mémoire sur l'administration de la justice et celui sur la question constitutionnelle, nous pouvons établir la classification suivante, qui démontre bien que les législations sur le travail, l'éducation et la sécurité sociale sont celles auxquelles la FTQ accorde le plus d'importance:

TABLERAU 4

Mémoires de la Fédération des travailleurs du
Québec au gouvernement provincial, 1960-1967

<u>Année</u>	<u>Mémoire législatif*</u>	<u>Education</u>	<u>Sécurité sociale</u>	<u>Travail</u>
1960	-	-	1	-
1961	1	1	-	3
1962	1	1	1	1
1963	-	-	-	1
1964	-	-	1	-
1965	-	-	-	1
1966	-	-	-	2
1967	1	1	1	1
	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
Total	3	3	4	9

* Il s'agit d'un mémoire, en principe annuel, au gouvernement provincial exprimant diverses demandes de transformation de la législation.

La participation actuelle de la FTQ à 43 commissions et organismes est également un indice de l'importance que le mouvement accorde aux problèmes de la société québécoise. Mentionnons à titre d'exemples: Centre de l'organisation scientifique de l'entreprise, Comité d'étude sur le chômage saisonnier, Comité d'étude sur les écoles professionnelles privées, Comité d'information et d'orientation scolaire et professionnelle des adultes, Commission de l'enseignement technique et professionnel du Conseil supérieur de l'éducation, Commission des relations du travail du Québec, Conseil de la coopération du Québec, Conseil d'orientation économique, Conseil supérieur de la famille, Conseil supérieur du travail, Institut canadien d'éducation des adultes, Société générale de financement.

Nous conclurons ce chapitre en étudiant la façon dont la FTQ réagit au complexe que forment les particularités de la situation québécoise. Non

seulement, en effet, le mouvement syndical "national" et international doit-il contrer les attaques directes de la CSN, non seulement doit-il se donner les moyens de faire pression auprès de l'Etat provincial, s'il ne veut pas être absent de la discussion sur le développement de la société québécoise, mais encore il doit prouver que la formule du syndicalisme "national" et international, dont il dit tirer son avantage sur la CSN, ne l'empêche en rien de se faire le porte-parole valable des travailleurs québécois dans leurs aspirations à la transformation de leur société. C'est ce qui ressort clairement de cette déclaration du président de la FTQ en 1965:

A certains moments de notre histoire, nous (unions "nationales" et internationales) avons fourni au peuple du Québec une ouverture, une fenêtre sur le monde extérieur. C'est ce qui explique sans doute que nous ayons toujours été, et que nous soyons demeurés, ici, à l'avant-garde dans le domaine des droits de l'homme, les initiateurs de notions telles que la laïcité, le pluralisme religieux, le socialisme démocratique, la sécurité sociale, l'engagement politique des syndicats, etc. Nous avons longtemps été le seul mouvement populaire à préconiser des idées alors absolument irrecevables dans le milieu, telles la création d'un ministère de l'éducation, la fréquentation scolaire obligatoire, la gratuité de l'enseignement, la coéducation. Il suffit de lire ou de relire le Monde Ouvrier, organe officiel de la FTQ, qui va célébrer l'année prochaine son cinquantième anniversaire de fondation, pour se rendre compte que notre syndicalisme formulait déjà il y a 40 ou 50 ans les grands thèmes de ce qu'on appelle maintenant la révolution tranquille. 17/

On sent déjà poindre dans cet extrait une autre idée. Non seulement la FTQ peut-elle être pour les travailleurs québécois un porte-parole de leurs aspirations aussi valable que la CSN, mais elle offre encore plus de garanties à cet égard, car l'indépendance par rapport aux élites locales que lui assurent ses liens avec le syndicalisme canadien et américain lui permet de représenter plus exclusivement les intérêts des travailleurs face à des changements sociaux que la bourgeoisie nationale voudrait bien tourner à son propre avantage:

En somme, notre mouvement se compose en grande majorité de travailleurs canadiens-français du Québec qui ne peuvent pas être des citoyens québécois à la façon des membres de la Société Saint-Jean-Baptiste, ni des syndicalistes à la manière de nos confrères de l'Ontario ou de la Pennsylvanie. Nous avons, au plan de la société civile et politique, une conscience nationale de Québécois et de Canadiens; nous avons, sur le plan socio-économique, une conscience de classe internationale. Nous croyons que cette double allégeance, bien loin de nous exclure de la société québécoise, nous permet de lui apporter une contribution originale faisant contre-poids à la philosophie qui accompagne ici la technologie et les capitaux étrangers. 18/

De là à accuser plus ou moins directement la CSN de collusion avec les élites bourgeoises du Québec, il n'y a qu'un pas, vite franchi:

Est-ce à dire qu'une fois toutes ces réformes accomplies, nos membres se sentiront tout aussi à l'aise dans nos syndicats que dans une petite organisation régionale bien de chez nous? Non, mais c'est là le prix qu'il nous faut payer pour appartenir à des syndicats gros et puissants qui nous offrent les avantages incontestables dont je vous ai déjà entretenus. D'ailleurs il ne faut pas oublier qu'à la limite, le syndicat où le travailleur se sent le plus à l'aise, ce n'est pas celui de la CSN, mais bel et bien le syndicat de boutique, avec tous les inconvénients, majeurs ceux-là, qu'il comporte. 19/

La violence de ces propos témoigne de l'ampleur du défi que lancent au mouvement syndical "national" et international la CSN et les transformations de notre société.

NOTES

- 1/ Louis Balthazar, Figures du nationalisme, pp. 240-241.
- 2/ Marcel Rioux, Perspectives d'avenir pour la gauche, p. 9.
- 3/ Louis Balthazar, op. cit., p. 241.
- 4/ Jean Gérin-Lajoie, La politique de la main-d'oeuvre et les problèmes constitutionnels, p. 4.
- 5/ Nous nous refusons, faute d'études poussées, à entrer dans le débat sur la nécessité de l'affiliation internationale pour faire face à des employeurs dont les entreprises ont une dimension continentale; nous ne voulons qu'affirmer l'efficacité dont la CSN sait faire preuve en général dans son travail, ou, en d'autres termes, rappeler que bien peu de gens la considèrent aujourd'hui comme pratiquant un syndicalisme de boutique.
- 6/ Nous ne voudrions pas laisser de cette concurrence une vision par trop idyllique. S'il est vrai qu'elle peut permettre un exercice authentique de la démocratie syndicale dans certains cas, elle peut aussi conduire aux marchandages les plus abusifs; par exemple, un changement d'allégeance peut être le fait d'un dirigeant local qui n'a pas obtenu d'un premier syndicat des avantages personnels auxquels il s'attendait, comme celui d'être nommé permanent.
- 7/ L'organisation de la CSN est dans l'ensemble, cela saute aux yeux, beaucoup plus organique que celle du mouvement "national" et international: alors que celui-ci compte près d'une centaine d'unions au Canada et que plusieurs de celles-ci ont des juridictions directement concurrentes, la première ne compte qu'une dizaine de fédérations.
- 8/ Voir Chapitre III, section B.
- 9/ Nous prenons ici ce terme de maintien en deux sens: celui de conservation de l'allégeance d'un groupe de travailleurs à un mouvement syndical donné, et celui qui se rapproche davantage de l'équivalent anglais "maintenance", qui signifie entretien, dispensation de services ayant pour but d'assurer un fonctionnement normal et continu (ce qui se réfère principalement ici aux services de négociation et d'administration de la convention collective de travail).
- 10/ Notons d'ailleurs que si des pressions dans le même sens s'exercent aux Etats-Unis, elles prennent un caractère moins impératif du fait que les unions individuelles comptent d'ordinaire beaucoup plus de membres qu'elles n'en ont ici et sont donc en mesure d'offrir une plus longue résistance à de telles pressions.
- 11/ H.D. Woods et Sylvia Ostry, Labour Policy and Labour Economics in Canada, p. 503.

- 12/ Nous verrons d'ailleurs à la fin de cette section que ses prétentions vont plus loin: non seulement saura-t-elle se montrer un agent efficace dans la transformation de notre société, mais encore l'indépendance par rapport aux élites locales que lui permettent ses liens avec le mouvement nord-américain garantira encore davantage son caractère de porte-parole des seuls intérêts de la classe ouvrière dans les discussions sur l'avenir de la société québécoise.
- 13/ Ces résolutions sont tirées d'un fascicule publié par la centrale: Politique de la FTQ, 1960-1967, pp. 56-57.
- 14/ Mémoire de la CSN, de la FTQ et de l'UCC soumis au Comité de la Constitution de l'Assemblée législative du Québec, p. 17.
- 15/ Politique de la FTQ, 1960-1967, pp. 119-120.
- 16/ Un seul ne s'adressait pas au gouvernement provincial: celui présenté à la Commission de la constitution et des structures du CTC.
- 17/ Louis Laberge, Discours inaugural au IXème Congrès de la FTQ, p. 18.
- 18/ Ibid., p. 11.
- 19/ Ibid., p. 17.

CHAPITRE VIII

STRUCTURES SYNDICALES ET SENSIBILITE DIFFERENTIELLE AUX PARTICULARITES REGIONALES

Les particularités de la situation québécoise sont sans doute une des causes principales de la transformation des attitudes des unions "nationales" et internationales, et en particulier du renforcement de la centrale québécoise. Mais elles n'expliquent pas tout, et sont en particulier impuissantes à rendre compte du fait que les leaders syndicaux ne sont pas unanimes en ce qui concerne ce réaménagement des structures et des pouvoirs au sein du mouvement. Nous verrons dans le présent chapitre un premier élément de solution à ce problème: les structures syndicales et l'histoire de l'implantation des différentes unions contribuent à établir chez celles-ci différents niveaux de sensibilité aux particularités des régions dans lesquelles elles sont implantées.

Ces différents niveaux de sensibilité peuvent évidemment s'inscrire sur un continuum, chaque union ayant à cet égard sa tradition et ses attitudes propres, mais il demeure qu'une ligne de démarcation peut être tracée entre d'une part, les unions autrefois reliées à l'American Federation of Labour, au Congrès des métiers et du travail du Canada et à la Fédération du travail du Québec, dont le métier constituait l'axe de structuration, et d'autre part, les unions des anciens Congress of Industrial Organizations, Congrès canadien du travail et Fédération des unions industrielles du Québec, qui regroupent les travailleurs selon les industries où ils sont employés. Ces dernières seraient plus sensibles aux particularités régionales, les premières moins.

Nous aurons recours à l'un des plus célèbres experts canadiens des questions syndicales, Stuart Jamieson, pour nous en fournir les raisons principales; il nous parle d'abord des unions reliées à l'AFL:

De façon générale, il y a tendance à une centralisation beaucoup plus poussée (des pouvoirs) entre les mains des exécutifs internationaux, et en conséquence un contrôle plus marqué sur les affiliés canadiens au sein des unions reliées à l'American Federation of Labour avant la fusion de 1955. En premier lieu, dans les domaines tels que la construction, l'imprimerie et l'édition, et les entreprises locales de services, où l'AFL prédominait aussi bien au Canada qu'aux Etats-Unis, les unions sont composées d'un grand nombre de sections locales petites et dispersées. Cette structure tend à faire éclater toute opposition qui pourrait se manifester à l'égard de l'exécutif central et complique la tâche des corps administratifs intermédiaires et des groupements régionaux (ou, dans le cas du Canada, "nationaux") qui voudraient devenir un contrepoids efficace à la centralisation administrative. De plus, les exécutifs internationaux d'un certain nombre d'unions AFL perçoivent de fortes cotisations chez les membres et leur distribuent, s'ils sont en règle, de substantiels bénéfices, au Canada comme aux Etats-Unis. Ces bénéfices poussent les officiers et membres locaux à demeurer dans l' "orthodoxie", par crainte de mettre en péril leurs intérêts financiers. Et enfin, comme l'ont souligné Philip Taft et d'autres, les responsables internationaux sont élus au scrutin universel sur la base de listes (slates), soit lors des congrès, soit au moyen d'un referendum parmi les membres. Les responsables généraux ainsi élus, et en particulier les présidents, sont habituellement en mesure de contrôler la conduite des élections à tel point qu'ils assurent leur propre réélection et dirigent le choix des candidats aux postes de vice-présidents de districts, qui composent le reste de la liste victorieuse. Le dirigeant canadien supérieur de l'union typique de l'AFL est donc en fait désigné par le président international et c'est par conséquent à ce dernier qu'il doit d'abord obéissance. La même chose est vraie des représentants internationaux en poste dans les districts administratifs du Canada. Ils sont dans la plupart des cas désignés et sujets à révocation par le président international. 1/ (traduction)

La situation est toute différente en ce qui concerne les unions qui étaient reliées au CIO avant 1955:

En général, elles (les unions du CIO) se gouvernent avec plus d'autonomie et ont plus de latitude dans leurs négociations collectives au Canada que les unions de l'AFL. En premier lieu, les unions du CIO ont dans la plupart des cas, au Canada comme aux Etats-Unis, une structure industrielle et sont implantées dans les industries de production de masse, d'extraction et de fabrication. Leurs sections locales sont en général moins nombreuses, comptent plus de membres et sont plus concentrées géographiquement que celles des unions AFL. Politiquement, elles représentent en conséquence un contrepoids plus efficace à toute tendance vers une sur-centralisation des pouvoirs entre les mains des exécutifs internationaux. En fait, des unions telles que les Travailleurs-unis de l'automobile ou l'Union internationale des travailleurs en électricité ont souvent été déchirées par des luttes de factions au sein de leurs sections locales les plus considérables. De plus, comme le font ressortir Norgren et d'autres, les vice-présidents élus et les responsables de districts de la plupart des unions CIO sont choisis, non pas au scrutin universel lors des congrès, mais par le vote des délégués en tant que membres des districts particuliers qu'ils représentent. Les directeurs canadiens ou les représentants de districts au bureau international de la plupart des unions CIO, en particulier, sont élus exclusivement par les délégués ou les membres canadiens. En outre, ce sont les directeurs canadiens, et non pas les présidents ou les bureaux internationaux, qui nomment habituellement les représentants internationaux dans les districts administratifs qui sont sous leur juridiction. Ainsi, les responsables canadiens de la plupart des unions CIO, contrairement à leurs homologues de l'AFL, ne dépendent pas d'abord de leurs exécutifs internationaux pour le maintien à leurs postes. Et c'est eux, et non pas les exécutifs internationaux, qui détiennent l'autorité première sur les locaux et les subdivisions administratives au Canada. 2/ (traduction)

Les deux premiers facteurs que signale Jamieson (taille et concentration des sections locales, d'une part, présence ou absence de système de bénéfices marginaux dans l'union, d'autre part), s'appliquent directement à la situation que nous étudions. Quant au troisième, il signifie plus, si on le prend en son sens strict, un respect de la part des unions CIO des particularités de la situation canadienne que de celles de la situation québécoise; mais il faut, nous semble-t-il, lui donner une extension beaucoup plus large: si la disparition du système d'élections par listes (slates) au sein des unions industrielles a déjà permis une affirmation de la "personnalité" canadienne,

on ne voit pas pourquoi il n'en irait pas de même pour la "personnalité" québécoise. L'adoption du nouveau système d'élections signifie en fait une volonté de donner aux groupes régionaux plus de contrôle sur leurs propres affaires et sur celles de l'union en général, orientation dont les membres québécois des unions peuvent très bien s'autoriser pour faire valoir leurs propres aspirations au respect de leurs particularités. Cela s'est d'ailleurs déjà produit chez les Métallurgistes-unis d'Amérique (qui ont un district québécois) et se produira vraisemblablement, si l'on en croit un informateur de cette union, chez les Travailleurs-unis de l'automobile dès qu'ils auront au Québec le nombre de membres suffisant (environ 25,000) pour justifier la création d'une nouvelle unité administrative.

Si les structures différentes des unions de métiers et des unions industrielles peuvent contribuer à expliquer leur sensibilité différentielle aux particularités régionales, l'étude de l'histoire de leur mise sur pied et de leur implantation peut également y concourir. Il serait trop long de passer en revue toute l'histoire des deux centrales; aussi nous limiterons-nous à dégager quelques éléments particulièrement significatifs.

1. La mobilité des hommes de métiers

L'homme de métier, que recrutent en général les unions rattachées à l'AFL, est en principe très mobile géographiquement puisque, contrairement à l'ouvrier spécialisé 3/, sa compétence et son savoir-faire sont sa propriété, et ne dépendent en rien de l'endroit où il travaille:

Les travailleurs de métiers, aussi bien que les travailleurs industriels, voient leur mobilité géographique se restreindre, quoique certains systèmes de métiers (comme la construction spécialisée ou la typographie) obligent à ou permettent de considérables déplacements, et que quelques employeurs exigent le changement de résidence comme prix d'un emploi ininterrompu.

Le déplacement d'une industrie à l'autre dans le cas des hommes de métiers peut être plus fréquent dans certains secteurs (ouvriers d'entretien) et plus rare dans d'autres (débardeurs); mais dans le cas des ouvriers industriels, ce mouvement rencontre toujours des obstacles. 4/
(traduction)

John Crispo nous confirme la justesse de ces remarques et affirme même que la volonté des ouvriers de métiers canadiens d'accéder au marché du travail américain, contrôlé par les unions, a pu être l'un des facteurs importants qui les a poussés à adhérer aux unions internationales 5/.

Cette mobilité des hommes de métiers va évidemment à l'encontre d'une sensibilité aux particularités des différentes régions. En effet, si le travailleur est appelé à quitter tôt ou tard la région où il travaille, s'il n'y est qu'en transit, il ne manifestera vraisemblablement que peu d'intérêt aux problèmes particuliers de cette région; même s'il a un emploi qui, de soi, n'exige pas de mobilité géographique, il garde toujours le recours, si les problèmes de la région dans laquelle il est installé lui deviennent un trop lourd fardeau à porter, de refuser de les affronter et de changer de lieu de travail. Tel n'est pas le cas de l'ouvrier industriel qui s'installe dans une région et dans une industrie particulière pour y rester, ne serait-ce que parce que c'est à l'intérieur d'un même établissement qu'il peut espérer obtenir de l'avancement et s'assurer une mobilité socio-professionnelle.

Il est clair que la mobilité géographique est aujourd'hui grandement restreinte. Selon John Crispo, les nouvelles lois américaines sur l'immigration constituent un obstacle d'envergure, et seuls quelques groupes maintiennent des liens avec les unions américaines à cause de l'accès que ceux-ci permettent au marché de main-d'oeuvre d'outre-frontière; ce serait

le cas, en particulier, pour les unions du bâtiment et du spectacle 6/. Certes, ces faits réduisent considérablement la valeur de l'élément mobilité géographique comme facteur d'explication de la sensibilité différentielle actuelle des unions aux particularités de la situation québécoise; mais il ne la détruisent pas. Si atténué soit-il aujourd'hui, ce facteur a puissamment contribué à façonner la tradition des unions de l'AFL, et cette tradition, malgré ses heurts avec la réalité sociale contemporaine, n'en continue pas moins de faire sentir ses effets, dont une préoccupation plus faible que celle des autres unions pour les problèmes de la société québécoise.

2. Des unions industrielles bâties de bas en haut

John Crispo souligne l'influence du modèle de croissance des unions internationales sur leur style d'adaptation à la réalité canadienne, ce qui peut valoir tout autant pour la réalité québécoise:

Une fois établies, par exemple, la plupart des anciennes unions de métiers se sont développées du haut vers le bas. Il en a résulté que leur administration tend à devenir largement centralisée. Ceci signifie qu'au fur et à mesure de l'apparition d'aspirations canadiennes à l'autonomie, les jeux étaient déjà faits. C'est la situation inverse qui s'est installée dans beaucoup d'unions de formation plus récente. Parce que la plupart des unions CCT-CIO et quelques unions CMTC-AFL s'étaient plutôt édifiées de la base au sommet, les groupes régionaux aux Etats-Unis étaient tout aussi intéressés à une certaine mesure d'indépendance que leurs homologues canadiens.7/ (traduction)

Crispo ne pousse pas plus loin son analyse du modèle de structuration prédominant parmi les unions du CIO; un coup d'oeil rapide sur l'histoire de celui-ci peut cependant nous permettre de comprendre ce que signifie cette caractéristique, l'édification du bas vers le haut.

Le Committee for Industrial Organization et, plus tard, le Congress of Industrial Organizations sont le fruit d'une révolte suivie d'un schisme au sein de l'AFL. On pourrait dire des mécontents, reprochant à l'ancienne centrale de ne rien vouloir faire pour recruter la masse croissante des ouvriers industriels (OS), qu'ils portaient de zéro. Si, en effet, ils avaient entraîné avec eux quelques unions, ils devaient par contre faire face au défi considérable que représentait l'AFL, solidement établie après sa quarantaine d'années d'existence. La nouvelle centrale a donc dû s'appuyer sur le dynamisme des travailleurs et sur la révolte de la base contre l'autocratie des unions de métiers. L'utilisation de ce dynamisme de la base l'a évidemment obligée, ne serait-ce que par stratégie, à tenir compte des aspirations des groupes locaux de travailleurs à la conduite de leurs propres affaires, sans compter que l'idéologie même qui avait présidé à la fondation du nouveau mouvement comptait comme élément essentiel le respect démocratique dû aux différents sous-groupes dans le mouvement:

Les fondateurs du CIO se réclamaient de l'idée qu'ils avaient été obligés de choisir leur propre voie pour se débarrasser du leadership arrogant des hauts dirigeants de l'AFL. Ceci, joint au fait que plusieurs régions au sein des diverses unions du CIO, aux Etats-Unis, insistaient pour obtenir un degré d'autonomie relativement élevé, conduisit le CIO dans son ensemble à comprendre les aspirations canadiennes à l'indépendance. De toute façon, cette perspective s'accordait bien avec la mentalité générale de l'époque et avec la philosophie générale du leadership du CIO. 8/ (traduction)

3. La lutte du CIO contre l'AFL

Nous signalerons ici un facteur qui a pu perdre de son importance au fur et à mesure de la croissance du CIO, mais qui n'a pas moins contribué, au cours des premières années d'existence de celui-ci, à implanter au sein des unions industrielles une tradition de respect pour les particularités de

la situation canadienne en général, et donc également pour celles qu'a éventuellement présentées la situation québécoise. Il s'agit du fait que le CIO avait fort à faire, aux Etats-Unis mêmes, pour résister aux attaques de l'AFL et mettre sur pied sa propre organisation, de sorte qu'il avait peu de temps à consacrer à la surveillance de l'activité de ses représentants au Canada et devait, par la force des choses, laisser de considérables responsabilités entre les mains des dirigeants canadiens 9/.

Par ailleurs, la vive concurrence entre l'AFL et le CIO a poussé celui-ci, au Canada, sur la voie d'une alliance avec le Congrès Pancanadien du travail (CPT), ce qui permettait à son homologue canadien, le CCT, de compter dans ses rangs, dès les origines, un nombre relativement élevé de membres. Ce CPT, fondé en 1927 dans le but de s'opposer à l'influence américaine dans le syndicalisme canadien, exigea évidemment, lors de sa fusion avec les effectifs canadiens des unions CIO pour former le CCT, en 1940, de solides garanties au plan de la non-ingérence du CIO et de ses unions affiliées dans les affaires canadiennes. Ces anciennes unions du CPT, et plus particulièrement la Fraternité canadienne des cheminots, constituaient d'ailleurs au sein du CCT, du moins durant les premières années, un groupe suffisamment important pour assurer le respect intégral des garanties qui avaient été données 10/. Ces faits ne contribuèrent pas peu, nous semble-t-il, à donner au mouvement une tradition de respect des particularités des différentes régions 11/.

4. Le CIO et la politique

Mentionnons un dernier facteur. La fondation du CIO doit beaucoup à des changements de caractère politique, à savoir le "New Deal"; c'est du moins ce qu'affirme Logan:

Cette législation (le "National Labor Relations Act", ou "Wagner Act" de 1935), qui correspondait à la mentalité nouvelle de l'époque et n'était pas imposée artificiellement, qui a été attaquée mais aussi fermement défendue durant une décennie, a donc été un facteur important qui a permis le développement de la négociation collective dans les grandes industries aux Etats-Unis. N'eût été d'elle, il y a des raisons de croire que le syndicalisme industriel lui-même aurait fait face à un échec. 12/ (traduction)

Certes Logan, qui écrivait ce qui précède en 1943, ne voyait pas se dessiner au Canada de mesure législative parallèle à celle des Etats-Unis, du moins jusqu'en 1942. C'est en cette année que fut ressuscité par le Parlement fédéral, à l'occasion de la Seconde Guerre mondiale, le "Industrial Disputes Investigation Act" de 1907, auquel on ajouta différents éléments inspirés du "Wagner Act" américain. On y reconnaissait la liberté d'association, on y encourageait la négociation collective et on imposait aux parties l'arbitrage obligatoire; il y manquait cependant des provisions relatives à la certification des unions et à l'obligation pour l'employeur de négocier de bonne foi. Ces quelques déficiences rendaient la loi inapte à contenir l'affirmation croissante de l'insatisfaction ouvrière. C'est pourquoi on adopta en 1943 la loi C.P. 1003 qui était plus proche du "Wagner Act". C'est également de ce modèle que s'inspirèrent les provinces quand elles adoptèrent leurs propres lois, après que le fédéral se fut en bonne partie retiré de cette juridiction après la guerre 13/.

Le Canada a donc fini par connaître une législation du travail semblable au "Wagner Act" de 1935, de sorte que les remarques de Logan à propos de la situation américaine s'appliquent aussi au Canada, et plus particulièrement au Québec, puisque les lois du travail sont sous la responsabilité des provinces: le syndicalisme industriel doit en partie son essor à la politique.

Rien d'étonnant, dans ces circonstances, à ce qu'il soit particulièrement sensible aux particularités des diverses régions où il est implanté: de ces particularités et de leurs conséquences sur la législation du travail dépendent, ou du moins ont dépendu pendant longtemps, ses possibilités d'implantation et d'essor.

S'il est besoin, après la liste de causes que nous venons de passer en revue, de donner une preuve supplémentaire de la plus grande sensibilité des unions industrielles aux particularités régionales, nous aurons recours au témoignage de Crispo. Celui-ci affirme en effet que les unions industrielles constituent la forte majorité des unions qui ont établi des bureaux nationaux de quelque importance au Canada et qui sont allées le plus loin dans la mise sur pied au Canada de sessions d'orientation générale (policy conferences) jouissant d'une réelle indépendance 14/.

La ventilation, en fonction de ce critère (unions AFL ou CIO), des informations que nous possédons sur la favorabilité des unions au renforcement de la FTQ confirme dans une large mesure notre hypothèse.

Notre échantillon n'a évidemment pas la prétention d'être représentatif, au sens scientifique du terme. De nos résultats se dégage cependant une tendance trop marquée pour que nous puissions les qualifier de fortuits, ce qui confère à notre hypothèse une plausibilité que nous jugeons très grande. En effet, quatre sur cinq des unions favorables au renforcement de la FTQ étaient reliées au CIO, alors que trois sur cinq de celles qui y sont défavorables étaient affiliées à l'AFL.

TABLEAU 5

FAVORABILITE AU RENFORCEMENT DE LA FTQ ET
APPARTENANCE SYNDICALE DES UNIONS AVANT
LA FUSION DE 1955 (RESULTATS BRUTS)

<u>Apparte- nance syndicale</u>	<u>Appuient le renforcement de la FTQ (catégorie A)*</u>	<u>S'inquiètent de l'autonomie des unions et du pouvoir du CTC (catégories B et C)</u>	<u>Modérés (catégorie D)</u>	<u>Au delà du syndicalisme (catégorie E)</u>
AFL	Postiers	Chapeliers Vêtement pour dames Charpentiers	Charpentiers Pompiers Service d'édifices	
Tendance CIO **	Tabac SCFP		Pâtes et papiers	SCFP
CIO	Métallos Auto	Salaisons Vêtement pour hommes	Fourrure	

* Les lettres employées pour signifier ces catégories correspondent à celles que nous avons utilisées au Chapitre VI pour désigner ces sections.

** Nous avons classé dans cette catégorie trois unions qui ne pouvaient être incluses dans les deux autres catégories. Le SCFP est une union nationale, donc sans rapport avec les anciennes centrales américaines; on nous a assuré que ses effectifs québécois étaient en majorité membres, avant la création du SCFP en 1961, de l'Union nationale des employés des services publics, que l'on pouvait rattacher à la tradition du syndicalisme industriel. Quant aux syndicats des travailleurs des pâtes et papiers et du tabac, quoique affiliés à l'AFL, ils étaient érigés sur une base industrielle et s'étaient tous deux implantés à l'encontre de syndicats de métiers plus vieux, soit respectivement contre l'Union des papetiers et celle des cigariers; on surnommait même le Syndicat des travailleurs du tabac "le CIO de l'AFL".

Si nous assimilons les catégories verticales "tendance CIO" et "CIO", et si nous excluons du tableau la catégorie horizontale "au delà du syndicalisme" * nous nous trouvons devant la situation suivante:

TABLEAU 6

FAVORABILITE AU RENFORCEMENT DE LA FTQ ET
APPARTENANCE SYNDICALE DES UNIONS AVANT
LA FUSION DE 1955 (NOMBRE D'INFORMATEURS)

Attitude face au renforcement de la FTQ

<u>Appartenance syndicale</u>	<u>Favorables (catégorie A)</u>	<u>Modérés (catégorie D)</u>	<u>Défavorables (catégories B et C)</u>
AFL**	1	3	3
CIO	4	2	2

* Nous excluons cette catégorie car elle ne se situe pas exactement sur la même dimension que les autres; l'appel à la politisation de nos informateurs de cette catégorie nous conduirait, si nous les prenions en considération dans notre tableau, à les classer dans la catégorie "favorables au renforcement de la FTQ", ce qui va dans le sens de notre hypothèse.

** Nous avons compté deux fois dans cette catégorie verticale la Fraternité des charpentiers-menuisiers, car nous avons deux informateurs dont l'opinion divergeait à l'égard de la FTQ (l'un est modéré, l'autre défavorable). Ceci a pour effet de changer nos résultats, mais nous ne croyons pas que nos conclusions puissent en être faussées; leur exclusion ne nous empêcherait pas, en effet, de retrouver chez les "favorables" quatre unions CIO pour une AFL, et chez les "défavorables" un nombre égal d'unions reliées autrefois à l'une et à l'autre centrale, sinon une prépondérance des anciennes unions AFL.

Certes, de nombreux faits échappent encore aux explications que nous avons fournies jusqu'ici: entre autres, l'existence de deux unions CIO défavorables et d'une union AFL favorable au renforcement de la FTQ. Nous verrons dans le chapitre qui suit que d'autres systèmes d'explication peuvent rendre compte de cette situation, comme d'ailleurs des attitudes de toutes les unions, mais ceci ne discrédite en rien la démarche que nous avons accomplie dans le présent chapitre.

Il nous reste, pour conclure, à nous élever au-dessus des unions elles-mêmes afin d'expliquer le phénomène central qui nous occupe. La sensibilité différentielle des unions de métiers et industrielles aux particularités régionales n'ajoute en effet rien à l'explication du renforcement de la FTQ si nous n'ajoutons qu'au cours de la décennie écoulée depuis la formation de la FTQ, les unions industrielles, minoritaires au départ, ont pris le dessus sur les unions de métiers. C'est d'ailleurs là un phénomène généralisé dans le monde occidental, comme l'affirme Michel Crozier dans le Traité de sociologie du travail:

Actuellement, on voit coexister, dans tous les pays occidentaux, les restes de l'organisation par métiers avec l'organisation industrielle prédominante, soit que de petits syndicats de métiers subsistent à côté de grandes fédérations d'industrie, soit que des fédérations de métiers puissantes aient adopté en pratique, pour la majeure partie de leurs adhérents, la forme industrielle d'organisation, soit enfin que dans les nombreux syndicats d'industrie les protestations des ouvriers qualifiés aient obligé les dirigeants à créer des sections ou des groupes autonomes pour les "professionnels". 15/

Dans le syndicalisme international, on peut mentionner plusieurs exemples d'unions de métiers qui laissent de plus en plus de place à des effectifs industriels: les machinistes, les électriciens, les charpentiers-menuisiers, les bouchers, les travailleurs du métal en feuille, etc. 16/

Les études de nombreux experts des affaires syndicales canadiennes confirment ce retournement de la situation en faveur des unions industrielles; c'est le cas, entre autres, de J.T. Montague 17/ et A. Sturmthal 18/. Il est difficile de faire un relevé précis de l'équilibre des forces au Québec, ce qui exigerait une étude des effectifs de chaque union en fonction de leur principe de recrutement professionnel ou industriel. Nous possédons cependant un indice assez sûr du fait que la situation au Québec est semblable à celle du reste du Canada et de l'Amérique du Nord: alors que, comme nous l'avons vu précédemment, l'accord de fusion de 1957 allouait 12 des sièges du Conseil général à des représentants d'unions de l'AFL et 8 seulement à ceux des unions du CIO, le Comité exécutif de 1965-1967 comprenait 5 représentants d'unions CIO, un représentant de l'Union des travailleurs du tabac, dont nous avons dit qu'elle était de tendance CIO, et un représentant d'une union AFL de la construction.

La montée au sein du mouvement "national" et international au Québec des unions industrielles, plus sensibles, à la fois à cause de leurs structures et de l'histoire de leur implantation, aux particularités régionales constitue donc un premier facteur d'explication du renforcement de la FTQ.

NOTES

- 1/ Stuart Jamieson, Industrial Relations in Canada, pp. 72-73.
- 2/ Ibid., pp. 75-78.
- 3/ Cette expression ne correspond aucunement à celle de "skilled worker" employée dans le vocabulaire sociologique américain. Elle désigne plutôt le travailleur qui ne connaît que le fonctionnement d'une machine et dont l'entraînement se fait sur le tas (OS), par opposition à l'ouvrier professionnel (OP) qui possède un métier, et donc des connaissances beaucoup plus étendues et polyvalentes (par exemple, un charpentier-menuisier ou un typographe).
- 4/ Clark Kerr, Balkanization of Labor Markets, p. 104.
- 5/ John Crispo, International Unionism: A Study in Canadian-American Relations, p. 16.
- 6/ Ibid., pp. 27-28.
- 7/ Ibid., p. 91.
- 8/ Ibid., p. 112.
- 9/ Ibid., p. 112.
- 10/ Ibid., p. 111.
- 11/ Il est vrai que l'admission du "fait canadien" a pu polariser l'attention exclusivement sur celle-ci, au détriment d'une acceptation du "fait québécois". Deux remarques s'imposent cependant: en premier lieu, même si le nationalisme québécois n'a jamais été profondément accepté par le CCT, la discussion en était au moins possible en son sein, ce qui n'était pas le cas au CMTC. En second lieu, nous maintenons que l'orientation générale vers le respect des particularités régionales, qui existait dans le CCT, tendait, dans l'ensemble, à favoriser à long terme la reconnaissance des caractères particuliers du Québec.
- 12/ H.A. Logan, Trends in Collective Bargaining: A Study in Causal Analysis, p. 177.
- 13/ Stuart Jamieson, op. cit., pp. 108-110, et Jean Gérin-Lajoie, La politique de la main-d'oeuvre et les problèmes constitutionnels, p. 4.
- 14/ John Crispo, op. cit., pp. 66 et 70.
- 15/ Michel Crozier, "Sociologie du syndicalisme", p. 178.
- 16/ Richard A. Lester, Economics of Labor, p. 107.

- 17/ J.T. Montague, "The Growth of Labour Organization in Canada, 1900-1950", p. 24.
- 18/ Adolf Sturmthal, "Some Thoughts on Labor and Political Action", p. 255.

CHAPITRE IX

STRATEGIE NEGOCIATRICE DES UNIONS ET SENSIBILITE DIFFERENTIELLE AUX PARTICULARITES REGIONALES

Si nous reprenons à un niveau très général les systèmes d'explication du renforcement de la FTQ que nous avons proposés jusqu'ici dans la troisième partie de ce travail, nous pouvons retrouver la ligne d'évolution suivante: au fur et à mesure que nous avançons, nous prenons de plus en plus en considération les caractéristiques du mouvement syndical "national" et international et de ses parties constituantes, les unions, comme facteurs déterminants de l'évolution de la centrale québécoise. Si, en effet, le Chapitre VII présentait certains aspects de la situation québécoise qui ont pu être à l'origine des changements intervenus dans la répartition des pouvoirs dans le mouvement, nous avons tenu compte dans le Chapitre VIII des caractéristiques des unions qui les rendaient plus ou moins sensibles à l'impact de ces particularités régionales. Cette attention aux acteurs prenait d'ailleurs un caractère plus actif dans la dernière partie de ce chapitre, où nous considérons l'histoire des mouvements syndicaux nord-américains, que dans la première, où nous nous limitons à préciser la mesure dans laquelle les structures syndicales offrent aux aspirations des travailleurs, en tant que membres des différentes sociétés, des possibilités plus ou moins grandes d'expression.

Le présent chapitre s'inscrira nettement dans cette perspective d'évolution, et nous permettra d'escalader un échelon supplémentaire. Nous y étudierons les unions non plus en tant que leurs attitudes par rapport au renforcement de la FTQ sont déterminées directement par les particularités

de la situation québécoise, par leurs propres structures ou par la tradition dont elles ont hérité des premières années de leur histoire, mais plutôt en tant que partenaires actifs de relations de négociations avec les dirigeants patronaux. Nous faisons l'hypothèse que la volonté des unions de conserver, sinon d'améliorer leurs positions dans ces relations les conduit d'une part à accroître leur sensibilité aux particularités de la situation québécoise, phénomène dont nous avons dit qu'il contribuait au renforcement de la FTQ, et d'autre part à considérer de plus en plus comme acceptable et même souhaitable ce renforcement.

Le chapitre comprendra six sections. Nous procéderons dans la première à l'analyse de la signification différente que prennent les négociations dans les unions de métiers et dans les unions industrielles. La deuxième section sera consacrée à l'étude proprement dite des effets des particularités régionales sur les négociations collectives. Nous montrerons dans la troisième comment l'évolution de celles-ci rend de plus en plus acceptable et même nécessaire aux yeux des unions un certain transfert de responsabilités aux centrales. Nous verrons dans la quatrième que ce transfert ne peut qu'être accéléré par la transformation actuelle et future du contexte technique et économique général dans lequel s'inscrit la négociation. Enfin, les deux dernières sections seront consacrées à l'illustration des hypothèses que nous aurons développées précédemment; nous expliquerons d'une part comment la stratégie négociatrice des unions peut concourir à l'élaboration de certaines politiques du mouvement, présentées à titre d'exemples, et nous appliquerons d'autre part nos hypothèses à l'analyse des attitudes des informateurs dont nous avons relaté les propos au Chapitre VI.

A. La signification des négociations collectives pour les unions de métiers et les unions industrielles

Avant d'étudier comment la volonté de maintien et d'amélioration de la relation négociatrice conduit les unions à favoriser un renforcement des centrales en général, et de la FTQ en particulier au Québec, il convient de se demander si cette volonté existe et prend un sens identique chez toutes les organisations syndicales, ou, en d'autres termes, si les négociations collectives revêtent pour toutes la même signification globale. Nous formulons précisément l'hypothèse que tel n'est pas le cas. Nous utiliserons la commode distinction entre unions de métiers et unions industrielles, même si elle doit souffrir quelques exceptions, particulièrement de nos jours, où les premières tendent, comme nous l'avons dit à la fin du chapitre précédent, à acquérir certaines caractéristiques des secondes.

1. L'attitude des unions de métiers face à la négociation collective

Deux traits marquent la tradition des unions de métiers dans la défense des intérêts de leurs membres. D'une part, cette défense s'est posée comme l'un des termes d'une alternative dont l'autre terme était l'action politique, de sorte que celle-ci n'a de place chez ces unions que sous une forme très primaire (le gompérisme 1/), si elle n'est pas complètement exclue; d'autre part, cette défense des intérêts des syndiqués a longuement hésité à se définir en termes de négociation, et si elle l'a fait, c'est en général en lui conférant une signification assez restreinte, sinon strictement économique.

Chacune de ces propositions appelle des éclaircissements. La démonstration de la première nous oblige à retourner à l'époque des débuts

de l'industrialisation en Amérique du Nord (n'oublions pas qu'il s'agit ici d'unions internationales). Quatre facteurs (le surplus de main-d'oeuvre dans l'agriculture, l'abandon par les travailleurs des petites entreprises manufacturières et commerciales de la phase pré-capitaliste, l'accroissement de la population et l'immigration) contribuaient alors à faire affluer sur le marché du travail une surabondance de main-d'oeuvre qui exerçait une forte pression à la baisse sur les salaires des ouvriers non-qualifiés, compte tenu du caractère de concurrence parfaite qu'avait alors ce marché, du moins du côté des travailleurs. Par contre, le développement économique qui s'amorçait donnait aux unions d'ouvriers qualifiés une force de négociation gigantesque, puisque les systèmes d'éducation et de formation de ces ouvriers qualifiés, déficients, ne fournissaient jamais une force de travail assez considérable pour équivaloir à la demande 2/.

Placées dans une telle situation, les unions devaient trancher un sérieux dilemme:

Elles pouvaient, soit limiter leur recrutement aux travailleurs hautement qualifiés, dont l'offre restreinte donnait à l'union une position de force à la table des négociations, soit décider de représenter tous les types de main-d'oeuvre industrielle. Dans ce dernier cas, elles devaient trouver des voies et des moyens de diminuer la pression exercée sur le marché du travail par des approvisionnements de main-d'oeuvre surabondants. 3/ (traduction)

Le second terme de l'alternative supposait donc une action sur les quatre facteurs dont nous avons parlé précédemment: imposition de restrictions à l'immigration et à la migration intérieure de la campagne à la ville, établissement de dispositifs ayant pour fonction d'améliorer la situation de l'agriculture et donc celle des travailleurs agricoles, etc.; c'est pourquoi Sturmthal peut conclure:

Un mouvement ouvrier limité aux ouvriers qualifiés insiste sur la négociation collective. Un mouvement qui veut incorporer la plus grande partie possible de la classe ouvrière, n'aura que peu de force sur le marché. Il devra se rabattre sur l'action politique pour obtenir, soit un contrôle de l'accès au marché du travail, soit une mise en vigueur directe de mesures plus favorables aux ouvriers, circonvenant, pour ainsi dire, le marché. 4/ (traduction)

Ces deux tendances ont respectivement comme symboles, au sein du syndicalisme international, l'AFL et les Chevaliers du Travail. Alors que ces derniers négligeaient les divisions de métiers et visaient au relèvement de toute la classe ouvrière 5/, la première, tirant jusqu'à un certain point les leçons d'un siècle d'expériences d'action politique plus ou moins fructueuse, décidait de ne s'appuyer que sur la force économique et les intérêts particuliers de chaque métier:

Les hommes de métiers, qui occupaient des positions stratégiques dans le processus de production ou sur le marché, cherchèrent à promouvoir leur propre cohésion et leur pouvoir coercitif plutôt qu'à gaspiller leurs avantages économiques en des tentatives pour améliorer la condition des ouvriers moins qualifiés. 6/ (traduction)

Comment expliquer l'échec, à la fin du siècle dernier, d'une formule de syndicalisme comme celle des Chevaliers du Travail, qui allait obtenir un vif succès dans les années trente avec le CIO? Les conditions du marché du travail dont nous avons parlé comptent sans doute pour beaucoup; mais Sturmthal propose une hypothèse supplémentaire qui n'est pas à dédaigner: l'alliance entre les ouvriers de métiers et les ouvriers non-qualifiés aurait probablement pu se réaliser si les deux groupes avaient partagé des objectifs non-économiques (comme l'adoption du suffrage universel ou l'abolition des distinctions de classe) dont l'importance aurait pu rejeter au second plan les objectifs d'ordre strictement économique; mais la société américaine ne présentait pas alors de tels défis au mouvement ouvrier 7/. Rien d'étonnant,

dans ces circonstances, à ce que celui-ci se soit limité au recrutement des ouvriers qualifiés et ait pris comme option la défense exclusive de ceux-ci, à l'exclusion de toute action politique.

Il nous faut maintenant expliquer le second volet de l'attitude traditionnelle des unions de métiers face à la négociation collective. Il s'agit, avons-nous dit, d'une certaine répugnance de leur part à définir l'action de défense de leurs membres en termes de négociations. Pour comprendre cette attitude, il faut encore une fois remonter aux débuts de l'industrialisation. On juge alors possible, dans le mouvement ouvrier, la réalisation prochaine de l'abolition du salariat; on déploie en conséquence beaucoup d'énergies pour la mise sur pied de coopératives de production, mais l'échec de celles-ci conduit les travailleurs à mettre leurs espoirs dans le syndicalisme de métiers; l'objectif d'abolition du salariat n'est cependant pas abandonné, comme l'indique Michel Crozier:

Mais il ne s'agissait encore que partiellement de négociation collective. L'objectif que les syndicalistes se proposaient en effet dans ce contexte, ce n'était pas une discussion destinée à aboutir indirectement à une collaboration avec l'ordre patronal, mais l'établissement d'une législation corporative votée librement par les assemblées syndicales représentant les travailleurs et imposée aux employeurs comme une loi. Certes, dans la pratique, il pouvait y avoir négociation et accord: l'idéal syndical restait tout de même l'autonomie corporative ouvrière face à un patron qu'on ignore et dont on refuse de reconnaître les droits.

(...) Le but des intellectuels qui élaboraient la théorie de l'action directe n'était certes pas le même que celui des prudents syndicalistes de métier qui voulaient imposer aux employeurs les lois de la profession. Les uns pensaient à préparer la révolution en habituant les travailleurs à prendre eux-mêmes en mains leur propre sort; les autres cherchaient à établir, à maintenir, à améliorer les standards de la profession. Mais tous avaient en commun une réaction profonde d'indépendance et la volonté de se séparer du monde du patronat et de l'argent. 8/

Le témoignage de Lester nous confirme que les choses se passaient de la même façon aux Etats-Unis au cours du troisième quart du XIXème siècle:

Cependant, les chefs syndicaux des années 1850 et 1860 ne considéraient pas encore les accords négociés comme l'objectif numéro un du mouvement ouvrier à long terme. La plupart d'entre eux continuaient à ne voir dans la négociation collective avec les employeurs qu'un expédient, à court terme. Ils croyaient que le salut définitif du monde du travail résidait dans un changement radical du système économique qui éliminerait la possibilité d'un salariat permanent. 9/ (traduction)

Cependant, les accords écrits avec les employeurs étaient relativement rares jusque dans les années 1880. De tels accords ne semblaient pas nécessaires au moment où les demandes de l'union se limitaient au taux de salaire de la journée de travail, à la journée de dix heures et à l'atelier fermé, toutes conditions que l'union pouvait tenter d'imposer aux employeurs par une action unilatérale. 10/ (traduction)

Certes, la situation a évolué depuis cette époque, mais la tradition de l'action directe ne laisse pas de se faire sentir, du moins au sein des unions de l'AFL qui sont encore dominées par des travailleurs de métiers. Le syndicalisme d'affaires qui y prévaut en est un indice:

Pendant longtemps, jusqu'à l'apparition du CIO, c'est le "syndicalisme d'affaires" qui a prévalu. Les syndicats se considéraient simplement comme des coalitions de vendeurs de la force de travail s'efforçant d'obtenir le meilleur prix sur le marché. Cette conception purement économique était bien sûr théorique: même à cette époque, le syndicalisme d'affaires ne pouvait vivre que sous-tendu par une solidarité et une idéologie non économiques. 11/

Bien sûr, le syndicalisme d'affaires dont il s'agit ici est complètement dépouillé des aspects révolutionnaires qui inspiraient partiellement les théories de l'action directe; il ne s'en inscrit pas moins jusqu'à un certain point dans cette dernière perspective, puisqu'il exige la réduction au minimum de la relation entre l'univers des travailleurs et celui de l'argent,

soit la fixation du prix et de la durée du travail, ainsi que des normes de sécurité syndicale.

On peut d'ailleurs trouver un indice supplémentaire du maintien de cette orientation chez les unions de métiers en analysant les systèmes de sécurité sociale mis sur pied par les différentes unions. Alors que les unions industrielles se sont acharnées à obtenir des entreprises d'importantes contributions à des plans privés de sécurité sociale pour leurs employés (assurance-maladie, caisses de retraite, etc.), bon nombre d'unions de métiers administrent elles-mêmes ces caisses, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent. La création de tels plans de sécurité sociale au siècle dernier pouvait correspondre à des nécessités pratiques (les unions étant en butte à l'opposition des employeurs, elles auraient probablement échoué si elles avaient tenté d'obtenir de ceux-ci de semblables mesures) ainsi qu'à l'idéologie de l'action directe; mais tel n'est plus le cas de nos jours, et la préservation de tels systèmes de bénéfices marginaux à l'intérieur de certaines unions nous semble indiquer un reste de méfiance face aux ententes très élaborées avec les employeurs, en même temps bien sûr qu'elle relève d'une stratégie des leaders visant à faciliter leur contrôle sur les membres, comme nous l'avons souligné au chapitre précédent.

Une remarque s'impose avant que nous ne terminions l'examen de la situation des unions de métiers. L'emploi par Sturmthal, dans les extraits de son texte que nous avons cités, de l'expression "négociation collective", dont cet auteur dit que les unions de métier l'ont préféré à l'action politique, peut sembler contredire la seconde proposition que nous avons examinée, soit la réticence de ces unions face à la négociation collective. Il s'agit cependant là d'une contradiction de pure forme qui ne résulte que

de l'emploi de l'expression en cause dans deux sens différents. En effet, quant Sturmthal utilise cette expression, il l'oppose à "action politique" et veut indiquer par là que les ouvriers professionnels préfèrent la défense stricte de leurs propres intérêts à des efforts en vue d'améliorer le sort de toute la classe ouvrière. De sorte que, même s'il parle de "table de négociations", il tient des propos qui n'ont absolument rien à voir avec notre seconde proposition, c'est-à-dire avec le sens précis que les unions de métiers donnent à leur action de défense de leurs membres, action directe ou négociation collective.

Il nous est donc possible d'affirmer que pour les unions de métiers la défense des intérêts de leurs membres est absolument disjointe de l'action politique (si nous excluons de celle-ci les comportements purement gompéris-tes) et n'emprunte qu'avec certaines réticences la voie de la négociation.

2. L'attitude des unions industrielles face à la négociation collective

L'attitude des unions industrielles face à la négociation collective se définit comme l'inverse de celle des unions de métiers. Nous ne sommes pas dispensés pour autant de l'étude des conditions concrètes qui ont permis l'émergence d'une telle orientation.

Pour les unions industrielles, l'action politique n'est plus l'antithèse mais bien le complément des activités quotidiennes de défense des travailleurs. Nous devons recourir encore une fois, pour expliquer ce changement, à l'analyse des conditions qui prévalent sur le marché du travail; il ne s'agit plus cependant de la période des débuts de l'industrialisation mais de la phase subséquente, la production de masse. Cette phase fait massivement appel à des travailleurs semi-spécialisés (hausse importante

de la demande), en même temps que le surplus de main-d'oeuvre se résorbe presque complètement (réduction de l'offre), de sorte que la force de négociation des nouvelles unions industrielles est assez importante. Par contre, la facilité et la rapidité avec laquelle on peut entraîner à leur tâche les travailleurs semi-spécialisés 12/, particulièrement à une époque où le niveau général d'éducation de la population connaît une hausse importante, tend à abaisser ce pouvoir de négociation en permettant le remplacement rapide des travailleurs par des "jaunes", (scabs), si les premiers se montrent trop récalcitrants. L'obtention des lois garantissant la sécurité d'emploi, de même que l'immunité des travailleurs exerçant des activités syndicales deviennent donc des préoccupations majeures des unions industrielles et cela les projette dans la sphère de l'action politique—alors que les unions de métiers pouvaient, du moins à l'époque précédente, assurer à leurs membres une telle sécurité par la stricte utilisation de la force de pression économique que leur conférait le caractère indispensable et irremplaçable de leur contribution à la production. Sturmthal signale un autre facteur qui tend à "politiser" l'action des unions industrielles:

Contrairement aux groupes relativement restreints de travailleurs très spécialisés des débuts de l'industrialisation, les masses de travailleurs semi-spécialisés et de manoeuvres découvrent que les variations du niveau de l'emploi dans l'industrie en général, et dans leur propre industrie en particulier, ont une influence décisive sur leur pouvoir sur le marché du travail. La combinaison de la négociation et de l'action politique—la seconde préparant le terrain et créant des conditions favorables à la première—constitue la stratégie toute désignée pour les grandes unions industrielles et plusieurs des unions de métiers. 13/ (traduction)

Rien d'étonnant, dans ces circonstances, à ce que "dans de grandes régions américaines, le parti démocrate soit virtuellement devenu un parti ouvrier"14/ et à ce que le CCT ait appuyé au Canada le parti CCF, alors que le CMTC s'y refusait complètement.

Nous n'irons pas plus loin dans l'étude des liens entre l'action politique et la négociation au sein des unions industrielles, qui constituent l'objet propre des sections B et D du présent chapitre, de même que d'une partie de la section F.

Il nous reste cependant à expliquer la signification que les unions industrielles accordent à la négociation. Celle-ci prend, au cours du développement du syndicalisme industriel, une extension telle que son caractère même en est altéré; elle n'est plus comme auparavant la rencontre à caractère à peu près strictement économique entre les demandeurs de travail et la coalition des pourvoyeurs de celui-ci, mais une discussion beaucoup plus large et complexe dont la violence occasionnelle n'estompe pas un aspect absolument nouveau: les deux partenaires reconnaissent mutuellement leur existence comme légitime, acceptent fondamentalement le compromis comme processus de règlement des problèmes, se définissent comme interdépendants, cette interdépendance dût-elle être vécue sur le mode du conflit. Michel Crozier définit de la façon suivante cet élargissement de la notion de négociation:

Très vite, l'aspect "syndicalisme de marché" a, en apparence, repris le dessus même pour les fédérations CIO. Mais l'élan du mouvement social (des origines du CIO) ne s'est pas arrêté: les premières formes de démocratie ouvrière contenues dans les contrats collectifs encore fort vagues des années 1935-1937 se sont développées et continuent encore à se développer. C'est leur pression qui amène les syndicats à introduire dans leurs programmes de revendication quantité d'aspects (droits d'ancienneté, promotion, vacances, sécurité sociale) qui n'ont rien à voir avec les objectifs économiques classiques. (...) Si on veut la caractériser de façon générale, l'action du mouvement ouvrier en ce domaine pousse vers une participation de plus en plus grande des salariés à la gestion des problèmes que posent les relations entre les hommes au sein des entreprises. 15/

Crozier nous invite à ne pas considérer cette transformation de l'action du mouvement ouvrier comme négligeable; loin de n'avoir que des conséquences limitées dans l'aire restreinte de l'entreprise, elle a pu se révéler, dans les pays où elle s'est opérée, et en Amérique du Nord en particulier, un des moteurs de l'évolution sociale. Aux Etats-Unis, elle fut en tout cas accompagnée d'un profond changement de l'attitude de la société envers le syndicalisme, avec le "New Deal". Le fait que le mouvement ouvrier ait consenti dans une très large mesure au dialogue avec le monde des employeurs n'est sans doute pas étranger au changement de l'attitude même de ces employeurs à l'égard du syndicalisme. Ceux-ci commençaient en effet à penser que le coût d'un certain nombre de mesures favorables aux travailleurs serait compensé par l'amélioration du moral et la hausse de la productivité qui devait en résulter; de même, la grande crise économique avait diminué la confiance absolue en la capacité des entreprises d'assurer de façon autocratique le développement économique, et l'opinion publique commençait à voir d'un meilleur oeil l'action des syndicats, qui aurait pour effet d'accroître le pouvoir d'achat de la masse et donc de contribuer à relancer l'économie 16/.

Cette reconnaissance sociale du mouvement syndical amène donc celui-ci à donner à la négociation une signification plus globale, à lui faire dépasser les cadres étroits d'un pur affrontement économique, pour en faire un système de participation conflictuelle des travailleurs à l'administration de l'entreprise et même à toute la vie économique, en tant que réseau de relations humaines. Nous nous éloignons donc de plus en plus des théories de l'action directe pour nous rapprocher de celles de la participation conflictuelle; nous pouvons juger de la distance parcourue entre ces deux pôles en observant les problèmes de l'insertion du syndicalisme dans l'entreprise:

Paradoxalement, un examen un peu serré nous révèle que le syndicalisme de contrôle (nord-américain), alors même qu'il rejette l'idée de coopération formelle, s'appuie de moins en moins sur le conflit et de plus en plus sur une coopération de type informel. Après s'être surtout occupé des conditions de salaire et des conditions matérielles de travail, le syndicalisme de contrôle en est venu à chercher à diminuer les prérogatives ou les droits de la gérance. En voulant garantir la sécurité d'emploi de ses membres, le syndicat a réussi à obtenir un droit de regard sur la promotion, sur les renvois et sur l'embauchage. (...) En fait, plus le syndicat réussit à gruger les droits de la gérance, plus la coopération s'impose. 17/

3. La portée actuelle de ces différences d'attitudes face à la négociation collective

Nous avons pu établir que la défense des travailleurs par les unions de métiers s'inspirait de la tradition de l'action directe et se traduisait au niveau de la négociation collective par un syndicalisme d'affaires qui maintenait à un point minimal la relation employés-employeurs; nous avons également pu déterminer que cette action de défense des travailleurs se définissait comme l'antithèse de l'action politique. Il nous reste à déterminer l'influence que cette tradition continue d'exercer aujourd'hui sur le mouvement ouvrier, en prenant par ailleurs pour acquis que l'attitude des unions industrielles—acceptation de la négociation collective en tant que phénomène de participation conflictuelle, et utilisation de l'action politique comme complément de la négociation—constitue le courant de pensée dominant et exerce une influence prédominante au sein de ce mouvement 18/.

L'attitude des unions de métiers a évidemment perdu de sa popularité dans la mesure où un certain nombre d'entre elles sont à toutes fins pratiques devenues des unions industrielles. C'est sans doute là ce que voulait signifier Sturmthal quand il affirmait que la combinaison de la négociation et de l'action politique caractérisait la stratégie des unions industrielles et de plusieurs unions de métiers.

Mais cette tradition des unions de métiers continue à exercer quelque influence. D'une part, bon nombre d'unions de métiers continuent encore aujourd'hui à se refuser à l'action politique et maintiennent des provisions constitutionnelles qui proscrivent toute discussion à propos de l'engagement dans un parti politique 19/. D'autre part, on peut encore percevoir chez certaines unions de métiers des séquelles de la théorie de l'action directe. Celles-ci n'ont que peu de place au niveau de la défense quotidienne des travailleurs, ne serait-ce que parce que ces derniers auraient rapidement abandonné leurs unions pour joindre les rangs du syndicalisme industriel si celui-ci avait obtenu pour ses membres, au moyen d'une négociation plus poussée, des avantages qui seraient demeurés hors de la portée des unions de métiers; on peut par contre souligner que le maintien au sein de celles-ci de systèmes de bénéfices marginaux constitue, comme nous l'avons dit, un reliquat de cette ancienne idéologie d'indépendance du monde des travailleurs. Mais c'est à un niveau beaucoup plus général que les séquelles de la théorie de l'action directe apparaissent les plus importantes: elles se traduisent par une certaine méfiance face aux idéologies qui ne sont pas proprement ouvrières, par une détermination à définir les intérêts des ouvriers comme assez indépendants de ceux de la société en général et des autres classes en particulier. Nous en verrons un exemple quand nous parlerons du nationalisme et des réactions qu'il inspire, dans la section E.

4. Conséquences de ces attitudes sur la sensibilité aux particularités régionales

Nous avons vu que, dans le domaine de la défense quotidienne des intérêts des travailleurs, la grande majorité des unions acceptent la négociation comme participation conflictuelle, ou, en d'autres termes, que l'influence de la théorie de l'action directe, à ce niveau, est fort mitigée.

Nous pouvons donc prévoir qu'en principe, presque toutes les unions seront sensibles aux particularités régionales qui affectent la négociation collective, phénomène dont nous étudierons les différents aspects dans la section B.

Il en ira cependant quelque peu différemment en ce qui concerne l'attitude des unions face à ces particularités elles-mêmes. Nous avons en effet vu que les unions de métiers présentent une certaine répugnance à "jouer le jeu de la société", alors que les unions industrielles abordent avec une attitude nettement plus ouverte, plus négociatrice, les problèmes généraux des sociétés dans lesquelles elles sont implantées. Nous reviendrons sur ce problème dans les cadres de la section E.

B. Les effets des particularités régionales sur les négociations

Nous développerons, dans la présente section, deux hypothèses: d'une part, que les unions cherchent à neutraliser les particularités régionales qui pourraient les empêcher d'établir chacune dans son secteur industriel, une relation négociatrice parfaite, c'est-à-dire s'étendant à l'ensemble du marché des produits de ce secteur; d'autre part que les unions cherchent à contrôler ces particularités dans la mesure où elles sont susceptibles d'exercer des pressions à la hausse ou à la baisse sur les résultats qui peuvent être obtenus par la négociation.

1. Le maintien de la relation négociatrice parfaite

Les lois économiques fort simples de l'offre et de la demande nous permettent de comprendre les avantages considérables qu'une union peut retirer d'une relation négociatrice parfaite:

Il est bien vrai que plus l'unité de négociation est étendue, moins est grande l'élasticité de la demande de travail et plus s'accroît en conséquence la possibilité pour les unions d'obtenir des hausses de salaires. En même temps, plus l'unité de négociation tend à coïncider avec l'ensemble d'une industrie, plus il est facile (pour cette dernière) de traduire les hausses de salaires en hausses de prix. Si la négociation sur les salaires affectait toutes les industries, la résistance du patronat aux demandes de hausses de salaires pourrait bien tomber presque à zéro. 20/ (traduction)

On peut expliquer d'une autre façon l'intérêt des unions pour la relation négociatrice parfaite: celle-ci leur permet en effet d'éviter que ne se constituent, dans des régions non-syndiquées, ou syndiquées par des unions peu puissantes, des réservoirs de main-d'oeuvre au rabais (cheap labor) qui exerceraient une pression à la baisse sur les salaires des syndiqués des unions plus puissantes. C'est ce qu'exprime Lester à propos des Etats-Unis quand il affirme que l'existence d'un marché continental "a placé les unions face aux problèmes de l'organisation de tout le secteur de la production compétitive. Autrement, leurs efforts auraient été sapés par la compétition des secteurs non-syndiqués et la disparité des normes de travail entre les Etats" 21/. (traduction)

On pourrait penser, avec John Crispo, que rares sont les secteurs industriels où les nécessités d'une relation négociatrice parfaite sont aussi contraignantes au Canada qu'elles le sont aux Etats-Unis (il s'agirait surtout de la fabrication du papier et des mines) 22/.

Mais sans vouloir préjuger de l'issue des débats entre les partisans du continentalisme et du nationalisme économiques, on peut affirmer que la tendance est actuellement à la libéralisation des échanges entre les deux pays, comme en témoignent les récents accords de l'auto et du Kennedy Round; de sorte que la théorie de la relation négociatrice parfaite a tendance à acquérir, au Canada, une importance croissante.

Mais il est un autre aspect de la négociation collective qui, pour être moins contraignant que les données d'ordre économique, n'en pousse pas moins fermement les unions à rechercher la relation négociatrice parfaite: l'issue de la négociation peut dépendre, jusqu'à un certain point, du prestige des partenaires en lice, prestige qui serait mis à rude épreuve si les unions n'étaient pas assez puissantes pour étendre leurs ramifications dans tous les établissements d'importance d'une entreprise ou même d'un secteur industriel. On peut difficilement croire, par exemple, que l'Union internationale de l'automobile craigne l'envahissement du marché américain par les produits que General Motors fabrique à Sainte-Thérèse ou que les trois grands de l'auto produisent en Europe occidentale, mais il peut s'avérer important pour elle de montrer à ses partenaires de négociations que sa puissance est comparable à la leur.

Nul besoin d'insister pour montrer que cette nécessité d'une relation négociatrice parfaite polarise l'attention de certaines unions sur les particularités du Québec: cette relation serait évidemment rompue si la CSN entraînait dans le jeu. Ceci ne s'applique cependant pas à toutes les unions; celles dont l'action se déroule dans les cadres d'un marché local des produits font exception 23/. On pourrait citer en exemples les unions de la construction, de l'entretien d'édifices et de la fonction publique. Dans ces secteurs, le produit est évidemment inamovible, de sorte que la compétition entre régions est réduite 24/.

2. L'influence de l'économie régionale sur les négociations

Il est certain que la détermination des conditions de salaires et de travail dépend, dans une certaine mesure, des caractéristiques de chaque

secteur industriel. C'est d'ailleurs l'une des raisons principales qu'invoquent les leaders québécois des unions internationales en faveur du maintien des liens avec le mouvement américain. Ceux-ci peuvent servir de courroie de transmission des salaires d'un pays à l'autre dans les cadres de conventions collectives maîtresses, du moins dans les secteurs industriels les plus importants (acier, auto, papier, etc.).

Mais les pressions du secteur industriel ne sont pas les seules à jouer: les caractéristiques économiques des différentes régions où les syndicats sont implantés, exercent également une influence sur les négociations.

En premier lieu, le niveau général des salaires peut, selon qu'il est faible ou élevé, exercer une pression à la baisse ou à la hausse sur ce que peuvent obtenir les syndicats à la table des négociations. Citons ici l'exemple de l'usine de General Motors à Sainte-Thérèse: certains leaders syndicaux, qui ont été mêlés aux discussions de la première convention collective, prétendent que la compagnie aurait accédé aux demandes de ses employés avant même qu'ils aillent en grève, si ne s'étaient exercées sur elle des pressions de la part des élites économiques de la région, qui voyaient d'un mauvais oeil un chambardement des structures et du niveau—fort peu élevé—des salaires dans la région. On peut penser qu'un phénomène de même nature s'est produit dans l'ensemble du Québec et a pu contribuer à l'échec de certaines unions dans leurs demandes de parité de salaires avec l'Ontario ou même les Etats-Unis.

En second lieu, les salaires consentis à ses employés par le plus grand employeur du Québec, l'Etat provincial, ont un effet d'entraînement sur le niveau général des salaires, et donc une influence sur les résultats des autres négociations.

En troisième lieu, ces résultats dépendent évidemment de la "santé" économique générale de la région, si l'on donne à cette dernière expression un sens beaucoup plus large que le seul niveau général des salaires qui en est un indice. Les syndicats peuvent évidemment obtenir pour leurs membres des avantages plus considérables, si l'on est dans une période et/ou dans une région prospères qu'en cas contraire.

Cette dernière considération prend cependant une signification différente selon que l'on considère les unions de métiers ou les unions industrielles. Les premières se sont assurées, au moyen des lois sur l'apprentissage et des clauses d'atelier fermé, un contrôle sur l'offre de travail, contrôle qu'elles peuvent d'autant mieux exercer que les hommes de métiers sont mobiles, et peuvent donc passer d'un marché du travail à un autre en cas de chômage. Ce contrôle sur l'offre de travail diminue d'autant l'attention que ces unions doivent porter à la demande de travail sans, bien entendu, réduire cette dernière à néant. Il en va différemment des unions industrielles, dont les membres voient leur statut défini au sein même de l'entreprise particulière, grâce aux clauses de séniorité; ceux-ci sont donc relativement immobiles, ce qui met un embargo sur toute tentative des unions d'agir sur l'offre. Celles-ci sont en conséquence obligées de tenter d'exercer une influence sur la demande 25/, ce qui, par le biais des politiques de plein emploi, les renvoie directement à une action auprès des gouvernements.

Notons également que la "santé" générale de l'économie québécoise aura des influences plus marquées sur les secteurs industriels importants (acier, construction mécanique, etc.) que sur les industries nettement marginales (comme la confection) ou sur celles qui se sont implantées ici de

façon purement artificielle (comme le textile, que l'on doit protéger par des barrières tarifaires exorbitantes). On peut en conclure que les syndicats de cette dernière catégorie seront moins intéressés que ceux de la première à une action de l'Etat visant à assurer le développement économique de notre société, dans la mesure où celle-ci pourrait remettre en question le précaire équilibre qui permet la survivance des industries où travaillent leurs membres. Elles n'auront recours à la FTQ que pour appuyer au besoin des revendications limitées au maintien de mesures de protection de leurs secteurs industriels.

Nous pouvons conclure cette section en affirmant que les unions en général, mais plus particulièrement les unions industrielles implantées dans les secteurs les plus importants et les plus intégrés à l'économie continentale, sont forcées par leur stratégie négociatrice à tenir un compte de plus en plus grand des particularités de la situation québécoise qui pourraient avoir une influence sur l'efficacité de cette stratégie.

C. Stratégie négociatrice et acceptabilité du renforcement de la Fédération des travailleurs du Québec

1. Juridiction des unions et renforcement de la FTQ

L'union de métier a toujours tenu à ce que sa juridiction soit très soigneusement définie 26/ et soit l'objet du plus grand respect de la part des autres organisations syndicales. On peut retrouver les origines de ce comportement dans les premières phases de l'existence de ce type d'unions: comme nous l'avons dit dans la Section A, cette définition rigoureuse pouvait s'avérer le moyen le plus efficace pour exclure du mouvement syndical les ouvriers non-qualifiés. Mais cet attachement au respect des

juridictions correspond encore de nos jours à des nécessités très concrètes: ces unions se définissent exclusivement par le genre de compétence professionnelle que possèdent leurs membres, et la moindre entorse à cette définition pourrait créer un précédent gros de menaces pour le principe même d'édification de ces unions 27/. Si les charpentiers-menuisiers, par exemple, acceptaient que certains de leurs membres ne soient plus définis comme hommes de métiers mais appartiennent plutôt aux unions des secteurs industriels où ils travaillent, l'union comme telle pourrait disparaître à brève échéance, et ses membres se fondre, qui dans une union de la construction, qui dans l'union des chantiers navals, etc.

Il en va tout autrement pour les unions industrielles car les limites des juridictions de celles-ci sont beaucoup plus floues. Un même établissement qui fabriquerait, par exemple, des revêtements de tissu et de plastique pour les sièges d'autos, pourrait entrer dans la juridiction d'au moins trois unions. En conséquence, les unions industrielles peuvent accepter plus de compromis sur les limites qualitatives au recrutement de leurs membres, sans que pour autant leur propre existence soit remise en doute. Nous ne voudrions pas laisser l'impression que les unions industrielles attachent peu d'importance au respect de leurs juridictions et aux mesures telles que le pacte de non-aggression; celles-ci leur permettent en effet de maintenir le niveau de leurs effectifs, élément essentiel de leur force. Mais contrairement aux unions de métiers, il ne s'agit pas pour elles d'une question de vie ou de mort, puisque le passage d'un groupe d'ouvriers d'une union industrielle à une autre n'entraîne pas la négation du principe même du syndicalisme industriel.

Cet attachement plus ou moins grand au respect des juridictions a des incidences directes sur l'attitude des dirigeants syndicaux face au

renforcement de la FTQ. Les unions de métiers ont évidemment tout à craindre d'une telle évolution car celle-ci risque en effet de restreindre, jusqu'à un certain point, l'autonomie des unions et de confondre leurs spécificités dans un mouvement beaucoup plus global de défense des travailleurs; c'est d'ailleurs pourquoi les pouvoirs de l'AFL étaient assez ténus:

...les principes de la Fédération prévoyaient une stricte autonomie pour les unions nationales. Ce qui signifiait que la centrale ne devait pas se mêler de leurs affaires internes—politique d'admission, apprentissage, discipline des membres ou gestion de l'union. L'emphase étant mise sur l'action économique, l'une des fonctions importantes de l'AFL était d'appuyer les unions nationales dans leurs grèves, leurs boycottages et leurs activités de recrutement. 28/ (traduction)

Quant aux unions industrielles, elles entretiennent beaucoup moins de craintes face au renforcement de la FTQ; si celui-ci entraînait, par la polarisation des énergies au niveau de la centrale, une minimisation de l'importance accordée à la définition des frontières des secteurs industriels, ce désavantage serait amplement compensé par le surcroît d'énergie qu'apporterait au mouvement dans son ensemble, et aux unions en particulier, une mise en commun des ressources.

2. Accroissement des effectifs et renforcement de la FTQ

Nous avons dit que les unions industrielles tiraient principalement leur force de la taille de leurs effectifs. C'est en effet celle-ci qui leur permet, d'une part d'accumuler des fonds de grèves importants et, d'autre part, de disposer de ressources financières assez considérables pour mettre sur pied des services spécialisés (recherche, consultations juridiques etc.) 29/. Ceci peut s'avérer vrai également des unions de métiers, mais

dans une moindre mesure, puisqu'elles disposent d'un certain contrôle de l'offre sur les marchés où elles négocient.

Les possibilités que présente le renforcement de la FTQ, sous ce rapport de l'accroissement de la taille des unions, entraîneront donc certaines d'entre elles à le favoriser.

En premier lieu, et à court terme, l'influence de la centrale québécoise sur la vie quotidienne du mouvement entraînera surtout l'accroissement des effectifs des unions les plus considérables: d'abord parce que ce sont les leaders de celles-ci qui détiennent le plus souvent les postes de direction de la FTQ 30/. Ensuite, parce que si le mouvement veut présenter un front uni contre la CSN dans certaines campagnes d'organisation (comme ce fut le cas à l'Hydro-Québec), il enverra au combat celle de ses unions qui est en meilleure position pour vaincre la centrale rivale, c'est-à-dire probablement l'une de ses plus puissantes. Enfin, si la FTQ doit faire appel à l'un de ses affiliés pour remplacer une union inefficace, ce qui pourrait devenir plus fréquent en cas d'assouplissement du pacte de non-agression du CTC, elle fera de nouveau appel à des unions fortes. Les unions de métiers en tireront probablement fort peu d'avantages, les limites étroites de leurs juridictions les empêchant souvent de récupérer les effectifs ainsi dégagés.

En second lieu, et à plus long terme, une FTQ plus prestigieuse saurait mieux imposer au mouvement ses points de vue sur l'urgence de mettre en branle un processus général de fusions entre les unions, ce qui ne saurait plaire ni aux unions de métiers, ni aux unions industrielles de faible importance; les plus puissantes y trouveraient évidemment leur compte.

En troisième lieu, la FTQ peut contribuer indirectement à l'accroissement des effectifs de ses affiliés, en faisant pression sur le gouvernement pour qu'il lutte contre le chômage. Non seulement l'accroissement du taux de participation 31/ peut-il amener au syndicat quelques adhérents supplémentaires, mais encore la situation de plein emploi (inélasticité de l'offre de travail) permet aux syndicats d'obtenir des gains appréciables, et donc d'exercer un attrait accru sur les travailleurs non encore syndiqués.

En quatrième lieu, la FTQ pourrait fournir à ses unions, à titre de suppléance, en attendant que leurs effectifs se soient accrus, un certain nombre de services équivalents à ceux dont disposent les unions les plus considérables (particulièrement dans les domaines de la recherche, de l'éducation et de l'organisation).

Nous pouvons donc conclure que le renforcement de la FTQ est plus acceptable pour les unions industrielles les plus puissantes que pour les unions de métiers, dont elle peut mettre en péril la juridiction et l'existence même jusqu'à un certain point, et pour les unions les plus petites. Il faudrait cependant apporter une nuance en ce qui concerne ces dernières: si elles peuvent craindre, à long terme, de disparaître au cours d'un réaménagement global des juridictions, elles peuvent à court terme tirer parti d'un renforcement de la centrale québécoise qui mettrait à leur portée un certain nombre de services et leur permettrait donc de survivre.

D. Nouveaux facteurs favorisant le renforcement de la Fédération des travailleurs du Québec

1. La confusion croissante entre les juridictions des unions

Woods et Ostry signalent dans leur livre Labour Policy and Labour Economics in Canada, deux nouveaux facteurs de la situation de travail qui

lancent un défi au mouvement syndical et remettent en question ses structures:

Il est vraisemblable que l'extension de l'unité de négociation nécessitera au moins un niveau plus élevé de coopération entre les unions (pour les besoins de la négociation), sinon une synthèse organique de juridictions syndicales présentement séparées. 32/
(traduction)

Enfin, en ce qui concerne la question des structures, on peut anticiper qu'une technologie en changement rapide va accroître considérablement le nombre des contestations de juridiction et en aggraver l'intensité au fur et à mesure que de nouveaux matériaux et de nouvelles méthodes de production brouillent et détruisent les frontières traditionnelles entre unions. 33/ (traduction)

Ces nécessités d'une coordination accrue du travail des unions et de mise sur pied d'une procédure encore plus efficace de règlement des conflits de juridictions, sont évidemment des conditions éminemment favorables à l'accroissement du pouvoir des centrales syndicales. On sait déjà que la FTQ détient en ces matières une autorité morale assez considérable due au fait de sa connaissance intime de la situation québécoise et de la concurrence de la CSN, malgré le fait que le CTC y détienne seul l'autorité constitutionnelle. Comme les procédures actuelles de la certification des agents négociateurs, qui relèvent de l'autorité provinciale, constituent l'un des principaux obstacles à une redéfinition plus rationnelle des juridictions syndicales 34/, c'est encore la FTQ qui devra prendre la tête d'un mouvement de revendication visant à planifier la situation syndicale au Québec.

2. Le rôle accru des pouvoirs publics dans la négociation

Selon Woods et Ostry, "quel que soit le degré d'intervention du gouvernement dans l'avenir—et il ne pourra jamais même s'approcher du modèle

européen—il est vraisemblable que la négociation dans les situations-clés sera sujette à une surveillance gouvernementale beaucoup plus attentive et continue". 35/ (traduction)

Cette situation qui a de fortes chances de s'établir dans tous les secteurs industriels importants se retrouve déjà à un degré maximum dans les négociations de la fonction publique; et l'on sait le rôle important qu'a tenu la FTQ dans ces négociations.

Si le gouvernement prend un jour au sérieux l'appui que fournit le mouvement syndical à la thèse de la planification économique, on peut prévoir que celui-ci devra confier aux centrales un rôle beaucoup plus important encore au plan de la coordination des politiques et des revendications des différentes unions 36/. Sans préjuger de l'issue des débats constitutionnels actuels et futurs, on peut penser que l'Etat du Québec tiendra à s'assurer le contrôle d'une telle planification—si elle existe; de sorte que la FTQ verrait encore s'accroître ses responsabilités.

Par ailleurs, une telle planification pourrait bien amener les unions à exiger en contrepartie de leur acceptation d'une politique complète ou du moins de certains éléments d'une politique de contrôle des salaires et des prix, la mise sur pied de programmes de sécurité sociale plus complets 37/ on sait que ces politiques relèvent également du pouvoir provincial, et donc de la sphère de responsabilités de la FTQ.

E. Application de l'analyse stratégique à
l'étude de certaines politiques de la
Fédération des travailleurs du Québec

Nous avons défini jusqu'ici, dans le présent chapitre, un système d'explication de l'attitude des unions face au renforcement de la FTQ en

fonction de la stratégie que celles-ci élaborent dans le but d'accroître leur force de négociation avec les employeurs. Il nous semble intéressant, avant d'appliquer ce système à l'analyse des opinions émises par nos informateurs lors des entrevues dont nous avons rendu compte au Chapitre VI, d'en démontrer le fonctionnement concret en l'appliquant à l'étude de certaines politiques de la FTQ, à savoir les positions prises par celle-ci à propos du nationalisme et de l'action politique et son projet de transformation des lois régissant l'accréditation des organisations syndicales au Québec. Précisons cependant que nous ne prétendons pas expliquer entièrement ces politiques au moyen d'une analyse stratégique; celles-ci relèvent de bien d'autres modes d'explication, dont certains ont déjà été mentionnés ou le seront plus loin dans ce travail.

1. Le nationalisme

Nous ne reprendrons pas ici ce que nous avons déjà dit de ce thème au Chapitre VII; nous le considérons comme acquis, et nous tenterons de le situer dans le cadre des différentes attitudes face à la négociation que nous avons étudiées dans la section A du présent chapitre.

Nous avons dit que les unions de métiers entretenaient une méfiance envers la négociation collective, ou du moins envers ses formes les plus élaborées, en tant que cette négociation impliquait une reconnaissance du partenaire patronal de même qu'une certaine collaboration (conflictuelle, mais collaboration quand même) avec lui; nous avons affirmé également que les unions industrielles acceptaient de plein pied la négociation comme processus de participation conflictuelle. On peut considérer que cette dernière attitude ne se limite pas aux relations dans l'entreprise, mais préside à l'approche que ces unions choisissent à l'égard de problèmes sociaux

beaucoup plus généraux; l'utilisation de l'action politique comme complément de la négociation témoigne d'ailleurs de cette vision de la société et de son fonctionnement comme d'une espèce de super-négociation entre un certain nombre de groupes d'intérêts.

C'est aux frontières de l'une et l'autre de ces attitudes que se situe la déclaration suivante d'un dirigeant de la FTQ:

Pour notre part, à la FTQ, nous croyons encore, naïvement peut-être, que les travailleurs du monde entier ont des intérêts communs qui ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux de la petite comme de la grande bourgeoisie. Nous continuons de croire qu'à l'intérieur du Canada, ils devraient pouvoir s'entendre entre eux, surtout à l'intérieur de leurs structures syndicales, et qu'ils n'ont pas à épouser les querelles de bourgeoisies nationales dont l'une, la canadienne-française, cherche essentiellement à arracher des privilèges de classe à la bourgeoisie canadienne-anglaise et aux capitalistes américains installés au Québec.

Ceci dit, nous savons également qu'un grand nombre de travailleurs du Québec comme de l'Ontario ont accédé, par leurs luttes syndicales, au statut de membres de la classe moyenne, et qu'ils sont portés à s'identifier aux aspirations de leurs élites nationales, ce qui explique à la fois le nationalisme canadien et l'autonomisme du Québec. Du strict point de vue ouvrier, le nationalisme canadien-français ne se justifie pas plus que le nationalisme canadien, mais il arrive que les deux existent et que nous n'y pouvons rien. 28/

On retrouve dans ce texte, d'une part une nostalgie très marquée de l'époque où la classe ouvrière demeurerait complètement étrangère aux aspirations nationales, que l'auteur attribue principalement à la petite et à la grande bourgeoisie; il s'agit d'une espèce de baroud d'honneur aux temps héroïques de l'implantation du syndicalisme international dans un Québec hostile à tout ce qui était étranger. Mais, d'autre part, ce texte témoigne de l'acceptation au plan pratique d'une attitude négociatrice envers le nationalisme: puisque la majorité de ses membres a maintenant certaines aspirations en

commun avec la bourgeoisie, le mouvement syndical devra s'intéresser à ces problèmes, accepter à son tour la discussion avec cette bourgeoisie, ne serait-ce que pour être à même d'y défendre les intérêts fondamentaux des travailleurs en tant que tels. C'est du même esprit que nous semblent relever l'ensemble de la politique officielle de la FTQ à propos du nationalisme, de même que l'exégèse qui en est faite par ses dirigeants 39/.

2. L'action politique

Nous ne reprendrons pas ici ce que nous avons dit de ce thème dans la section A du présent chapitre. Prenons tout simplement pour acquis qu'une vaste majorité des unions entend recourir à l'action politique comme complément de la négociation collective. Nous voudrions expliquer à partir de là les raisons qui ont poussé, sinon contraint, le mouvement syndical "national" et international au Québec à confier à la FTQ la responsabilité d'organiser cette action politique.

Si le mouvement ouvrier veut qu'éventuellement un parti qui le représente prenne le pouvoir, ou même s'il désire seulement faire agir le gouvernement dans l'intérêt des travailleurs en agitant l'épouvantail d'un parti d'opposition ouvrier, il doit tâcher d'abord de convaincre ses propres membres de voter pour ce parti. Tel devait être, au moment où le mouvement a décidé de donner son appui au NPD, le rôle des unions; le CTC devait encourager celles-ci à appuyer le NPD, mais n'avait aucun lien officiel avec le parti.

En pratique, l'inverse s'est produit: le CTC a appuyé le NPD dans ses campagnes électorales, mais la plupart des unions n'ont pas accompli ce qu'on attendait d'elles. Faire l'analyse d'une telle situation en termes

stratégiques nous semble assez simple: si les unions consentent en principe à faire de l'action politique pour faciliter leurs négociations, elles ne sont évidemment pas prêtes à compromettre le succès de ces dernières afin d'assurer l'existence de la première. Or, c'est ce qui pourrait fort bien se produire si l'on menait de front les deux entreprises: dans une société où les travailleurs sont en général peu enclins à établir un lien entre leurs comportements politiques et leurs activités syndicales, l'introduction par un représentant syndical au sein des sections locales de discussions à caractère politique et même de propagande en faveur d'un parti donné, pourrait occasionner des frictions, provoquer des divisions dont l'effet serait néfaste au moment des négociations, puisqu'elles briseraient l'unité d'action qui fait la force du syndicat dans ses discussions avec l'employeur.

Comment résoudre cette contradiction entre deux stratégies vitales pour le mouvement ouvrier? On tente actuellement de recourir à une certaine division des tâches: la FTQ disposant à cet effet des services d'un permanent, organiserait l'action politique au niveau provincial, et les unions, dont la tâche se définirait presque exclusivement (en pratique, sinon en théorie) en termes de négociation collective, aurait les mains libres pour mener celle-ci à bien avec l'appui unanime de ses membres.

3. La liberté d'association

La FTQ présentera prochainement au gouvernement un projet de refonte du Code du travail qui permettrait aux actuels 70 p. 100 de non-syndiqués de pouvoir compter dorénavant sur les services d'organisations syndicales. Le projet peut se résumer en ces termes:

Sur le plan des lois, nous estimons nécessaire de mettre fin au divorce permanent qui, dès leur origine,

a séparé le Code du travail d'avec la Loi de l'extension de la convention collective. Sur le plan pratique, nous estimons que pour la majorité des travailleurs, l'exercice pratique de la liberté d'association exige qu'on permette le recrutement syndical, l'accréditation légale et les négociations collectives au niveau du secteur industriel. 40/

Dans une perspective strictement stratégique, une telle formule présente des avantages considérables pour le mouvement syndical. N'en mentionnons que trois. En premier lieu, l'accroissement des effectifs syndicaux qui en résulterait ferait franchir à bon nombre d'unions le seuil de la rentabilité, c'est-à-dire le nombre de membres suffisant pour la mise sur pied de services spécialisés sans qu'il en résulte de déficits budgétaires. En second lieu, ce syndicalisme de masse améliorerait la position du mouvement syndical à la table des négociations, en éliminant d'une part la pression qu'exerce actuellement sur les secteurs syndiqués la compétition des secteurs non-syndiqués et, d'autre part, en relevant le niveau général des salaires 41/. Enfin, ce serait un atout important dans le jeu du mouvement syndical que de pouvoir compter dans ses rangs une masse de travailleurs actuellement moins bien nantis que les syndiqués et sur le mécontentement desquels le gouvernement s'appuie en partie pour élaborer sa stratégie de négociation dans la fonction publique.

Une remarque s'impose: nous semblons attribuer aux leaders syndicaux une vision machiavélique; nous voudrions corriger cette impression en affirmant que si les politiques du mouvement correspondent à des stratégies de négociations, elles n'en expriment pas moins une orientation général de ce dernier vers la solidarité de tous les travailleurs.

F. La stratégie des unions et leurs attitudes face au renforcement de la Fédération des travailleurs du Québec

Nous examinerons dans la présente section la stratégie de négociation des unions, dont nous avons interrogé certains représentants, pour établir le rôle de cette stratégie sur les attitudes de ces dernières face au renforcement de la FTQ. Cette analyse sera sommaire, en ce sens que nous n'appliquerons pas à chacune des unions l'ensemble des éléments du système d'explication élaboré; nous nous limiterons plutôt à montrer, dans chaque cas, comment un ou quelques-uns des éléments de ce système s'appliquent de façon suffisamment contraignante pour s'avérer le facteur déterminant de l'orientation de l'union. Il aurait certes été intéressant de recourir à une analyse plus détaillée; mais cela aurait largement débordé les cadres de notre travail, où nous ne nous proposons pas d'analyser les unions elles-mêmes, mais plutôt d'étudier la FTQ en fournissant des exemples typiques des attitudes de ses affiliés à son égard.

Il est évident que les éléments idiosyncratiques ne peuvent, par définition, être partie constituante d'un système. Mais nous devons y recourir occasionnellement pour expliquer certaines attitudes des unions.

- Les unions des travailleurs de l'automobile, de la métallurgie et des tabacs illustrent bien le système stratégique que nous avons élaboré. Les deux premières comptent parmi les unions industrielles les plus puissantes; la dernière ne partage pas cette caractéristique quant à sa taille, mais elle peut être considérée comme puissante dans la mesure où son implantation est assez complète dans son industrie. Ces trois unions se situent dans des secteurs industriels dont

l'intégration est assez forte à travers tout le continent; c'est pourquoi leurs leaders québécois tiennent à conserver des liens avec les unions américaines. Par ailleurs, aucun courant économique proprement canadien ne se manifeste dans ces secteurs, de sorte que ces unions ne sentent pas le besoin de maintenir une forte intégration au plan canadien, et sont plutôt sensibles aux facteurs proprement québécois qui peuvent affecter leurs relations négociatrices.

- C'est à partir de la même préoccupation pour le maintien de sa relation négociatrice que notre informateur de l'Union des salaisons définit son attitude. Cette union a en effet réussi à établir au niveau canadien un système de convention collective maîtresse qui serait évidemment "charcuté" si la FTQ détenait sur les unions une autorité presque aussi importante que celle du CTC. Un autre facteur peut expliquer cette attitude: cette union est l'une des premières à avoir accordé à ses effectifs canadiens une autonomie administrative assez considérable, de sorte qu'on y retrouve une forte tradition de polarisation de l'attention au niveau pan-canadien.
- La Fraternité des travailleurs des pâtes et papiers est dans une position intermédiaire entre l'Union des salaisons, et les trois premières unions mentionnées. Si elle n'a pas de convention maîtresse, elle a tout de même réussi à obtenir la parité des salaires à travers le Canada. De sorte que, sans négliger les particularités du Québec qui peuvent y affecter sa situation, elle tient quand même à jouir de toute

son autonomie dans les négociations, et à ce qu'un organisme comme la FTQ n'y intervienne pas.

- Le Syndicat canadien de la Fonction publique, implanté dans des secteurs dépendant tous plus ou moins de l'Etat provincial est intéressé au plus haut point à l'appui que peut lui fournir la centrale québécoise dans ses négociations. Si l'attitude de celui des représentants du SCFP que nous avons classé dans la catégorie "au-delà du syndicalisme" est plus dubitative face aux possibilités de transformation de la FTQ, elle procède cependant du même principe: il s'agit toujours d'opposer au gouvernement provincial un mouvement populaire plutôt qu'un groupe restreint défendant ses seuls intérêts privés.
- Les unions du secteur de la confection, secteur économique faible qui peut difficilement consentir à ses employés une rémunération aussi forte, par exemple, que dans l'industrie lourde, ont évidemment tout à craindre d'un renforcement de la FTQ qui se ferait sous le signe d'une rationalisation des structures syndicales: elles en seraient les premières victimes.
- Les opinions divergentes de nos deux observateurs de la Fraternité des charpentiers-menuisiers indiquent bien l'ambiguïté dans laquelle se débat cette union. L'un de ceux-ci nous révèle l'aspect le plus traditionnel de cette union de métier: il considère comme secondaires les particularités de la situation québécoise, et s'oppose donc au renforcement

de la FTQ. L'autre témoigne plutôt de la transformation que subit cette union au fur et à mesure qu'elle entreprend le recrutement de travailleurs sur une base industrielle: s'il entretient à l'égard du nationalisme une attitude assez traditionnelle, il est par contre très soucieux de la concurrence de la CSN et accepte, quoiqu'avec des réserves, le renforcement de la FTQ 42/.

- L'attitude mitigée de notre informateur de la Fraternité des pompiers envers le renforcement de la FTQ s'explique de la façon suivante: si l'union a besoin d'un appui de la centrale québécoise aux revendications qu'elle présente au gouvernement provincial, elle jouit par contre d'une situation fort avantageuse dans ses négociations (les pompiers syndiqués sont bien rémunérés) et ne connaît pas les affrontements avec les autorités gouvernementales que l'on retrouve dans les autres services publics, puisqu'elle a renoncé elle-même au droit de grève. Les services de la FTQ, autres que les pressions auprès de l'Etat, ont donc pour elle un caractère marginal.
- Notre informateur de l'Union des employés de service d'édifices conserve jusqu'à certain point l'attitude méfiante des unions autrefois affiliées à l'AFL face au renforcement des centrales. Par contre, la relative faiblesse de l'union dans les négociations (rappelons que ses membres sont des travailleurs non-qualifiés), et le fait qu'elle compte maintenant dans ses rangs un certain nombre d'employés d'hôpitaux, l'obligent à recourir aux services et aux appuis de la FTQ.

- Notre informateur du Syndicat des postiers appuie le renforcement de la FTQ, d'une part parce que c'est cette dernière, et non le CTC, qui lui a fourni le soutien le plus actif lors de la grève de 1965, et d'autre part parce que l'expérience de cette grève lui a permis de découvrir au sein de son union un phénomène qu'il transpose à l'ensemble du mouvement syndical; en 1965, c'est le Québec, et plus particulièrement Montréal qui a fait preuve de plus de militantisme. Il faut donc transformer les structures du mouvement syndical canadien de façon à ce que ce militantisme des régions en général, et du Québec en particulier, puisse s'exprimer, ce qui suppose un renforcement considérable des structures syndicales régionales que sont les Fédérations provinciales.
- Quant à notre informateur de l'Union des ouvriers en fourrure de Montréal, il a gardé un souvenir douloureux de l'époque où son union était indépendante et voyait donc se limiter, faute de moyens, l'ampleur des luttes qu'elle devait entreprendre. Il est donc, en principe, favorable à tout ce qui peut renforcer la cohésion du mouvement syndical, au Québec comme ailleurs en Amérique du Nord. Par contre, il entretient une forte méfiance face à l'action de la FTQ dans le domaine de la surveillance des activités des unions; rien d'étonnant à cela quand on sait que c'est au nom de ce même principe que l'ancienne FTQ a forcé cette union locale à quitter l'union internationale à laquelle elle était reliée, en 1953.

NOTES

- 1/ Ce terme définit la forme d'action politique préconisée par le premier président de l'AFL, Samuel Gompers; il s'agissait essentiellement pour le mouvement syndical de "récompenser ses amis et de punir ses ennemis" sans s'engager face aux partis politiques.
- 2/ Adolf Sturmthal, "Some Thoughts on Labor and Political Action", pp. 250-251.
- 3/ Ibid., p. 251.
- 4/ Ibid., p. 252.
- 5/ R. A. Lester, Economics of Labor, pp. 75 et sq.
- 6/ Ibid., p. 79.
- 7/ Adolf Sturmthal, op. cit., p. 252.
- 8/ Michel Crozier, "Sociologie du syndicalisme", p. 182.
- 9/ R. A. Lester, op. cit., p. 73.
- 10/ Ibid., p. 68.
- 11/ Michel Crozier, op. cit., p. 191.
- 12/ Il s'agit en effet d'apprendre au travailleurs la conduite d'une seule machine ou l'exécution d'une seule opération, ce qui ne se compare en rien au long apprentissage que doit accomplir l'aspirant ouvrier de métier pour assimiler tous les "trucs du métier".
- 13/ Adolf Sturmthal, op. cit., pp. 255-256.
- 14/ Ibid., p. 257.
- 15/ Michel Crozier, op. cit., p. 191.
- 16/ R. A. Lester, op. cit., pp. 96-97.
- 17/ Gérald Fortin, La participation ouvrière: dans la coopération on parle conflit, pp. 8-9.
- 18/ Michel Crozier, op. cit., p. 190.
- 19/ C'est le cas, entre autres, de la Fraternité-unie des Charpentiers et menuisiers, dont la constitution affirme: "Qu'il est de la plus haute importance que tous les membres votent d'une manière intelligente; en conséquence, les membres de cette Fraternité devront s'efforcer d'obtenir des lois favorables à ceux qui produisent la richesse du pays, et toutes les discussions et résolutions tendant vers ce but sont à l'ordre

du jour à toute assemblée régulière, mais les questions de partisanerie politique doivent être exclues". Constitution et lois de la Fraternité-unie des Charpentiers-menuisiers d'Amérique, Section 3, 1967, p. 6.

- 20/ Adolf Sturmthal, "An Essay on Comparative Collective Bargaining", p. 365.
- 21/ R. A. Lester, op. cit., p. 61. Voir aussi N. W. Chamberlain, "Collective Bargaining in the U.S.", Contemporary Collective Bargaining, p. 265.
- 22/ John Crispo, International Unionism: A Study in Canadian-American Relations, pp. 20 et 32.
- 23/ Nous ne voulons pas dire que ces unions n'accordent aucune importance à la concurrence de la CSN; elles le font, mais pour des raisons ayant peu à voir avec le maintien de la relation négociatrice parfaite.
- 24/ Par exemple, un individu qui désire construire un immeuble à Montréal, ne décidera évidemment pas de le construire à Chicoutimi parce que les taux de salaires sont moins élevés, et le gouvernement du Québec ne transférera pas la fonction publique à Gros-Morne pour la même raison.
- 25/ Clark Kerr, Balkanization of Labor Markets, pp. 107-108.
- 26/ Ainsi, la Fraternité-unie des Charpentiers et menuisiers indique que le métier de ses membres "consiste à fabriquer, façonner, joindre, assembler, ériger, poser ou démanteler tout matériel de bois, plastique, métal, fibre, liège et campo ainsi que tous autres matériaux substitués. Le manoeuvrement, l'érection, l'installation et le démantèlement de machineries et d'équipements, la fabrication de tous matériaux où l'habileté, les connaissances et l'expérience d'un charpentier ou menuisier sont requises, soit pour l'opération de machines, ou outils, soit au site des travaux, soit dans les ateliers de production, moulins ou usines" et ne définit pas moins de vingt-huit subdivisions du métier. Constitution et lois de la Fraternité-unie des Charpentiers et menuisiers d'Amérique, section 7a, p. 9.
- 27/ R. A. Lester, op. cit., p. 98.
- 28/ R. A. Lester, op. cit., p. 80.
- 29/ On pourra trouver d'intéressantes statistiques à ce sujet dans un texte de D.N. Secord, cité dans John Crispo, International Unionism, p. 169.
- 30/ Nous n'accusons pas ici ces leaders d'exercer un certain patronage à leur profit. Nous pensons simplement qu'étant placés au centre du réseau d'informations du mouvement au Québec, et détenant des fonctions prestigieuses, ils sont plus à même de saisir les occasions de recruter de nouveaux groupes de travailleurs.
- 31/ Rapport population active/population totale.

- 32/ H. D. Woods et Sylvia Ostry, Labour Policy and Labour Economics in Canada, p. 502.
- 33/ Ibid., p. 503.
- 34/ Ibid., p. 503.
- 35/ Ibid., p. 504.
- 36/ John Crispo, op. cit., p. 171.
- 37/ H. D. Woods et Sylvia Ostry, op. cit., p. 504.
- 38/ Gérard Rancourt, "Le Canada, une ou dix nations ... le Québec, qu'arrive-t-il?", p. 1.
- 39/ Voir par exemple: Louis Laberge, "Discours inaugural au IXème congrès de la FTQ".
- 40/ Projet de mémoire sur la reconnaissance pratique de la liberté d'association, p. 5.
- 41/ On peut considérer que les pressions traditionnelles du mouvement syndical en faveur du relèvement du taux du salaire minimum font également partie d'une stratégie visant à protéger les flancs de la négociation.
- 42/ La position des charpentiers-menuisiers a singulièrement évolué depuis 1967, et dans le sens d'un appui au renforcement de la FTQ. Certes, cette union a conservé sa volonté de demeurer apolitique et sa structure de métier. Mais le fait que l'Etat provincial est intervenu vigoureusement dans la législation des décrets (Bill 290) depuis quelque temps de même que le caractère énergique de l'action des syndicats de la construction de la CSN ont forcé les unions internationales du bâtiment à serrer les coudes autour de la FTQ, bien mieux placée qu'elles-mêmes pour les défendre en face de l'Etat et d'une opinion publique aux aguets.

CONCLUSION

LE SYNDICALISME COMME OBJET DE L'ANALYSE SOCIOLOGIQUE

Le but de cette conclusion est d'indiquer les préoccupations théoriques qui nous ont guidé dans la collecte et l'organisation de notre matériel et de mettre en relief les perspectives sociologiques dans lesquelles nous nous sommes inscrits pour tenter d'en fournir une explication.

L'exposé des hypothèses de recherche se fait normalement au début d'un ouvrage. Mais nous avons choisi de le faire plutôt en conclusion, à la fois parce que le sens en sera plus clair après la lecture du corps du texte, et parce que cela nous fournira l'occasion de prolonger cet exposé par de brèves réflexions supplémentaires sur la recherche sociologique à propos du syndicalisme.

Dans sa forme la plus simple, le problème qui faisait l'objet de notre recherche pouvait se formuler ainsi: pourquoi la FTQ, dix ans après sa fondation, a-t-elle des pouvoirs qu'on ne lui consentait pas à l'origine? Nous verrons dans les pages qui suivent les raisons pour lesquelles les théories des associations volontaires ne conviennent pas à nos besoins. Nous aborderons ensuite les théories de l'organisation et

nous montrerons comment on peut tirer parti de l'une d'entre elles pour l'étude de l'organisation syndicale.

A. Syndicalisme et sociologie
des associations volontaires

Les syndicats peuvent, à première vue, entrer dans la catégorie des associations volontaires. Si l'on distingue celles-ci des regroupements selon la classe, l'âge, le sexe ou l'éthnie, et des structures sociales au sein desquelles un individu naît (comme la famille, l'Eglise, l'Etat ou la communauté), comme le fait Arnold Rose 1/, un des rares sociologues à s'être élevé au dessus du niveau de la description de type monographique pour poser certains principes d'analyse généraux à ce sujet, on peut évidemment soutenir cette thèse, du fait que la création de syndicats par les travailleurs est l'objet d'un choix, d'une volonté de ceux-ci.

Mais cette impression première est rapidement corrigée quand on passe des problèmes de la distinction à ceux de l'élaboration d'une définition positive des associations volontaires. Rose, qui se préoccupe essentiellement d'étudier le rôle de ces groupes dans le fonctionnement d'une démocratie libérale comme celle des Etats-Unis, les considère comme les points de convergence des intérêts privés d'un certain nombre d'individus qui s'assemblent pour promouvoir ces intérêts, que ceux-ci soient d'ordre "expressif" ou de l'ordre de "l'influence sociale" 2/. Le caractère privé de ces intérêts (le mot est de nous, mais nous semble résumer assez bien ce qu'entend Rose) ne signifie pas que ces groupes ne s'intéressent pas à certaines transformations sociales, mais bien plutôt que, d'une part, la

participation à ces mouvements est le fruit de l'initiative de chaque individu (ce qui n'exclut pas des tentatives de persuasion et de recrutement de la part de ces organismes) et que, d'autre part, ces mouvements n'entretiennent pas de relation formelle avec le gouvernement (outre leur sujétion inévitable aux codes criminel et civil).

Le mouvement syndical ne correspond que de façon très mitigée à ce caractère privé. D'une part, en effet, il s'agit d'une organisation volontaire à forte tendance contraignante, pour reprendre l'expression de Crozier ³/ . Pour sûr, l'implantation d'un syndicat repose toujours, à l'origine, sur une volonté des travailleurs; mais une fois cette étape franchie, l'adhésion est le plus souvent obligatoire, de fait ou même de droit (clauses d'atelier fermé ou de maintien syndical et, à un moindre degré, formule Rand); de toute façon les dissidents ne peuvent contester le syndicat de l'extérieur, si ce n'est en tant qu'individus, car les lois sur le monopole de représentation syndicale, qui prévalent en Amérique du Nord, les empêchent de former leur propre association; enfin, la tendance contraignante de ces organisations se reflète en ce qu'elles ont presque toujours la prétention de représenter sinon l'ensemble des travailleurs, du moins les intérêts de cet ensemble.

D'autre part le syndicalisme, sans être devenu un prolongement de l'Etat, entretient avec celui-ci des relations formelles de plus en plus étendues, ce qui altère encore son caractère privé. Non seulement, en effet, le mouvement syndical multiplie-t-il ses démarches et représentations auprès de l'Etat, ce qu'il pourrait faire tout en conservant son caractère d'association volontaire, mais encore il est de plus en plus fréquemment invité à participer à divers corps consultatifs mis sur pied par le gouvernement

(v.g., Conseils supérieurs de l'Education et du Travail, etc.), et surtout les modalités de son existence même sont l'objet d'une législation de plus en plus importante: c'est l'Etat qui accorde les accréditations, qui fournit les conciliateurs et les médiateurs dans les conflits, qui prescrit les conditions d'exercice du droit de grève, etc.

Nous avons jusqu'ici critiqué assez vigoureusement les théories de Rose. Soulignons cependant qu'il est lui-même conscient du problème: il annonce dès les premières pages de son texte qu'il parlera peu du mouvement syndical, qui exigerait une approche spéciale 4/. Cela n'empêche cependant pas ce mouvement de jouer à certains égards le même rôle que d'autres associations volontaires: en particulier, comme l'affirment Polanyi et Tannenbaum, il peut restituer au travailleur la sécurité, le prestige, les possibilités d'expression de soi et le "sens de la communauté" que le développement de la société industrielle avaient mis en péril.

Quoi qu'il en soit, les théories des associations volontaires sont impuissantes à rendre compte par elles-mêmes du phénomène syndical, et la contribution partielle qu'elles peuvent faire en ce sens, pour intéressante qu'elle soit, n'entretient en tout cas aucun lien avec le problème qui nous préoccupe: la sécurité que le travailleur de la société industrielle recherche par son adhésion à un syndicat ne peut entretenir, nous semble-t-il, que les plus lointains rapports avec le phénomène du renforcement de la FTQ au sein du mouvement syndical international et "national" au Québec.

B. Syndicalisme et sociologie des organisations

Si le phénomène du syndicalisme échappe en bonne partie à une sociologie des associations volontaires, pouvons-nous penser l'aborder au

moyen d'une sociologie des organisations? La chose est vraisemblable: ne revendiquant à l'origine comme objet d'étude que l'entreprise et la grande administration publique ou privée, celle-ci prétend maintenant et de plus en plus élaborer une définition de son champ qui lui permette d'aborder des phénomènes beaucoup plus diversifiés. Theodore Caplow, par exemple, définit l'organisation comme "un système social possédant une identité collective non-équivoque, une liste exacte de membres, un programme d'action et une procédure de remplacement de ses membres" 5/. A première vue, le mouvement syndical en général, et la FTQ en particulier, répondent exactement à cette définition.

Quelques auteurs se sont autorisés de ces ambitions de la sociologie des organisations pour aborder le phénomène syndical; deux des plus importants sont Harold L. Wilensky et Arnold S. Tannenbaum. Nous ne passerons pas en revue l'ensemble de leurs contributions, dont le caractère les éloigne considérablement de nos propres préoccupations (les centrales syndicales comme telles, probablement à cause de leur rôle fort limité dans le mouvement ouvrier nord-américain, n'ont pas fait l'objet d'études proprement sociologiques; celles-ci se sont plutôt attachées à décrire et à expliquer les formes que prenait le conflit bureaucratisation-démocratie syndicale dans les sections locales ou au sein des unions; voir par exemple, en plus des deux auteurs cités précédemment, Lipset, Burnham, Muste); Tannenbaum et Wilensky apportent cependant, chacun à sa façon, des nuances à cette approche du mouvement syndical comme organisation, nuances que nous ne pouvons passer sous silence en tentant de définir une approche sociologique de ce phénomène.

Wilensky signale que ce phénomène échappe en partie à la sociologie des organisations:

La réitération fréquente du vieux cliché voulant que "le syndicat soit une institution politique" témoigne en fait que les formes de contrôle et les bases de la légitimité de l'autorité des chefs ne sont pas toujours conformes au modèle wébérien. Il peut y avoir une tendance mondiale à la rationalisation des moyens d'administration; mais le leader syndical demeure lent et parfois réticent à s'y joindre. Cependant, il s'y joint; il y a quelques indices d'une bureaucratie embryonnaire. 6/ (traduction)

Nous pouvons tirer des propos de Wilensky deux conséquences fort importantes: d'une part, que le mouvement syndical ne se laisse pas épuiser par une étude faite en termes d'organisation, qu'il relève aussi d'une approche "politique"; d'autre part, mais c'est là une voie que l'auteur néglige dans son texte, que le caractère bureaucratique du mouvement ne peut être étudié en dehors d'un contexte politique, que le mouvement n'est pas alternativement, mais bien simultanément, institution politique et organisation. En d'autres termes, le mouvement ouvrier est politique en ce qu'il entretient d'une part des visées sur autre chose que sur lui-même et son propre fonctionnement (soit sur une certaine façon de faire et de diriger la société industrielle) et d'autre part, en ce que ses membres, ses participants eux-mêmes, y exercent un contrôle formel, élisent les dirigeants, entérinent les politiques, ont un contrôle considérable sinon total sur la décision de faire grève et d'accepter ou de rejeter les projets de conventions collectives, etc. Le mouvement syndical est donc politique dans ses fins et dans son fonctionnement.

Attachons-nous pour l'instant à définir les incidences du caractère politique du fonctionnement des unions sur une approche du mouvement syndical relevant de la sociologie des organisations. Son effet principal sera, nous semble-t-il, de nous faire rejeter les deux approches les plus

traditionnelles du phénomène des organisations, soit, selon l'expression de J.D. Thompson, la stratégie du système fermé et la stratégie du système ouvert 7/, au profit d'une approche dite néo-rationaliste, qui restitue à l'organisation son caractère propre de phénomène de pouvoir et la situe dans un contexte de rationalité limitée.

La stratégie du système fermé, aussi appelée théorie classique de l'organisation, comprend des approches fort différentes, l'une de celles-ci, le modèle de la bureaucratie de Weber, étant proprement sociologique, les autres relevant de la science appliquée et même de préoccupations strictement normatives (la hausse de la productivité): l'organisation scientifique du travail de Taylor, les théories de l'administration de Fayol, de Gulick et d'Urwick. Il demeure cependant légitime de les regrouper en une seule catégorie puisque, pour l'ensemble d'entre elles,

...les composantes de l'organisation sont délibérément privilégiées en ce qu'elles contribuent nécessairement à un but, et les structures établies le sont délibérément dans le but d'atteindre le maximum d'efficacité. 8/
(traduction)

L'incapacité de ce genre de modèles à expliquer la réalité syndicale est patente, pour au moins deux raisons. En premier lieu, le modèle classique suppose la définition claire et incontestable d'un but pour l'organisation; il postule, sinon l'unanimité des participants face aux objectifs officiels, du moins que ceux-ci ne sont pas contestés ouvertement, que les membres sont de simples rouages de l'organisme, obéissant aux exigences scientifiques de l'administration. Cette absence de rébellion n'est d'ailleurs pas définie comme une attitude "morale", mais comme le fruit de l'inexistence de raisons valables de contestation: on croyait alors à l'existence d'un "one best way", d'une "administration des choses" si rigoureuse, si inattaquable, que les

problèmes de "gouvernement des hommes" ne pouvaient en aucun cas y tenir une place quelconque.

Il suffit de passer en revue, par exemple, les travaux de Merton sur le déplacement des buts dans une organisation, ou ceux de Barnard (qui envisagent celle-ci comme un système de coopération entre des individus et des groupes), de même que les vérifications empiriques qui ont été faites de ces dernières hypothèses, pour constater que les buts de l'organisation ne sont pas, tant s'en faut, fixés à jamais dans une stabilité à partir de laquelle leur traduction "scientifique" en termes de formes d'action s'imposerait à tous sans discussion.

Si déjà la théorie classique s'effondre sous les critiques en tant que sociologie générale des organisations, combien plus le fera-t-elle si l'on tente de l'appliquer au phénomène syndical. Celui-ci, à cause de la multiplicité de besoins auquel il répond, se laisse encore moins circonscrire, si c'est possible, par les concepts de "one best way" et de rationalité univoque. La multiplicité de ses buts introduit une contestation au sein de l'organisation syndicale; Tannenbaum signale quatre séries de buts: la recherche de bénéfices économiques et sociaux (par la négociation collective, les pressions auprès du gouvernement et l'organisation de systèmes de bénéfices au sein même des unions), la recherche de bénéfices psychologiques (affirmation du statut et de la dignité du travailleur, rôle de soupape pour les frustrations, utilisation des possibilités non-réalisées dans le travail) les buts institutionnels (implication des membres dans le fonctionnement même des syndicats) et les buts politiques ou idéologiques 9/. La simple existence de buts psychologiques nous permet de penser que l'action syndicale se mesurera parfois à d'autres aunes que celle de la rationalité

formelle; et surtout, l'existence simultanée de plusieurs types de buts nous laisse prévoir l'existence d'exigences contradictoires, qui sabotent radicalement le "one best way". N'en prenons qu'un exemple: dans certaines circonstances, une grève mesurée et disciplinée (par exemple une grève tournante, comme celle des employés de l'Hydro-Québec à l'été 1967) peut faire aboutir les négociations à des résultats beaucoup plus avantageux qui ne pourrait le faire une grève "sauvage", mais cette dernière pourra compter de nombreux partisans parmi des groupes de travailleurs qui cherchent une soupape à leurs frustrations et à l'agressivité qui en découle.

La seconde raison pour laquelle le modèle du système fermé est impuissant à rendre compte de la réalité syndicale, qui constitue en fait un aspect complémentaire de la première raison, c'est qu'il ne tient pas compte des phénomènes du pouvoir. La chose est évidente en ce qui concerne la théorie rationaliste classique: reposant sur un modèle mécaniciste, où les participants ne sont que des rouages, elle exclut, selon l'expression de Crozier, "les relations complexes et ambiguës qui se développent autour des relations de pouvoir" 10/. Quant à Weber, son analyse du phénomène bureaucratique se situe dans le cadre d'une théorie de la légitimité de l'autorité, de sorte que le même reproche ne peut lui être adressé de façon aussi globale; il tombe cependant, en partie, sous le coup de la même critique dans la mesure où son modèle bureaucratique est placé sous le signe de la rigidité, et non sous celui de la contestation et du conflit:

Le problème central qui préoccupe Weber est en effet le problème du "contrôle social" et non pas celui de la rationalité. Dans cette perspective, il s'intéresse à la légitimité du pouvoir et ne se limite pas au problème de l'efficacité. Cependant, on peut relever que dans son analyse de la rationalité bureaucratique, l'importance qu'il accorde à la notion de prévisibilité et aux moyens de standardisation qui seuls, croit-il la rendent

possible, constitue un point de rencontre très significatif avec les théoriciens de l'organisation scientifique du travail, du moins ceux qui, comme Fayol et Gulick se sont occupés de la structure des entreprises et de leurs méthodes de direction. 11/

En somme, le modèle de la bureaucratie de Weber est inadéquat parce qu'il évacue vers le haut le problème du pouvoir et des conflits et contestations que provoque son exercice et sa recherche:

Les "politiques", quelque part au dessus de la bureaucratie, peuvent changer les buts, mais on ne tient pas compte des implications de ce fait. 12/ (traduction)

L'absence de préoccupation de l'école classique pour les problèmes de pouvoir, de gouvernement au sein même de l'organisation rend ses tentatives caduques dans la mesure où, selon Crozier et les théoriciens de l'école néo-rationaliste, ces problèmes sont à la base de l'explication du fonctionnement des organisations:

Toute action coopérative coordonnée commande que chaque participant puisse compter sur un degré suffisant de la régularité de la part des autres participants. Ceci signifie, en d'autres termes, que toute organisation, quelle que soit sa structure, quels que soient ses objectifs et son importance, requiert de ses membres un montant variable mais toujours important de conformité. Cette conformité sera obtenue, pour partie par contrainte, pour partie en faisant appel à la bonne volonté. (...) Finalement la façon de parvenir à la conformité nécessaire constituera toujours le problème fondamental que pose le gouvernement d'une organisation. 13/

Combien plus, si c'est possible, cette critique se révélera-t-elle fondée à propos du mouvement syndical: dans la mesure où celui-ci, en effet, est politique, c'est-à-dire soumis aux pressions de différents groupes de ses participants et, en dernière analyse, au verdict de ses propres membres, mais cherche en même temps à atteindre un certain nombre d'objectifs concrets,

le problème du maintien du minimum de conformité nécessaire à l'action acquiert une importance et une complexité encore plus grandes que ne l'affirme Crozier à propos d'organisations industrielles.

La critique de Crozier que nous venons de rapporter nous a fait sauter une étape chronologique dans l'évolution des théories de l'organisation. Les premières oppositions à l'école classique ne se structurent pas, en effet, autour du thème du pouvoir, mais veulent plus simplement souligner les limites du concept de rationalité et juxtaposer à la stratégie du système fermé une stratégie du système ouvert, qui ne présumerait pas du contrôle du chercheur sur toutes les variables pertinentes à l'explication du fonctionnement d'une organisation.

A première vue, les deux courants principaux de cette stratégie du modèle ouvert, soit l'école des relations humaines et la théorie des dysfonctions bureaucratiques, peuvent sembler convenir beaucoup plus à notre objet, le syndicalisme, puisqu'elles mettent l'accent sur le facteur humain et ses résistances aux exigences de la rationalité formelle, élément que négligeait l'école classique. Mais ces apparences sont trompeuses, et l'on peut adresser à cette approche une série de critiques, fondées sur un même thème principal: qu'elles se soient élaborées par opposition aux théories précédentes (comme ce fut le cas pour l'école des relations humaines face à l'organisation scientifique du travail), ou plutôt en une tentative de compléter ces théories (comme ce fut le cas des théoriciens des dysfonctions bureaucratiques face au type idéal de Weber), ces approches n'ont pas tenté d'opérer une synthèse organique avec ce qu'elles se donnaient pour mission de remplacer ou de compléter.

La première forme que prend cette critique est la suivante: paradoxalement, malgré qu'on en ait eu contre le concept de rationalité formelle, on ne l'a pas évacué ou du moins transformé, mais on s'est en général contenté de lui faire une place et de bâtir à côté tout un autre système d'explication. Le cas du courant "interactionniste" (Mayo, Roethlisberger et Whitehead) est particulièrement éloquent:

Ils se sont intéressés exclusivement à ce monde de sentiments qu'ils venaient de découvrir et ont prétendu ignorer le monde de l'action ou le considérer comme une donnée obéissant à la rationalité mécaniciste des classiques. Libérés de cette contrainte ou lui ayant fait sa place, ils ont pu démontrer tout l'ensemble humain que constitue une organisation comme s'il s'agissait seulement d'une pyramide de relations informelles. 14/

Le courant lewinien, qui étudiait les formes de commandement, et qui défendait comme thèse principale que satisfaction individuelle, leadership "permissif" et productivité sont liés en une relation directe, semble plus prometteur, en ce qu'il se rapproche des problèmes d'autorité. Mais ses tentatives se sont, tout comme celles de son prédécesseur, englouties dans le monde du sentiment et des relations interpersonnelles, ignorant dans cette même mesure les problèmes de rationalité:

Mais le commandement, pour eux, était avant tout un rapport personnel et ils ont très longtemps prétendu ignorer ses aspects sociologiques et organisationnels. 15/

Rançon de cette négligence, ils ont dû constater que les leaders les plus populaires ne sont pas nécessairement les plus démocrates, mais plutôt les plus influents au sein de l'organisation.

On voit donc que l'école des relations humaines, malgré son opposition au mécanicisme de l'école classique, réserve une place, en pratique,

à celui-ci, tout en dénonçant son caractère incomplet. Le même phénomène est encore plus facile à démontrer en ce qui concerne les théoriciens des dysfonctions bureaucratiques, qui ne s'attaquent pas au modèle de Weber, mais se proposent seulement de démontrer que ce modèle a des conséquences inattendues, c'est-à-dire que le facteur humain amène les règles bureaucratiques à produire des effets imprévus et contraires aux objectifs qui président à sa mise en place (voir les études de Merton sur la personnalité bureaucratique). Ces théories ont pris toute leur ampleur avec l'étude des "cercles vicieux" bureaucratiques; mais cette dernière n'a jamais réussi à remettre fondamentalement en cause le modèle webérien même si Gouldner, de l'avis de Crozier, s'en est fort approché quand il a tenté de définir la bureaucratie moins par son efficacité que comme un système de gestion des contradictions entre effets attendus et effets imprévus des règles formelles.

Les lignes qui précèdent nous conduisent au seuil de la seconde forme que peut prendre une critique générale adressée aux théories des relations humaines et des dysfonctions. Mais avant d'aborder ce second aspect, il nous reste à préciser les conséquences du premier aspect de notre critique sur la question qui nous occupe, à savoir la pertinence de ce type de sociologie des organisations comme approche du phénomène syndical. Ces conséquences sont faciles à esquisser: dans la mesure où les théories que nous venons de voir n'attaquent aucunement le postulat rationaliste que mettait de l'avant l'école classique, elles tombent sous le coup des mêmes critiques. Nous avons dit précédemment que la nature politique du syndicalisme empêchait celui-ci de s'assigner des buts clairs et précis, intangibles et coordonnés, dont pourrait découler une rationalité "scientifique", et que ce mouvement est tout au contraire le siège de conflits et de contestations

entre ses participants au sujet de buts et de moyens d'action diversifiés et parfois contradictoires. Comment pourrions-nous l'étudier à l'aide de théories portant sur les réactions du facteur humain à une rationalité formelle, alors que celle-ci est elle-même assez peu définie au sein de ce mouvement?

A ce raisonnement indirect, c'est-à-dire s'appuyant sur l'insuffisance de la critique adressée à l'école classique par les théoriciens du "facteur humain", s'ajoute un raisonnement direct, qui en est le complément. Le fait que le fonctionnement des syndicats soit politique suppose que, nonobstant les éléments de bureaucratie qui peuvent s'y développer, les membres conservent une certaine mesure de pouvoir formel sur l'appareil de direction, phénomène dont n'ont pas tenu compte la plupart des théoriciens de l'organisation qui ont étudié principalement des entreprises industrielles ou de service, c'est-à-dire des organismes où les participants (c'est-à-dire les travailleurs) voient leur pouvoir formel fort restreint; il n'est pas étonnant que ces auteurs aient, dans ces circonstances, insisté sur l'organisation et les systèmes de pression informels, mais cela n'en rend pas moins leurs théories impuissantes à expliquer le fonctionnement des organisations où, comme dans le mouvement syndical, l'insatisfaction face aux décisions de l'appareil de direction peut s'exprimer politiquement.

Le second aspect de la critique que nous pouvons adresser aux théoriciens du "facteur humain" est rigoureusement parallèle à la seconde critique que nous adressions à l'école classique, à savoir qu'ils ne tiennent pas compte des phénomènes de pouvoir. La chose est évidente en ce qui concerne l'école des relations humaines: elle ne se pose pas le problème de savoir comment des moyens, et en particulier des moyens humains, peuvent

être coordonnés en vue de l'atteinte d'une fin, mais se demande exclusivement, une fois fixés hors du champ de ses investigations des buts et un modèle rationnel d'action, quelle est la réaction des êtres humains placés dans cette situation. Quant aux théoriciens des dysfonctions bureaucratiques, ils n'ont pas vraiment tenté d'élaborer une synthèse qui réponde à la question suivante: de quelle façon rationalité et dysfonction se conjuguent-ils pour expliquer la dynamique d'une organisation:

On ne peut rien conclure de leur apport sur le point de savoir si cette résistance du facteur humain dont ils nous montrent l'ampleur affecte ou non la tendance générale vers la "bureaucratisation" et si elle a des conséquences indirectes sur les limites de ce que peut être la rationalité au sein d'une organisation. L'analyse de Gouldner, la meilleure sur ce point, reste statique. Au mieux, on pourrait la considérer comme cyclique, les phases de bureaucratisation, puis de repersonnalisation des rapports humains alternant en fonction des accidents de succession. 16/

En somme, les théoriciens du "facteur humain" mettent en présence deux éléments, l'homme et la rationalité, qu'ils considèrent comme disjoints et qu'ils placent en situation d'antagonisme, où chacun est successivement, à travers le mécanisme des cercles vicieux, le bénéficiaire de ses victoires et la victime des répressions qu'entraînent celles-ci. Telle n'est évidemment pas la situation du mouvement syndical où la rationalité est elle-même pourrait-on dire, définie par le facteur humain; il est d'autant plus important dans ce dernier cas de porter attention aux problèmes de pouvoir, c'est-à-dire à la façon dont sont élaborés les mécanismes ayant pour but d'assurer la conformité nécessaire à l'action, et au fait que les objectifs et les moyens de cette action sont élaborés au sein d'un organisme politique.

La remarque de Wilensky sur la nature politique (du moins partiellement) du mouvement syndical, prise dans le sens où elle nous renvoie au

caractère du fonctionnement de celui-ci, nous a donc permis de rejeter les deux grands courants traditionnels de la sociologie des organisations comme approches du phénomène syndical. Elle nous permettra de même de poursuivre notre démarche et finalement de retenir comme beaucoup plus pertinente à nos préoccupations la théorie néo-rationaliste des organisations, dont March et Simon 17/ ont été les promoteurs et qu'ont pu développer et illustrer les travaux de Michel Crozier.

La théorie de Crozier repose sur la constatation suivante: une organisation ne peut définir un système rationnel de règles formelles qui s'impose de soi comme le "one best way" et auquel on ne peut s'opposer que sur un mode affectif. La rationalité, quoiqu'on ait pu bâtir à son propos les modèles les plus vraisemblables, demeure essentiellement un phénomène limité:

En fait, l'homme n'a jamais été capable de rechercher les solutions optimum, il a dû toujours se contenter de solutions simplement satisfaisantes correspondant à un ou plusieurs critères particularistes et en général pauvres, eu égard à la complexité du problème. 18/

A partir de ce concept de rationalité limitée, il n'y a qu'un pas à faire pour arriver à celui de zone d'incertitude: il s'agit d'éléments relatifs à l'accomplissement des tâches que l'organisation s'est fixées (informations, opérations, etc.) et dont elle ne peut tenir compte quand elle élabore les règles de son fonctionnement, à cause des limites de la rationalité dont nous venons de parler.

La rationalité limitée et l'existence de zones d'incertitude devant les caractéristiques principales de l'organisation (ce qui constitue la première réelle mise en question des thèses de l'école classique), on

peut aisément prévoir que la vie de l'organisation s'expliquera principalement par les relations de pouvoir entre des participants qui ont une certaine mesure de contrôle sur des zones d'incertitude pertinentes:

Si nous cherchons maintenant à déterminer l'origine fonctionnelle objective des influences qui s'exercent au sein d'un système d'organisation, nous pouvons conclure qu'à la longue le pouvoir ultime, le pouvoir d'arbitrage et d'orientation tendra à être associé au type d'incertitude dont la vie de l'organisation dépend le plus. Le choix des dirigeants en dépendra. 19/

Selon Crozier, l'organisation relève donc d'une analyse stratégique: les actes de chaque participant ou de chaque groupe de participants et donc, en fin de compte, le fonctionnement de l'organisation, s'expliquent avant tout en tant qu'exercice d'un pouvoir dû au contrôle d'une zone d'incertitude ou en tant que recherche de contrôle d'une telle zone en vue de limiter le pouvoir des partenaires.

Le résumé que nous venons de faire de la pensée de Crozier est évidemment sommaire; les inconvénients qui en résultent sont cependant mineurs: les développements supplémentaires qu'apporte l'auteur sont assez intimement liés aux cas qu'il étudie, c'est-à-dire deux entreprises françaises, et les concepts fondamentaux que nous avons dégagés nous suffiront à évaluer la pertinence de son approche pour étudier le phénomène syndical.

Dans cette perspective, et quoiqu'ils doivent être, comme nous le verrons, l'objet d'une adaptation aux données de notre problème, on peut reconnaître à ces concepts deux mérites. En premier lieu, le concept de rationalité limitée convient parfaitement à l'objet de notre étude en ce qu'il permet de tenir compte du double aspect du mouvement syndical, c'est-à-dire d'une part une organisation qui cherche à atteindre des objectifs

concrets dans ses relations avec les employeurs, l'Etat, etc. et doit donc placer son action sous le signe de la rationalité, et d'autre part une institution politique dont les buts et les modes d'action sont l'objet de discussions et de désaccords qui limitent la rationalité. Il ne saurait être question ici de "one best way": il n'y a pas "une meilleure façon" de faire du syndicalisme, mais plusieurs types d'action correspondant à divers buts, à diverses circonstances et à différents groupes de travailleurs; en même temps, cependant, un mouvement syndical qui se laisserait ballotter au gré des différentes demandes présentées par ses membres serait incapable de se définir un plan d'action rationnel, cohérent et efficace, et on ne voit pas très bien ce que les travailleurs y viendraient chercher. En second lieu, la perspective néo-rationaliste de Crozier, qui insiste sur les stratégies et les relations de pouvoir, est déjà indispensable à une sociologie générale des organisations, parce qu'elle sait réconcilier, dans une perspective dynamique, les deux facteurs constitutifs d'une organisation, soit sa rationalité et ses composantes humaines; combien plus le sera-t-elle pour l'analyse du mouvement syndical, dans la mesure où celui-ci est une institution politique, c'est-à-dire dans la mesure où ses participants ont à leur disposition non seulement des canaux informels, mais aussi des voies formelles pour faire valoir le pouvoir que leur confère le contrôle de certaines zones d'incertitude.

Il nous reste à analyser les conséquences du caractère politique des fins du mouvement syndical sur une approche sociologique de ce phénomène. Nous allons cependant différer cette démarche pour nous pencher sur la contribution de Tannenbaum à l'étude du syndicalisme en tant qu'organisation, contribution qui nous permettra de reprendre et de préciser en fonction de nos fins le concept de zones d'incertitude de Crozier.

Tannenbaum insiste sur l'importance considérable qu'a l'environnement pour le mouvement syndical en tant qu'organisation:

En tant qu'organisations, elles (les unions) accordent de l'importance à deux séries de relations, externes et internes. Les relations extérieures des unions expriment leur raison d'être et leur spécificité en tant qu'organisations. D'abord et avant tout, une union est reliée à une entreprise privée ou publique ou à un groupe d'entreprises. (...) De sorte que l'union dépend de l'entreprise et en même temps est en conflit avec elle. 20/

Passant en revue des phénomènes aussi connus que les fluctuations des effectifs syndicaux en fonction des cycles économiques et la diversité des mouvements syndicaux et des formes de syndicalisme selon les pays et les différents secteurs économiques, il conclut:

Le caractère fluctuant des unions au cours des années est une indication claire de la sensibilité des unions au milieu dans lequel elles se sont développées. (...) Un grand nombre de différences entre les unions sont le fruit de réactions à des facteurs culturels, politiques ou ethniques aussi bien qu'économiques. 21/

Selon Tannenbaum, les relations extérieures du mouvement syndical constituent donc une variable privilégiée d'explication de la structure et du fonctionnement de celui-ci, problèmes qui se situent justement au coeur de nos propres préoccupations:

Les relations extérieures de l'union sont donc polarisées dans une large mesure par la création de conditions organisationnelles qui maximisent son pouvoir réel vis-à-vis l'entreprise. 22/

Dans cette dernière citation, Tannenbaum semble supposer au mouvement syndical un objectif unique et précis, et donc contredire les remarques que nous avons faites (à partir de ses propres propos), sur la multiplicité des buts des unions. Il n'en est rien: la maximisation du pouvoir de l'union face

à l'entreprise peut sembler de prime abord correspondre exclusivement à une volonté d'accroître les avantages économiques des travailleurs par la négociation collective, mais elle peut tout aussi bien répondre au besoin des travailleurs d'exprimer, par un sentiment de force collective, leurs frustrations face à l'entreprise. Cette maximisation ne fait donc pas entrer l'union dans l'orbite de la rationalité univoque de l'école classique; elle ne fait que mettre en évidence le fait que la plupart sinon la totalité des actions d'une union, à quelque but ou ensemble de buts qu'elles répondent, s'inscrivent toujours dans le contexte d'une relation avec l'environnement.

L'influence de l'environnement sur le mouvement syndical ne s'opère pas que de l'extérieur, c'est-à-dire en tant que cet environnement constitue le cadre de l'action syndicale, mais aussi de l'intérieur: le syndicalisme est une institution politique, c'est-à-dire que s'exerce en son sein l'influence officielle de ses participants; or ceux-ci peuvent être porteurs de valeurs et de normes qui font partie de cet environnement et en imposer le respect au sein de l'organisation. On peut citer comme exemple le nationalisme canadien-français: non seulement conditionne-t-il l'action des unions en ce qu'il amène l'opinion publique à exiger du mouvement syndical, en tant que corps intermédiaire, qu'il détienne une "personnalité québécoise" non-équivoque, ou en ce qu'il contribue à accroître l'autorité de l'Etat provincial, partenaire de plus en plus important du système de relations industrielles, mais encore il exerce une influence sur elles de l'intérieur, dans la mesure où les membres eux-mêmes sont porteurs de cette valeur du nationalisme et exigent que les structures et le fonctionnement de l'union respectent ce caractère particulier de ses membres (formation d'un district québécois relativement autonome, permanents francophones, etc.).

La remarque de Tannenbaum nous permet de donner un contenu au concept de zone d'incertitude de Crozier, dont nous avons vu qu'il constitue l'instrument le mieux adapté à une approche du syndicalisme en termes de sociologie des organisations. Cette tâche est nécessaire dans la mesure où Crozier utilise ce concept dans des organisations dont la politique est de réduire au minimum les pressions de l'environnement, et définit en conséquence ce concept en référence presque exclusive aux processus internes de l'entreprise. Dans ces circonstances, ce sont les agissements mêmes des différents participants qui constituent les zones d'incertitude, et le pouvoir peut être défini de la façon suivante:

Dans un tel cadre, le pouvoir de A sur B dépend de la prévisibilité du comportement de B pour A et de l'incertitude où B se trouve du comportement de A. Tant que les besoins mêmes de l'action créent des situations d'incertitude, les individus qui doivent y faire face se trouvent disposer de pouvoir sur ceux qui seront affectés par les résultats de leur choix. 23/

Il en va tout autrement pour l'application de ce concept à la réalité syndicale. En effet, le mouvement syndical définit essentiellement son action en fonction de l'environnement, et ses relations intérieures ne peuvent être comprises que comme une réponse aux exigences de ses relations extérieures, de sorte que les zones d'incertitude pertinentes seront les facteurs de l'environnement, de même que les agissements des participants dans la mesure où ils sont le reflet des caractéristiques de l'environnement. Les mini-bureaucraties qui se sont constituées dans certains secteurs du mouvement syndical au Québec pourraient certes relever d'une analyse assez parallèle à celle de Crozier, mais l'organisation syndicale dans son ensemble ne saurait être abordée autrement qu'avec un concept de zone d'incertitude considérablement élargi.

Les remarques de Wilensky et de Tannenbaum nous ont donc permis de préciser les conditions auxquelles le phénomène syndical est accessible à une sociologie des organisations: il faut nous placer dans le cadre d'une rationalité limitée et tenir compte des zones d'incertitude qui affectent l'action syndicale, zones qui se situent principalement dans l'environnement du mouvement et dont le contrôle confère du pouvoir à ceux qui le détiennent.

Il nous faut maintenant appliquer ces conclusions au problème qui nous préoccupe, c'est-à-dire au renforcement de la FTQ. Il nous semble que ce que nous avons dit du syndicalisme en général, c'est-à-dire des relations entre syndiqués et syndicats, s'applique très bien à la relation entre la FTQ et les unions internationales et "nationales". En premier lieu, il s'agit d'une institution politique puisque les unions (à travers leurs sections locales) ont le choix de s'affilier ou non à la FTQ et qu'elles contrôlent la politique et l'élection des dirigeants de celle-ci. Nous devons donc avoir recours à une théorie des organisations qui tienne compte des relations de pouvoir. En second lieu, nous nous situons dans le contexte d'une rationalité limitée puisque d'une part les besoins auxquels la centrale québécoise est appelée à répondre sont, tout comme ceux des unions, diversifiés et surtout que, d'autre part, l'environnement dont la FTQ doit tenir compte dans son action est encore plus étendu que celui des unions 24/ et présente donc de nombreuses zones d'incertitude.

A partir de là, il devient assez simple de définir la ligne générale de raisonnement que nous suivrons dans l'explication du renforcement de la FTQ. Si tout pouvoir repose sur le contrôle de zones d'incertitude, ce renforcement de la centrale québécoise ne peut être dû qu'à l'un des deux faits suivants ou à leur combinaison: soit que des zones d'incertitude dont

la FTQ détient le contrôle prennent une importance accrue aux yeux des unions, soit que la FTQ s'assure le contrôle de nouvelles zones d'incertitude pertinentes au fonctionnement du mouvement.

Muni de ce concept de zone d'incertitude, nous pourrions certes découvrir les facteurs généraux qui ont provoqué le renforcement de la FTQ. Mais pour expliquer le fait que ce renforcement ne jouit pas de l'appui unanime des unions, il nous faudra transformer le concept de zone d'incertitude de façon à ce qu'il devienne une variable pouvant présenter différents degrés d'intensité; nous pourrions ainsi rendre compte du plus ou moins grand ascendant que la FTQ s'est assuré sur différentes unions, ou en d'autres termes, de l'attitude plus ou moins positive ou négative des unions face au renforcement de la centrale québécoise, en tenant compte de l'importance plus ou moins grande pour elles des zones d'incertitude dont celle-ci s'est assuré le contrôle. C'est à cette transformation que nous invite Crozier quand il dit:

Il faudrait peut-être préciser et parler d'incertitude utile ou pertinente, bien que la notion d'utilité et de pertinence reste relativement vague et puisse varier en fonction des objectifs de l'organisation et des progrès de la connaissance. Individus et organisations ne se préoccupent bien sûr que des variables dont ils sont capables de reconnaître qu'elles peuvent les affecter et qu'ils peuvent eux-mêmes tenter de les contrôler. 25/

Nous avons posé comme hypothèse que trois principaux types de facteurs rendent pertinentes et importantes pour les unions certaines zones d'incertitude liées à l'environnement et contrôlées par la FTQ. Ces zones, nous les appelons "particularités de la situation québécoise"; elles sont au nombre de trois: le nationalisme, le développement du rôle de l'Etat provincial et la présence de la CSN. Les unions accordent plus ou moins

d'importance à ces particularités et, selon l'expression que nous employons, ont une "sensibilité différentielle" à ces particularités en fonction de leur structure, de leur histoire et de leur stratégie de négociations.

- En premier lieu, plus les structures régionales d'une union sont fortes et autonomes, plus elles seront en mesure de traduire aux quartiers généraux de l'union les exigences de respect des particularités régionales. Ce genre d'analyse des structures syndicales se situe clairement dans le courant des études sur la démocratie syndicale, dont Lipset est l'un des principaux représentants; nous ne pouvons cependant en utiliser les concepts puisque dans ces études, on doit tenir compte d'un grand nombre de facteurs (structures, conjoncture dans laquelle se situe l'action, valeurs et normes de la société...), alors que nous ne pouvons prendre en considération que des schémas généraux de structures syndicales; il serait certes d'un grand intérêt de pouvoir disposer de monographies élaborées sur chacune des unions pour étudier le problème du pouvoir de la FTQ. Faute d'avoir à notre disposition les résultats d'un travail aussi colossal, nous avons utilisé des hypothèses plus générales.

- En second lieu, nous avons tenu compte du fait que dans leur histoire les unions ont été obligées d'accorder une importance variable et de faire des concessions plus ou moins considérables aux particularités des régions dans lesquelles elles s'implantaient, et aux désirs d'autonomie des nouveaux groupes de travailleurs qu'elles recrutaient.

- En troisième lieu, nous avons utilisé des études d'économie du travail (economics of labor) pour montrer que les unions sont de plus en plus obligées de tenir compte des effets des particularités régionales sur les résultats de leurs négociations, et sont donc de plus en plus sensibles aux zones d'incertitude contrôlées par la FTQ; nous avons montré par ailleurs que l'évolution des stratégies de négociations rend ce pouvoir de la FTQ de plus en plus acceptable aux unions.

C. Sociologie du syndicalisme

Nous avons jusqu'ici laissé dans l'ombre l'une des deux conséquences que nous avons tirées de la remarque de Wilensky: le syndicalisme a des fins politiques. Qu'est-ce à dire? Que le syndicalisme se destine à être l'instrument de la prise du pouvoir par les travailleurs? Certes non: s'il a pu ainsi se définir dans différents pays et à différentes époques, il n'en est pas question ici aujourd'hui. Que le mouvement syndical appuie assez souvent un parti politique qu'il veut porter au pouvoir en tant que voix des travailleurs, mais qui demeure distinct du syndicalisme? Ce phénomène existe à l'heure actuelle: le mouvement syndical international et "national" appuie le NPD au plan fédéral, et la FTQ a décidé d'entreprendre des démarches préliminaires en vue de la formation d'un parti de gauche au Québec.

Mais ce n'est là qu'une manifestation concrète d'une préoccupation beaucoup plus générale: le syndicalisme se définit comme une tentative de la part de groupes de travailleurs de défendre leurs intérêts à court ou à long terme dans la société industrielle, et il ne peut en conséquence se désintéresser de la politique qui préside à l'édification et à la gestion

de cette société industrielle. Certes, cette attention aux problèmes politiques pourra s'établir à des niveaux variables: à l'une des extrémités du continuum, un syndicalisme établi dans une société parfaitement libérale et assez développée pourrait concentrer le gros de ses efforts sur la négociation au plan local; mais il se rendra compte qu'il ne peut se désintéresser des problèmes politiques du fonctionnement de la société et de son système économique, dans la mesure où la défense des intérêts des travailleurs et le succès même de ses négociations dépendent du niveau général d'emploi (le chômage, qui est le signe d'une insuffisance de la demande de travail, exerce en effet une pression à la baisse sur le prix du travail); il sera au moins obligé d'exiger de l'Etat une politique keynésienne visant à relever le niveau d'emploi. A l'autre extrême, le syndicalisme peut entretenir, en plus de sa volonté de défendre ses membres quotidiennement au plan local, une visée sur le développement général de la société, perçu comme concourant au bien-être de l'ensemble des travailleurs. C'est le sens qu'on peut donner aux appels du mouvement syndical en faveur d'une planification économique, d'une "société bâtie pour l'homme", ou d'un élargissement des préoccupations des syndicats, menacés de ne plus représenter dorénavant qu'une mince couche de travailleurs privilégiés, "embourgeoisés" et coupés de la masse de leurs confrères non-syndiqués.

Cette préoccupation politique du mouvement syndical n'est pas simplement juxtaposée à ses objectifs plus quotidiens; elle est plutôt en tension avec eux: la négociation collective et l'appel à une transformation plus globale de la société procèdent de la même volonté générale de défendre les travailleurs, mais elles s'opposent en même temps dans la mesure où l'une est défense d'intérêts particuliers et l'autre appel aux intérêts généraux.

Cela conduit le mouvement syndical tout droit à une alternative fondamentale, que Crozier décrit en ces termes:

Aussi grossièrement schématisée, la philosophie du mouvement ouvrier apparaît essentiellement dualiste. Derrière les conflits qui la déchirent, on perçoit toujours la polarité réforme-révolution. 26/

Cette alternative recoupe parfaitement la tension que nous avons définie à propos des fins politiques du syndicalisme: réformisme, c'est-à-dire participation conflictuelle dans le système des relations industrielles et défense des intérêts particuliers des travailleurs, ou révolution, c'est-à-dire transformation de la société. Les fins politiques du syndicalisme indiquent justement la mesure dans laquelle ce mouvement n'est pas simple acteur d'un système de relations de pouvoir, mais poursuit des fins beaucoup plus générales.

Cet aspect politique, qui vient s'ajouter aux aspects historique, structurel et fonctionnel dont nous avons déjà traité précédemment, complète la grille d'analyse du syndicalisme comme organisation.

Nous avons tenu compte de cet aspect politique dans notre analyse quand nous avons évoqué les thèmes du nationalisme et du rôle accru de l'Etat québécois; mais il s'agissait alors de deux données de la société québécoise auxquelles réagissaient les unions et la FTQ.

On pourrait aussi tenter de faire une analyse plus directement centrée sur les aspirations politiques des leaders syndicaux. Il s'agirait alors de considérer le nationalisme et le rôle de l'Etat non plus comme éléments d'une situation par rapport à laquelle on prend position, mais plutôt comme des orientations dont des acteurs sociaux peuvent être porteurs parce

qu'ils entretiennent eux-mêmes une visée sur le Québec du futur. Cette visée pourrait à son tour entraîner les leaders à défendre certaines options par rapport au rôle que devrait jouer la FTQ au sein du mouvement syndical international et "national".

Même si nous y avons fait allusion à quelques reprises, nous n'avons pas abordé systématiquement cette voie d'analyse. Cela peut se justifier en vertu même de ce que nous avons dit au Chapitre VII: le nationalisme et le rôle de l'Etat, en tant que particularités de la société québécoise, sont essentiellement médiatisées par la présence de la CSN, dans l'optique de la FTQ. En d'autres termes ces deux éléments n'ont pas d'existence autonome du point de vue de la FTQ, et doivent toujours être interprétés dans le contexte de la concurrence avec la CSN. C'est la raison pour laquelle ces deux éléments politiques se laissent moins facilement aborder en tant qu'aspirations des acteurs syndicaux et se présentent davantage comme objets d'une réaction conditionnée par la présence de la CSN.

En somme, il apparaît que, comme c'est le plus souvent le cas dans les mouvements syndicaux en Amérique du Nord, le politique est écrasé sous le poids du syndical.

NOTES

- 1/ A. Rose, Theory and Method in the Social Sciences, p. 53.
- 2/ Ibid., p. 52.
- 3/ Michel Crozier, "Sociologie du syndicalisme", p. 181.
- 4/ A. Rose, op. cit., p. 50.
- 5/ T. Caplow, Principles of Organizations, p. 1.
- 6/ H.L. Wilensky, Intellectuals in Labor Unions, p. 244.
- 7/ J.D. Thompson, Organizations in Action, pp. 4-9.
- 8/ Ibid., p. 5.
- 9/ A.S. Tannenbaum, "Unions", Handbook of Organizations, pp. 716-719.
- 10/ Michel Crozier, Le phénomène bureaucratique, p. 194.
- 11/ Ibid., pp. 235-236.
- 12/ J.D. Thompson, op. cit., pp. 5-6.
- 13/ Michel Crozier, Le phénomène bureaucratique, pp. 242-243.
- 14/ Ibid., p. 196.
- 15/ Ibid., p. 198.
- 16/ Ibid., pp. 241-242.
- 17/ J.G. March et H.A. Simon, Les organisations, surtout les chapitres 6 et 7, pp. 132-202.
- 18/ Michel Crozier, Le phénomène bureaucratique, p. 214.
- 19/ Ibid., p. 220.
- 20/ A.S. Tannenbaum, op. cit., p. 710.
- 21/ A.S. Tannenbaum, op. cit., pp. 712-713.
- 22/ A.S. Tannenbaum, op. cit., p. 710.
- 23/ Michel Crozier, Le phénomène bureaucratique, p. 213.
- 24/ Alors que les unions tiennent compte surtout des politiques des entreprises, la FTQ doit prendre en considération les tendances de l'opinion publique, le rôle de l'Etat dans son ensemble, etc... Ceci ne veut pas

dire que les unions n'accordent aucune importance à ces derniers facteurs, mais plutôt qu'elles doivent s'en remettre à la FTQ pour s'en occuper, ce qui a pour effet de permettre à cette dernière de tirer du pouvoir du contrôle de ces zones d'incertitude.

25/ Michel Crozier, Le phénomène bureaucratique, p. 213.

26/ Michel Crozier, "Sociologie du syndicalisme", p. 188.

BIBLIOGRAPHIE

LIVRES

CRISPO, John

International Unionism: A Study in Canadian-American Relations, Toronto, McGraw-Hill, 1967, 327 pages.

The Role of International Unionism in Canada, Montréal, Canadian-American Committee, 1967, 59 pages.

CROZIER, Michel

Usines et syndicats d'Amérique, Paris, Les éditions ouvrières, 1951, 186 pages.

DES ROSIERS, Richard
GROU, André
HEROUX, Denis

Le travailleur québécois et le syndicalisme, Coll. Cahiers de Sainte-Marie, Montréal, 1966, no. 2, 120 pages.

JAMIESON, Stuart

Industrial Relations in Canada, Toronto, MacMillan Company of Canada Limited, 1957, 144 pages.

KERR, Clark
DUNLOP, John T.
HARBISON, Frederick H.
MYERS, Charles A.

Industrialism and Industrial Man, Cambridge, Harvard University Press, 1960, 331 pages.

KOVACS, A.E.

Readings in Canadian Labour Economics, Toronto, McGraw-Hill, 1961, 268 pages.

LESTER, Richard A.

Economics of Labor, New York, Macmillan & Co., Ltd., 2e éd., 1964, 626 pages.

MAHEU, Louis

Développement industriel, problème social et systèmes d'action à la naissance du syndicalisme catholique, Thèse de Maîtrise non-publiée, Faculté des Sciences sociales, Département de sociologie, (Université de Montréal), Montréal, 1966, 380 pages.

TOURAINE, Alain

La conscience ouvrière, Paris, Seuil, 1966,
397 pages.

Sociologie de l'action, Paris, Seuil, 1965,
507 pages.

MALLET, Serge

La nouvelle classe ouvrière, Paris, Seuil,
1963, 269 pages.

WOODS, H.D.
OSTRY, Sylvia

Labour Policy and Labour Economics in Canada,
Toronto, MacMillan Company of Canada Limited,
1962, 534 pages.

ARTICLES

BALTHAZAR, Louis

"Figures du nationalisme", Maintenant, 68-69
(15 septembre 1967), pp. 238-242.

BERNARD, Pierre

"Attitudes au travail et action ouvrière",
Sociologie du travail, no 4, (octobre-
décembre 1962), pp. 349-366.

CHAMBERLAIN, N.W.

"Collective Bargaining in the U.S.",
Contemporary Collective Bargaining in
Seven Countries, A. Sturmfthal ed., New York,
The Institute of International Industrial
and Labor Relations, Cornell University,
1957, pp. 252-307.

CRISPO, John

"Looking Back and Looking Forward: Can
Organized Labour Stand the Test of Time?",
Relations industrielles/Industrial Rela-
tions, vol. 20, no 4, (octobre 1965),
pp. 700-706.

CROZIER, Michel

"Sociologie du syndicalisme", Traité de
sociologie du travail, tome II, dirigé
par G. Friedmann et P. Naville, Paris,
A. Colin, 1964, pp. 170-193.

FORTIN, Gérald

"La participation ouvrière: dans la coopé-
ration, ou par le conflit", Communication
au colloque de l'Association canadienne des

anthropologues, psychologues-sociaux et sociologues de langue française, Montréal, novembre 1965.

GERIN-LAJOIE, Jean

"La politique de la main-d'oeuvre et les problèmes constitutionnels", Le Devoir, 196, (25 août 1967), p. 4.

KERR, Clark

"Balkanization of Labor Markets", Reprint no 59, Institute of Industrial Relations, University of California, 1954, pp. 92-100.

KOVACS, A.E.

"La philosophie du mouvement ouvrier canadien: un essai d'interprétation", Relations industrielles/Industrial Relations, vol. 20, no 1 (janvier 1965), pp. 47-51.

LOGAN, H.A.

"Trends in Collective Bargaining: a Study in Causal Analysis", Canadian Labour Economics, A.E. Kovacs ed., Toronto, McGraw-Hill, 1961, pp. 173-188.

MONTAGUE, J.T.

"The Growth of Labour Organization in Canada, 1900-1950", Readings in Canadian Labour Economics, A.E. Kovacs ed., Toronto, McGraw-Hill, 1961, pp. 43-57.

RIOUX, Marcel

"Perspectives d'avenir pour la gauche", Socialisme '66, 9-10 (octobre-décembre 1966), 1966), pp. 7-10.

STURMTHAL, Adolf

"An Essay on Comparative Collective Bargaining", Contemporary Collective Bargaining in Seven Countries, A. Sturmthal ed., New York, The Institute of International Industrial and Labor Relations, Cornell University, 1957, pp. 308-371.

"Some Thoughts on Labor and Political Action", Relations industrielles/Industrial Relations, vol. 17, no 3, (juillet 1962), pp. 244-259.

TOURAINE, Alain
MOTTEZ, Bernard

"Classe ouvrière et société globale",
Traité de sociologie du travail, tome II,
dirigé par G. Friedmann et P. Naville,
Paris, A. Colin, 1964, pp. 235-281.

TOURAINE, Alain

"Management and the Working Class in
Western Europe", A New Europe?, S. R.
Graubard ed., Boston, Houghton Mifflin Co.,
1964, pp. 370-400.

"La raison d'être d'une sociologie de
l'action", Revue française de sociologie,
vol. 7, no 4, (octobre-décembre 1966),
pp. 518-527.

MAHEU, Louis

"Problème social et naissance du syndica-
lisme catholique", Sociologie et Sociétés,
vol. 1, no 1, (mai 1969), pp. 69-88.

Documents cités

Accord de fusion entre la FTQ et la FUIQ, Montréal, février 1957.

Constitution et règlements de la FTQ, Montréal, 1959-60.

Constitution et règlements de la FTQ, Montréal, 1963.

Constitution et règlements de la FTQ, Montréal, 1965.

Constitution du Congrès du travail du Canada, Edition revue, Ottawa,
avril 1966.

Constitution et lois de la Fraternité unie des charpentiers-menuisiers
d'Amérique, telle qu'amendée le 1er janvier 1967, Washington.

Rapport des officiers au IIe Congrès de la FTQ, Montréal, novembre 1957.

Rapport des officiers au VIe Congrès de la FTQ, Montréal, novembre 1961.

Rapport des officiers au IXe Congrès de la FTQ, Montréal, décembre 1965.

LABERGE, Louis, "Discours inaugural au IXe Congrès de la FTQ", Montréal,
1965.

JODOIN, Claude, "Discours inaugural au Congrès du CTC", Winnipeg, 1966.

Notes sur la situation actuelle au Québec des unions nationales et inter-
nationales, Montréal, FTQ, octobre 1963.

Politique de la FTQ, 1960-1967, Montréal, ed., FTQ, 1967, 125 pages.

Politique, structures et objectifs du Comité conjoint d'organisation CTC-FTQ, Ottawa, mai 1964.

Lettre de la FTQ aux députés du Québec aux Communes, Montréal, décembre 1966.

Mémoire de la FTQ sur la liberté d'association et les unités "nationales" de négociation, à l'intention des députés du Québec à la Chambre des Communes, à Ottawa, Montréal, novembre 1966.

Mémoire de la Fédération des travailleurs du Québec à la Commission du CTC sur la constitution et les structures, Montréal, 25 janvier 1967.

Mémoire de la CSN, de la FTQ et de l'UCC soumis au Comité de la Constitution de l'Assemblée législative du Québec, Montréal, avril 1966.

Projet de mémoire sur la reconnaissance pratique de la liberté d'association, Montréal, FTQ, 1967.

Communiqué émis par le CTC à l'occasion de la grève des postiers, Ottawa, 27 juillet 1965.

Communiqué émis par quinze permanents québécois des Métallurgistes-unis d'Amérique, Montréal, 11 février 1964.

BIBLIOGRAPHIE SUR LE SYNDICALISME AU QUEBEC

HISTORIQUE

- CONTI, R. Les relations syndicales canado-américaines, Thèse de Maîtrise en Relations Industrielles (Université de Montréal) Montréal, 1959, 165 pages.
- CRISPO, John International Unionism: A Study in Canadian-American Relations, Toronto, McGraw-Hill, 1967, 327 pages.
- DANSEREAU, P. Syndicaliste qui es-tu? Montréal, 1961, 87 pages.
- DESPRES, J.P. Le mouvement ouvrier Canadien, Montréal, Bibliothèque économique et sociale, 1946, 205 pages.
- DION, G. "Le mouvement syndical québécois" dans Relations industrielles/Industrial Relations, vol. 13, no 4, Québec, P.U.L., 1958, pp. 366-385.
- EASTERBROOK, W.T. et AITKEN, H.G.S. "Labour and Labour Organizations", dans Canadian Economic History, Toronto, McMillan Company of Canada Ltd., 1963, pp. 558-571.
- FORSEY, E. "The Influence of American Labour Organizations and Policies of Canadian Labour", The American Economic Impact on Canada.
- HARDY, L. Brève histoire du syndicalisme ouvrier au Canada, Ed. de l'Hexagone, 1958, 152 pages.
- JAMIESON, S. Industrial Relations in Canada, Toronto, McMillan Company of Canada Ltd., 1957, 144 pages.
- LIPTON, C. The Trade Union Movement of Canada, 1827-1959, Montréal, Canadian Social Publications, 1966, 366 pages.
- LOGAN, H.A. Trade Unions in Canada, Toronto, McMillan Company of Canada Ltd., 1848, 639 pages.
- _____ Syndicalisme ouvrier au Canada, 47e édition, Ottawa, Ministère du Travail, 1958, 116 pages.
- _____ Le syndicalisme canadien (1968): une réévaluation, Québec, P.U.L., 1968.
- MARTIN, J. Les Chevaliers du travail et le syndicalisme international à Montréal, Thèse de Maîtrise en Relations Industrielles (Université de Montréal), Montréal, 1965, 140 pages.

CONFESSIONNALITE

1. Général

DION, Gérard, "Confessionnalité syndicale et régime juridique du travail dans le Québec" dans Relations industrielles/Industrial Relations, vol. 15, no 2, Québec, P.U.L., 1960, pp. 162-180.

2. C.T.C.C. - C.S.N.

COUSINEAU, Jacques, "L'évolution confessionnelle de la C.T.C.C." dans Relations, no 228, Montréal, Ed. Bellarmin, 1959, pp. 316-320.

DION, Gérard et O'NEILL, Louis, "Autour d'une querelle d'étiquette et de principes".

_____ "La C.T.C.C., l'action politique et la confessionnalité" dans Relations industrielles/Industrial Relations, vol. 14, no 4, Québec, P.U.L., 1959, pp. 604-605.

_____ "Chronologie de l'évolution confessionnelle de la C.T.C.C. (C.S.N.)" dans Relations industrielles/Industrial Relations, vol. 16, no 1, Québec, P.U.L., 1961, pp. 102-112.

_____ "Déclaration de principes de la Confédération des Syndicats Nationaux" dans Relations industrielles/Industrial Relations, vol. 16, no 1, Québec, P.U.L., 1961, pp. 113-118.

C.S.N. - F.T.Q. (divers)

DION, G. "La fusion C.M.T.C. - C.C.T." dans Relations industrielles/Industrial Relations, vol. 12, no 1-2, Québec, P.U.L., 1957, pp. 5-9.

FORSEY, E. "La fonction de conseil dans le secteur du syndicalisme", dans XVIIe Congrès des Relations industrielles de l'Université Laval, Québec, P.U.L., 1962, pp. 65-87.

LAFLAMME, G. Education syndicale à la Confédération des Syndicats Nationaux, Thèse de Maîtrise en Relations Industrielles (Université Laval), Québec, 1968, 128 pages.

MARCHAND, J. "La C.S.N. a quarante ans" dans Relations industrielles/Industrial Relations, vol. 16, no 4, Québec, P.U.L., 1961, pp. 471-474.

- PAYNE, S.T. "Opinions syndicales sur les structures syndicales" dans Relations industrielles/Industrial Relations, vol. 23, no 4, Québec, P.U.L., 1968, pp. 649-655.
- PEPIN, M. "La fonction de conseil dans le secteur du syndicalisme" dans XVIIe Congrès des Relations Industrielles de l'Université Laval, Québec, P.U.L., 1962, pp. 51-63.
- "Une société bâtie pour l'homme", dans Procès-verbal de la 42e session du Congrès de la C.S.N., Montréal, 1966.
- TETU, M. "Les congrès qui décidèrent de la fondation de la C.T.C.C." dans Relations industrielles/Industrial Relations, vol. 18, no 2, Québec, P.U.L., 1963, pp. 197-214.
- VAILLANCOURT, M. "La distribution des pouvoirs de la Confédération des Syndicats Nationaux" dans Relations industrielles/Industrial Relations, vol. 23, no 1, Québec, P.U.L., 1968, pp. 3-43.
- VAILLAND, G. "La démocratie dans le syndicalisme ouvrier" dans Revue de l'Action Populaire, no. 128, Paris, 1959, pp. 552-571.

PLURALISME SYNDICAL

A) Général

- PARADIS, C. Le pluralisme syndical et son application aux relations patronales-ouvrières de Radio-Canada, Thèse de Maîtrise en Relations Industrielles (Université de Montréal), Montréal, 1958, 114 pages.
- PERRAS, S. Pluralisme syndical québécois, Thèse de Maîtrise en Relations Industrielles (Université de Montréal) Montréal, 1955, 104 pages.
- PROVENCAL, L. La nouvelle carte syndicale canadienne après la fusion, Thèse de Maîtrise en Relations Industrielles, (Université de Montréal), Montréal, 1957, 92 pages.
- TREMBLAY, L.-M. "Le pluralisme de représentation ouvrière au niveau local" dans Relations industrielles/Industrial Relations, vol. 15, no 3, Québec, P.U.L., 1960, pp. 325-348.

B) Concurrence syndicale

- DION, G. "La concurrence syndicale dans le Québec" dans Relations industrielles/Industrial Relations, vol. 22, no 1, Québec, P.U.L., 1967, pp. 74-84.

TREMBLAY, L.-M. "La concurrence syndicale: C.S.N. - F.T.Q." dans Relations industrielles/Industrial Relations, vol. 19, no 3, Québec, P.U.L., 1964, pp. 381-383.

_____ "La concurrence syndicale dans le Québec" dans Le Syndicalisme Canadien, Québec, P.U.L., 1968.

VALLEE, E. Les unions internationales et la concurrence des syndicats confessionnels au Québec, Thèse de Maîtrise en Relations Industrielles (Université Laval), Québec, 1966, 118 pages.

C) Unité syndicale

MANOCCHIO, A. "Quebec in Search of Trade Union Unity" dans Horizons, no 20, 1967, pp. 17-25.

MARCHAND, J. "L'unité syndicale à la C.S.N." dans Relations industrielles/Industrial Relations, vol. 16, no 2, Québec, P.U.L., 1961, pp. 267-269.

LA PRATIQUE SYNDICALE

A) Grève et chômage

1. Grève

BEAUDOIN, G. La grève chez Price-Brothers & Company Ltd. en 1943, Thèse de Maîtrise en Relations Industrielles, (Université Laval), Québec, 1957, 159 pages.

CHARPENTIER, A. "La grève de l'amiante: version nouvelle" dans Relations industrielles/Industrial Relations, vol. 19, no 2, Québec, P.U.L., 1964, pp. 217-238.

_____ "La grève du textile dans le Québec en 1937" dans Relations industrielles/Industrial Relations, vol. 20, no 1, Québec, P.U.L., 1965, pp. 86-127.

C.S.N. En grève, Montréal, Editions du Jour, 1963, 280 pages.

FOURNIER, L. "De la grève, au Québec" dans Actualité Economique, 35e année, no 4, Montréal, H.E.C., 1960, pp. 618-625.

HOUDE, E. Le droit de grève dans les services publics, Thèse de Maîtrise en Relations Industrielles (Université Laval), Québec, 1964, 163 pages.

ROY, Michel "La grève des réalisateurs de Radio-Canada" dans Relations industrielles/Industrial Relations, vol. 14, no 2, Québec, P.U.L., 1959, pp. 265-279.

2. Chômage

C.T.C., C.T.C.C. "Le chômage" dans Relations industrielles/Industrial Relations, vol. 14, no 1, Québec, P.U.L., 1959, pp. 110-118.

FORTIN, G. et al. "Conséquences du chômage pour le salarié du Québec" dans Relations industrielles/Industrial Relations, vol. 16, no 3, Québec, P.U.L., 1961, pp. 289-310.

B) Convention collective

BERNIER, J. "L'extension des conventions collectives dans le droit du travail: France, Grande-Bretagne et Canada" dans Relations industrielles/Industrial Relations, vol. 24, no 1, Québec, P.U.L., 1969, pp. 141-163.

CARDIN, J.R. "La convention collective et les professionnels salariés au Québec" dans Relations industrielles/Industrial Relations, vol. 21, no 2, Québec, P.U.L., 1966, pp. 125-141.

GERIN, R. "Les comités paritaires, organismes originaux et nécessaires" dans Relations industrielles/Industrial Relations, vol. 16, no 1, Québec, P.U.L., 1961, pp. 53-58.

HEBERT, G. "L'extension juridique et les métiers de la construction au Québec" dans Relations industrielles/Industrial Relations, vol. 18, no 3, Québec, P.U.L., 1963, pp. 299-313.

MICHAUD, P. "L'assurance-groupe et les conventions collectives" dans Relations industrielles/Industrial Relations, vol. 15, no 2, Québec, P.U.L., 1960, pp. 209-217.

MORIN, F. "Le nouveau Code du Travail et la convention collective" dans XXe Congrès des Relations industrielles de l'Université Laval, Québec, P.U.L., 1965, pp. 115-134.

WANCZYCKI, J.K. "Quebec Labour Code and the Status of Unions and Collective Agreements" dans Relations industrielles/Industrial Relations, vol. 20, no 2, Québec, P.U.L., 1965, pp. 237-274.

C) Patron-ouvrier

CARDIN, J.R. "Le règlement des différends touchant l'exercice du pouvoir disciplinaire de l'employeur, y compris le renvoi" dans Relations industrielles/Industrial Relations, vol. 19, no 2, Québec, P.U.L., 1964, pp. 149-176.

CURZI, P. Les relations ouvrières-patronales dans le secteur hospitalier à Montréal, Thèse de Maîtrise en Relations Industrielles (Université de Montréal), Montréal, 1961, 137 pages.

D) Syndicalisme et profession

DAOUT, C. Les Ingénieurs et le Syndicalisme dans la Province de Québec, Thèse de Maîtrise en Relations Industrielles, (Université de Montréal), Montréal, 1965, 198 pages.

VAILLANCOURT, M. Le syndicalisme des Médecins au Québec, Thèse de Maîtrise en Relations Industrielles (Université de Montréal), Montréal, 1966, 177 pages.

LEGISLATION OUVRIERE ET
LEGISLATION DU TRAVAIL

ARCHAMBAULT, J. "Le salarié en face des lois ouvrières" dans Relations industrielles/Industrial Relations, vol. 12, no 4, Québec, P.U.L., 1957, pp. 356-365.

CAMERON, J.C. et YOUNG, F.I.L. "Trade Unions and the Law in Quebec" dans The Status of Trade Unions in Canada, Kingston, Jackson Press, 1960, pp. 144-152.

CARDIN, J.R. "Le code du travail: Deux ans d'expérience" dans Relations industrielles/Industrial Relations, vol. 22, no 3, Québec, P.U.L., 1967, pp. 327-341.

CHARPENTIER, A. "Analyse critique de la Loi des relations ouvrières et du règlement no. 1 de la C.R.O." dans Relations industrielles/Industrial Relations, vol. 16, no 1, no 2, no 3, Québec, P.U.L., 1961, pp. 59-82; 206-237; 328-340.

CHARTIER, R. "Modification de la Loi des relations ouvrières" dans Relations industrielles/Industrial Relations, vol. 15, no 1, Québec, P.U.L., 1960, pp. 102-114.

——— "L'Evolution de la législation québécoise du travail - 1961" dans Relations industrielles/Industrial Relations, vol. 16, no 4, Québec, P.U.L., 1961, pp. 381-419.

CHARTIER, R. "Contribution à l'histoire de la législation québécoise du travail" dans Relations industrielles/Industrial Relations, vol. 17, no 1, 2, 3, 4, et vol. 18, no 1, 2, 3 et vol. 19, no 2, Québec P.U.L., 1962-63-64. On y trouve I - L'inspection des établissements industriels et des édifices publics (1885-1900); II - La Loi des différends ouvriers de Québec (1901-1909); III - Les indemnités pour accidents de travail, les bureaux de placements gratuits et la Première Guerre mondiale (1909-1918); IV - Les lois du salaire minimum des femmes, des grèves et contre grèves municipales, du département du Travail et des syndicats professionnels (1919-1924); V - La réparation des accidents du travail et la commission du salaire minimum des femmes (1925-1931); VI - La création du ministère du Travail, l'extension juridique des conventions collectives et les années d'avant-guerre (1931-1939); VII - La Seconde Guerre mondiale, le Conseil supérieur du travail et les lois ouvrières de 1944 (1940-1945); VIII - Contribution à l'histoire québécoise du travail.

"Le syndicalisme de cadres et la législation québécoise du travail" dans Relations industrielles/Industrial Relations, vol. 20, no 2, Québec, P.U.L., 1965, pp. 278-291.

FRANCQ, G. Code des lois ouvrières et industrielles de la province de Québec et les lois fédérales, ainsi que les règlements concernant leur application, Montréal, Mercantile Printing, 1967.

HEBERT, G. "Le Code du travail du Québec: Principales orientations" dans Relations industrielles/Industrial Relations, vol. 20, no 1, Québec, P.U.L., 1965, pp. 52-61.

MANKIEWICZ, G. Le règlement des conflits d'intérêts en relations du travail dans la province de Québec, Québec, P.U.L., 1958.

VAILLANCOURT, G. Les lois ouvrières de la province de Québec et commentaires sur la Loi des relations ouvrières et son règlement no. 1, Montréal, Wilson et Lafleur, 1957, 700 pages.

"La Commission des Relations de Travail et l'accréditation syndicale" dans XXe Congrès des Relations Industrielles de l'Université Laval, Québec, P.U.L., 1965, pp. 91-114.

ACTION POLITIQUE

GRANT, M. L'action politique syndicale et la Fédération des unions industrielles du Québec, Thèse de Maîtrise en Relations Industrielles (Université de Montréal), Montréal, 1968, 177 pages.

- LORTIE, G. L'évolution de l'action politique de la Confédération des Syndicats Nationaux, Thèse de Maîtrise en Relations Industrielles (Université Laval), Québec, 1965, 98 pages.
- MARCHAND, J. "Le Crédit Social, la politique et la C.S.N." Procès-verbal de la 40e session du Congrès de la C.S.N., Montréal, 1962, pp. 44-84.
- PEPIN, M. "Le Deuxième Front", Procès-verbal de la 43e session du Congrès de la C.S.N., Québec, 1968, pp. 8-50.
- TREMBLAY, L.-M. "L'action politique syndicale" dans Relations industrielles/Industrial Relations, vol. 21, no 1, Québec, P.U.L., 1966, pp. 44-56.
- _____ "L'évolution du syndicalisme dans la révolution tranquille" dans Relations industrielles/Industrial Relations, vol. 22, no 1, Québec, P.U.L., 1962, pp. 86-97.
- _____ "La Confédération des Syndicats nationaux et l'action politique" dans Relations industrielles/Industrial Relations, vol. 17, no 4, Québec, P.U.L., 1962, pp. 495-499.

APPENDICE I

NOTES SUR LA SITUATION ACTUELLE AU QUÉBEC DES UNIONS NATIONALES ET INTERNATIONALES

Le Comité exécutif de la Fédération des travailleurs du Québec présente aux permanents des unions nationales et internationales certaines notes sur la survie et l'avenir des unions nationales et internationales au Québec. Le Conseil exécutif de la FTQ a donné, à l'unanimité, au Comité exécutif le soin de préparer et présenter ces notes dans leur forme actuelle.

Si nous, unions nationales ou internationales, voulons survivre et progresser au Québec, nous devons songer à transférer le plus tôt possible à la FTQ certaines des fonctions que nous avons jusqu'ici laissées aux mains du CTC à Ottawa.

Nous suggérons deux réformes visant à faire de la FTQ une véritable centrale syndicale. Notre expérience des structures actuelles de notre mouvement nous a convaincus que la présence d'une telle centrale au Québec est devenue indispensable aux unions internationales et nationales.

Réformes suggérées

1. La première réforme suggérée est d'imposer, dans la constitution du CTC l'obligation pour tous les affiliés du CTC de s'affilier à leur fédération provinciale respective. Comme règle générale, les bureaux-chefs paient eux-mêmes l'affiliation au CTC et laissent aux unions locales de payer l'affiliation à la fédération provinciale; cette obligation pourrait se créer en spécifiant dans la constitution du CTC qu'une union nationale ou internationale ne sera affiliée au CTC que pour ses locaux affiliés à leur fédération provinciale, là où elle existe. L'affiliation provinciale, en somme, deviendrait une condition d'affiliation au CTC, tout comme l'affiliation au CTC est déjà une condition d'affiliation à la fédération provinciale respective. L'affiliation à la Fédération des travailleurs du Québec de tous les affiliés au CTC au Québec doublerait ses revenus annuels: de \$80,000 à \$160,000.
2. La seconde réforme suggérée c'est le transfert par le CTC à la FTQ, de ses responsabilités dans le Québec en matière d'organisation et d'éducation, et le versement d'un subside équivalent à la FTQ pour s'occuper de ses responsabilités. Le subside requis serait un per capita de 3-1/2 cts. par membre par mois pour chacun des membres du CTC au Québec représentant une somme annuelle de \$98,000. Les dépenses du CTC dans ce domaine en 1962 étaient de \$102,000, répartis comme suit: \$25,000 pour l'éducation, soit 25% des dépenses régionales d'éducation, et \$77,000 de dépenses d'organisation et de service dans le Québec.

Effets de ces réformes

Ces réformes auraient pour effets: hausse de \$178,000 du revenu annuel et expansion considérable du personnel de la FTQ, et l'exercice par la FTQ de certaines des fonctions d'une centrale syndicale au Québec.

Nous avons choisi ces réformes parmi bien d'autres possibles, parce qu'elles laissent intacts l'unité interne du CTC et ses services actuels pour l'ensemble du Canada. Nous n'avons aucun intérêt, comme syndiqués et comme canadiens, à affaiblir ou dénigrer le CTC. Loin d'affaiblir le CTC lui-même ou sa présence au Québec, nous sommes convaincus que les réformes suggérées sont indispensables à son essor et peut-être même à sa survivance. Le CTC tel que nous le connaissons compte 25% de ses membres au Québec. Il ne peut donc rester indifférent à la santé des unions nationales et internationales au Québec.

Une longue et profonde expérience comme représentants d'une union nationale ou internationale, a convaincu vos officiers qu'il faut agir, et agir vite. De toutes parts, dans le syndicalisme tel que nous l'avons connu et pour lequel nous nous sommes battus, surgissent des besoins et des inquiétudes pressantes. En tant que permanents syndicaux, il nous semble clair que nos unions doivent satisfaire à ces besoins et ces inquiétudes, ou alors en subir les conséquences.

Vos officiers n'ont donc aucune envie d'entreprendre une querelle stérile de budget ou de prestige avec le CTC; mais en tant que permanents syndicaux à qui vous avez confié les intérêts des unions nationales et internationales au Québec, nous nous devons d'accepter nos responsabilités à une heure qui nous semble grave.

Organisation

Sur le plan de l'organisation, les réformes suggérées permettraient de grouper une équipe d'organisateurs ayant l'envergure et la souplesse suffisantes pour pouvoir effectuer des campagnes syndicales dans des secteurs importants, ou des secteurs spécialisés, pour lesquels le mouvement national ou international actuel ne dispose pas des ressources suffisantes. En effet, même les unions les plus importantes affiliées à la FTQ trouvent difficile de monter des campagnes d'organisation d'envergure ou des campagnes d'organisation spécialisées, ou de mener de front plusieurs campagnes d'organisation. Même s'il s'agit d'une union internationale puissante, les ressources et les organisateurs dont elle peut disposer pour travailler avec succès dans le Québec sont limités.

Ailleurs, sur le continent, par exemple, une union peut mobiliser les organisateurs de plusieurs états ou plusieurs provinces dans les cas spéciaux ou les situations d'urgence. Au Québec, par contre, l'usage du français limite l'utilisation des organisateurs d'en-dehors du Québec. C'est ainsi qu'au Québec les unions internationales n'ont pas la mobilité qui fait leur force ailleurs sur le continent. Si on veut reproduire au Québec cette mobilité et donc cette force, il nous faut absolument créer un groupe d'organisateurs auxquels peuvent avoir recours les unions nationales et internationales - l'équivalent francophone des vastes réservoirs d'organisateurs disponibles à chaque union ailleurs sur le continent.

L'essor syndical actuel au Québec se fait dans des secteurs diversifiés et souvent spécialisés - commerce, services, fonctions publiques, et usines souvent très dispersées. Dans ces secteurs, surtout s'il y a rivalité avec la CSN, la présence d'une équipe nombreuse, et capable de se spécialiser, est devenue affaire de vie ou de mort.

Education

Sur le plan de l'éducation, le transfert de cette responsabilité à la FTQ permettrait, avec les autres services dont disposerait la FTQ de coordonner les programmes d'éducation avec le reste des activités syndicales dans le Québec. Présentement la dispersion des efforts et la faiblesse des ressources de chacun sont telles que souvent une négociation importante, une grève importante, une campagne d'organisation bouleversent les autres activités de l'union concernée, plus particulièrement son service d'éducation, si d'ailleurs elle en a.

Services

L'accroissement considérable des revenus de la FTQ lui permettrait d'offrir à ses affiliés, les services spécialisés qui sont devenus indispensables à une présence syndicale dans le Québec: en particulier un service législatif, un service de recherches et un service coordonnant les activités des conseils du travail, de la FTQ et du CTC dans le Québec. Une des sources majeures des difficultés que peuvent rencontrer les unions nationales ou internationales dans le Québec provient de l'absence de ces services importants.

Législation et recherches

Par exemple, les unions nationales et internationales financent à l'heure actuelle un service législatif qui se trouve à Ottawa, alors que la plupart des activités législatives intéressant directement le mouvement syndical se situe au niveau des provinces. Or, à Québec, nous n'avons aucun service législatif. De même, dans le domaine des recherches, nous maintenons à Ottawa un service de recherches et nous n'en maintenons aucun au Québec alors que les besoins de représentation technique augmentent rapidement sur le plan provincial.

Les mémoires présentés depuis deux ans au gouvernement du Québec ont coûté environ \$15,000 et ont porté entre autres sur les sujets suivants: hospitalisation, chômage, éducation, enseignement technique, législation syndicale, accidents du travail -

hospitalisation	\$2,000
chômage	2,000
enseignement technique	2,000
éducation	4,000
législation	3,000
Code du Travail	2,000

Pour penser et préparer ces mémoires, la FTQ a dû avoir recours à des experts de l'extérieur, embauchés à titre temporaire. La coordination de ces travaux avec les politiques syndicales est difficile, surtout à cause de l'absence totale d'experts travaillant à l'intérieur même du mouvement syndical au Québec.

En somme, la FTQ a déjà atteint la limite de ses moyens; nous sommes conscients que le résultat de nos efforts est inadéquat; et surtout, si on envisage l'avenir, il se présente un nombre énorme de projets et de réformes gouvernementales d'où les unions nationales et internationales seront absentes si la FTQ n'a pas les moyens de les faire entendre.

Conseils du Travail

En ce qui concerne les conseils du travail, ils ont souvent demandé plus de collaboration et de coordination de la part de la FTQ. Présentement, la FTQ n'a pas les pouvoirs ni le personnel pour effectuer cette coordination dans des conditions satisfaisantes, même avec la meilleure bonne volonté de coopération de la part des représentants du CTC qui s'occupent présentement des Conseils du travail dans la province.

Relations publiques

Un autre secteur important des activités syndicales dans le Québec est celui des relations publiques et nous ne proposons aucun transfert de responsabilité dans le domaine puisque la FTQ a déjà son propre service de relations publiques. Cependant, il est notoire que le plus clair de la publicité que nous recevons, en tant que groupés dans une centrale syndicale, nous provient de la FTQ plutôt que du CTC. L'exemple de ce secteur démontre clairement, que les intérêts des unions internationales ou nationales dans le Québec, sont mieux servis, pour certaines activités, quand celles-ci sont confiées à la FTQ plutôt qu'au CTC.

Nécessité de ces réformes

Parmi les facteurs qui nous semblent devoir affecter les intérêts des unions nationales et internationales, dans la distribution des responsabilités à faire entre le CTC et la FTQ, il y a l'existence de la CSN qui, de 1947 à 1963 a passé de 70,000 à 115,000 membres. En plus, la CSN vient de compléter une réforme de structure lui permettant de coordonner de façon beaucoup plus efficace les activités de ses affiliés et plus particulièrement de ses organisateurs. La comparaison avec la CSN est d'autant plus importante quand on constate les activités nouvelles du gouvernement provincial. Alors que pendant et après la guerre, moments où nos centrales syndicales ont pris leur forme actuelle, l'initiative presque complète de l'intervention gouvernementale dans les domaines économique, syndical et social appartenait au gouvernement fédéral, cette situation s'est modifiée dernièrement et une partie importante de cette initiative repose maintenant entre les mains, pour le Québec, du gouvernement provincial. Les meilleurs exemples, pour n'en choisir que quelques-uns, sont l'éducation en général, l'enseignement technique, le Code du Travail, les pensions de vieillesse, l'assurance-

hospitalisation, et bientôt l'assurance-santé et les fonds de pension. Dans le domaine du développement industriel, qui intéresse particulièrement le mouvement syndical et son expansion, on peut déjà noter les activités de la Société Générale de Financement, où la CSN est représentée, l'influence prochaine du gouvernement en matière économique par la caisse de retraite provinciale, et les nombreuses consultations auxquelles le mouvement syndical voudra participer dans le cadre d'une planification en bonne partie provinciale.

Ces développements ne sont que le début d'un renouveau et d'un bouleversement considérables dans l'économie et dans la société du Québec. Les unions nationales et internationales font face à un choix qui nous semble assez simple. Ou nous mettrons sur pied une centrale syndicale qui pourra nous représenter et défendre nos intérêts, ou nous serons absents de ces débats: en pratique, le seul interlocuteur syndical dans ces transformations sera la CSN qui s'est précisément équipée pour faire face à ces nouveaux développements. Nous savons par expérience que les unions nationales et internationales sont une formule qui, exploitée avec habileté, permet de contribuer puissamment au progrès des travailleurs dans le Québec. Une union internationale, par exemple, peut apporter aux travailleurs à la fois l'expérience technique et les contacts du secteur industriel de tout un continent, une centrale syndicale forte et bien équipée à Ottawa, et une centrale syndicale à Québec qui puisse participer à la transformation profonde qui s'amorce dans la province de Québec. Cependant, il faut se rendre compte qu'un maillon important de cette chaîne manque à l'heure actuelle, et c'est l'existence d'une centrale syndicale forte et bien équipée, et véritablement représentative des unions nationales et internationales dans le Québec.

CTC et FTQ

L'incapacité du CTC de servir adéquatement les intérêts québécois des unions nationales ou internationales n'est pas provisoire, à notre sens, car elle ne provient pas d'un manque de bonne volonté; elle provient avant tout d'un vice de structure. Nos unions ont besoin de représentation et à Québec et à Ottawa. Notre représentation actuelle à Ottawa est adéquate, mais à Québec elle est presque inexistante.

Il faut aussi comprendre que le prestige canadien de nos unions dépend dans une mesure importante de notre capacité de recrutement dans le Québec.

Vos officiers tiennent donc à insister sur l'esprit dans lequel nous vous suggérons ces réformes. Nous ne venons pas solliciter votre appui dans ce qui serait une lutte de budget ou de prestige entre la FTQ et le CTC. Nous venons à vous, comme permanents syndicaux ayant vécu et milité dans une union internationale ou nationale, vous expliquer franchement ce qui est devenu indispensable à notre survivance et notre avenir syndicaux.

Notre expérience quotidienne de représentants syndicaux nous démontre clairement que les possibilités d'un essor syndical au Québec sont très grandes à cause non seulement d'un climat social nouveau, d'une législation ouvrière modifiée, mais aussi d'un essor industriel encore à ses débuts. Il est possible, mais aucunement nécessaire que la CSN progresse plus rapidement

que les unions nationales ou internationales dans le Québec; nous croyons à la supériorité de la formule des unions nationales ou internationales, à condition que la supériorité de cette formule soit complétée et exploitée par l'existence d'une centrale syndicale véritablement représentative et efficace dans le Québec.

Octobre 1963

APPENDICE II

MEMOIRE DE LA FEDERATION DES TRAVAILLEURS DU QUEBEC A LA COMMISSION DU CTC SUR LA CONSTITUTION ET LES STRUCTURES

Monsieur le Président,

Messieurs,

NOTES PREMILINAIRES

La Fédération des travailleurs du Québec a accueilli avec beaucoup de satisfaction la décision du dernier congrès du CTC de former une commission chargée d'étudier la constitution et les structures de cette grande centrale syndicale.

Un tel examen s'imposait. Nous sommes convaincus, qu'après leur tournée, les membres de cette Commission concluront que c'était une nécessité.

Il y a 11 ans, la principale préoccupation des officiers du CMTC et du CCT qui désiraient fusionner leur centrale, était la réalisation de cette alliance. Il fallut donc concilier des oppositions, accepter des compromis. La constitution du CTC, demeurée essentiellement la même depuis le congrès de fondation, reflète ces accommodements.

On se rend compte aujourd'hui qu'il faut aller plus loin; qu'on peut aller plus loin. La fusion du CMTC et du CCT est une réussite dont tous les syndiqués canadiens peuvent être fiers. Les anciens attachements sont rompus; ensemble les syndicats sont plus disposés à écarter leurs intérêts particuliers pour travailler au bien commun. Le Congrès du Travail du Canada peut donc maintenant opérer un réaménagement de ses structures en fonction des besoins des travailleurs plutôt qu'en celui des institutions qui le composent.

D'autre part il s'est produit d'énormes changements au cours de la dernière décennie dans le monde du travail et dans la société canadienne. Les changements technologiques et l'avènement de l'automation requièrent de rapides et toujours nouvelles adaptations. Le syndicalisme a gagné de nouveaux secteurs; il a même pénétré les professions libérales. Son influence a considérablement grandi. Le prestige qu'il a acquis et l'autorité qu'il exerce, l'amènent à assumer de nouvelles responsabilités. Son rôle dans l'économie face à la rationalisation et à l'expansion industrielles, le force à modifier ses méthodes de négociation. A l'intérieur de ses cadres

élargis, de nouvelles voies de communications doivent être ouvertes pour maintenir les contacts entre les membres et les dirigeants.

Si les organismes syndicaux ne trouvent pas eux-mêmes une solution à tous ces problèmes; s'ils sont incapables de se renouveler, de se regrouper devant le gigantisme patronal; en somme s'ils ne peuvent jouer leur rôle dans l'économie de demain, quelqu'un d'autre remplira le vacuum. Les gouvernements, supportés par l'opinion publique, interviendront.

Les quelques observations précédentes illustrent l'importance de votre Commission. La tâche très lourde et très complexe qu'elle doit remplir exige de ses membres la plus grande objectivité. Ceci explique les remarques que nous désirons faire sur sa composition.

COMPOSITION DE LA COMMISSION

Nous croyons qu'il aurait été préférable que les membres de cette Commission du CTC, aient été des personnes en dehors des cadres de cette centrale. Des gens de l'extérieur auraient été moins partisans; moins préoccupés par des intérêts particuliers; moins absorbés par le quotidien; sans aucun doute plus objectifs, plus audacieux. Ils auraient voulu suggérer des structures plus adaptées à l'industrie, à la main-d'oeuvre et à la société de demain, sans trop subordonner leurs conclusions aux réalités politiques syndicales. Cette formule, mieux accueillie par le public, aurait dénoté de la part du CTC une impartialité absolue.

Ceci aurait pu se faire d'autant plus facilement que le rapport de votre Commission sera soumis, non pas directement au prochain congrès, mais au Conseil exécutif qui présentera ses propres recommandations aux prochaines assises biennales.

Ces propos n'ont pas pour but de discréditer votre Commission ni aucun de ses membres; nous connaissons la probité de chacun d'eux.

LES TRAVAUX DE VOTRE COMMISSION

Pour atteindre, messieurs, les fins que vous vous proposez et à cause de la composition même de votre Commission, nous estimons premièrement qu'il serait approprié que vous entrepreniez une enquête scientifique parmi le plus grand nombre possible de travailleurs syndiqués et non-syndiqués. Un tel sondage serait peut-être révélateur; c'est du moins une méthode moderne efficace, de plus en plus utilisée, pour découvrir les aspirations des masses et pouvoir par la suite organiser des structures et formuler des politiques appropriées.

Deuxièmement des recherches par des économistes, des sociologues et des experts en relations industrielles, devraient être commandées par votre Commission pour connaître les besoins futurs des travailleurs et définir quelles structures syndicales leur conviendraient mieux.

Troisièmement, nous suggérons à votre Commission un examen sérieux des structures des centrales syndicales européennes. Dans le monde ouvrier

on parle souvent de ces groupements étrangers de travailleurs; maintes fois sans les connaître. Ne serait-il pas approprié pour votre Commission de profiter de l'occasion pour renseigner les syndiqués canadiens? Ne pourriez-vous pas trouver là des réponses à nos problèmes?

LES FINS QUE VISE NOTRE MEMOIRE

Nous désirons d'abord adapter les structures du Congrès du Travail du Canada à la réalité canadienne afin qu'il puisse concevoir et formuler des politiques qui correspondent à notre régime gouvernemental, à notre qualité ethnique, à nos aspirations d'autonomie économique, à notre philosophie sociale, aux besoins et désirs des travailleurs canadiens.

Pour rejoindre ce premier objectif, il va falloir "canadianiser" les structures et le fonctionnement de plusieurs syndicats internationaux. N'est-il pas légitime d'exiger que les quartiers généraux de ces organisations reconnaissent que leurs membres au Canada sont des citoyens d'un autre pays? Leurs unités canadiennes ne demeureront plus longtemps des satellites. Il faudra inévitablement, très bientôt, leur reconnaître un statut particulier.

Nous savons que dans les faits, sinon dans les constitutions, plusieurs groupements canadiens de syndicats internationaux jouissent d'une grande liberté d'action. Ce sont ceux-là d'ailleurs qui se développent le plus rapidement et dont le dynamisme est universellement reconnu.

Il ne s'agit nullement pour nous de chasser du pays le syndicalisme international; loin de là. Bien au contraire, nous croyons que cette formule d'organisation syndicale, sur le continent nord-américain, est non seulement valable, mais qu'elle devrait être retenue. Cependant pour survivre et garder sa vitalité, elle devra reconnaître le fait canadien.

Nous voulons d'autre part augmenter considérablement les pouvoirs du Congrès du Travail du Canada afin que sa stature soit à l'échelle du pays. Nous aimerions qu'il puisse parler avec plus d'autorité au nom de tous les syndiqués canadiens et agir avec plus d'efficacité.

Le CTC, selon nous, devrait également exercer plus d'influence sur les négociations collectives. Conjointement avec ses affiliés, il devrait pouvoir fixer des objectifs communs, établir des normes gouvernant les salaires et les conditions de travail des travailleurs canadiens.

Nous croyons aussi, que comme centrale nationale, le CTC a le devoir d'assurer un meilleur équilibre entre les ressources des centrales régionales.

Voilà, hélas!, bien sommairement, les raisons pour lesquelles nous vous présentons les recommandations ci-dessous.

COMITE ET CONSEILS EXECUTIFS

Nous proposons que ces deux comités du Congrès soient constitués de la façon suivante:

COMITE EXECUTIF

Un président,
Un secrétaire-trésorier,
Dix vice-présidents généraux, représentants les régions
et les groupes syndicaux énumérés ci-après:
Un de la Colombie-Britannique,
Un des provinces des prairies,
Un de l'Ontario,
Un du Québec,
Un des provinces maritimes,
Un des unions de la construction,
Deux des unions industrielles,
Un des unions des chemins de fer,
Un des unions de la fonction publique
et des services.

CONSEIL EXECUTIF

Des officiers membres du Comité exécutif,
De seize (16) vice-présidents désignés par les fédérations
du travail dont:

Deux de la Colombie-Britannique,
Un de l'Alberta,
Un de la Saskatchewan,
Un du Manitoba,
Quatre de l'Ontario,
Trois du Québec,
Un du Nouveau-Brunswick,
Un de la Nouvelle-Ecosse,
Un de l'Ile-du-Prince-Edouard,
Un de Terre-Neuve.

Cette recommandation élimine les deux vice-présidents exécutifs. Pourquoi? Afin de mieux délimiter les responsabilités. Une centrale syndicale est un corps politique dont les officiers doivent jouir d'un énorme prestige pour exercer efficacement leur mandat; ce ne peut être une société anonyme gouvernée par un brain-trust. Une direction multicéphale tend à amoindrir le prestige et l'influence du président; réduit sensiblement le rôle essentiel du Comité exécutif. Si le président a besoin d'aides, il devrait être autorisé à se nommer des assistants. Quand au secrétaire-trésorier, ses fonctions sont bien définies dans la constitution.

Ces observations sur le poste de vice-président exécutif n'ont aucun caractère personnel, elles ne visent aucun individu. Bien au contraire,

nous avons beaucoup d'estime pour les deux confrères qui occupent présentement ce poste; ce qui d'ailleurs nous permet d'être très objectif en traitant de cette fonction.

En portant le nombre des vice-présidents généraux à dix, nous permettons à toutes les régions économiques du pays et aux principaux groupes de syndicats de participer à la direction du Congrès entre les conventions. Ainsi, à cet échelon, nous rétablissons l'équilibre entre la représentation horizontale et verticale.

Au niveau du Conseil exécutif, même si nous considérons qu'il est essentiel que toutes les fédérations provinciales soient présentes, il nous semble logique que leur représentation corresponde, dans une certaine mesure, à leur effectif.

ROLE DU CTC COMME CENTRALE SYNDICALE CANADIENNE

STATUT CANADIEN DES SYNDICATS INTERNATIONAUX

Comme nous l'avons dit au début de ce mémoire, nous sommes d'avis que les pouvoirs du CTC devaient être grandement augmentés afin qu'il puisse parler avec plus d'autorité et agir avec plus d'efficacité.

Pour atteindre cette fin, il va falloir que les syndicats internationaux, qui constituent la grande majorité des affiliés, cèdent une part de leur souveraineté et donnent à leur locaux canadiens, un statut canadien.

Le Congrès devrait exiger, comme condition d'affiliation, que les syndicats internationaux:

1. créent au moins un district canadien;
2. que le directeur de ce district soit un Canadien élu exclusivement par les membres de son district;
3. que les tutelles au Canada soient exercées par le district canadien et administrées par lui.

CODE D'EFFICACITE

Le statut d'un syndicat n'est pas le seul critère qui garantit son efficacité. L'incompétence d'un affilié; son manque de ressources, de personnel; son indifférence à l'égard de sa juridiction; sa négligence à l'endroit de ses membres; tous ces facteurs qui le paralysent et ruinent sa réputation, affectent également les autres affiliés. Pour se protéger contre ces parasites et pour protéger les unions-soeurs, tous les affiliés du CTC devraient être tenus de se soumettre à un Code d'efficacité qui assurerait à leurs membres:

1. les services nécessaires;
2. que le travail d'organisation requis sera fait;
3. que dans la province de Québec, les Canadiens-français pourront bénéficier, dans leur langue, de services adéquats;
4. qui les engagerait à réclamer, au cours des négociations, des taux de salaires et des conditions de travail équivalents aux normes existantes dans les autres ateliers syndiqués dans la même industrie.

CODE D'ETHIQUE

Il nous apparaît également fondamental que les syndicats soient tenus à se soumettre à un Code d'éthique qui:

1. exigerait des dirigeants la plus grande probité;
2. assurerait l'application des principes démocratiques dans l'administration des affaires syndicales;
3. protégerait les syndiqués contre l'imposition de salaires et conditions de travail arbitraires;
4. écarterait de la direction d'un syndicat local ou de celle d'un district canadien, le racket et les racketters.

CONSEIL ARBITRAL ("Board of Review")

Dans le but de protéger les droits individuels et aussi les droits institutionnels le Congrès du Travail du Canada devrait établir un Conseil arbitral ("Board of Review"), composé de personnalités éminentes, auquel tout membre d'une union affiliée ou tout syndicat affilié pourrait faire appel, à la suite d'une condamnation, par son syndicat s'il s'agit d'un individu, ou par le CTC s'il s'agit d'une union.

Il est bien entendu qu'un tel conseil n'aurait aucune juridiction pour trancher les conflits intersyndicaux.

LE REGROUPEMENT DES SYNDICATS

Notre Fédération déplore sérieusement la multiplicité de syndicats organisant et négociant au sein d'une même industrie ou d'un groupe d'industries connexes. Si l'on considère les fins premières du syndicalisme, cette concurrence est scandaleuse. Elle se pratique souvent au détriment des travailleurs. Elle est, par surcroît, très coûteuse.

Dans ce domaine, nous croyons que le Congrès a de lourdes responsabilités. Ici, il doit fournir le leadership nécessaire en suscitant une atmosphère propice et, en encourageant fortement, tant sur le plan nord-américain que sur le plan canadien, le regroupement d'unions internationales et nationales au sein de grandes associations industrielles. C'est pourquoi nous suggérons la formation, par le CTC, de fédérations, départements ou conseils industriels dont les fonctions seraient:

1. d'encourager, de promouvoir et de faciliter le regroupement de syndicats dont la juridiction s'exerce dans une même industrie ou dans des industries connexes;
2. de coordonner les négociations dans ces groupes d'industries similaires;
3. de voir à ce que toutes les unions d'une même fédération industrielle donnent les mêmes services à leurs membres;
4. d'amener ces fédérations industrielles à se fixer des objectifs communs.

PROMOTION DU BI-CULTURALISME ET DU BILINGUISME

Nous aimerions que le Congrès du Travail du Canada, qui est certes le corps intermédiaire le plus important du Canada, joue un rôle de premier plan dans la promotion du bi-culturalisme et du bilinguisme par tout le pays. Aussi proposons-nous:

1. que les quartiers généraux du Congrès deviennent bilingues afin que les francophones bénéficient, dans leur langue, des mêmes services que les anglophones (Ainsi tous les services seraient bilingues et toutes les publications imprimées dans les deux langues);
2. que le CTC constitue un Conseil bi-national consultatif, composé d'un nombre égal de syndiqués de langue française et de langue anglaise, dont les fonctions seraient de faire des recommandations au Conseil exécutif sur les questions suivantes:
 - a) la constitution canadienne;
 - b) le bi-culturalisme et le bilinguisme;
 - c) les relations fédérales-provinciales;
 - d) les échanges culturels entre le CTC et les grandes centrales syndicales françaises;

3. que le CTC consulte la FTQ lors de la nomination de délégués francophones à des réunions d'organismes internationaux tels que le BIT, la CISL;
4. que des délégués fraternels de centrales syndicales françaises soient invités à participer aux congrès du CTC.

AIDE AUX FEDERATIONS

Il nous apparaît nécessaire que les fédérations aient des fonctions plus significatives au sein de notre mouvement. La constitution canadienne qui attribue aux provinces la juridiction sur les questions du travail, amène les fédérations à défendre les travailleurs auprès des gouvernements provinciaux.

Malheureusement la plupart n'ont pas les moyens financiers de faire le travail de revendication que l'on exige d'elles.

Nous savons que les fédérations des provinces des prairies et celle des maritimes rencontrent de grandes difficultés. Les maigres ressources financières qu'elles tirent du nombre très restreint de syndiqués qui leur sont affiliés réduisent leurs moyens d'action. Elles n'ont aucun service de recherches, d'éducation et de publicité.

Quant à la situation de notre propre Fédération: elle est particulièrement difficile. Nous devons faire la lutte à une centrale rivale qui dispose de revenus douze fois plus élevés que les nôtres; qui jouit de l'appui des médiums d'information; qui est supportée par les intellectuels; qui est secondée par les nationalistes et dont la grande autorité sur ses affiliés accroît l'efficacité.

Pour vous exposer nos problèmes, sans que nous puissions être accusés de partisanerie, de chauvinisme ou même de nationalisme, nous avons choisi d'emprunter un extrait du livre de John Crispo, intitulé: "International Unionism", publié récemment. L'extrait de ce livre se trouve joint en appendice, à ce mémoire. Nous n'aurions pas été plus explicites que l'auteur de ce texte. (Nous espérons que chacun des membres de la Commission le lira très attentivement.) Permettez-moi de citer, tout de suite, le passage suivant:

"Another possibility would be to grant the Québec Federation of Labour (QFL) a special status, beyond that of other provincial federations, as the base for national and international union operations in Quebec. Of late, the QFL has begun to demand such a status, in order to compete more effectively with the CNTU. The QFL is now arguing that, just as the province of Quebec enjoys a special status in Canadian Confederation, the Quebec wing of the CLC should be granted a special status in the Canadian labour movement...

While the CLC showed its reluctance to grant any special status to the QFL during its 1966 convention, if only because of the precedent it would establish, there may be no way of avoiding it if the QFL is to cope more effectively with the CNTU. If only because of the financial resources it now commands; it is obvious that the CNTU is at an advantage, even allowing for the fact that it has immense responsibilities in the collective bargaining field which the QFL does not now have and is unlikely to have. While the QFL receives eight cents per affiliated member per month, the CNTU receives \$1.65, of which fifty cents goes into a special strike fund. Together with the other handicaps that confront the QFL, this financial limitation makes it clear that it has a long way to go to compete on an equal footing with the CNTU. The real difficulty may be that the CLC has never thought of its Quebec wing in that sense because the Congress itself has normally co-ordinated the activities of its affiliates in Quebec whenever necessary. While this strategy has perhaps sufficed in the past, it may well be that in the future a base of operations more rooted in the province will be required.

In the long run, it is probably avoiding the fundamental issue to suggest that either the CLC or the QFL, or both together can cope with the challenge of the CNTU to both national and international unions as long as there are so many of them. As in the rest of Canada, the multiplicity of unions makes it difficult for all but a few of the largest to operate effectively. Especially in Quebec, there is probably no solution, short of rationalizing the structure of the CLC sector of the labour movement, which will greatly lessen the strenght of the CNTU vis-à-vis the many individual national and the international unions."

Voilà quelques réflexions d'un observateur impartial, doublé d'un expert en relations industrielles.

Pour revenir à l'objet de la présente partie de notre mémoire: "Aide aux fédérations", nous croyons que le Congrès devrait verser de généreuses contributions financières aux fédérations. Cependant comme les besoins ne sont pas les mêmes, nous suggérons ci-après une formule de péréquation comme moyen de distribuer cette aide.

Donc, plus concrètement, le CTC devrait:

1. exiger que toutes les unions locales soient tenues de s'affilier à leur fédération et à leur conseil du travail respectifs;

2. hausser sa taxe per capita de 10¢ par mois et redistribuer cette somme aux fédérations selon un système de péréquation qui tiendrait compte des facteurs suivants:

- a) l'étendue du territoire;
- b) la dispersion des membres;
- c) le pluralisme syndical;
- d) le bilinguisme.

FONDS DE DEFENSE

Un tel fonds servirait à aider les affiliés qui désireraient faire appel à des tribunaux supérieurs dans des litiges avec des employeurs ou des commissions gouvernementales. Notre système judiciaire commande, en quelque sorte, le recours à ces tribunaux pour se défendre efficacement contre la loi ou certaines injustices. De malheureux précédents ont été créés à cause du manque de ressources financières pour porter en appel des décisions de tribunaux inférieurs.

LE ROLE DES FEDERATIONS

Si le CTC tient réellement à sa mission de centrale syndicale canadienne, il doit être présent dans toutes les régions du pays. Les structures actuelles permettent cette présence; cependant il est regrettable de constater que l'on ne s'en est guère servies. Les fédérations, d'ailleurs comme les conseils du travail, sont presque complètement abandonnées à elles-mêmes. Leurs fonctions ont été réduites à celle de porte-parole, plus ou moins autorisé, auprès des gouvernements provinciaux. Elles n'ont aucune autorité sur les locaux chartrés du Congrès, sur les conseils du travail, de métiers ou industriels opérant dans les régions sous leur juridiction. Bien plus, par ses bureaux régionaux, le CTC, ignorant ses propres structures, assume dans les provinces, des charges, dans les domaines de l'organisation, de l'éducation et des négociations collectives, que les fédérations devraient exercer. Ce parallélisme structurel, même là où il ne crée aucune friction, contribue à la division de nos forces, sape le prestige des corps centraux, et en général, amoindrit notre efficacité comme mouvement de revendication. Si l'on en faisait la comptabilité, l'on constaterait qu'il nous coûte cher en personnel, en temps et en énergie.

C'est dans le but d'éliminer cette dualité; de réaliser une plus grande unité et, par conséquence, d'augmenter considérablement la force et le rendement du CTC sur le plan régional que nous suggérons les réformes suivantes:

1. les fédérations devraient pouvoir chartrer:
 - a) les conseils du travail;

- b) les conseils de métiers ou industriels;
 - c) des groupes régionaux de travailleurs syndiqués;
2. Elles devraient assumer les fonctions des bureaux régionaux (qui devraient être abolis) y compris les services aux locaux chartrés;
 3. pour remplir les tâches mentionnées au paragraphe précédent, le CTC devrait leur remettre la portion de son budget couvrant le coût de ces services.

Il se peut que ces recommandations ne puissent être applicables dans toutes les provinces. Nous savons, par exemple, qu'il n'existe pas de bureau régional du CTC dans chaque province. D'autre part, certaines fédérations ne possèdent pas les cadres nécessaires pour assumer les fonctions de ces bureaux. Il est donc possible que dans certaines régions, le Congrès ait à recourir à d'autres formules ou simplement continue de fournir directement des services.

Néanmoins, il est certain que dans le Québec, l'Ontario et la Colombie-Britannique, et peut-être ailleurs, nos suggestions peuvent s'appliquer et devraient être retenues.

LES CONFLITS DE JURIDICTION

Il n'y a rien de plus déplorable chez les travailleurs que les luttes intersyndicales, surtout lorsqu'elles se font entre syndicats appartenant à la même centrale.

Comment les éliminer? Nous n'avons pas de solutions définitives. Il est évident que si les syndicats se regroupaient au sein de grandes fédérations industrielles ou de métier, les occasions de tels conflits deviendraient presque nulles. En attendant cet heureux événement, il nous semble que la formule de justification, adoptée lors du dernier congrès, soit valable. Elle devrait cependant être plus expéditive. De plus, la décision de l'arbitre impartial, si elle est affirmative, devrait suffire pour autoriser un syndicat à commencer sa campagne d'organisation. Néanmoins nous sommes en faveur du maintien du droit d'appel au Conseil exécutif de la décision de l'arbitre; cependant le rejet, par le Conseil exécutif, de la décision de l'arbitre, ne devrait pas signifier que le syndicat concerné est coupable de maraudage.

D'autre part nous estimons nécessaire que les sanctions contre un syndicat trouvé coupable de maraudage soient plus rigoureuses surtout lorsqu'il persiste dans son inconduite sans avoir fait appel à la procédure de justification.

Nous suggérons également que la constitution du CTC soit amendée afin de donner au Congrès l'autorisation, sans le consentement préalable du ou des syndicat(s) en cause, d'émettre une chartre temporaire lorsqu'il y a un conflit de juridiction entre deux ou plusieurs syndicats affiliés. Dans ces cas-là les chartres ne seraient émises que pour deux ans.

LA CONSTITUTION DU CTC

Bien entendu, si le Conseil exécutif et le prochain congrès du CTC adoptaient les recommandations suggérées dans ce mémoire, cela nécessiterait une révision globale de la constitution. Nous croyons qu'à cette occasion, on devrait refaire les articles 1 et 11. Dans le premier nous ne voyons plus la nécessité de la référence à la fusion du Congrès des métiers et du travail du Canada et du Congrès canadien du travail. Dans l'autre il y aurait lieu de coller davantage les objectifs du CTC à la réalité d'aujourd'hui et aux problèmes du monde du travail de demain.

Enfin il saute aux yeux que la formule de l'assermentation est désuète.

Respectueusement soumis,

LA FEDERATION DES TRAVAILLEURS DU QUEBEC

25 janvier 1967

APPENDICE III

SCHEMA D'ENTREVUE

- Carrière syndicale de l'interviewé
- Caractéristiques de son union:
 - 1 - effectifs
 - 2 - historique
 - 3 - structures canadienne et québécoise
- Négociations collectives dans l'union:
 - 1 - Quel y est le rôle du local; du bureau international; des structures intermédiaires de l'union?
 - 2 - Les centrales y ont-elles déjà joué un rôle? Y a-t-il déjà eu aide de la part d'autres unions?
 - 3 - A quelles règles doivent se conformer les locaux pour avoir droit aux bénéfices de grève?
 - 4 - Par qui doit être approuvée la convention collective?
 - 5 - Y a-t-il des différences entre la CSN et votre union, au plan des négociations?
- Pensez-vous que la FTQ ou le CTC devraient intervenir dans les négociations, quand l'union ne remplit pas vraiment son rôle?
- Etes-vous d'avis que le sort de toutes les unions internationales et nationales est lié, ou est-ce que tout dépend des unions: celles qui donne des services se développeront et les autres disparaîtront?
- Pourrait-on dire qu'il y a un mouvement d'ensemble des unions pour la reconnaissance du caractère particulier du Québec?
- Qu'existe-t-il comme service de recherche dans votre union? Y avez-vous recours?
- Quel devrait être le rôle des centrales dans ce domaine?
- Comment se fait le recrutement dans votre union?
- Croyez-vous utile de centraliser le recrutement? Au niveau canadien ou québécois?
- Que pensez-vous du principe et de l'efficacité de l'équipe conjointe d'organismes FTQ-CTC?

- Compte tenu de la présence de la CSN, croyez-vous que le pacte anti-maraudage peut être appliqué au Québec comme ailleurs au pays? Croyez-vous que la FTQ était justifiée d'encourager certaines unions à en "marauder" d'autres quand la CSN menaçait de les prendre?
- Votre union fait-elle de l'éducation syndicale au Québec? Si oui: de quelle façon?
- Quel devrait être le rôle du CTC et de la FTQ dans ce domaine?
- Quels éléments devrait comprendre idéalement un programme d'éducation syndicale au Québec?
- Que fait votre union dans le domaine de l'action politique?
- Quel devrait être le rôle des centrales en ce domaine?
- Que pensez-vous du fait que cette action politique prenne la forme d'un appui à un parti?
- Quelles sont les perspectives d'avenir de l'action politique au Québec et au Canada?
- Y a-t-il une différence entre le style d'action politique du syndicalisme national et international, et celui de la CSN?
- Croyez-vous que la thèse du statut particulier pour le Québec, qui est défendue par la FTQ, correspond à la volonté de ses affiliés?
- Le rôle de promotion de législations favorables aux travailleurs constitue-t-il encore la responsabilité principale de la FTQ?
- Quelle est la répartition de la taxe per capita des membres de votre union au Québec (parts dévolues aux locaux, aux quartiers généraux et aux structures intermédiaires de l'union)?
- Les revenus de la FTQ, du CTC et des Conseils du travail sont-ils suffisants actuellement?
- Pensez-vous que l'image de la FTQ et du syndicalisme international et canadien dans l'opinion publique québécoise a changé depuis quelques années?
- Compte tenu de la situation sociale et syndicale actuelle au Québec, quels changements peut-on prévoir pour le syndicalisme international et national dans la province au cours des dix prochaines années?

APPENDICE IV

STRUCTURES AND POWERS OF THE QUEBEC FEDERATION OF LABOUR

SUMMARY

The Quebec Federation of Labour has undergone a complete transformation since its founding in 1957. It has in fact, acquired much wider powers than is usual for organizations of this kind within the national and international labour movement. The present work is a study of this transformation. In Part I we shall attempt to identify its particular characteristics; in Part II to give the opinions of union leaders with regard to it; and finally, in Part III, we shall try to give an explanation of this transformation and these opinions in terms of the situation of the labour movement in Quebec and of the characteristics of the union machinery involved in the change.

CHAPTER I

ANALYTICAL APPROACHES

A. The Quebec Federation of Labour (QFL)

The (QFL) was the result of the amalgamation in 1957 of the Provincial Federation of Labour of Quebec with the Quebec Federation of

Industrial Unions which came about in consequence of closer ties between the Congress of Industrial Organizations and the American Federation of Labor in the United States, and between the Canadian Labour Congress and the Trades and Labour Congress of Canada in this country.

Constitutionally, the QFL is defined more or less as the Quebec branch of the Canadian Labour Congress (CLC). It must act in the interests of Quebec workers, but within the framework of policies emanating from the Canadian headquarters.

Let us look more closely at the functions which are performed by the Quebec Federation of Labour. Originally, the role of the central bodies in international unionism was limited to bringing pressure to bear on the different governments for legislative measures in favour of the workers. Little by little various other duties which were outside the jurisdiction and concerns of each particular union were added. For example, encouraging the purchase of union-made products, organizing education for union members, setting up a union press to defend the general interests of the workers.

The CLC has considered some of these duties to be indivisible, and so has kept them for itself. This is particularly the case for representations made to the federal authority, arbitration of conflicts of jurisdiction between unions, and the granting of charters to non-affiliated union locals. Certain other powers are exercised jointly by the CLC and its provincial branches (Federations) or regional branches (Labour Councils), such as the Union Label Service. On the whole, however, the CLC retains its superior authority in the joint jurisdictions. Finally, there are certain powers which are exercised by the Federations themselves, but always in accordance with CLC policy; this is the case for representations made to provincial governments.

If we consider this division of jurisdiction in the light of the particular characteristics of Quebec society, one aspect of the problem we are going to study is readily apparent. Que QFL has not been content to be the representative of the CLC in certain matters in Quebec but has seen its role as one of interpreting, and consequently serving, with a certain degree of independence, the special interests of Quebec workers who bear the stamp of their French-Canadian culture and are subject to the pressures of a very active rival central organization, the Confederation of National Trade Unions (CNTU).

B. Power Structures

The problem of the division of powers which we have just mentioned must be considered in the over-all context of the international and national union movement, for there are many forces involved: the CLC, the QFL, union headquarters and machinery in Quebec.

Even if the objectives and strategies of these centres of authority tend towards an over-all balance of powers, it is possible to discern two principal lines of tension within the system.

1. Unions and Central Organizations

In the American labour movement, and in its Canadian subsidiaries, it has always been the custom that the unions should have the essential role in bargaining while minimizing the role of the central organizations. Putting aside the fact that certain aspects of this "American" distribution of power may often prove very poorly suited to the needs of the Canadian and Quebec labour movements, there can be no doubt that the growing importance of the public role of the labour movement (as opposed to the essentially

private character of collective bargaining as a whole) demands an increase in the power of the central organizations and is a cause of tension within the movement.

2. The Canadian Central Organization and the Quebec Central Organization

The situation of the Canadian labour movement might be compared to the constitutional situation of Canada, saved that it is even more given to conflict and tensions of all kinds. Indeed, the situation of the labour movement in Quebec, like Quebec society itself, has certain special features which upset the Canadian balance. Politically, each level of government (federal and provincial) is sovereign within its own jurisdiction and it is in terms of the boundaries between these jurisdictions that problems arise. In the labour movement one of the levels, the CLC, is so to speak a senior government and the other, the QFL, a junior government. This might seem at first sight to simplify the problem. The senior government need only set the limits of the autonomy which it grants to the junior government. But in fact, it fails to do so to the extent that such decisions fail to stamp out the rivalry which is at the root of the problem. The subject of this study lies at the intersection of these two lines of tension: the Canadian and Quebec situations being unlike in some respects, the pressures for a redistribution of powers between unions and central organizations are not felt equally or always with equal keenness in the QFL and the CLC.

C. Research Methods

We have gone through the recent records (1957-67) of the QFL, concentrating particularly on the following points: relations with the provincial government, with the CLC and with other central labour organizations;

the role of the QFL in the principal labour conflicts; and the main decisions and recommendations of the ruling bodies of the QFL. We have also interviewed 18 labour leaders, officers and directors of the QFL and the CLC and representatives of various industrial and professional unions as to what they think of the recent increase in the power of the QFL.

PART I: THE POWERS OF THE
QUEBEC FEDERATION OF LABOUR

CHAPTER II

SIGNS OF A STRENGTHENING OF THE
QUEBEC FEDERATION OF LABOUR

There are three simple indications of the strengthening of the QFL in the last ten years or so. In the first place, the increase in the number of members it has attracted. The over-all membership went up from some 90,000 in 1957 at the time of the amalgamation to more than 200,000 in 1967. If the QFL was successful in recruiting only a little more than a third (36.8 per cent) of the members of the CLC in Quebec in 1957, by 1967 it included nearly three-fifths of them (59.1 per cent). In the second place, considering this growth in membership and the fact that the monthly per capita dues were quadrupled in ten years (from 4¢ in 1957 to 15¢ in 1967) QFL revenues increased from some \$44,000 in 1957 to nearly \$250,000 in 1967. It is noteworthy that the growth in membership and the increase in dues were parallel, which amounts to saying paradoxically that as membership in the QFL became more expensive, so it increased. In the third place, the specialized staff of the QFL although still small, has doubled in the course of these same ten years (going from 3 to 6).

It should be noted that these increases have been taking place in the same period and began to be of real significance in 1964-65. The situation in the earlier years might be described as a vicious circle with the small membership restricting the budget, the staff, and consequently the services; while all this in turn contributed to slowing down the increase in membership. From 1964 on this same cycle becomes dynamic, i.e. a larger membership paying larger contributions has made possible better services; and this in turn has facilitated recruiting and further contribution increases.

In the next two chapters, then, we shall attempt to find out what it was that caused such a break with the past and such a leap forward in 1964-65.

CHAPTER III

SUCCESSIVE TRANSFORMATIONS IN THE DIVISION OF POWERS AMONG THE QFL, THE CLC, AND THE UNIONS

A. Amendements to the Constitution of the Quebec Federation of Labour

Aside from the few symbolic amendments which tend to underline the authentic Quebec character of the QFL, all the amendments to the constitution of the QFL can be interpreted as moves in the direction of a strengthening of the Quebec central organization:

- marked growth in regional representation (as opposed to that of unions) within the General Council, which shows a determination to pay more attention to the regional problems of Quebec and no longer to devote itself exclusively to economic interests that are nearly always defined in relation to the whole continent;

- a provision to make the president a permanent position in the central organization;
- determination to give the QFL (to the exclusion of the CLC) sole authority over the interpretation and amendment of its constitution.

We should note that these amendments were all agreed to in 1965 at a congress where there was a great deal of discussion about the threat to certain international unions presented by the CNTU.

B. Challenging the Powers of the Canadian Labour Council

The title of this section is not intended to indicate that the QFL is falling prey to labour separatism; but it does underline on the one hand that the Quebec organization is going to see to it that the CLC takes effective account of Quebec points of view in its decisions, and that on the other, in view of the special features of the Quebec situation, it must take unto itself some of the duties traditionally performed by the CLC.

These challenges have occurred fairly frequently since 1964 and in several fields.

- In spite of sanctions by the CLC, the QFL has interfered in the settlement of conflicts of jurisdiction. It upheld a union which had apparently stolen members from another one so as to prevent them from being taken over by the CNTU. The most spectacular instance of this took place at the CBC in the struggle between IATSE and the CUPE, but it is not the only one.

- On one occasion in 1966 the QFL took it upon itself to make representations to the federal authority in defence of the idea of "national" bargaining units in the public sphere, which idea was being attacked by the CNTU; the QFL also reproached the CLC for not having consulted it before submitting a brief to the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism in Ottawa in 1966.
- In the unassigned jurisdictions of organization (recruiting) and education the CLC had always lorded it over other bodies because, through its regional offices, it provided a permanent staff responsible for these matters; as early as 1961 the QFL, alarmed by the first attacks of the CNTU, requested that it be consulted on everything pertaining to organization; two years later when these attacks had taken on another dimension altogether, the QFL went further and requested that this area of responsibility be transferred to it, with equivalent fund-raising powers; the negotiations which took place at that time led to the creation in 1964 of a joint QFL-CLC organization team, financed by the CLC and led by a co-ordinating director responsible to both central organizations; this agreement was unilaterally abandoned by the CLC in 1966 when, without consultation, it appointed a new organizing director—this provoked sharp anger at the QFL.
- In the field of education a similar request for transference of jurisdiction and fund-raising power was put forward by the

QFL in 1963; both these requests are in fact argued in the same terms, i.e. the need to co-ordinate efforts on the actual field of operations in Quebec and not in Ottawa. According to an agreement reached in 1964, the working out and implementation of the education program would come under the joint authority of the local CLC director of education and the president of the QFL. This formula, already denounced by the partisans of a simple transfer of power, has resulted only in the holding of rather informal consultations which do not depart very much from the previous status quo.

- The QFL has also taken the initiative in its dealings with the other central labour organizations. In the first place it has asked to be a party to all negotiations among central organizations on labour unity, but this was refused by the CLC. It has also participated with the other Quebec central organizations in the preparation and submission of numerous briefs, thus showing the CLC that it could without CLC assistance play the role of a recognized and respected popular movement in Quebec.

C. Challenging the Power of the Unions

When we say that the QFL challenges the power of the unions, we do not mean that it has any fundamental quarrel with the principle of union sovereignty in the field of negotiations, union daily business and organization. On the contrary, the QFL is of the opinion that the existence of strong professional organizations covering the whole country and the continent is the very foundation of the effectiveness of the labour movement and its chief advantage over the CNTU.

What we want to say is that the QFL refuses to agree to the complete self-sufficiency of each union. It feels that all the national and international unions in Quebec are bound together; in that what each union does, and more particularly the mistakes it makes, reflects on all the others. The existence in Quebec of a rival central organization which is not without attraction for the workers means that every time an affiliated union joins battle it puts in question, up to a point, the very principle of national and international unionism. In this state of affairs, the QFL claims in the name of its affiliated group of unions to keep a certain watch over activities where their reputation is brought into play. But this is not the only way in which it intends to act in the fields of bargaining and organization. Certain conflicts and campaigns require, by their very nature, the participation of a body with very broad foundations in Quebec society. Thus, the challenge we are talking about does not consist in rejecting the system or even having the least doubt about its validity, but in the will of the Quebec central organization to take upon itself from time to time certain powers that normally belong to the unions.

In the field of negotiation the QFL intervened, for example, in the Montreal postal strike of 1965 supporting the postmen when the Canadian leaders of the union and the CLC recommended a return to work; in the strike of construction workers in Montreal in 1966 to provide its affiliates with a voice as powerful as that of the CNTU; and in the CUPE strike at Hydro-Quebec in 1967 making negotiations possible with the government itself and avoiding special legislation for a return to work. This has nothing in common with the timid role of the QFL in 1957 when it organized a protest march at the time of the Murdochville strike.

In the field of organization the QFL has not only supported large scale campaigns like that of the CUPE at Hydro-Quebec in 1966 but has even, on a few occasions, succeeded in making a union agree to give up its members to another union when the latter was in a better position to defend a local situation against CNTU attacks.

In another connection the QFL has intervened on a few occasions to call to order or even to try to eject certain unions which were not providing adequate services to their locals.

It is noteworthy that nearly all these interventions have taken place in circumstances in which the CNTU was threatening or the public authority was involved.

D. Powers Revived and New Powers of the Quebec Federation of Labour

Without questioning the powers of the CLC and the unions, the QFL has shown its increased strength in several other ways: by obtaining from its affiliated unions the power to unleash a general strike in 1964 if the first proposal of the Lesage government for a labour code was not withdrawn—a surprising thing in view of the unusual character of such a weapon in North America and the jealousy with which the unions guard their exclusive right to declare strikes; by setting up a department of social services which is responsible for presenting workers' claims to the Accident Prevention and Compensation Branch; by substantially increasing its public relations service and appointing a director to it; and by appointing a research director to prepare, among other things, the briefs to be submitted by the QFL to various agencies of the Quebec Government.

CHAPTER IV

POWERS CLAIMED BY THE QUEBEC FEDERATION OF LABOUR

The reforms advocated by the QFL are set forth in two main documents which appeared within four years of each other: NOTES ON THE PRESENT SITUATION OF NATIONAL AND INTERNATIONAL UNIONS IN QUEBEC, in October 1963; and the brief of the QFL to the CLC committee on structures, in February 1967.

The "Notes" of 1963 contain two main reform proposals. First, that the affiliated unions of the CLC should be obliged to affiliate their locals to the Provincial Federations the result of which would be a considerable increase in the revenue of the latter. Second, that the CLC transfer its responsibility for education and organization in Quebec to the QFL and that it pay to the QFL a monthly subsidy of 3.5 cents per member. The increase in revenues to the QFL by virtue of these two reforms "would enable it to offer its affiliates the specialized services which have become indispensable to the labour movement in Quebec".

What the "Notes" advocate, then, is, in a sense, a special status for the QFL within the CLC. The general idea behind the 1967 brief is much less clear: the leaders of the QFL do not want to be accused of chauvinism or nationalism, which would in their opinion greatly reduce the impact of their demands. They have thus taken the Quebec situation as their point of departure but with one exception have made no explicit reference to it in their request for a complete restructurization of the national and international labour movement in Canada, even should the proposed reforms be rejected as unsuitable by the representatives of other regions of the country.

The principal recommendations of this brief are the following:

- regional representation within the Executive Council of the CLC.
- obligatory creation of Canadian districts within the international unions
- promulgation of an efficiency code requiring every union to give adequate services to its members
- promulgation of a code of ethics guaranteeing honesty and democracy within the unions
- creation of industrial departments with a view to regrouping the unions
- defence of bilingualism and biculturalism by the CLC
- measures to strengthen the Federations: compulsory affiliation of locals to the Federations and Workers' Councils; the setting-up of a system of equalization for the Federations by a special CLC tax of 10¢; granting the Federations the power to grant charters to the Workers' Council and other similar bodies; transfer to the Federations of those responsibilities now devolving upon the regional offices of the CLC, with tax compensation.
- consideration of justification procedures in cases of raiding between affiliated unions.

PART II: REACTIONS OF THE CANADIAN LABOUR
COUNCIL AND THE UNIONS TO THE STRENGTHENING
OF THE QUEBEC FEDERATION OF LABOUR

CHAPTER V

REACTIONS OF THE CANADIAN LABOUR COUNCIL

The reactions of the CLC to the strengthening of the QFL are to be found chiefly in certain decisions which the CLC took with regard to the QFL: acceptance in 1964, then dissolution in 1966 of the joint QFL-CLC organizing team; refusal by the CLC convention of 1966 to accept certain amendments to the constitution put forward by the General Council of the QFL; and refusal of the Executive Council of the CLC to adopt any resolution of the QFL that was tinged with "autonomism". The only decision of the CLC which indicates a certain receptiveness is the rerating of a committee on the constitution and structures. Settlement of the Quebec problem is not the only aim of this committee (even though its creation is due to strong pressures from QFL leaders) but the setting-up of the committee is proof of the indecisiveness of the central organization, as well as of its desire to clarify the situation.

We have interviewed an officer of the CLC in Quebec on this subject and his opinion is much more clearly defined, although it does not necessarily represent the official position of the CLC. According to him, it is undoubtedly necessary to promote respect within the labour movement for the special features of Quebec, as indeed for the special features of Canada; but, basically, the labour movement is oriented to economic factors and in this field the domination of the United States is the most striking reality. Thus, for a long time to come we shall have to cope with international

unionism which alone can be effective in the circumstances. If we want it to recognize the unique character of our society, we should do well to begin, not by Quebec which is the weaker part, but by Canada which is the vaster whole and consequently in a better position to assert its individuality and autonomy.

Hence, the CLC must continue to supply the chief services making sure of the closest possible co-operation from the Federations and Workers' Councils. This should be the case particularly for research on education and organization. Indeed, most of these services are already supplied by the Quebec regional office of the CLC, which has just as much respect and understanding as the QFL for its clientele.

CHAPTER VI

REACTIONS OF THE UNIONS

The five sections of this chapter contain an analysis of the attitudes of the unions to the strengthening of the QFL. This is an ambiguous sentence, for it permits the interpretation that the Federation is itself increasing its powers when, on the contrary, this process is the product solely of the will of its affiliated unions. We should not forget that it is these which created the QFL and not vice versa. Thus, a study of the reactions of the unions comes down to an analysis of the causes of the strengthening of the QFL and of the causes of the emergence of a majority in national and international unionism in Quebec to whom the changes we have described in Part I are acceptable.

We have used the word majority on purpose. As consent to these changes has not been unanimous, we have divided the union representatives we have interviewed into five categories:

- those in favour of strengthening the QFL;
- those who object to it in the name of union autonomy;
- those who are opposed to it because they do not wish to weaken the CLC;
- a group of "moderates" who, while lacking the determination of the members of the first category are, on the whole, rather more for than against strengthening the QFL;
- lastly, a few militants whose thinking springs from the larger context of political analysis, going beyond the limits of the specific concerns of the labour movement.

A. Those Who Support a Stronger
Quebec Federation of Labour

According to our first informant, a member of the United Steelworkers of America, the Quebec labour movement comes under two contradictory influences: on the one hand, the social climate that surrounds it is thoroughly French-Canadian; while on the other hand, the setting of economic problems is North American. This bi-polarity must not lead to the disappearance of the central Canadian organization and of the Quebec labour movement's links with it. Indeed, it is perhaps true that the existence of Quebec depends on that of Canada; that Quebec needs Canada as a sort of buffer against direct confrontation with the United States, a confrontation in which

Quebec would run the added risk of losing its autonomy; but this role as shield still does not make the Canadian structure a depository for the claims of Quebec workers. It would thus be futile to entrust it with too many powers.

According to our informant, a workable solution to social as well as to economic problems depends on strengthening the QFL at the expense of the CLC and regrouping the professional and industrial structures into about ten extremely powerful super-unions. In such a situation the QFL would have two main roles: on the one hand to express the social and political demands of the workers, a role which should take on added importance as the rhythm of social changes and state interventions speeds up, and which should require the unions to grant wider and wider powers to their Quebec central organization, as well as the necessary financial means for the research essential to such a role; on the other hand, to take responsibility in Quebec for general education, that is to say popular and political education. As for the super-unions, they should take over all the duties of union maintenance, i.e. negotiation and implementation of collective agreements, the research involved in these tasks, recruiting, and finally the training of local militants.

As for making the labour movement political, the first requirement for this would be a campaign on the part of the unions to recruit the 70 per cent of the workers who are not actually union-members. The reforms mentioned above could facilitate this task.

Our second informant, from the United Automobile Workers of America, interprets the changes in national and international unionism in Quebec as follows: they are not in the least aimed at the elimination of international unionism, which is of immense and indispensable support to

the Quebec workers in their struggles but, on the contrary, by forcing it to adapt itself, they mean to enable it to survive the wave of nationalism we are undergoing. Among other things, these changes enable the QFL to parry the attacks of the CNTU more effectively than the CLC could from a distance; to control the activities of its affiliated unions in the name of the common good; to intervene more effectively in public service unions; and to prepare the way for a mass labour movement.

If indeed it is the case that in the last few years the QFL has been called upon to play a role that goes far beyond its original duties as provincial mouth-piece for the general interests of the national and international labour movement and if it has been led to provide services for its affiliates and to make representations to the public authorities no longer in defence of general interests only but also in defence of the particular interests of different unions, it is essentially because it has shown itself to be an effective instrument in the present circumstances. According to our informant, the fact remains that the QFL's role in these fields is and will be only a supplementary one from which it will be quick to withdraw once amalgamations have occurred to leave only about ten very strong unions in the field.

Our third informant, a member of the Tobacco Workers' International Union, thinks that the national and international unions in Quebec, even though they hold a certain respect for the CLC, feel much closer to the QFL and feel that the latter is much better equipped to meet the special needs of the labour movement in Quebec than is the Canadian central organization. This is not due solely to struggles with the CNTU, but also to changes in the demands of unionized workers who, once their economic needs have been

more or less satisfied, turn their attention to more general questions (education, automation, etc.) and feel the need for a body to defend them on the level of society as a whole.

Within the ranks of international unionism, our informant believes that the QFL should be considered by the CLC as its only official mouth-piece for all Quebec affairs. This implies a series of agreements between the two central organizations similar to the one which resulted in the joint team on organization; they should preserve the same spirit, but the responsibilities should be more clearly defined and vested in the QFL.

Our fourth informant, from the Canadian Union of Public Employees, thinks that the CLC should immediately quit such fields as education, organization and supervision of the work of the unions and leave them to the QFL. But in the short or long run it will be necessary to go much further, and to create, by amalgamations, a few super-unions, before the unions can agree without fear to a significant strengthening of the QFL central organization. It would then perhaps be possible to break the links with American unionism. But we should preserve those links that bind us to the Canadian labour movement because, although respect for their language is important to members at the union level, it is maximum strength and efficiency that they want first and foremost. Demands of a more general and political nature which are quite clearly distinguished from economic demands in the eyes of the workers should be served by a Quebec central organization whence lively confrontations would probably arise between the QFL and the CLC.

Our last informant in this category, from the Letter Carriers' Union of Canada, is delighted by the strengthening of the QFL but thinks that it should go much farther. To insure the effectiveness of the presence

of the labour movement on the Canadian scene, we must first of all distend as much as we can our ties with the American unions who refuse to recognize Canadian peculiarities, and then give full importance to the disparities in the situation of the different regions of Canada. To these ends the CLC must agree to be available to its members through the provincial federations; and this cannot fail to strengthen the central organizations' position within the labour movement and so increase its unity.

B. Those Who Are Concerned About Union Autonomy

The three informants whose opinions are reported here were not available for interview, and we give their views as stated at meetings of the directing bodies of the QFL.

The first informant, from the Hatters' union, thinks that there must be an essential improvement in relations between French and English-speaking members of the Quebec labour movement. In this regard he recognizes that the QFL can play a positive role in an advisory capacity and deplores the fact that it has, on the contrary, intervened to foment trouble in certain unions in defiance of their leaders. Reiterating his idea of communication between all the groups in Canada, our informant is opposed to any attempt to set up strong provincial federations which would be independent of one another. This would lead sooner or later, according to him, to the creation of two different labour movements in Canada which, in the case of Quebec, would wipe out any difference between the QFL and the CNTU.

Our second informant, from the International Ladies' Garment Workers' Union, fears that the central organizations in general and the QFL in particular in increasing their powers may set themselves up as judges of

the efficiency of the unions when they are not in a position to take into account the particular economic circumstances of certain areas of industry, a situation which explains the relative weaknesses of certain unions.

Our third informant, from the United Garment Workers of America, thinks that a good many of the reforms proposed by the QFL would have the effect of breaking the present system of international unions. In order to put a few weak unions on their feet, it should not be necessary to set up a system of domination by the central organizations which would constitute a menace to true unionism.

C. Those Who Are Concerned for the Power
of the Canadian Labour Council

The two informants whose opinions we shall give here are, like the preceding ones, anxious above all to preserve the functional autonomy of the unions. They are, however, less preoccupied with the propensity of the central organizations in general to increase their authority over their affiliates than by the specific tendency of the QFL to appropriate powers the development of which could lead to the breaking up of the Canadian labour movement, and thus the weakening of its power in the country as a whole.

Our first informant, from the United Brotherhood of Carpenters and Joiners, thinks that the great majority of labour organizations in the country do a very satisfactory job and that the elaboration of the constitution of the movement should be based on them. A few minor changes would be sufficient to settle a few exceptional cases, whereas a more general transformation could unleash a series of unjustifiable raids between unions. Consequently, our informant is opposed to the thesis of a special status for

Quebec and the QFL, because it could endanger links with Canada which is recognized in its entirety by the workers as their native land, and with the American unions whose so-called meddling has had results which are satisfactory to the workers.

Our second informant, from the Drysalters (Packinghouse Workers) union, wishes not only to defend the powers of the CLC but also to increase them so as to enable it to really function as a leader.

The basic principle is that, in all things, respect for the free play of collective bargaining must be assured, and everything that could hinder it, such as special legislation to end strikes or the 'insurance policy' for unions set up by the no-raiding agreement, must be eliminated. Thus, he believes that the will of the workers will be the better served the more effective the instruments they have at their disposal become, which requires on the one hand the preservation of links with the American labour movement since the economy is developing more and more on continental lines, and on the other hand prompt fulfillment of plans for amalgamations between unions.

But this is not enough to assure free bargaining and complete respect for the workers' right of free association. A central organization must be set up which would not be at the mercy of its affiliated unions but could, by its leadership, crush the stray impulses of unionism in business.

The same reasons that support a transformation of the structures of the unions and the CLC can be, according to our informant, used against any marked strengthening of the QFL. Indeed, the unions must, in order to obtain maximum efficiency in bargaining, enjoy complete unity of action at the

national level, a unity of action that could be seriously threatened if the provincial federations became anything other than branches of the CLC.

D. The Moderates

The informants in this category are on the whole in favour of strengthening the QFL, but they sometimes express reservations about it and do not defend these reforms as vigourously as those in the first category.

Our first informant, from the Montreal Fur Workers union considers the affiliation of a union to the labour movement as a whole to be extremely important; because the experience of his own union has shown him that isolation leads to weakness and thus restricts the scope of the battles the union can wage successfully. This said, our informant declares himself incapable of an over-all judgement on the relations of the CLC and the QFL; he rejects union separatism but he himself feels closer to the QFL and it is to the QFL that he turns in case of need.

Our informant flatly rejects the intrusion of central organizations into the private affairs of a union, which ought to be conducted entirely by internal democratic means. He assigns a very important role to the QFL in the elaboration and implementation of avant-garde union education programs.

Our second informant, from the Building Service Employees' International Union, is principally concerned with respect for the autonomy of the unions. Of course the central organizations can provide services in the fields of education and organization, but the unions should be free to do what they want. In the same way, the central organizations can make it easier to bring inefficient unions into line by liberalizing the justification

procedure for raiding, but they must never interfere in the internal affairs of unions.

This said, the central organizations may be called upon to play an important role in certain fields. In these matters, our informant would like to make the QFL the authorized representative of Quebec union members which could, by collaborating with the Canadian central organization (he did not define the exact form of this collaboration but considered that the QFL brief to the CLC formed a solid basis for negotiation), induce the CLC to adapt the services it provides to the particular context existing here.

Our informant from the International Association of Fire Fighters is, so far as efficiency goes, very satisfied with the links with international unions. But union action must also, according to him, take into account local and regional situations. Thinking in these terms, although he considers the problem of the division of powers between the CLC, QFL and the unions a very complicated one, our informant is in favour of the strengthening of the QFL. In the fields of union organization and education, for example, where there is duplication by the QFL and the regional office of the CLC, he believes that to oppose the CNTU and really meet the special needs of Quebec, it would be preferable to have recourse to a purely Quebec body rather than to the CLC. But this would be only a temporary role, and the only real solution to the problem is to force the unions to do their work properly. Our informant is, however, prepared to accept that the QFL get rid of those which refuse to make improvements and which might become millstones which the whole of the movement would have to drag.

Our fourth informant, from the International Brotherhood of Pulp Sulphite and Paper Mill Workers, thinks that the unions themselves must take

care of as many labour activities as possible so as to promote unity and the development of an awareness among the members of the links between their situation as workers and their status as citizens.

The central organizations, then, must limit themselves to the co-ordination of services so as to be able to come to the assistance of the weakest unions, in matters of education and organization, for example. As to the control of jurisdictions, it must remain in the hands of the CLC which is the more impartial body, on condition that the QFL be consulted on Quebec problems.

Our informant thinks it a good thing that the QFL is throwing emphasis on the necessity for the international and national labour movement to take nationalism into account; otherwise, the CNTU would present a far greater risk.

Finally, our informant from the United Brotherhood of Carpenters and Joiners does not believe that the role of the QFL has changed so very greatly. He attributes the changes chiefly to the coming to power of a directing body which is more modern in outlook and more conscious of the threat of the CNTU.

He thinks that the QFL itself should be able to grant charters to the bodies that are inferior to it (e.g. labour councils) and should have full responsibility for education. On the other hand, it should not interfere in either bargaining or organization except in the latter case at the request of weaker unions. The QFL must not intervene in the internal affairs of the unions, even the inefficient ones, unless it be to institute an educational process for the restoration of democracy.

E. Beyond the Labour Movement

The two informants in this section were representatives of the Canadian Union of Public Employees and one of them moved to the CNTU shortly before the interview. These two informants do not condemn the labour movement as a form of action but they emphasize the interests of the workers which can be advanced satisfactorily only in the context of a political movement (which the labour movement is not) and they think that, in any case, actual union practice gives exceedingly little place to the dynamic expression of the workers and of the people in general.

The strengthening of the QFL will change nothing in this regard. Undeniably, there are progressive people within the executive of the QFL but the executive does not act without consulting the representatives of the old international unions who are conservative in their approach to the transformation of the union movement and opposed to any political action other than cautious support to a no less cautious NDP. If it has been possible to reach a consensus on certain changes in the movement in Quebec, it is only because of competition from the CNTU. The struggles with the CNTU are in no way ideological ones and are not the product of the workers' will. The workers could not care less about labels and it is the leaders who, for strictly prestige reasons, are trying to draw them into battle.

PART III: CAUSES OF THE STRENGTHENING
OF THE QUEBEC FEDERATION OF LABOUR

CHAPTER VII

THE PECULIARITIES OF THE QUEBEC SITUATION AND
THE ROLE OF THE QUEBEC FEDERATION OF LABOUR

It is clear that if the changes we have discussed in Part I have taken place only in Quebec, it is because that society has certain special characteristics. The aim of this chapter is to outline three of these characteristics, that is, French-Canadian nationalism, the development of the role of the provincial government, and the presence of the CNTU. We shall try first to analyse the significance of these features for the national and international labour movement in Quebec, and then to give a profile of the answers it has found to the problems that it has thus been forced to face.

A. The Peculiarities of the Quebec Situation

1. Nationalism and Neo-nationalism

There is support in the studies of several Quebec sociologists, those of Marcel Rioux in particular, for the argument that alongside traditional French-Canadian nationalism there has been a vigorous neo-nationalism developing, linked to the idea of the social progress and economic independence of the people of Quebec.

Contemplating this ideology purely for its own sake and leaving aside for the moment the actual social changes which have resulted from it, we can say immediately that this marriage of belief in social progress with

national sentiment complicates things considerably for the national and international labour movement. In the period when nationalism was synonymous with conservatism and when a latent xenophobia was brandished by economic and other elites against "the a-religious and socialist international unions", the position of the unions in the face of nationalism was, if not easy to maintain and have accepted, at least easy to define: an unshakeable hostility and the recognition of two utterly separate worlds, that of unionism and that of nationalism. But such an attitude has proved less and less possible inasmuch as nationalism no longer inspires for the most part withdrawal and hostility but social mobilization and development projects. The labour movement can be defined as an industrial adventure and it is hardly possible that the inspiration for such projects should be only a negative pole of reference for the international and national labour movement.

2. Development of the Role of the Provincial Government

To a large extent under the influence of neo-nationalism, the provincial government has worked out projects to which the labour unions cannot be indifferent. First of all the government has become an increasingly important employer and its employees have become unionized. Even though this class of union members represents only 10 per cent of the membership of the QFL, the state as employer has taken on a great deal of importance in its eyes for several reasons: labour conflicts in this sphere have often given rise to the intervention of the central organizations in the bargaining process; the labour movement has been confronted with one of the first cases of special legislation to end strikes, and with a public salary policy; in addition, the recruiting of these workers marks one of the first serious breakthroughs of the labour movement into the ranks of white collar workers.

The provincial government has also affirmed its right to make laws in the field of labour, a fact which is of capital importance for a labour movement that makes collective bargaining the foundation of its action. It was in 1964 that the government put forward its proposal for total reform of the labour code.

Since 1960, the provincial government has also undertaken important reforms in the fields of social security and education.

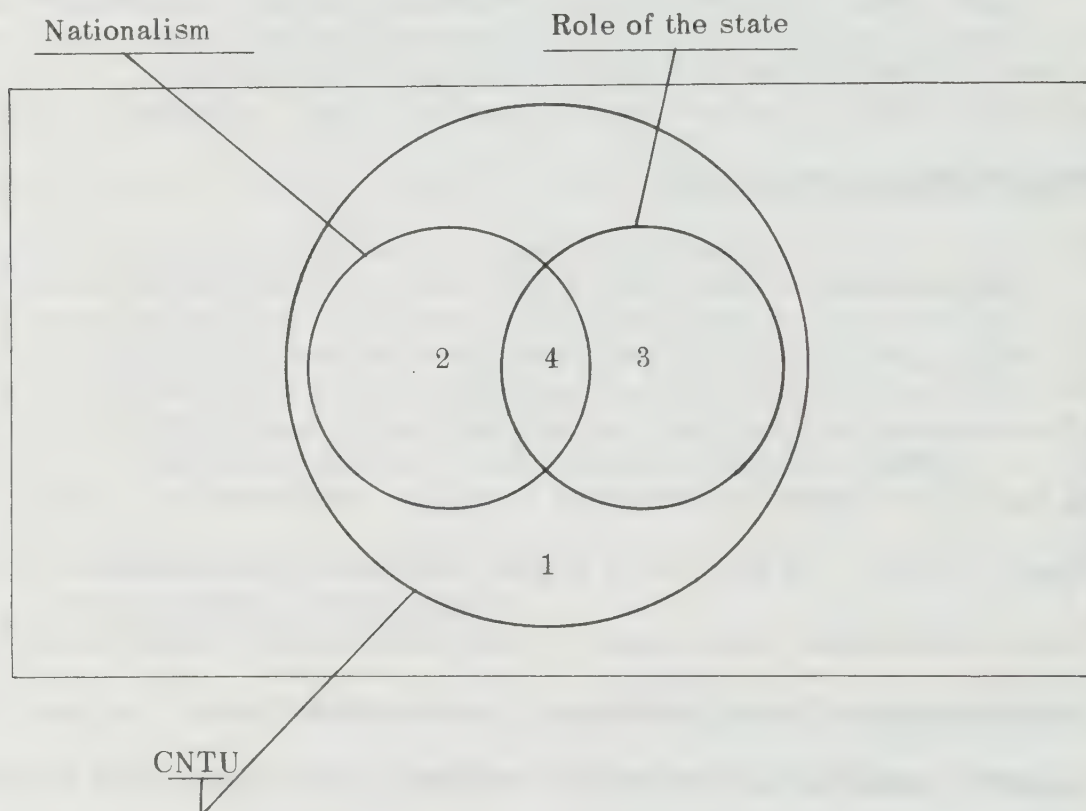
3. The Presence of the CNTU

The presence of the CNTU, which has asserted itself since the failure of the negotiations for amalgamation with the CLC in 1957-58, the reform of structures in 1961 and the recruiting of nearly 100,000 new members from the public service, presents a double challenge to national and international unions. In the first place it is a daily challenge on the level of the traditional union tasks of negotiation and implementation of collective agreements. While elsewhere in Canada each union is guaranteed almost complete immunity by virtue of a non-aggression pact with the CLC, the unions in Quebec are constantly needled by the presence of an adversary which is ready to fall upon its members at the slightest sign of weakness.

The CNTU also presents a more general challenge. It is no ordinary rival and it is not a replica of national and international unionism founded for the regrouping of malcontents. On the contrary, it presents a quite different model of organization in which on the one hand the central body (the confederation) has much more power over its professional and industrial federations than have the QFL and the CLC over their affiliated unions while, on the other hand, its strictly Quebec roots may seem to offer more guarantees in the field of nationalism and of exclusive preoccupation with Quebec problems.

4. Neo-nationalism, the Role of the Government
and the Presence of the CNTU

If each of these features presents special problems to the QFL, it is very clear that they also form a whole in relation to which the QFL must adopt a general attitude. This whole could be represented in the following manner:



What does this mean? In our opinion, it means that the characteristics of the Quebec situation affect the national and international labour movement through the prism of the CNTU. Zone 1 symbolizes the challenge that the CNTU offers the movement in the field of traditional union tasks: negotiation, organization, union maintenance and services. As for Zones 2, 3 and 4, they represent respectively nationalism, the role of the state and the intersection between these two factors; their inclusion in the circle which represents the CNTU means that the QFL can never, in determining its attitudes towards nationalism and the role of the state, leave the fact of its rivalry with the CNTU out of account because it is always judged by

comparison with its rival and because every position it adopts carries with it the risk of unsettling the balance of union forces in Quebec.

This does not however imply that all the positions adopted by the QFL are nothing more than reactions to the attitudes of the CNTU, for they are also the product of the will of the members of the movement. Nor does it imply that the influence of the CNTU makes itself felt with equal force in all fields. It is more marked, for example, in relation to labour legislation than to more general questions such as reform of the Quebec judicial system.

B. The Role of the Quebec Federation of Labour

1. Changes in the Unions and in the QFL

Neo-nationalism and the presence of the CNTU certainly call for changes in the unions themselves; but that is not exactly the subject of our study and we wish rather to show here that the three characteristics of Quebec which we have discussed demanded a transformation of the QFL itself.

The strengthening of the provincial government obviously demands a parallel strengthening of the body which, within the national and international union movement, is specifically charged to make representations to the government, that is, the QFL. As for nationalism, not only does it find its strongest expression in the strengthening of the government, as we have just said but, what is more, it calls for a political expression of itself before the whole of public opinion; and the QFL is clearly the most appropriate instrument of this expression within the national and international labour movement.

It is the same way with the rivalry of the CNTU. As the financial and human resources of the unions are limited and, what is more important,

widely dispersed, the unions have often had to call upon the services of the central organizations, particularly in matters of organization. In the same way, it devolved upon the QFL as mouthpiece of the whole movement in Quebec, to defend its mode of organization in the face of the general challenge presented to it by the CNTU, insisting both on the unbeatable efficiency which the movement is supposed to draw from its links with the rest of Canada and North America and on its capacity for complete participation in the movement for the emancipation of the Quebec nation.

2. The Reactions of the QFL to the Peculiarities of the Quebec Situation

The first reaction of the QFL which we have discussed at great length consists in trying to counter the attacks of the CNTU. To this end it has supplied numerous services to its affiliates and it has taken upon itself to supervise their work, judging that a too distant CLC would be unable to perform these functions with the degree of flexibility required by the Quebec situation. But almost everyone concerned wishes that this state of affairs would be transitory and that the present unions might be amalgamated into about ten more efficient and more autonomous super-unions.

In the face of nationalism, it could be said that the QFL follows a double policy. On the one hand, it advocates neutralization of the extreme consequences of this ideology (that is to say at this juncture, the independence of Quebec) which, as is well imagined, would create serious risks for the links of the Quebec movement with its Canadian and American counter-parts. On the other hand, it attempts to channel nationalist sentiment for its own profit. The QFL is attempting to show both to its own present and future members and to the Quebec public that its links

outside Quebec do not in the least prevent it from being an authentic Quebec movement.

As for relations with the government, the fact that the QFL has intervened in most of the strikes in the public service show clearly that it is aware of the fact that its relations with the government as employer take place, like those with the CNTU, before the tribunal of public opinion. As for the other aspects of government action, the briefs submitted by the QFL show that its main concerns are education, social security, and labour.

As for the reactions of the QFL to the peculiarities of the Quebec situation as a whole, its position is predictably along a line of competition with the CNTU. The argument of the QFL, which comes to the fore in several of its statements, is the following one: not only can it be as valid a mouthpiece for the aspirations of Quebec workers as the CNTU but it offers even more guarantees in this respect. Its independence of the local elites which is assured to it by its links with Canadian and American unionism enables it to promote the workers' interests more exclusively in the face of social changes, which the national middle class would like very much to turn to its own advantage. It is only a step from there to more or less openly accusing the CNTU of collusion with the Quebec middle class, a step which the QFL does not deny itself the privilege of taking.

CHAPTER VIII

UNION STRUCTURES AND SENSITIVITY TO REGIONAL DIFFERENCES

The peculiarities of the Quebec situation are beyond a doubt one of the main causes of the transformation in the attitudes of the national

and international unions, and particularly of the strengthening of the Quebec central organization. But they do not explain everything and are particularly powerless to account for the fact that union leaders are not unanimous insofar as the reorganization of structures and powers within the movement is concerned. We shall present in this chapter the beginning of a solution to this problem: union structures and the history of the setting-up of the unions helps to create in them different levels of sensitivity to the peculiarities of the regions in which they have taken root.

These different levels of sensitivity may have certain things in common but a fairly clear demarcation line can be drawn between the professional unions, formerly part of the AFL, on the one hand and on the other the industrial unions which used to belong to the old CIO.

The AFL unions care less about regional differences. The main reasons for this fairly generalized state of affairs are explained by S. Jamieson. In the trades unions, the locals are most often small and widely dispersed so that it is difficult for them to oppose the leadership of the international executive. What is more, these unions often have internal benefits systems which make it possible for the central office to curtail any tendency on the part of a local towards deviation from conformity. Finally, elections are held not for individual positions but for lists ("slates") so that the general officers have more control over those elected to represent the different administrative districts of the union, such as Canada.

The tradition of the CIO unions is utterly different. The industrial locals are larger and more concentrated which makes them a more effective counter-balance to the central authority. What is more, the district

representatives are most often elected by caucus in their respective regions and thus owe more loyalty to their region than to the international executive.

If the different structures of these two types of union can partially serve to explain their greater or lesser sensitivity to the peculiarities of the regions which they serve, the same goes for certain factors in their history.

1. The Mobility of Tradesmen

The mobility of tradesmen, arising out of their competence and know-how, runs counter to the development of sensitivity to the peculiarities of a local situation. Naturally, a worker in transit will have little interest in the problems of the region where he is working temporarily. Even if he does not actually change his job, the tradesman always retains the freedom to leave a region if he is not getting on there. It is quite different for an industrial worker who must stay with his factory if he wishes to preserve the know-how he has gained on the job and if he wants to reach higher positions.

This factor of geographic mobility has certainly lost much of its importance in our time, but it has nonetheless contributed largely to building the tradition of the AFL in the preceding period.

2. Industrial Unions Built from the Bottom Up

It could be said of the founders of the CIO who criticized the AFL for making no attempt to recruit the growing mass of industrial workers that they were starting from nothing. If they did in fact get a few unions to follow them out of the AFL, they had nonetheless to face the considerable

challenge presented by the former central organization. The new central organization has thus had to find its support in the dynamism of the workers, in the grass-roots revolt against the autocracy of the trades unions. Making use of this grass-roots dynamism has obviously forced it, if only for strategic reasons, to take into account the aspirations of local groups of workers towards conducting their own affairs, even leaving aside the fact that among the ideals behind the foundation of the new movement one of the most essential was the democratic respect owing to various sub-groups within the movement.

3. The Struggle of the CIO Against the AFL

The American headquarters of the CIO, busy as they were in conducting their battle with the AFL, had little time to devote to the supervision of the activities of their Canadian representatives and so had to leave them a considerable autonomy; to such an extent indeed that the CIO in Canada made an alliance with the "Pan-Canadian" Congress of Labour, fiercely hostile to American influence, to form the CLC and set it up on a basis of autonomy in relation to the United States.

4. The CIO and Politics

The CIO owes its existence to the "New Deal" and to the "Wagner Act" which is the expression of it at the level of labour legislation. In the same way, the rise of industrial unionism in Canada is founded on the new labour laws passed at the end of World War II. In these circumstances, it is not at all surprising that the labour movement should be particularly sensitive to the peculiarities of the various regions where it has its roots.

On these peculiarities and on their effects on labour legislation depend, or at least have for a long time depended, its chances for establishing itself and growing.

If, despite the fact that our sampling of interviews is not statistically representative, we make an analysis of the reactions of the unions to the strengthening of the QFL in relation to this simple AFL-CIO (or professional unions—industrial unions) dichotomy, we obtain the following table:

ATTITUDES TO THE STRENGTHENING OF THE QFL

<u>Union Allegiance</u>	<u>Favourable</u>	<u>Moderate</u>	<u>Opposed</u>
AFL	1	3	3
CIO	4	2	2

From these results, we may conclude that the "union allegiance" factor accounts in part for the differences in attitude to the strengthening of the QFL; but also that we must find other factors to account for the "exceptions" in the above table. This we shall do in the next chapter.

It remains for us to place what we have just seen in the context of the general framework of our explanation of the strengthening of the QFL. To that end it is sufficient to mention that the unions of the CIO tradition which are on the whole more sensitive to regional differences have moved from their minority position of ten years ago to a majority position within the QFL, both because their recruiting is higher than that of the AFL type unions and because several of the AFL unions have changed and now contain industrial sections within them.

CHAPTER IX

NEGOTIATING STRATEGY OF THE UNIONS AND SENSITIVITY TO REGIONAL DIFFERENCES

In this chapter we shall study the unions no longer in terms of their attitudes to be strengthening of the QFL as directly determined by the peculiarities of the Quebec situation, by their own structure or by the tradition which they have inherited, but rather in terms of their active partnership in bargaining relations with the employer. We put forward the hypothesis that the will of the unions to preserve, if not to improve, their position in these relations leads them in certain cases on the one hand to increase their sensitivity to the peculiarities of the Quebec situation, a phenomenon which as we have remarked is likely to contribute to the strengthening of the QFL, and on the other hand to think of this strengthening as acceptable and even desirable.

A. The Significance of Collective Bargaining for Trades Unions and Industrial Unions

1. The Attitude of Trades Unions to Collective Bargaining

There are two distinguishing features in the tradition of the trades unions in the defence of their members' interests. On the one hand, this defence is put forward as one alternative, the other being defence of the interests of all industrial workers with political action; thus political action has only an elementary place in these unions ("gomperism"), or else none at all. On the other hand, this defence of the interests of union members has hesitated for a long time to define itself in terms of bargaining and it has generally only done so in a rather narrow fashion, limiting its interpretation to the purely economic field.

This last tendency originates in the tradition of direct action, which characterized the revolutionary period of the beginnings of the labour movement. The revolutionary content of this idea has long since disappeared, but it has left behind a determination to reduce to a minimum relations between the world of labour and that of capital, to fixing prices and working hours as well as standards of union security.

2. The Attitude of Industrial Unions to Collective Bargaining

The situation is here directly opposed to that of the trades unions. On the one hand, political activity becomes the complement of daily activities in defence of the workers. The employment level of industrial workers and consequently the strength of their unions depends for example on economic cycles which, since Keynes, the state had taken it upon itself to regulate. This necessity for a control of labour demand is less felt by the trades unions whose members are more mobile, and this makes possible a control of labour supply.

As for bargaining, it has taken on such dimensions in the course of the development of industrial unionism and it has come to include so many aspects of the labour situation that its very nature has been changed. It is no longer as heretofore a meeting on an almost exclusively economic plane between the consumers of labour and the coalition of its suppliers, but a much wider and more complex discussion the occasional violence of which does not blur the absolute novelty of one aspect: the two parties recognize their mutual existence as legitimate and basically accept compromise as a means of settling problems; they define themselves as interdependent even if this interdependence takes the form of conflict.

3. The Actual Extent of These Differences in Attitudes Towards Collective Bargaining

It is true that most of the trades unions have today moved considerably closer to the industrial unions, but traces remain in several of them of the old distrust of bargaining and political action. The latter, for example, is still formally outlawed in a certain number of unions. In the same way, the theory of direct action may appear in the existence of social security benefits systems within the unions themselves rather than in collective agreements with the employer. Finally, with many of the militants of these unions there is a tendency to define the interests of the workers as fairly independent of those of society in general. As for the industrial unions, they attack the general problems of the societies in which they find themselves with an attitude which is clearly more open, more ready to come to terms.

B. The Effects of Regional Differences on Bargaining

1. The Maintenance of the Perfect Bargaining Relationship

We put forward the hypothesis that the unions seek to neutralize the regional differences which could prevent each of them from establishing in its own area of industry a perfect bargaining relationship; that is to say, one extending over the whole of the market for products in its area and preventing the formation in regions which are not unionized, or unionized by weak unions, of reserves of cheaper manpower which could exert pressure towards lowering the salaries of the members of the strong unions.

But there is another aspect of collective bargaining which, although less coercive than economic factors in some areas, nevertheless

strongly influences the unions to seek a perfect bargaining relationship. The outcome of the bargaining process may depend, to a certain extent, on the prestige of the opponents; and the prestige of the unions depends on their being strong enough to extend their ramifications to all the important branches of a company or even of an industrial sector.

This necessity for a perfect bargaining relationship obviously polarizes the attention of certain unions on the peculiarities of Quebec. This relationship would obviously be broken if the CNTU entered into the affair. This, however, does not apply to all the unions. Those which act within the context of a local market for products (e.g. construction and maintenance, the public service, etc.) are exceptions.

2. The Influence of the Regional Economy on Bargaining

Salary and working conditions clearly depend on the branch of industry but also on the economic region in which the company is located. The general level of salaries in a region, the influence in Quebec of bargaining by the largest employer (the government) with its employees, and the general economic health of a region indubitably influence the results that the unions can reach in bargaining.

These conditions force the unions in general to concern themselves with the peculiarities of the industrial regions. But the pressures are not uniform. The trades unions can be partially content with a control on the supply of labour and the mobility of the workers while the industrial unions must defend on the spot, and often by means of representations made to the government, relatively immobile industrial workers. In the same way, the

unions in the great branches of industry (steel, construction engineering, etc.) are more clearly affected than those in more marginal industries.

C. Bargaining Strategy and Acceptability of the
Strengthening of the Quebec Federation of Labour

1. Jurisdiction of the Unions and
Strengthening of the QFL

The trade union has always insisted that its jurisdiction be very carefully defined and strictly respected; for the slightest twisting of this definition could create a precedent which would be highly dangerous to the very principle on which these unions are built. The industrial unions also insist on respect for the limits of their jurisdiction; for the size of their membership depends on this and so, consequently, their strength; but they can more easily accept compromises on this subject without putting the very principle of their existence in question.

This state of affairs has a direct connection with the attitude of union leaders to the strengthening of the QFL. The trades unions have obviously everything to fear from such a development which threatens to restrict the autonomy of the unions and to drown their separate identities in a much more general movement in defence of the worker. This indeed is the reason why the AFL had less power over its affiliates than the CIO. For the industrial unions are much less afraid of such events as the strengthening of the QFL if, by the polarization of energies at the level of the central organization, this should bring about, a diminution in the importance of the definitions of the boundaries of the different branches of industry. This disadvantage would be fully compensated for by the increased momentum of the movement as a whole and of the unions in particular which would result from a pooling of resources.

2. Growth in Membership and
Strengthening of the QFL

The industrial unions, particularly those in the large economic areas, essentially derive their strength from their size; that is why they are prepared to support the strengthening of the QFL if it is going to mean possibilities for growth in their own membership. And such possibilities do exist, in the short as well as in the long term. In the short term, the QFL could call on its strongest unions to undertake vast organizational campaigns and to take over from smaller unions which are being attacked by the CNTU. In the longer term, the leadership of the QFL could set in motion a general process of amalgamations among unions, which could not but be profitable to the stronger ones among them. Finally, the unions in the large industries need the QFL to bring pressure to bear on the government in favour of full employment, which increases union membership, and above all facilitates the task of bargaining for the unions.

D. New Factors in Favour of the Strengthening
of the Quebec Federation of Labour

1. Growing Confusion About Jurisdiction
Among the Unions

Technological progress makes for an increase in the size of bargaining units and tends increasingly to blur the boundaries between the jurisdiction of different unions. The necessity for settling these conflicts and assuring co-operation cannot but favour an increase in the power of central organizations in general.

2. The Larger Role of Public Authorities in the Bargaining Process

The government will be called upon more and more to regulate collective bargaining, at least in the important economic areas particularly, not only if it takes seriously the support offered by the labour movement to the idea of economic planning. This could not help but strengthen the position within the national and international labour movement of the body which represents the common interest as opposed to the separate interests of the workers, that is, the QFL.

The next two sections are devoted to the positions adopted by the QFL and union leaders in the light of the factors which we have presented so far in this chapter. It is not worthwhile to attempt a brief outline of these positions and there is too much material to give in detail. We therefore refer the reader to the original text.

CONCLUSION

THE LABOUR MOVEMENT AS A SUBJECT FOR SOCIOLOGICAL ANALYSIS

The aim of the conclusion is the clarification of the theoretical principles underlying the analysis and classification of the research material and the expression of the relationship between the facts thus discovered in order to attempt to give an explanation of them.

Having rejected the approach to unionism which considers it simply as a voluntary association, the conclusion turns towards organizational theories. It rejects immediately the classic rationalist theory of

organization as well as the theories based on "human relations" chiefly because they fail to take into account the political nature of labour movement bodies, a factor which produces constant debate and conflict between groups within them who do not share the same views on the objectives and strategy of union action.

Finally, we turn to Crozier's theory as the best explanation of the labour movement phenomenon. This theory is based on the following premise: an organization cannot define a rational system of formal rules which are self-evidently the "one best way" and against which there is no rational argument. Rationality, in other words, is always an essentially limited phenomenon.

Starting with this concept of limited rationality, it is easy to deduce the concept of the areas of uncertainty: these areas containing all the elements connected with the carrying-out of the tasks which the organization has set for itself (information, operations, etc.) and which cannot be taken into account in the rules of operation precisely because of the limits of rationality.

Looking upon limited rationality and the existence of areas of uncertainty as the chief characteristics of the organization, it is easy to foresee that its mode of operation will be best explained in terms of the power relationship between those who have a certain measure of control over the relevant areas of uncertainty.

Despite its briefness, the summary we have just given puts us in a position to see the usefulness of Crozier's theory in giving an account of the labour movement. Indeed, the concept of limited rationality

is perfectly suited to the subject of our study in that it permits us to take into account the double nature of the labour movement. That is to say, on the one hand an organization which pursues concrete objectives in its relations with employers, the government, etc., and must therefore act within rational bounds, and on the other hand a political institution whose aims and modes of action give rise to discussion and discord which go beyond the limits of rationality.

Having said this, we must adapt Crozier's theory to the particular character of the labour movement, defining the exact nature of the most important areas of uncertainty in this type of organization. As Tannenbaum reminds us, the labour movement basically defines its action in terms of its environment and its internal relations can only be understood as a reflection of the demands of its external relations. Thus, the relevant areas of uncertainty will be the environmental factors as well as the behaviour of the members insofar as it reflects the characteristics of the environment. The peculiarities of the Quebec situation which we discussed in Chapter VII can thus be considered as areas of uncertainty which are under the control, at least to a certain extent, of the QFL and of certain union leaders who use them to increase the power of the QFL in relation to the CLC and the unions.

However, to explain the fact that this strengthening does not have the unanimous support of the unions we must change the area of uncertainty concept so that it becomes a variable factor, of varying degrees of intensity. We can thus give an account of the varying degrees of power of the QFL over different unions or, in other words, of the more or less positive or negative attitude of the unions to the strengthening of the

Quebec central organization, taking into consideration the greater or lesser importance for the unions of the areas of uncertainty which the QFL has taken under its control. This is what Crozier refers to as the relevance of the areas of uncertainty. We have used this concept in our research in talking of the different factors which affect the sensitivity of the unions to the peculiarities of the Quebec situation; these factors including the structure and history of the unions as well as their bargaining strategy.

NOTES

